

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
ISRAÉLITES DE L'ALGÉRIE

ET LE
DÉCRET CRÉMIEUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 8 novembre 1900, à 9 h. 1/2

PAR

JACQUES COHEN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. ESTOUBLON.

Suffragants : { MM. LAINE, ESMEIN, } professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

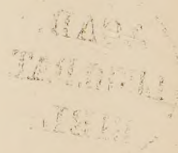
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES ISRAÉLITES DE L'ALGÉRIE

DÉCRET CRÉMIEUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sera soutenu le jeudi 8 novembre 1900, à 9 heures 1/2

JACQUES COHEN

ACAD.
LOND. BAT.
BIBL.

Suffragants: { MM. LAINÉ, } professeurs.
ESMEIN, }

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Accarias. — Droit Romain.

Actes de l'Assemblée des Israélites de France et du royaume d'Italie. Paris, 1808.

Actes du Gouvernement de l'Algérie. *Bulletin officiel*, Paris, 1843.

Allan. — Conférence à l'Exposition de 1889. L'Algérie. Paris, 1889.

Aperçu historique sur l'État d'Alger, par le Dépôt de la guerre. Paris, 1830.

Archives israélites, 1840.

Bachmann. — De la condition des personnes en Algérie. Thèse Paris, 1886.

Baude (baron). — L'Algérie. Paris, 1844.

Baudicour (de). — Histoire de la colonisation française en Algérie. Paris, 1848.

Baudry-Lacantinerie. — Droit civil.

Bazille (Camille). — Les Indigènes algériens et l'Impôt arabe. Paris, 1882.

Béquet. — Législation de l'Algérie et *Répertoire de droit administratif*.

Bernard Lazare. — L'Antisémitisme.

Berteuil. — L'Algérie française. Paris, 1856.

Besson (Emmanuel). — Législation civile de l'Algérie. Paris, 1894.

Bloch (grand rabbin). — Les inscriptions tumulaires dans les anciens cimetières israélites d'Alger. Paris, 1888.

Bonhoure (Alphonse). — Eloge de Crémieux. Paris, 1885.

Bulletin de la Société de géographie. Avril-mai, 1870.

Bulletin de l'Alliance israélite universelle, 1872.

Burdeau. — Rapport sur le budget de l'Algérie, 1892.

Bureaux arabes devant le jury (Les). Alger, 1871.

Bussiére (avocat général). — Observations sur les tendances criminelles des races existant en Algérie. Alger, 1895.

Cahen (Grand-rabbin Ab.). — Les Juifs dans l'Afrique septentrionale (*Recueil de la Société archéologique de Constantine*. Constantine, 1867).

Cat (Ed.). — Précis de l'histoire de l'Algérie française. Alger, 1890.

Caze (F.). — Alger, Paris, 1834.

- Cogordan.** — De la nationalité.
 Consistoire central des Israélites de France (Note du). Paris, 1871.
- Crémieux.** — Actes de la Délégation à Tours et à Bordeaux. Tours, 1871.
- Réponse à la Pétition du Bouzet. Paris, 1871.
- Réfutation de l'Exposé des motifs Lambrecht. Paris, 1871.
- De la Primaudaie (Élie).** — Le commerce et la navigation de l'Algérie avant la conquête française. Paris, 1861.
- Delort (Lieutenant-général).** — Notes sur l'ouvrage du général Berthezène. Alger, 1834.
- Delsieux (Jules).** — Essai sur la naturalisation collective des Israélites indigènes. Alger, 1860.
- Demangeat.** — Droit Romain.
- Despagnet.** — Précis de Droit international.
- Des Vergers (Noël).** — L'Arabie.
- Devoulx (Albert).** — Archives du Consulat général de France à Alger.
- Dislère (Paul).** — Législation coloniale.
- Du Bouzet.** — Pétition à l'Assemblée nationale. Paris, 1871.
- Dunoyer.** — Etude sur le conflit des lois spécial à l'Algérie. Thèse.
- Dureau de la Malle.** — La province de Constantine. Paris, 1837.
- Durieu (Louis).** — La naturalisation des Juifs algériens (*Revue socialiste*, juillet à octobre 1899).
- Le prolétariat juif en Algérie (*Revue socialiste*, n° 173).
- Estoublon et Lefébure.** — Code de l'Algérie.
- Estoublon.** — Jurisprudence algérienne.
- Enquête de la Commission de l'Assemblée nationale sur les actes du gouvernement de la défense nationale (dépositions des témoins et rapports de la Sicotière, Boreau-Lajanadie, Chaper).
- Enquête sénatoriale de 1891 (Rapport de M. Jules Ferry et annexes).
- Féraud (Charles).** — Histoire de la Calle. Alger, 1878.
- Les interprètes de l'armée d'Afrique. Alger, 1876.
- Feydeau (Ernest).** — Alger. Paris, 1860.
- Fey (H. L.).** — Histoire d'Oran avant, pendant et après la domination espagnole. Oran, 1858.
- Folleville (de).** — De la naturalisation.
- Fonvielle (Wilfrid de).** — L'Empereur en Algérie. Paris, 1860.
- Forest (Louis).** — La naturalisation des Juifs algériens et l'insurrection de 1871. Paris, 1898.
- Frégier.** — La question juive. Sétif, 1860.
- Le mariage de l'israélite algérien. Sétif, 1862.
- Naturalisation des indigènes et des étrangers. Sétif, 1863.

- Les Israélites algériens et le décret réorganisateur de l'Algérie. Constantine, 1864.
- Les Juifs algériens. Paris, 1865.
- Funck-Brentano et Albert Sorel.** — Précis du droit des gens.
- Fustel de Coulanges.** — La cité antique.
- Garraud.** — Droit criminel.
- Genty de Bussy.** — Etablissement des Français à Alger. Paris, 1839.
- Gillotte (Charles).** — Quelques mots sur la nécessité de soumettre tous les habitants de l'Algérie à la loi française. Constantine, 1858.
- Girault.** — Le problème colonial. Paris, 1894.
- Glais-Bizoin.** — Dictature de cinq mois. Paris, 1873.
- Greffier.** — Formation et revision des listes électorales.
- Guyot (Yves).** — L'œuvre de M. Jules Cambon. Paris, 1897.
- Haddey (J. M. Albert Devoulx).** — Le livre d'or des Israélites algériens. Alger, 1873.
- Haussonville (d').** — La colonisation officielle en Algérie. Paris, 1882.
- Jonnart.** — Rapport sur le budget de l'Algérie.
- Juchereau de Saint-Denys.** — Considérations sur la régence d'Alger. Paris, 1831.
- Lapène** (lieutenant-colonel). — Tableau historique d'Oran. Metz, 1842.
- Le corps des interprètes militaires. Valence, 1881.
- Leroy-Beaulieu (Anatole).** — Israel chez les nations.
- Leroy-Beaulieu (Paul).** — La colonisation chez les peuples modernes.
- Lenormend.** — Le péril étranger. Paris, 1899.
- Malo (Charles).** — Histoire des Juifs. Paris, 1826.
- Martin et Foley.** — De l'acclimatement en Algérie, Alger, 1848.
- Histoire statistique de la colonisation algérienne. Paris, 1851.
- Maynz.** — Droit romain.
- Menerville.** — Dictionnaire de la législation algérienne.
- Merlin.** — Répertoire, V^o *Juifs*.
- Montesquieu.** — Esprit des lois, liv. X.
- Nettement (Alfred).** — Histoire de la conquête d'Alger. Paris, 1867.
- Nietzsche (Frédéric).** — Humain, trop humain. Traduction Desrousseaux.
- Ortolan.** — Histoire de la Législation romaine.
- Pananti.** — Relation d'un séjour à Alger. Paris, 1820.
- Pellissier de Reynaud.** — *Annales algériennes*, Paris et Alger, 1836.

- Plantet (Eugène).** — Correspondance des deys d'Alger avec la Cour de France. Paris, 1889.
- Prévost-Paradol.** — La France nouvelle. Paris, 1868.
- Poivre (Aimé).** — Les indigènes algériens. Alger, 1862.
- Pourquery de Boisserin.** — Rapport sur le budget de l'Algérie (*Journal officiel*, 1895. Doc. parl., Ch. des députés, p. 78).
- Rambaud.** — L'insurrection de 1871. Paris, 1891.
- Reclus.** — L'Algérie septentrionale.
- Renan.** — Qu'est-ce qu'une nation ? Paris, 1842.
- Le judaïsme comme race et comme religion. Paris, 1883.
- Renaudot.** — Alger. Paris, 1830.
- Revue africaine*, 1869.
- Revue algérienne*, 1891, 1892, 1896 à 1900.
- Revue socialiste*, juillet à octobre 1899.
- Rinn.** — Histoire de l'insurrection de 1871. Paris, 1891.
- Rouanet (Gustave).** — Discours à la Chambre des Députés (19 et 24 mai 1899). Brochure, Paris, 1899.
- Rozet.** — Voyage dans la régence d'Alger. Paris, 1833.
- Sautayra.** — Législation de l'Algérie.
- Schwab (Moïse).** — Histoire des Israélites. Paris, 1866.
- Shaler.** — Esquisse sur l'État d'Alger. Paris, 1830.
- Shaw.** — Voyage en Orient. Traduction française. Paris, 1743.
- Simon (Jules).** — Le gouvernement de M. Thiers. Paris, 1879.
- Sumien (Paul).** — Le régime législatif de l'Algérie. Thèse Paris.
- Surville et Arthuys.** — Droit international.
- Taupiac.** — Les Israélites indigènes. Constantine, 1871.
- Tissier (Albert).** — Condition des Israélites algériens. *Revue algérienne*, 1891.
- Uhry et Cahen.** — Recueil des lois concernant les Israélites depuis 1850. Paris, 1883.
- Univers israélite*, 1871.
- Vacherot.** — Les conditions morales de la démocratie. Paris, 1860.
- Vignon (Louis).** — L'expansion coloniale de la France.
- Villot.** — Mœurs et coutumes des indigènes d'Algérie. Paris, 1888.
- Wahl (Maurice).** — L'Algérie. Paris, 1882.
- Walsin-Esterhazy.** — La domination turque dans l'ancienne régence d'Alger. Paris, 1840.
- Weiss.** — Droit international privé (Précis de).

INTRODUCTION

La situation des Israélites de l'Algérie, que nous nous proposons d'étudier ici, soulève à la fois une question de nationalité et un problème de colonisation.

C'est ce qu'il nous faut établir dès l'abord.

Le XIX^e siècle a constitué une simple tentative de réalisation et de mise en pratique de quelques-unes des vérités énoncées par les publicistes du XVIII^e, et que la Révolution a définitivement fait entrer dans le patrimoine intellectuel de l'humanité.

Dans le domaine du droit public, c'est la Révolution qui fit de la nation l'essence des gouvernements et des patries. Désormais, ce n'est plus le Roi que les nationaux servent, funeste erreur qui explique sans les excuser les luttes des émigrés contre la France soulevée : c'est la nation elle-même qui soude dans un même lien d'unité les divers citoyens de la patrie.

Avec les armées de la Révolution, et pour y subsister plus longtemps qu'elles, les idées des enthousiastes apôtres des libertés nouvelles pénétrèrent par toute l'Europe. Amplifiées par les haines nationales du continent, que surexcitaient les conquêtes de Napoléon, elles se condensaient bientôt dans un principe célèbre, le principe des nationalités, lequel devait servir à un remaniement complet de la carte de l'Europe. Révolutionnaire dans son

essence, en ce sens que ce groupement des hommes d'après leurs volontés, leurs mœurs et leurs tendances était une conséquence directe de l'esprit démocratique de 1789, ce principe fut mis en avant par les plus traditionnelles des monarchies d'Europe, dans la plupart des guerres du milieu de ce siècle (1).

C'est donc de la Révolution française que découle la conception moderne de la nationalité. Elle est essentiellement différente de celles de l'antiquité et du moyen âge.

Dans l'antiquité, la nationalité, en raison de l'organisation théocratique des premières sociétés, est une notion intimement liée à l'idée religieuse. « Le citoyen est l'homme qui a la religion de la cité ; l'étranger est celui qui n'a pas accès au culte, celui que les dieux de la cité ne protègent pas et qui n'a pas même le droit de les invoquer (2). »

Athènes, d'après les lois de Solon, exigeait des conditions extrêmement rigoureuses aussi bien pour que l'étranger pût être admis à séjourner sur le sol de la ville que pour son incorporation à la cité, et cela, dit Démosthène, « pour conserver aux sacrifices toute leur pureté ».

Rome eut, de même, une tendance constante à assimiler la religion et le droit de cité. On sait quelle importance fondamentale conservèrent le *jus sacrorum* et le *jus censendi*, deux droits d'essence religieuse. De tout temps,

(1) Guerre anglo-franco-russo-turque de 1827. Révolution hongroise de 1848. Guerre d'Italie (1859). En 1871, la Prusse imagina d'invoquer la similitude d'origines et de langue, pour justifier le rattachement de l'Alsace-Lorraine à l'empire allemand.

(2) Fustel de Coulanges, *Cité antique*, I. III, ch. XII. Le chapitre entier serait à citer dans notre sens.

l'organisation politique de la grande nation latine reposa sur une conception religieuse (1).

Le droit germanique a, surtout, considéré l'unité de race, de souche, comme le fondement de ses multiples organismes de tribus.

Quant à notre droit français du moyen âge, n'est-il pas exact de dire qu'il a fondu ces deux idées fondamentales l'une dans l'autre, en substituant bien entendu la religion chrétienne à la vague mythologie romaine, et la monarchie, de plus en plus forte et centralisatrice, à l'autocratie sauvage des chefs germains ? Plus tard, lorsque la royauté est devenue absolue, de droit divin, c'est encore dans cette communauté dans la religion, dans la langue et dans la race, condensée dans l'unité royale qui les résume toutes, que la nationalité prenait ses points d'appui-réels.

L'idée moderne de la nationalité paraît sensiblement différente. Elle a modifié les données anciennes, reposant sur des états de fait comme la religion, la race, la langue ; elle a fait une plus grande part à la volonté humaine et aux intérêts moraux ou matériels des individus. Stuart Mill a donné de la nationalité moderne une profonde définition : « On peut dire, dit-il, qu'il y a nationalité là où se trouvent des hommes unis par des sympathies communes, qui n'existent pas entre eux et d'autres hommes, sympathies qui les portent à agir de concert beaucoup plus volontiers qu'ils ne le feraient avec d'autres, à désirer vivre sous le même gouvernement et à désirer que ce même gouvernement soit exercé exclusivement par

(1) En ce sens : Accarias, *Dr. rom.*, I, p. 106 ; Ortolan, *Hist. de la législ. rom.*, p. 9 ; Maynz, *Dr. rom.*, I, p. 43 ; Fostel de Coulanges, *op. cit.*

eux-mêmes ou par une portion d'entre eux. » Et le philosophe ajoute : « Le sentiment de nationalité peut avoir été engendré par diverses causes ; c'est, quelquefois, l'effet de l'identité de race ou de souche ; souvent, la communauté de langage et la communauté de religion contribuent à le faire naître, les limites géographiques également. Mais la cause la plus puissante de toutes, c'est l'identité d'antécédents politiques, la possession d'une histoire nationale et, par conséquent, la communauté de souvenirs, l'orgueil et l'humiliation, le plaisir et le regret se rattachant aux mêmes incidents du passé. »

Le droit public a subi une évolution identique. « Une nation, dit un auteur (1), dans le vrai sens du mot, n'est pas une agglomération d'hommes courbés sous le même sceptre par la chance de la victoire : c'est un groupe d'individus unis par la similitude des goûts, des usages, des intérêts, des sympathies, si bien qu'il règne entre eux une cohésion intime, une puissante solidarité qui leur fait souhaiter de vivre sous les mêmes lois, et de marcher ensemble aux mêmes destinées. »

« On définira la nation, disent MM. Funck-Brentano et Albert Sorel, une réunion d'hommes ayant les mêmes mœurs, les mêmes coutumes, et les mêmes traditions historiques (2). »

M. de Folleville, dans son ouvrage sur la *Naturalisation*, ne pense pas différemment, « Il est reconnu, d'après les principes du droit des gens actuel, que d'une part, la di-

(1) Cogordan, *De la Nationalité*, 4^e éd., p. 5.

(2) *Précis du droit des gens*, p. 15. Dans le même sens, Weiss, *Précis de droit international privé*, I, p. 2 (avec les citations, en note, de Ahrens, Serge Popoff et Caro).

versité de races et de langues n'empêche pas l'unité d'une nation ; d'autre part, l'unité de race, de langue et de religion ne s'oppose pas au groupement des individus en nations séparées... Nous disons, d'abord, que la diversité des races et des langues n'empêche pas l'unité d'une nation. Nous pouvons citer, à titre d'exemples, l'Alsace et la Lorraine, ces provinces si dévouées à la France malgré la dissemblance des origines, de la langue et des mœurs... Nous avons ajouté que, malgré l'unité de race, de langue et de religion, malgré même l'unité des frontières naturelles, les peuples peuvent appartenir logiquement à des nationalités différentes. Il suffit d'indiquer l'Espagne et le Portugal, dont la séparation en deux États différents s'est maintenue à travers les siècles (1). »

Tous les auteurs s'accordent ainsi à voir dans le lien de la nationalité quelque chose d'absolument distinct des idées de langue, de race, de religion. La nationalité, si nous osions en proposer la définition, serait, selon nous, la volonté commune à certains hommes de vivre sous les mêmes lois ; la nationalité, ce serait le désir de se fondre dans une même personnalité sociale.

On peut assigner bien des causes à cette transformation de la conception de nationalité. La plus importante, celle qui, au fond, les résume toutes, c'est la pénétration de plus en plus grande des nations les unes dans les autres, dans le courant de notre siècle. Les chemins de fer et le télégraphe, bientôt les téléphones, ont diminué, presque supprimé les distances ; et, tandis qu'auparavant, en raison de l'éloignement des nations les unes des autres,

(1) *Op. cit.*, n° 261, p. 194.

de leur isolement moral, il était facile d'admettre que seuls étaient nationaux ceux qui, habitant la même ville ou province, suivaient la même foi et obéissaient aux mêmes chefs, il n'était plus à notre époque possible d'user du même critérium distinctif, et il était logique d'admettre une notion moins matérielle, qui faisait une part plus grande à l'identité sentimentale et intellectuelle. « L'homme est tout dans la formation de cette chose sacrée qu'on appelle un peuple. Rien de matériel n'y suffit. Une nation est un principe spirituel, résultant des complications profondes de l'histoire, une famille spirituelle... (1). » « L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit, et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation.. (2). »

En réalité, ces idées nouvelles étaient en germe dans la Révolution française, « l'avènement de la loi, la résurrection du droit, la réaction de la justice », selon Michelet.

La Révolution, nous l'avons vu, consacrait le droit pour les peuples de se gouverner eux-mêmes ; du même coup, elle avait permis de faire entrer des éléments juridiques dans la nationalité.

Etant donné qu'une nationalité se constitue par la réunion de volontés communes et identiques, on peut conclure que la nationalité, pour celui qui adhère à cette communauté de volontés, est devenue un *droit*.

Nous ne reculons pas, par conséquent, devant cette con-

(1) Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation*, 1882, p. 25.

(2) *Ibidem*, p. 29.

clusion : tout individu remplissant les conditions intellectuelles et morales qui l'assimilent à l'âme française, qui *veut* vivre de nos lois, qui *veut* en subir les charges et en partager les bénéfices, a le *droit* d'obtenir la cité française (1).

C'est bien en vertu d'une conception juridique de la nationalité que l'Assemblée Constituante accorda aux Juifs français la qualité de citoyens, et cette observation n'apparaîtra pas comme inutile, au seuil d'une étude consacrée aux Juifs néo-français de l'Algérie. Il suffit de rappeler les termes du décret du 27 septembre 1791 pour s'en convaincre :

« L'Assemblée nationale, considérant que les conditions nécessaires pour être citoyen français et pour devenir citoyen actif, sont fixées par la constitution. et que *tout homme réunissant les dites conditions*, prête le serment civique, et *s'engage à remplir tous les devoirs que la constitution impose*, a droit à tous les avantages qu'elle assure ;

« Révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérés dans les précédents décrets, relativement aux individus juifs qui prêteront le serment civique, qui sera re-

(1) Nous ne pouvons ici qu'esquisser cette théorie du *droit à la nationalité*. Cependant, faisons observer que ce droit paraît singulièrement confirmé par divers principes de notre droit international, en particulier, par celui qui ne reconnaît pas les *heimathlos*, ou individus sans patrie. L'individu a le devoir d'avoir une nationalité. Or, à tout devoir doit correspondre un droit. Signalons aussi la tendance du droit moderne à régler la perte de la nationalité, par ces principes que nul ne peut avoir deux patries, et que nul national n'est tenu de demeurer dans sa patrie primitive. Il se constitue là toutes les apparences d'un droit nouveau. A notre avis, la conséquence de la reconnaissance de ce droit consisterait dans l'attribution à l'autorité judiciaire, avec faculté d'appréciation, du pouvoir d'accorder la naturalisation.

gardé comme une renonciation à tous privilèges et exceptions reproduits précédemment en leur faveur (1). »

En résumé, sous l'influence des doctrines de 1789, la conception moderne de la nationalité a mis au second plan toute distinction de langue, de race ou de religion : elle est devenue un lien purement moral et intellectuel, que l'on doit faire entrer dans le domaine du droit (2).

Mais le XIX^e siècle, qui a vu s'accomplir cette transformation, a assisté à d'autres spectacles encore. Le moins curieux, ni le moins fécond en conséquences, ce n'est pas ce courant irrésistible qui a poussé toutes les nations de l'Europe à augmenter leur territoire par l'acquisition de colonies. A mesure que les divers pays se constituaient plus fortement, que la division de l'Europe en grands Etats s'accusait plus nettement, chacun de ces Etats se répandait plus en dehors, allait à des conquêtes nouvelles ; et la coïncidence historique, tant de fois renouvelée, depuis Rome jusqu'à l'Angleterre, entre la formation de fortes nationalités et leur puissance d'expansion territoriale, permet de se demander si l'on ne pourrait pas appliquer à la science des Etats cette vérité d'ordre psychologique, à savoir que la plus forte personnalité est celle qui, le plus, réagit sur l'extérieur (3).

La France a pris sa place dans cette conquête du monde

(1) *Bulletin des Lois*, t. V, octobre 1791 à juin 1792, p. 229.

(2) Nous pourrions indiquer comment la législation, du Code civil à la loi de 1889, a suivi la transformation des idées, mais cela nous entraînerait en dehors du cadre de notre étude.

(3) Il y a, à cette loi d'expansion coloniale, de fortes raisons économiques et politiques, admirablement exposées par M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son livre *La colonisation chez les peuples modernes*. En particulier, 4^e éd., préface de la 2^e éd., p. XII,

par un continent. L'Afrique, en particulier, cette *res nullius* du droit international de jadis, la Lybie de Strabon, l'ignorée, la mystérieuse Afrique a révélé en notre faveur une grande partie de ses secrets. Notre pays a conquis, depuis 1830 jusqu'à la période de 1900, un territoire sensiblement plus considérable que celui de la métropole, territoire limité, au nord, par Alger et Tunis, à l'ouest, par Saint-Louis du Sénégal, au sud, par le Congo, à l'est, par le lac Tchad et Tombouctou.

Il est facile d'apercevoir quelle grande difficulté, d'ordre à la fois moral, juridique et politique, allait causer la réunion de ces deux idées, d'une part, de cette nationalité de conscience et de volonté, et de l'autre, de cette force de colonisation et de conquête. Toutes ces populations, annexées au drapeau tricolore par la force, quel sort allaient-elles subir ? Allaient-elles demeurer les sujettes de notre pays, courbées éternellement sous sa domination, séparées de nous par des barrières infranchissables ? Au contraire, allaient-elles, venant progressivement aux idées, aux mœurs, à l'âme françaises, se fondre dans notre nationalité, pour participer un jour à notre vie morale, économique et politique ? Quelles conditions devait-on exiger des indigènes pour les assimiler complètement à nous ?

C'est une partie, et une partie fort restreinte naturellement, de ce problème si grand, que nous nous proposons d'étudier dans ce travail. Nous n'envisageons qu'une seule portion de l'Afrique française, l'Algérie ; dans l'Algérie, une portion réduite de la population, les Israélites. Ceux-ci mêmes, nous devons les examiner au seul point de vue de leur admission à la cité française, laissant de côté, au

moins dans leurs détails, les diverses autres phases de leur vie économique, juridique et sociale.

En particulier, le décret du 24 octobre 1870, dit décret Crémieux, concentrera plus particulièrement notre attention. Cet acte, qui a assimilé aux citoyens français les Israélites indigènes des départements de l'Algérie, a soulevé les critiques les plus ardentes et alimenté de nombreuses controverses.

C'est qu'en effet, en plus des difficultés immédiates d'exécution, il pose une grave question de principe.

Expliquons nettement notre pensée.

Si dans cette extension de la nation vers des pays transmaritimes, on veut faire prévaloir la notion de simple conquête, l'unique nécessité pour la métropole de se créer des centres de production ou de culture, ou surtout des débouchés nouveaux pour le commerce et l'industrie (1), alors il paraîtra logique de tracer une ligne de démarcation inflexible entre le national et le sujet, entre le Français et l'habitant des territoires conquis, et de refuser à ce dernier l'accès de la nationalité française.

Si, au contraire, on a la sensation forte que la France est une grande personne morale, qu'elle a le droit et le devoir de faire pénétrer cette force et cette mentalité supérieures à travers le monde, si l'on admet en conséquence que la majeure raison d'être de la colonisation est, avec la nécessité économique et politique de pays nouveaux, ce besoin irrésistible de gagner des âmes, des sympathies,

(1) C'était le seul point de vue qu'envisageait l'ancien régime. Les colonies étaient les pays des Epices. A ce sujet, nous pouvons signaler la déclaration du 2 juillet 1615, relatée dans Paul Dislère, *Législation coloniale*.

des pensées chaque jour plus nombreuses au patrimoine moral de notre patrie, alors il faudra admettre que la seule politique à suivre dans nos colonies est celle qui tend à l'assimilation progressive des indigènes, à leur annexion morale, à leur francisation en un mot.

Quel est, de ces deux systèmes, celui qui paraît le plus adéquat à l'esprit de la France moderne ? Incontestablement le second.

C'est celui, tout d'abord, qui est le plus conforme au génie latin : Rome fut une grande assimilatrice.

C'est, surtout, celui qui découle le plus nettement des idées révolutionnaires.

Déjà, Montesquieu avait déclaré que la conquête laissait toujours au peuple conquérant un grand devoir à remplir. « Je définis ainsi le droit de conquête : un droit nécessaire, légitime et malheureux, qui laisse toujours à payer une dette immense pour s'acquitter envers la nature humaine (1). » Et ce devoir, le penseur le définit ainsi : « Lorsqu'après un certain espace de temps, toutes les parties de l'Etat conquérant se sont liées à celles de l'Etat conquis, par des coutumes, des mariages, des lois, des associations et *une certaine conformité d'esprit*, la servitude doit cesser (2). »

La Révolution, sur ce point encore, a suivi les publicistes du XVIII^e siècle. Quand les hommes de 1789 proclamaient l'égalité de tous les citoyens, quand ils affirmaient les droits de l'homme, ils étendaient dans leur pensée tous ces droits à tous les hommes sans exception, sans distinction de climats ni de sectes (3).

(1) *Esprit des lois*, liv. X, ch. IV.

(2) *Ibidem*.

(3) En notre sens : Girault, *Le Problème colonial*, 1894, p. 30.

Ce principe d'assimilation des colonies à la métropole (1) a spécialement rencontré, en ce qui concerne l'Algérie, l'approbation de nombre d'esprits d'élite : « L'Afrique ne doit pas être pour nous un comptoir comme l'Inde, ni seulement un camp et un champ d'exercice pour notre armée, encore moins un champ d'expériences pour nos philanthropes ; c'est une terre française, qui doit être le plus tôt possible peuplée, possédée et cultivée par des Français, si nous voulons qu'elle puisse un jour peser de notre côté dans l'arrangement des affaires humaines 2). »

« En faisant de ces peuples nos sujets, dit un historien de l'Algérie (3), nous avons contracté l'obligation de les civiliser, de les rendre meilleurs, plus instruits et plus heureux. »

A toutes ces raisons morales, qui ne peuvent plus être sérieusement contestées, ne manquons pas d'ajouter une considération d'ordre purement économique, c'est que l'Algérie devait nécessairement constituer pour la France à la fois une colonie de peuplement et une colonie d'exploitation (4).

Les colonies, on le sait, se subdivisent en trois classes : les colonies de peuplement, celles d'exploitation, celles de commerce. Or, les divers caractères propres aux deux premières, l'habitabilité pour l'Européen, la possibilité

(1) Nous prenons le mot *assimilation* dans son sens large, et non dans son acception technique : en langage de science coloniale, on appelle *assimilation* la doctrine en vertu de laquelle l'administration de la colonie doit être la même que celle de la métropole. Or, nous parlons ici de la *fusion* des peuples.

(2) Prévost-Paradol, *La France nouvelle*, 1868.

(3) M. Maurice Wahl, *L'Algérie*, 1^{re} éd., p. 246.

(4) En ce sens : Louis Vignon, *L'Expansion coloniale de la France*, p. 181.

pour lui de s'acclimater et d'exploiter le sol, d'une part ; de l'autre, la présence d'une forte population indigène ; tous ces caractères contradictoires se rencontrent au plus haut point dans l'Algérie, et c'est là surtout la source des difficultés inouïes rencontrées par nous là-bas (1). Donc, pour fondre ensemble colons et indigènes, pour constituer sur le sol algérien cette nouvelle race de nationaux français, il fallait de toute nécessité suivre une politique réfléchie et progressive d'assimilation et de fusionnement.

On peut constater qu'abstraction faite de nombre d'incohérences et de fluctuations (2), la tendance générale de notre politique en Algérie, à l'égard des indigènes, a consisté précisément dans cette recherche constante de l'assimilation de ces derniers à notre civilisation. Et c'est encore la politique de l'assimilation qui est recommandée pour l'avenir par les savants les mieux renseignés.

« Il ne reste donc que le second parti, dit M. Paul Leroy-Beaulieu (3), la fusion de l'élément indigène avec l'élément européen : si grandes que soient les difficultés qu'il entraîne, si complexe que puisse être le problème, nous disons avec les colons les plus intelligents d'Algérie qu'il est le seul à offrir une solution pratique et définitive, et que, si l'on agit avec prudence, patience, mesure, mais avec persévérance et esprit de suite, on peut être sûr du succès (4). »

Résumons-nous encore ici : l'Algérie est une colonie

(1) En ce sens : Paul Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 332.

(2) La plus connue réside dans l'idée du royaume arabe, due à Napoléon III, et d'où résulta le sénatus-consulte de 1863.

(3) *Op. cit.*, p. 416.

(4) Nous aurons à examiner, dans notre dernier chapitre, si les faits paraissent autoriser un pareil optimisme, en ce qui concerne les Musulmans.

dont les indigènes devraient être assimilés le plus complètement possible à la nationalité française.

L'objet du présent travail va donc se trouver délimité, d'après les observations qui précèdent, par l'examen de la triple question suivante :

Les Israélites algériens remplissaient-ils les conditions morales suffisantes pour leur donner droit à la nationalité française ?

Leur naturalisation en masse, par le décret du 24 octobre 1870, dit le décret Crémieux, est-elle conforme à la politique coloniale que devait suivre la France en Algérie ?

Enfin, cette mesure a-t-elle eu l'effet qu'en attendaient ses auteurs, la fusion des Israélites algériens dans la grande masse française ?

N'oublions pas que des questions presque identiques s'étaient posées au moment où les Juifs de France furent admis à avoir droit de cité.

Les Juifs, cette antique nation dont Tacite vantait la valeur patriotique et militaire (1), avaient dû quitter le sol de la Judée, vaincus par Rome. Un grand nombre s'étaient établis en France, où d'incessantes persécutions ne les empêchèrent pas de s'attacher,

Merlin, dans son *Répertoire* (2), dit « qu'on s'est joué de cette nation d'un siècle à l'autre ». Les Juifs, réduits aux conditions les plus misérables, vécurent dans tout le

(1) *Histoires*, Lib. V. « Obstinatio viris feminisque par ; ac, si transferre sedes cogerentur, major vitæ quam mortis metus. » « Hommes et femmes montrèrent un acharnement égal, et, dans le cas où on les eût contraints de quitter leur demeure, ils craignaient plus la vie que la mort. » (Trad. Dureau de la Malle.)

(2) *V° Juifs*, Section I.

courant du moyen âge sans autre droit que l'arbitraire et le bon plaisir des monarques.

En 1663, ils furent tous, solennellement, condamnés à l'abjection par un arrêt régulier du Parlement de Paris. Ce fut, d'ailleurs, le dernier acte général d'ostracisme. A la Révolution, les 50 à 60.000 Juifs de France avaient derrière eux un passé de près de deux siècles sans persécutions contre leurs personnes.

Ce fut sur leurs vives instances et grâce aux plaidoyers chaleureux des Mirabeau et des Grégoire, que l'Assemblée Constituante adopta, non sans avoir longtemps tergiversé, le décret du 27 septembre 1791 que nous citions.

Mais l'assimilation n'était pas encore achevée par là, du moins en fait, sinon en droit. Napoléon I^{er}, qui régla toutes choses, voulut régler aussi la question des Juifs de son empire.

En vertu d'un décret du 30 mai 1806, une assemblée de notables israélites se réunit à Paris, les 4, 7 et 12 août 1806. L'empereur fit poser aux « délégués des Français de confession juive » cette étonnante question (la 4^e du long questionnaire dressé par Portalis) : « Aux yeux des Juifs, les Français sont-ils leurs frères, ou sont-ils des étrangers ? » Et voici la réponse qui fut faite :

« Aux yeux des Juifs, les Français sont leurs frères et ne sont point étrangers... Et comment pourraient-ils les regarder autrement, lorsqu'ils vivent sur le même sol, *qu'ils sont régis et protégés par les mêmes lois, qu'ils jouissent des mêmes droits et remplissent les mêmes devoirs ?...* Oui, la France est notre patrie, les Français sont nos frères ; et ce titre glorieux, en nous honorant à nos propres

yeux, est un sûr garant que nous ne cesserons jamais de le mériter (1). »

La réponse satisfit fort Napoléon, qui en fit sanctionner les termes et l'esprit par un Grand Sanhédrin de Rabbins, tenu l'année suivante. Celui-ci posa comme dogme religieux l'obligation pour les Israélites de s'assimiler entièrement aux lois françaises (2).

Depuis cette époque, n'est-il pas exact de dire, sans parler de polémiques dans lesquelles nous n'avons pas à entrer, que les Israélites français ont, en moins d'un siècle, entièrement adopté la mentalité française, qu'ils suivent sans difficulté aucune les lois du pays, sans aucun désir de se désolidariser d'avec la grande nation qui, la première, les admit au rang d'hommes ?

Eh bien, nous aurons à nous demander si un pareil phénomène a pu se produire en Algérie, s'il pourra se produire dans l'avenir.

Pour traiter ces questions d'une manière à peu près complète, il sera nécessaire de rechercher ce que sont en réalité les Juifs algériens, quelle est leur origine, d'examiner quelle fut leur conduite, à la conquête française et depuis cette époque ; de se demander s'ils furent ou non des auxiliaires de notre civilisation ; quels furent les prodromes et les causes de la mesure prise par le gouvernement de la défense nationale, le 24 octobre 1870 ; et quelles conséquences immédiates elle a eues ; d'établir enfin quels en sont les résultats, au point de vue juridique comme au point de vue politique.

(1) Merlin, *Rép.*, V^o *Juifs*, sect. V. al. III.

(2) Nous aurons à revenir, en ce qui touche les Israélites d'Algérie, sur ce Grand Sanhédrin qui a une importance trop négligée à notre sens.

D'après ce simple exposé, on aperçoit tout de suite, ainsi qu'il arrive fréquemment, que l'ordre logique est sensiblement le même que l'ordre chronologique.

Nous aurons donc à développer les différents chapitres suivants :

- 1° Les Juifs et l'Algérie au moment de la conquête ;
- 2° Période d'assimilation intellectuelle et législative (1830-1870) ;
- 3° La naturalisation collective (1870) ;
- 4° Effets politiques du décret ;
- 5° Examen juridique du décret.

Dans notre conclusion, que nous voulons à l'avance impartiale et réfléchie, nous aurons à envisager uniquement l'intérêt national de la France, sans vouloir aucunement prendre parti dans des polémiques bruyantes et passionnées, sur lesquelles il ne convient pas d'appuyer une étude scientifique.

CHAPITRE PREMIER

LES JUIFS ET L'ALGÉRIE AU MOMENT DE LA CONQUÊTE.

Ce fut le 25 mai 1830 que l'expédition française quitta Toulon, allant venger l'affront fait à l'honneur national le 27 avril 1827, trois ans auparavant. Depuis le coup d'éventail dont le dey d'Alger, Hussein, avait frappé au visage notre consul, M. Deval, le gouvernement de la Restauration avait tergiversé longuement ; et ce n'est pas sans quelque apparence de raison que l'opposition libérale, désapprouvant, sinon le principe, du moins l'opportunité de l'entreprise et la manière dont elle avait été préparée, y voyait bien moins une conquête nécessitée par des raisons nationales qu'un expédient destiné à détourner l'attention publique des difficultés intérieures soulevées par l'arrivée aux affaires du ministère de Polignac.

Le maréchal de Bourmont, ministre de la guerre, l'un des membres du ministère les plus attaqués par l'opposition (1), avait été choisi comme le commandant en chef des troupes, aux lieu et place du duc de Raguse, précédemment désigné ; le vice-amiral Duperré commandait la flotte.

On avait réuni des forces considérables ; mais le gouvernement de Charles X les lançait ainsi contre Alger

(1) V. le superbe article, publié le 11 août 1830, par Saint-Marc Girardin dans le *Journal des Débats*.

sans plan préconçu, sans aucune idée arrêtée à l'avance sur la suite à donner à la réparation que l'on allait demander au dey d'Alger.

Le hasard veut que deux juifs algériens aient été indirectement causes de la rupture diplomatique survenue.

En 1793, comme la disette régnait en France, l'Etat français avait contracté vis-à-vis d'une maison juive d'Alger, Busnach et Bacri, une dette de 15 millions environ pour fourniture de céréales. Le dey avait fourni lui-même une partie des approvisionnements. Or, tout ne fut pas payé intégralement. Le gouvernement de Napoléon I^{er} versa certaines sommes en à-compte. En 1819, un arbitrage amiable réduisit la créance à 7 millions (1) sous réserve des droits des créanciers français de Busnach et de Bacri. Le trésor public paya la dette, moins 2 millions et demi qui furent retenus pour désintéresser les opposants. Hussein-Dey s'indignait bientôt de ces procédés et de ces lenteurs. A diverses reprises il réclamait la totalité de la somme restant due, étant personnellement intéressé à l'affaire. En 1826, il écrivait directement à Charles X pour le prier d'activer les choses ; sa lettre restait sans réponse.

Alors, au printemps de 1827, pendant les fêtes du Baïram, tandis que M. Deval venait offrir ses hommages à Hussein-Dey, se produisait la scène de violence définitive : le dey réclamant son dû d'une voix hautaine, M. Deval répondant avec dignité et énergie, Hussein s'exclamant de colère et frappant le consul de France au visage, d'un coup de son chasse-mouches....

Le 14 juin 1830, la flotte mouilla à Sidi-Ferruch, à

(1) La loi du 24 juillet 1820 autorisa le gouvernement français à verser cette somme à la Régence d'Alger.

l'ouest d'Alger, emplacement désigné par le prodigieux mémoire de l'officier Boutin (1), et le débarquement s'opéra sans encombre.

La colonne française allait avoir à lutter au milieu de populations singulières, contre un bien singulier gouvernement.

Examinons plus spécialement quelle place les Juifs occupaient parmi celles-là et sous la domination de celui-ci.

L'Algérie est peut-être le pays du monde où les diverses races, bien loin de se fondre, sont restées le plus autonomes les unes des autres. D'autre part, un certain nombre de peuples ont pu successivement occuper ce territoire, sans laisser peut-être d'autres traces de leur passage que des monuments délabrés ou d'illisible inscriptions. Peu ou point de vestiges ethniques des Phéniciens, qui y séjournèrent plusieurs siècles, et l'histoire de Carthage dit assez avec quel éclat ; des Romains, qui en firent le « grenier de l'Italie », qui y multiplièrent aqueducs, théâtres, temples, arcs de triomphe, et y établirent de nombreux colons ; des Vandales, qui y vinrent au IV^e siècle après Jésus-Christ avec Genséric ; des Grecs, qui s'en rendirent maîtres, sous le règne de Justinien et le commandement de Belisaire. Ces nations dont la domination n'avait pourtant pas été que superficielle avaient été rapidement absorbées ou chassées.

C'est une vérité devenue banale à constater, qu'en 1830,

(1) En 1808, le capitaine du génie Boutin avait écrit un mémoire destiné à Napoléon I^{er}, pour inciter celui-ci à prendre Alger. C'est sur ses plans que fut rédigé, en 1830, *l'Aperçu historique sur l'Etat d'Alger, par le dépôt de la Guerre*, que nous avons consulté avec fruit. V. *infra*, passim.

les populations se distinguaient encore très nettement en Berbères ou Kabyles, en Arabes, en Maures, en Turcs, en Koulouglis, en Nègres, et, enfin, en Juifs.

On s'accorde à reconnaître que la race Berbère ou Kabyle est la plus anciennement fixée sur le sol de l'Afrique au moins depuis les temps historiques. « Depuis le Moghreb jusqu'à Tripoli, ou pour mieux dire depuis la mer romaine jusqu'au pays des noirs, toute cette région a été habitée par la race berbère, et cela depuis une époque dont on ne connaît ni les événements antérieurs ni même le commencement (1). »

La Constitution des Kabyles est démocratique ; ils sont divisés en tribus, et chacune d'entre elles a sa Djemmaa ou assemblée des guerriers en armes, qui fait les lois, et élit l'amin, chef et juge. Rudes travailleurs, ils labourent avec obstination un sol souvent aride ; ils font aussi le commerce, et y font montre d'intelligence, sinon de scrupuleuse honnêteté. Parmi eux, on trouve encore des colporteurs, des ouvriers ambulants qui cherchent à louer leurs bras de ci-de là.

Chrétiens pour la plupart sous la domination grecque, avec une forte teinture d'arianisme, ils se laissèrent convertir avec nonchalance à l'islamisme par les Arabes (2).

En 1830, leur nombre était évalué à plus de 200.000 (3).

Les Arabes ne sont venus qu'au VII^e siècle en Algérie, et en petit nombre seulement ; c'est l'invasion du XI^e siècle qui en amena près de 1 million. Ils eurent tôt fait d'assimiler les Berbères autochtones à leur religion, à leur

(1) Ibn-Khaldoun, historien arabe cité par Wahl, *op. cit.*, p. 47.

(2) Un certain nombre professaient le judaïsme. V. *infra*, p. 26.

(3) Aperçu historique, *loc. cit.*, p. 148.

langue et à leurs mœurs. Nomades pour la plupart, ils vivaient sous la tente, dans le Tell pendant l'été, dans le Sahara et les hauts plateaux dans la saison des pluies. D'autres sont sédentaires, installés dans de pauvres *gourbis*. Ils vivent sous un régime de communisme foncier, avec cependant des notions de propriété individuelle.

La polygamie et la répudiation sont autorisées par leur seul code religieux et civil, le Koran. Ils ne se marient jamais qu'entre eux.

La Régence d'Alger comptait, en 1830, 400.000 Arabes environ (1).

Les *Maures* étaient les habitants indigènes et musulmans des villes. « Ils ne sont pas une race, mais un résidu de toutes les races ; le sang phénicien, berbère, romain, arabe, turc se mêle dans leurs veines ; l'Europe a fourni son contingent, surtout au temps de la piraterie, quand les renégats et les captifs se comptaient par milliers (2). » Ils sont de mœurs paisibles, mais leur aptitude au travail paraît contrariée par une tendance invincible à la mollesse. L'*Aperçu historique sur l'Etat d'Alger* (3) évalue leur nombre à 1.200.000, non sans toutefois observer que ce chiffre pourrait être un peu supérieur à la réalité.

Les *Turcs* étaient les maîtres du pays. C'étaient des aventuriers et des pillards, braves à l'excès, et nullement disciplinés. Ils vinrent en Algérie au XVI^e siècle, luttant contre les armées espagnoles du cardinal Ximenès. Sous la conduite des deux frères Barberousse Aroudj et Khereddine, ils s'emparèrent du Penôn, fort espagnol dressé

(1) *Ibidem*.

(2) M. Wahl, *op. cit.*, p. 196.

(3) V. *suprà*, p. 21, note.

dans Alger, et le détruisirent. Khereddine fit même plus : il fit hommage de son territoire au Sultan de Constantinople.

Depuis, les Turcs régnèrent souverainement sur les populations du pays, qu'ils maltraitèrent affreusement, qu'ils dominèrent par la cruauté et la terreur. A l'arrivée des Français, ils n'étaient cependant guère plus de 20.000 dans la Régence.

Les *Koulouglis* étaient les métis du pays, produits par des unions mixtes entre Turcs et Indigènes. Au nombre de 20.000 environ, ils vivaient en *capite minuti*, laissés dans une situation inférieure, refusés presque toujours parmi les guerriers de la milice, et supportaient impatiemment le joug des Turcs.

Les *Nègres* provenaient du commerce assez fructueux d'esclaves que la Régence entretenait avec le Soudan. Faut-il dire qu'ils étaient traités avec une extrême dureté ?

On trouvait aussi un certain nombre de *Chrétiens Renégats*, assimilés presque complètement aux Turcs (1).

Enfin, on trouvait dans la Régence d'Alger une population assez dense, composée de 30.000 Juifs environ, séparés du reste de la population par la différence des religions.

D'où venaient-ils ? Quel rôle jouaient-ils dans le pays ? C'est ce que nous allons examiner en détail maintenant.

Un point paraît certain, et ce n'est plus contesté : c'est que l'établissement de populations juives en Algérie remonte à l'époque la plus reculée.

On peut fixer la venue des Juifs en Afrique au moment de la dispersion des 10 tribus formant la nation israélite.

(1) Dureau de la Malle, *Province de Constantine*, Paris, 1837, p. 149.

Partis de la Palestine, ils sont allés habiter l'Hedjaz et l'Yemen, convertissant un certain nombre de tribus à leurs croyances. De là ils poussèrent jusqu'à la Mauritanie et le Moghreb. Ptolémée Soter s'étant emparé de Jérusalem, transporta en Afrique plus de 100.000 Juifs, au 3^e siècle avant l'ère chrétienne (1).

On a retrouvé, dans la Cyrénaïque, une inscription remontant certainement à une époque antérieure au siège de Jérusalem par Titus, et qui montre, installée dans la Tripolitaine, une forte communauté juive (2).

D'autre part, il y avait à Rome, sous la république et dans le commencement de l'Empire, un grand nombre de prosélytes juifs, qui durent évidemment venir exercer leur influence en Numidie (3).

La destruction du temple de Jérusalem par Titus (70 ans ap.J.-C.) coïncida avec l'arrivée dans l'Afrique du nord d'une grande quantité de Juifs, qui suscitèrent même contre la domination romaine de terribles insurrections, contemporaines de la révolte du Juif Barcochebas, en Judée, sous Hadrien. Toute l'Afrique du nord fut troublée par des massacres.

A part ces périodes de soulèvements, les Juifs vivaient assez heureux dans l'Afrique romaine : et le *Talmud* parle souvent et avec honneur, de rabbins illustres établis à Carthage (4).

Leur commerce devint bientôt florissant : « Aux III^e et

(1) Josephe, *Contra Appio*, II, 4.

(2) Recueil de la Société Archéologique de Constantine. 1867. Article : « les Juifs dans l'Afrique septentrionale », par Ab. Cahen, p. 104.

(3) V. sur l'influence des Juifs à Rome, Bernard Lazare, *l'Antisémitisme*.

(4) Ab. Cahen, *loc. cit.*, p. 113.

IV^e siècles, les deux plus opulents marchés de l'Afrique romaine étaient Carthage et Hippone (Bône). Cette dernière ville était alors habitée par un grand nombre de Juifs qui se livraient au commerce...

« Les marchands juifs d'Hippone parcouraient mutuellement les provinces de *Numidie* et de *Mauritanie*. Le trafic des esclaves était la branche de commerce qu'ils exploitaient de préférence ; mais ils achetaient aussi aux peuplades Berbères de l'ivoire, des bois parfumés, et surtout du bois de cèdre, des plantes médicinales, du musc, des plumes d'autruche. Ils obtenaient ces différents objets en échange de marchandises d'une valeur assez minime, telles que colliers et bracelets de cuivre fers de lance, ouvrages en bois, et les revendaient en Italie au poids de l'or (1). »

Les Pères de l'Eglise prirent même ombrage de la situation prospère des Juifs. Ceux-ci avaient étendu fort loin leur prosélytisme. Les principales tribus kabyles, qui luttèrent contre les Arabes à leur arrivée, professaient le mosaïsme, à leur tête, la célèbre prophétesse, Dihya la Kahina. Dans le désert même, des tribus juives s'étaient installées : M. Beaunier, consul de France à Mogador, rapporte (2) que des Israélites sont encore, à l'heure actuelle, établis à Tombouctou. En plein Sahara, on trouve une tribu entière composée de Juifs convertis depuis un nombre immémorial d'années à l'islamisme, et que les Touaregs appellent les Daggatoun (3).

(1) Elie de la Primaudaie, *Le commerce et la navigation de l'Algérie avant la conquête française*. Paris, 1861, p. 71.

(2) *Bulletin de la Société de Géographie*, avril-mai 1870.

(3) *Ibidem*.

Les Chrétiens triomphants devaient nécessairement réagir contre cette action. Tertullien composa son *Apolo-gétique* contre les Juifs de Carthage. Les divers Conciles se préoccupèrent bientôt de mettre les Israélites en dehors de la vie sociale (1). Lorsque le Christianisme fut définitivement victorieux des anciennes croyances, avec Constantin et Constance, l'Eglise se fit encore plus sévère à leur égard. « Tu es obligée, fait dire un Père par l'Eglise à la Synagogue, de payer le tribut aux chrétiens ; un juif ne peut prétendre à l'empire, ni devenir comte ou gouverneur de Province ; il ne peut entrer dans le Sénat, ni faire partie de la milice. On ne le reçoit pas même aux bonnes tables, et, s'il conserve le moyen de gagner sa vie, c'est uniquement pour l'empêcher de mourir de faim (2). »

Les Vandales furent plus tolérants ; mais les empereurs grecs ayant reconquis le territoire, eurent une recrudescence de sévérité à l'égard des Juifs de l'Afrique. La nouvelle XXXVII de Justinien, adressée à Salomon, gouverneur de l'Afrique, recommande à celui-ci de s'emparer de toutes les synagogues et de les convertir en églises.

L'exercice public du culte juif fut interdit.

Le nombre des Juifs ne diminua cependant pas. Un ouvrage arabe de l'historien El-Kairouani paraît le démontrer : « J'ai entendu dire qu'un Juif avait jadis commandé à Ben Zert (Bizerte). Plus tard, lorsque cette ville eut été réduite sous le joug, les habitants des environs, pour la punir de l'insolence qu'elle avait montrée au temps de sa prospérité, choisirent le samedi pour jour du marché, afin

(1) Conciles d'Elvire (313), de Laodicée (320), de Nicée (325).

(2) *Altercatio Ecclesiae et Synagogae*, par saint Augustin.

que les citadins ne pussent y faire leurs approvisionnement (1). »

L'arrivée des Arabes en Afrique ne constitua pas un grand changement pour les Juifs. Dès la fondation de Kairouan, des écoles israélites s'y créèrent ; le nom d'illustres médecins juifs y est répété encore ; les deux Ishak-ben-Amram, le grand-père et le petit-fils, et Ishak-ben-Suleiman Israeli, qui furent les médecins des Khalifes Ziadet Allah III et Abou Abd Allah (2). Mais la dynastie des Edrissites, établie dans le Moghreb, avec Fez pour capitale, persécuta au contraire juifs et chrétiens. Fez eut un quartier où les Juifs durent s'établir, moyennant une redevance annuelle de 30.000 dinars.

On cite ainsi, dans tout le nord de l'Afrique, de fortes communautés juives, durant toute la durée de la domination arabe. Au IX^e et au X^e siècles, on retrouve des noms de médecins, de grammairiens juifs.

Bientôt cependant s'accomplirent de sanglantes persécutions, dues au fanatisme religieux des Khalifes de la dynastie des Almoravides (princes marocains) et des Almohades. Ces princes voulurent mettre à exécution les ordonnances d'Omar I^{er}, un des premiers Khalifes, cousin de Mahomet, qui se vantait d'avoir détruit 4000 temples chrétiens, et bâti 1400 mosquées, lesquelles ordonnances prévoyaient pour les infidèles la conversion ou la mort. Les Khalifes de la Mecque avaient déjà déclaré les Chrétiens et les Juifs incapables d'occuper un emploi public, leur avaient interdit de s'habiller comme les fidèles, et de monter à cheval (3). Les princes du Moghreb et de Kai-

(1) Les habitants de Bizerte observaient donc le Sabbat (Traduction Pelissier et Remusat, p. 42).

(2) Ab. Cahen, *op. cit.*, p. 123.

(3) *L'Arabie*, par Noel des Vergers, p. 446.

rouan fixèrent une limite pour tous les Juifs, disant que les Théologiens arabes n'avaient laissé aux Juifs que 500 années pour attendre leur Messie ; que le délai était expiré, et qu'il fallait reconnaître l'Islam. Depuis cette époque (XII^e siècle) les Juifs et les chrétiens furent abreuvés d'outrages, et leurs biens fréquemment pillés, sans parler des massacres qui avaient lieu de temps à autre.

A la fin du XII^e siècle, le Khalife Almohade Abd-el-Moumen ayant ordonné aux non-musulmans de se convertir ou de s'expatrier, un grand nombre de Juifs ne purent accepter que le premier terme de cette alternative, les pays de chrétienté étant aussi intolérants pour eux que les pays musulmans et refusant de les recevoir. Sauf quelques-uns qui préférèrent mourir en martyrs, nombre d'Israélites se convertirent extérieurement à l'islamisme, tout en conservant intérieurement la foi mosaïque (Marranes).

Mais, la dynastie des Almohades fut bientôt renversée, et le sort des Juifs s'améliora. Ils purent librement vivre dans le pays, et même exercer leur culte, sous réserve d'impôts formidables (Djeziah ou capitation), et de réquisitions extraordinaires consistant en vivres, denrées et bestiaux. Les Israélites durent porter des turbans et des caf-tans de couleur jaune, d'où le nom de *sfer-el-Yehoudi* (jaune de juif) donné à la nuance isabelle de la robe des chevaux arabes. En 1276, les Juifs du Fez furent pillés (1) ; un certain nombre périrent et le prince Abou Youssef dut intervenir lui-même pour éviter un massacre général. Cependant, les mœurs arabes pénétraient peu à peu les populations israélites, qui furent soumises à la compétence des tribunaux et des lois arabes.

(1) La célèbre Maïmonide a écrit à ce sujet, et relativement aux Juifs du Nord de l'Afrique, une notice appelée « *Lettre sur la persécution* ».

Les persécutions dont les Juifs d'Espagne furent victimes, au XIV^e et au XV^e siècle, occasionnèrent une immigration nouvelle de Juifs en Algérie et dans tout le Nord de l'Afrique. En 1390, une révolution populaire contraignit beaucoup d'Israélites à quitter le territoire de la péninsule Ibérique. La légende rapporte ainsi l'arrivée du chef des Juifs espagnols en Algérie :

« En 1390, le premier rabbin de Séville, Simon ben Smia Duran, homme d'une haute capacité et qui possédait une grande fortune, fut arrêté et mis en prison par ordre du roi d'Espagne avec soixante des principaux chefs des familles juives et beaucoup de Maures restés dans la ville. Immédiatement après cet acte arbitraire, les Espagnols se livrèrent à toutes sortes d'exactions contre les Juifs et les Maures établis dans le royaume. Peu de temps après l'emprisonnement du rabbin, le roi ordonna de le mettre à mort, ainsi que tous ceux qui étaient enfermés avec lui. La veille du jour fixé pour l'exécution, dans le moment où tous ses compagnons d'infortune s'abandonnaient au désespoir et à la douleur, Simon prit un morceau de charbon et dessina un vaisseau sur la muraille. Se tournant ensuite vers ceux qui pleuraient : « Que tous ceux qui croient en Dieu, et qui veulent sortir d'ici à l'instant même, mettent avec moi le doigt sur ce bâtiment ; » tous le firent, et aussitôt le navire de charbon devint un navire véritable, qui se mit de lui-même en mouvement : la muraille s'ouvrit pour le laisser passer ; il traversa Séville au grand étonnement de tous les habitants, sans en écraser un seul ni démolir une maison, et se rendit droit à la mer avec tous ceux qu'il portait... » (1).

(1) Rozet, *Voyage dans la régence d'Alger*. Paris, 1833, p. 211 .

Sous la légende on peut retrouver l'histoire, quelque évasion habilement concertée et audacieusement exécutée.

Les Arabes de l'Algérie les reçurent sans trop de difficultés, étant donné qu'ils y trouvaient de nouveaux bénéfices dans les droits d'entrée et les impôts qu'ils retiraient de tous les Juifs. Les réfugiés, d'une intelligence et d'une richesse supérieures à leurs anciens coréligionnaires d'Algérie, eurent à subir plutôt la jalousie de ceux-ci. Longtemps ces deux groupes juifs refusèrent de se mêler, les anciens Juifs gardant le nom de *porteurs de turbans* et les nouveaux arrivants celui de *porteurs de bérêts* (1).

La Communauté d'Alger devint ainsi très prospère, et les noms des rabbins Isaac bar Barfath et Simon ben Cemach Duran, anciens rabbins, l'un de Saragosse, Tortose et Valence, le second de Majorque, sont encore réputés (2).

Depuis cette époque, les Israélites vécurent assez heureux, malgré quelques persécutions partielles (3). Leur nombre fut même considérablement augmenté après le décret d'expulsion rendu le 31 mars 1492 par Ferdinand et Isabelle la Catholique. Le 31 juillet de la même année, les Juifs du pays devaient avoir quitté l'Espagne ; les malheureux vinrent en grand nombre chercher un refuge en Afrique, où ils furent accueillis avec peu d'enthousiasme d'ailleurs.

Le XVI^e siècle vit cependant les communautés juives

(1) A Tunis, ces 2 éléments ne sont pas encore entièrement fondus à l'heure actuelle. En Algérie même, la fusion n'est pas encore complètement faite (certaines familles, descendantes des Juifs Espagnols, ont le privilège de revêtir un costume spécial, le jour du mariage d'un de leurs membres).

(2) Nous avons rapporté la légende concernant la venue en Algérie de Simon ben Semach Duran (Rasbasch). Le tombeau de ce rabbin, situé à la porte d'Alger, est encore aujourd'hui l'objet de la vénération des indigènes, aussi bien musulmans que juifs.

(3) A Temesgran, en 1442 ; à Tlemcen, en 1476.

vivre assez paisiblement, au moins sans que leurs membres eussent trop à souffrir sur leurs personnes des Arabes et des Maures. Mais chaque fois que les Espagnols venaient occuper une ville, les Juifs tombaient en butte aux pires excès (1).

Un historien rapporte le fait suivant (2):

« Sur la porte de la synagogue, devenue église, on lit l'inscription suivante, en langue espagnole :

« Sous le règne de S. M. Charles II, et sous la régence de la sérénissime Reine Dona Maria d'Autriche, sa mère, laquelle gouvernait ses royaumes et provinces, durant sa minorité, — ladite Reine mue par un sentiment catholique, — les Juifs, qui s'étaient maintenus dans le voisinage, avant qu'il appartint aux chrétiens, en ont été chassés, le 16 d'avril de l'an 1679, la présente église a été bâtie, dans le lieu même où était la synagogue, sous l'invocation de la Sainte Patience du Christ. Cet ouvrage a été fini le 16 d'avril 1679. »

En 1541, les Espagnols mirent le siège devant Alger, mais ne purent s'en emparer ; les Juifs instituèrent deux jours de fête à cette occasion (3).

Cependant, Charles-Quint ne dédaigna point de choisir pour son ambassadeur auprès du sultan du Maroc un Juif d'Alger, Jacob Cansino (1556), et, depuis cette époque jusqu'en 1666, un membre de la famille de ce dernier lui succéda dans sa fonction diplomatique (4). En 1666, les

(1) Prise d'Oran (1509), de Bougie (1510), de Djerba (1515). En 1535 Charles-Quint s'empara de Tunis, et massacra les Juifs.

(2) *Histoire d'Oran, avant, pendant et après la domination espagnole*, H. L. Fey. Oran, 1858, p. 229.

(3) Ces fêtes sont encore célébrées aujourd'hui en Algérie.

(4) Schwab, *Histoire des Israélites*. Paris, 1866, p. 218.

Espagnols expulsèrent d'Oran tous les Juifs habitant cette ville, et ce n'est qu'en 1792, lorsque les Espagnols l'eurent eux-mêmes abandonnée, que les Israélites purent y rentrer (1).

Depuis cette époque jusqu'en 1830, les Israélites de l'Algérie ne cessent de se mêler à la vie et au commerce de la Régence, avec des alternatives de tranquillité et de persécution de la part des Arabes et des Turcs.

Le gouvernement de la Régence n'était pas organisé de manière à apporter de la légalité et de l'ordre, il faut le dire, dans les rapports entre les diverses races qui habitaient l'Algérie.

Le gouvernement était fort complexe. Nous avons vu que Khereddine Barberousse avait offert ses Etats en hommage au Sultan de Constantinople (XVI^e siècle). Dans les premiers temps, le sultan envoya à Alger un pacha qui gouverna en son nom ; mais les Algériens supportaient déjà difficilement des maîtres étrangers. En 1556, un pacha était égorgé ; en 1561, le dernier pacha était embarqué pour la Turquie (2). L'*Agha* ou chef de la milice turque, s'empara des pouvoirs suprêmes : il était nommé à l'élection par les troupes turques. Il prit le nom de *dey*, et supprima définitivement le pacha envoyé de Constantinople. C'est lui qui nommait les *beys* ou gouverneurs de provinces ; il y avait 3 provinces, en dehors de celle d'Alger : Constantine, Ouest (Oran à partir de 1792), et Tittery. On s' imagine aisément comment devaient se faire les élections du dey : des compétitions, des luttes sans nombre, des intrigues divisent les soldats. « Quelquefois un dey n'est

(1) V. plus loin, p. 38.

(2) Wahl, *op. cit.*, p. 88.

pas plus tôt élu qu'il est massacré par un parti qui en met un autre à sa place ; on en a vu jusqu'à six dans un jour (1). » On vénérât comme un saint le dey qui mourait d'une mort naturelle ; presque tous périrent assassinés par leurs successeurs.

Pour se maintenir au pouvoir, pour défier les complots, on imagine aussi quels moyens étaient employés par ces soldats sanguinaires, élevés parfois d'une position humble à la première place. L'assassinat devint ainsi un des plus sûrs moyens de gouvernement.

Près du dey était établi le *Divan*, ou conseil privé, composé de 30 officiers de la milice, et des 3 chefs de la religion, le Mufti, le Kadi et le Grand Marabout. Quant aux beys, gouverneurs des provinces, c'étaient des tyrannaux féroces, pressurant les malheureuses populations.

Etrange système d'organisation du pouvoir !

« Le gouvernement d'Alger, dit un historien du temps, était une monarchie absolue fondée sur des institutions aristocratiques et militaires. Les soldats turcs formaient le corps aristocratique, Le dey, choisi par eux, était investi de la souveraineté ; son pouvoir était limité à l'égard des Turcs ; il était absolu relativement aux Maures et aux Israélites (2). »

Si le gouvernement intérieur fut étrange et mal équilibré, que dire de la manière dont les deys favorisèrent et utilisèrent la piraterie ? Pendant trois siècles, Alger fut un repaire de pillards qui rançonnèrent sur les mers toutes les nations civilisées, qui prirent pour esclaves tous

(1) *Aperçu sur l'Etat d'Alger*, op. cit., p. 179.

(2) Juchereau de Saint-Denys, *Considérations sur la Régence d'Alger*. Paris, 1831, p. 64.

les Européens qu'ils pouvaient capturer. « Alger, métropole de la piraterie, rendez-vous de tous les forbans, patrie cosmopolite des aventuriers sans scrupule, terreur des nations civilisées, qu'elle bravait avec l'audace d'une longue impunité (1). »

Un certain nombre de pays continentaux, pour se mettre à l'abri des caravelles algériennes, durent lui payer un tribut annuel. Le Royaume de Naples, la Suède, le Danemark, le Portugal, versaient chacun 130.000 francs par an.

Le budget de la régence s'équilibrait par de pareils moyens. Chacune des nations européennes ne payant pas tribut était tenue de fournir au dey un présent en argent, à chaque renouvellement de ses consuls, et ce présent allait pour la France jusqu'à 100.000 francs (2).

On conçoit que les deys devaient considérer les Juifs de leurs États comme taillables et corvéables à merci. Ceux-ci furent contraints de payer une contribution annuelle de 30.000 francs (3). De plus, tous les ans, à l'occasion de la fête du Baïram, un présent de 20.000 francs devait être octroyé au puissant souverain.

Mais, si les deys d'Alger vivaient de ces tributs et de ces présents, une des grandes sources de leurs richesses consistait dans le commerce (4) : Aussi étaient-ils en rapports forcés avec les Juifs, qui faisaient aussi un commerce très actif. Les deys furent ainsi, et à diverses reprises, les associés de riches négociants juifs : c'est même une affaire

(1) Wahl, *op. cit.*, p. 93.

(2) *Aperçu sur l'Etat d'Alger*, *op. cit.*, p. 194.

(3) *Ibidem*, p. 189.

(4) V. Renaudot, *Alger*, 1830, p. 152 ; Pellissier de Reynaud, *Annales algériennes*, t. 2, p. 394.

de cette nature qui avait créé, comme nous l'avons vu, des difficultés entre la Régence et la France, difficultés qui précisément avaient amené l'expédition de 1830. Aussi les deys furent-ils amenés à confier des missions de confiance à certains des Israélites établis à Alger. Le 12 juillet 1795, le dey Hassan délégua en France, comme « négociant chargé de ses commissions » Jacob Cohen Bacri. Ecrivant aux membres du Comité de salut public, à ce sujet, le dey leur dit : « Citoyens, j'ai écrit d'autres lettres aux Représentants du peuple en mission à Marseille par lesquelles je leur ai recommandé Jacob Cohen Bacri, négociant *chargé de mes commissions*. La présente servira pour vous le recommander particulièrement, étant une personne à laquelle je suis fort attaché... » (1). A cette même époque, le riche négociant juif Simon Abucaya est le représentant officiel à Paris du dey Hassan (2).

En 1802, et jusqu'à 1805, le grand favori et le meilleur conseiller du dey est un autre négociant israélite, le fameux Nephtali Busnach, qui gagna toute la confiance du maître.

Mais n'allons pas croire pour cela que les deys fussent animés de dispositions bienveillantes pour les Juifs : ceux d'entre ces derniers qui étaient riches étaient parfois les associés, et c'est là tout.

Même, la confiance que le dey accordait à ceux-ci n'était point inébranlable.

En 1804, une révolte eut lieu dans Alger, dans des circonstances que décrit ainsi un historien des Juifs (3)

(1) *Correspondance des deys d'Alger avec la Cour de France*, par Eugène Plantet, t. 2, p. 452.

(2) *Ibidem*, p. 462.

(3) Ch. Malo, *Histoire des Juifs*. Paris, 1826, p. 341.

« Jusqu'en 1804, la nation juive demeura plus tranquille à Alger qu'en toute autre partie de la Barbarie ; mais, à cette époque, ils furent accusés injustement d'être les auteurs d'une révolte, qui éclata dans le voisinage de cette ville. Les vrais coupables étaient des personnes intimement liées avec le dey lui-même ; comme elles avaient emprunté de l'argent d'un israélite, la trahison fut aussitôt imputée aux Juifs qui subirent les plus affreux tourments. On en pendit avec de longues cordes plusieurs centaines à des crochets fixés au sommet des murailles de la place ; d'autres furent brûlés vifs ou reçurent les étrières ; la plupart eurent leurs biens confisqués et furent réduits à la dernière misère. Tant de cruautés engagèrent beaucoup de Juifs à quitter Alger et à s'établir en d'autres parties de la Barbarie, surtout à Tunis. »

Dans la même année, il y eut une tentative de rébellion contre le dey Mustapha. « L'usurpateur (qui voulait renverser le dey) criait aux soldats qui l'entouraient : « Nous vous accorderons huit parts de paie, du pain blanc, et pendant 3 jours le droit de saccager les Juifs ! (1). »

Le 29 juin 1805, un milicien fanatisé assassina dans la rue Nephtali Busnach (Bou Djenah), le favori et le conseiller du dey (2). Non seulement le crime resta impuni, mais encore le Dey tremblant d'être soumis à un sort pareil (3), envoya le soir son chapelet à l'assassin, comme gage de son pardon et promit de fermer les yeux sur les excès que l'on pourrait commettre sur les Juifs. Ceux-ci furent pillés pendant plusieurs jours (4).

(1) Ch. Feraud, *Hist. de la Calle*, Alger, 1878, p. 583.

(2) Des dissentiments entre de riches familles juives, les Busnach, les Duran et les Bacri, ne furent pas étrangers à cette émeute.

(3) Il le subit quelques mois plus tard.

(4) Ch. Feraud, *Ibidem*, p. 584 ; Pellissier de Reynaud, I, p. 83.

Les vexations de toutes sortes étaient ainsi infligées aux Israélites : des corvées extraordinaires leur étaient imposées.

« Dans l'été de 1815, dit Shaler (1), le pays fut couvert de troupes immenses de sauterelles qui détruisaient la verdure sur leur passage. C'est alors que plusieurs centaines de Juifs recurent ordre de protéger contre elles les jardins du pacha, et nuit et jour il leur fallut veiller et souffrir aussi longtemps que le pays eut à nourrir ces insectes (2). »

La situation des Juifs en Algérie n'était donc pas favorable, le gouvernement les traitant avec la plus grande dureté, sauf les exceptions notables que nous signalions plus haut en faveur de certains grands négociants.

Cependant ni les Arabes ni les Turcs ne songeaient à se débarrasser d'eux. Les Israélites leur étaient indispensables, comme leurs intermédiaires pour le commerce. « En 1792, quand le bey Mohammed reprit possession d'Oran, abandonné par les Espagnols, il appela dans la capitale, pour reconstituer le commerce, les Juifs de Nedroma, de Mascara, de Tlemcen, de Mostaganem, qui accoururent en foule.

« Il leur fut donné la concession d'un vaste terrain, entre le Château-Neuf et Saint-André, avec la condition de construire en alignements réguliers.

« C'est là l'origine du quartier supérieur d'Oran (3). »

C'est que le commerce de presque toute l'Afrique du

(1) Shaler était consul général des Etats-Unis à Alger. Son livre, *Esquisse sur l'Etat d'Alger*, parut en 1830 à Paris. Il y préconise la conquête de la Régence par les Etats-Unis ou l'Angleterre.

(2) P. 87.

(3) *Tableau historique d'Oran*, par le lieutenant-colonel Lapène. Metz. 1842.

Nord était concentré par les Juifs. Le grand commerce du moins, car les Kabyles avaient une aptitude très grande pour les colportages à l'intérieur du territoire. Mais le commerce des villes, et surtout le trafic avec les pays étrangers, et la banque, étaient centralisés par les Israélites. Ils avaient des représentants, des correspondants à Marseille, à Gênes, à Livourne, dans les ports de l'Angleterre. Selon les années, ils faisaient ou l'importation ou l'exportation des blés de la Régence. Ils achetaient en France les tissus.

D'ailleurs, les deys d'Alger profitaient amplement de ces négociés. Tandis que les droits de douane payés par les indigènes ou par les étrangers étaient de 5 0/0, ceux perçus sur les Juifs montaient à 10 0/0 (1).

Les Juifs rendaient aussi de grands services aux chrétiens tombés au pouvoir de corsaires algériens. Lorsqu'elles voulaient payer la rançon des malheureux capturés par ces pirates, les familles chrétiennes étaient en une grande difficulté afin de faire parvenir les fonds au destinataire véritable. L'on ne pouvait songer à envoyer directement l'argent, car les deys auraient gardé simultanément le prisonnier et la rançon. Les Juifs servaient d'intermédiaires, les familles des prisonniers versant leurs fonds dans un des comptoirs juifs de Livourne, de Gênes, de Naples ou de Marseille, lesquels faisaient parvenir ces sommes à leurs correspondants, par le moyen de lettres de change (2).

(1) Pellissier de Reynaud, *Annales algériennes*, t. 2, p. 344.

(2) Bien entendu, les Juifs étrangers faits prisonniers étaient soumis à une rançon encore plus forte que les chrétiens. V. J. M. Haddey (Albert Devoulx), *Le livre d'or des Israélites algériens*. Alger, 1872, p. 41.

N'exagérons cependant pas la richesse des Juifs d'Alger, même des négociants les plus élevés; Pellissier de Reynaud évaluant la richesse générale d'Alger à 12.300.000 francs, n'attribue sur cette somme que 800.000 francs aux Juifs (1). C'est que le dey gardait pour lui-même la majeure part des bénéfices, et, de temps à autre, lorsqu'il avait envie des richesses d'un Juif, il le faisait simplement mettre à mort; ainsi David Bacri, Ben Tabet, Duran, notabilités israélites, furent successivement livrés au dernier supplice (2).

Les Juifs de la classe prolétarienne exerçaient les professions les plus infimes : tailleurs, fileurs, couturiers, passementiers, brodeurs, ferblantiers, cardeurs, peintres, joailliers, orfèvres. Leur habileté dans ce dernier métier était reconnue des Arabes eux-mêmes, qui les admettaient volontiers dans l'administration des monnaies pour surveiller la fonte des métaux précieux. Un Juif était même attaché au conseil des ministres du dey, avec le titre d'Addad, pour vérifier le numéraire entrant dans le Trésor public.

Mais, naturellement, les classes pauvres (c'était l'immense majorité) de la population israélite étaient en butte aux traitements les plus deshonorants de la part de la population. Il en est d'ordinaire ainsi : presque toujours, le peuple se venge sur les pauvres des griefs que causent à tort ou à raison des coréligionnaires riches.

Tous les historiens sont d'accord pour rapporter dans quelle situation affreuse croupissaient les 30.000 Israélites établis dans la Régence.

(1) *Loc. cit.*, II, p. 250.

(2) *Revue africaine*, 1869, p. 62.

«... Leur avilissement politique était extrême. Les Turcs, les Maures, les esclaves eux-mêmes, les injuriaient impunément. Leur dégradation paraissait jusque dans les châtimens qu'on leur infligeait..... (1). »

« Les Algériens les autorisent (les Juifs) dans leur pays, parce qu'ils font le commerce avec leurs amis et leurs ennemis. D'ailleurs, ces Juifs leur paient leur existence, et ils servent d'espions à la régence, qui les traite et les laisse traiter par le peuple comme les plus vifs animaux. Pour empêcher que les Juifs ne puissent se soustraire au mépris public, on les oblige à ne porter que d'une couleur, celle qui est en horreur chez les Maures et les Turcs, c'est-à-dire le noir. Ils sont revêtus d'une robe étroite qui descend jusqu'aux talons, et qu'ils serrent autour de leur corps avec une ceinture ; ils portent en outre une grande culotte et des pantoufles semblables à celles des marchands maures, dans lesquelles ils ne mettent que le bout des pieds. Voilà tout leur ajustement ; toutes les pièces doivent être noires, sans en excepter la calotte qui couvre leur crâne. Ces misérables souffrent patiemment, et sans se décourager, toutes les horreurs et toutes les turpitudes dont on peut les accabler impunément ; tandis que la loi les condamne à la corde ou au feu, pour lever seulement la main sur des enfants turcs ou maures (2). »

Voici une narration pittoresque de l'état des Juifs parmi ces populations fanatiques : « L'indolent Maure, une pipe à la bouche et les jambes croisées, appelle tout Juif qui vient à passer, et lui ordonne de remplir auprès de lui les fonctions d'un domestique ; d'autres s'amuse à barbouil-

(1) Juchereau de Saint-Denys, *op. cit.*, p. 45.

(2) Renaudot, *op. cit.*, p. 46.

ler les mains, le visage, les cheveux et les habits des enfants des Juifs avec des couleurs ou de la boue ; et les soldats turcs entrent souvent dans les maisons, où ils insultent les femmes, sans que les chefs de famille aient le privilège de leur dire de se retirer...

« Fréquemment battus par leurs persécuteurs, s'ils osaient lever la main dans une juste défense, cette main, d'après la loi du talion des Maures, serait coupée.

« Il y a un impôt mis sur les fontaines, ce qui a donné lieu à un poète hébreu de leur adresser ces mots : « Vous êtes, comme nous, chargées d'impôts, mais, plus heureuses, il vous est permis de murmurer... » (1).

Quand, par hasard, un Israélite passait devant une mosquée, ou devant le palais du pacha ou du bey, il devait marcher nu-pieds, ses chaussures à la main. S'il oubliait cette formalité, il était soumis sur le champ à une forte bastonnade.

Souvent un Turc obligeait un Juif qu'il rencontrait dans la rue, à faire des corvées, à porter des fardeaux. Et si le Juif résistait, il était conduit aussitôt devant le Kadi, et accusé d'avoir insulté le dey ou blasphémé Mahomet : c'était la mort ou la prison perpétuelle, ou encore l'esclavage qui l'attendait (2).

En 1794, le rabbin Mardochée Narboni, après une discussion avec un de ses voisins musulmans, fut accusé d'avoir proféré des paroles injurieuses pour Mahomet. Il fut condamné à mort ; on lui offrit de le gracier, s'il voulait adopter la religion musulmane. Il refusa et fut brûlé vif (14 juillet 1794).

(1) Pananti, *Relation d'un séjour à Alger*. Traduit de l'italien. Paris, 1820, p. 230.

(2) Rozet, *Voyage dans la régence d'Alger*, p. 233.

Toute la population manifestait aussi une hostilité violente contre les Juifs. Ceux-ci ne pouvaient pas s'adonner à l'agriculture, parce qu'aucun musulman n'aurait cru pouvoir être le fermier d'un Juif; et travailler la terre eux-mêmes, c'eût été une grave imprudence, ils étaient livrés dans ce cas à des malfaiteurs certains de l'impunité (1).

L'organisation politique des Juifs d'Algérie devait répondre à un semblable état de choses.

Chacune des communautés juives était administrée par un (ou plusieurs) Mokaddem, ou préposé, nommé par les beys et les deys. Naturellement, les princes nommaient qui bon leur semblait, sans tenir compte des sympathies des coréligionnaires du fonctionnaire. Cette fonction étant vénale était d'ailleurs acquise à l'encan (2) et le Mokaddem exerçait un pouvoir arbitraire et sans limites sur les Juifs. La plupart du temps, au lieu de protéger ceux-ci, il agissait avec tyrannie et arbitraire (3). Le Mokaddem avait une prison dans sa propre demeure; ceux des Juifs qui résistaient à ses exigences ou à ses caprices y étaient incarcérés. Il recouvrait pour le compte du Day tous les impôts extraordinaires, et cela avec une âpreté toute fiscale.

Il ne trouvait, dans son pouvoir sur les pauvres de sa race, d'autre contre-poids que dans les fonctions du Tribunal des Rabbins. Ceux-ci en effet avaient des attributions assez étendues. En matière criminelle, c'étaient seuls les officiers du dey qui avaient pouvoir de juger les infractions commises par les Juifs: on imagine avec quelle fer-

(1) Cependant, il y avait des Juifs dans quelques tribus, et ils étaient adonnés aux travaux de la terre.

(2) Walsin-Esterhazy, *Domination turque dans l'ancienne Régence d'Alger*, Paris, 1840, p. 280.

(3) Ab. Cahen, *loc. cit.*, p. 171.

meté ils s'acquittaient de cette mission. Mais en matière civile, c'étaient les rabbins qui décidaient des contestations entre Juifs seuls. S'il y avait dans la cause un seul plaideur musulman, le kadi devenait compétent (1).

Un Tribunal israélite était établi dans tous les centres, et principalement à Alger. Voici la description qu'en donne un écrivain de l'époque :

« Le sanctuaire même où se rend la justice est sans majesté. Nous allons essayer d'en faire la description, et, quoique nous en puissions dire, nous serons toujours au-dessous de la vérité.

« Le Tribunal israélite à Alger est placé au milieu de la population qui doit y porter ses plaintes et dans l'un des quartiers les plus malsains de la ville ; les abords de ce tribunal sont sales et dégoûtants. On ne saurait s'imaginer, en voyant une ruelle ou un corridor long et sombre (car on ne peut trop dire ce que c'est au juste), que c'est là l'entrée d'un tribunal et que c'est dans ce lieu que se réunissent les organes de la loi.

« Le lieu des séances est également sombre et malsain ; l'air n'y circulant pas, il en résulte une odeur désagréable et nauséabonde, qui augmente et se fortifie encore de toutes les émanations pestilentiellees qu'apportent avec eux les plaideurs. C'est néanmoins dans un lieu semblable que le Grand Juge, deux juges assesseurs, et un greffier se réunissent chaque jour de la semaine (le samedi excepté) pour écouter l'exposition des diverses affaires qui se présentent...

« L'exécution des jugements est immédiate. Dans le cas où la partie condamnée ne voudrait pas s'y soumettre, le

(1) Genty de Bussy, *Etablissement des Français à Alger*, II, p. 321.

juge emploierait l'autorité des *Chaouiches* (gendarmes) qui sont à sa disposition. » Ainsi s'exprime M. Joanny Pharaon, dans son ouvrage *De la législation française musulmane et juive à Alger* (1), où il paraît exprimer peu de confiance dans les décisions des juges indigènes.

Cependant, le point essentiel à retenir, c'est que les Juifs avaient conservé en Algérie leur juridiction propre, gage d'impartialité au regard des magistrats musulmans (2). Il n'y avait d'ailleurs pas d'unité absolue dans les règles légales juives : plusieurs coutumes différentes s'étaient conservées, dont les principales étaient la coutume d'Oran, la coutume de Castille, adoptée par les communautés jadis chassées d'Espagne, enfin celle d'Alger, remontant à 1520, et puisant ses principales sources dans les décisions du savant rabbin Simon ben Semach Duran. Une autre coutume, rédigée en 1740 par le rabbin Abraham Ayache, était aussi très suivie par les docteurs Juifs.

Dans leur législation nationale, ils avaient trouvé le droit d'avoir plusieurs femmes (3), le droit de répudiation, les lois spéciales sur les successions, les règles particulières au contrat de mariage (Ketouba).

Ces règles étaient très semblables, en général, à celles du droit musulman lui-même. Le culte des Juifs avait également toujours été libre dans la Régence. Certaines synagogues étaient même l'objet de la vénération des Musulmans. Celle de Bône, en particulier (la Geriba ou l'Étrange) était particulièrement honorée, en raison d'une

(1) Paris, 1835, p. 69 et suiv.

(2) Le serment des Juifs n'était pas considéré comme constituant une preuve contre des Musulmans, ni même entre eux, au moins dans le rite Hanefi (Genty de Bussy, *op. cit.*, 2, p. 321).

(3) Il n'y avait en fait que de très rares exemples de polygamie parmi les Israélites de l'Algérie (V. C. d'Alger, arrêt du 22 mai 1855, aff. Zermati).

légende bien connue qui rapporte que le livre sacré (Torah), conservé dans ce temple, fut miraculeusement sauvé d'un naufrage.

Souvent, le jour du Sabbat, les Mauresques, en proie à des angoisses ou à des chagrins, entraient dans le temple juif, pour y prier le Dieu d'Israel : ce fait est attesté par tous ceux qui ont voyagé en Algérie. De nos jours encore, le tombeau du rabbin Simon ben Duran (Risbach) situé à la porte d'Alger, est l'occasion d'un véritable pèlerinage de la part des Maures et des Arabes eux-mêmes.

La communauté d'Alger possédait en propre 3 vastes cimetières, destinés exclusivement aux Israélites : le cimetière Risbach, le plus ancien, situé près des murs de la ville, en dehors de la porte Bab-el-Oued, à gauche de la route actuelle de Saint-Eugène, et qui datait du XV^e siècle ; le cimetière du Midresch, un peu au sud du premier, acquis en 1691 en vertu d'un acte authentique conservé encore dans les archives de l'administration de l'Enregistrement d'Alger ; enfin le cimetière Bacri, à l'ouest du précédent, acheté en 1795 par un *Habous* également (1).

Ainsi, à certains points de vue, on peut dire que les Juifs possédaient des immunités spéciales sous la domination des deys.

Par la force de l'habitude, des siècles passés en commun, les Israélites étaient rapprochés des Musulmans à la faveur de coutumes semblables, mais ils en étaient séparés par une invincible animosité de races et de religion. Les Musulmans de l'Algérie avaient pour eux une haine et un mépris qui allait jusqu'à la répugnance, même jusqu'à les considérer comme des êtres de rien. Eux, si jaloux de

(1) Sur tous ces points V. Bloch, *Les inscriptions tumulaires dans les cimetières juifs d'Alger*. Paris, 1888.

cacher les visages de leurs femmes aux regards des étrangers, ne voyaient aucun inconvénient à les découvrir devant un Juif, « celui-ci étant moins qu'un chien » (1).

Mais n'oublions pas que tous ces sentiments, les Musulmans les voulaient aussi aux Chrétiens. Il y eut d'ailleurs, dans leur conduite politique vis-à-vis des Juifs et des Chrétiens, presque toujours égalité de traitement. « Êtes-vous avec de jeunes Turcs, ils s'amuse à vous donner le nom de cornutos ou de chien sans foi, et vous entendez répéter que les vrais croyants seront sur des lits de rose avec de célestes houris, pendant qu'au contraire les Chrétiens et les Juifs seront étendus sur des charbons brûlants (2). »

Dans l'exécution des peines, nous apercevons partout, chez les Algériens, cette parité de traitement. « Si un Juif ou un Chrétien, écrit le docteur Shaw au siècle dernier, est convaincu de meurtre ou de quelque autre crime capital, on le conduit hors la ville et on le brûle tout vif.

« Mais si c'est un Arabe ou un Maure, on l'empale, ou on le pend par le col aux créneaux de la ville... Pour les Turcs, ils ne sont pas punis en public, comme les autres ; mais, suivant le crime qu'ils ont commis, on leur donne la bastonnade, ou bien on les étrangle dans la maison de l'Agha, par respect pour leur qualité de musulmans (3). »

« L'exécution des Juifs et des Chrétiens a lieu à la porte de Bab-Azoun (4). »

(1) Ab. Cahen, *op. cit.*

(2) Pananti, *op. cit.*, p. 238.

(3) Shaw, *Voyage en Orient*, 1743, t. I, p. 410. Dans le même sens Eugène Plantet, *op. cit.*, p. XXI.

(4) *Aperçu historique, op. cit.*, p. 188.

« Du pont qui réunit Constantine au plateau de Mansourah, les Arabes précipitaient les femmes adultères ou celles ayant eu des relations avec des Juifs ou des Chrétiens (1). »

Les Chrétiens étaient d'ailleurs établis en petit nombre en Algérie, sauf dans les établissements concédés à la France grâce à Sanson Napollon (1628). Ils étaient rapprochés des Juifs, par le sentiment commun de leur minorité en face des fanatiques de l'Islam (2). Très fréquemment les Juifs ont accepté la mission de représenter à Alger des nations chrétiennes (3), périlleux honneur qui pouvait coûter cher et rapportait peu. Les Chrétiens s'aventuraient rarement chez les terribles corsaires. « Ceux d'entre eux qui viennent à Alger pour quelque projet de commerce, ne doivent y demeurer qu'un temps qu'on détermine : ils ne peuvent pas non plus y prendre une maison, et sont conséquemment obligés de loger chez quelque Juif bien connu, pendant toute la durée de leur séjour (4). »

Néanmoins, les Musulmans étaient loin de considérer les chrétiens avec un mépris aussi prononcé que les Juifs, bien qu'ils leur vouassent une haine égale : d'abord, ils considéraient le dogme chrétien comme supérieur à celui des Israélites, suivant en cela la doctrine de Mahomet lui-même. C'est ainsi qu'un Juif qui désirait se convertir à

(1) *Expédition de Constantine*, Devoisin. Paris, 1840, p. 95 note.

(2) Disons, à l'honneur de notre pays, que le consul de France intervint fréquemment pour préserver les Juifs des fureurs du dey et de la population. En 1728, M. Durand, consul de France, versa une rançon de 400 piastres pour sauver la vie d'Isaac Israel de Tunis, Juif condamné à mort par le dey (A. Devoux, *Archives du consulat général de France à Alger*, p. 29). Dans l'insurrection de 1805, le consul de France donna asile à 200 Juifs.

(3) Abraham Bouchara fut, au XVIII^e siècle, consul de Raguse (J. M. Haddey, *Livre d'or*, p. 63).

(4) Pananti, *op. cit.*, p. 236.

l'islamisme devait tout d'abord se faire chrétien, afin « de suivre les divers degrés qui conduisent à la perfection ».

Il y avait aussi une autre considération, plus importante encore : c'est que les chrétiens appartenaient tous à des nations constituées, et avaient par conséquent pour les protéger, en Algérie, des consuls, et dans leur pays, des gouvernements et au besoin des troupes. Souvent, les armes et les flottes européennes montrèrent leur vigueur aux deys et aux milices turques. Et l'on sait la sorte de vénération respectueuse que professent les Orientaux en général, et les Arabes en particulier, pour la force, pour la puissance militaire.

Les Juifs, eux, ne relevaient d'aucune patrie. Aucune armée ne pouvait venir en Algérie punir les Musulmans qui les opprimaient. D'où un surcroît de mépris et de haine.

Telle était donc la situation des 30.000 Israélites algériens, au moment de l'arrivée en Algérie de l'expédition française. Ils étaient noyés dans une population fanatique de 1.500.000 âmes, parmi lesquelles ils vivaient depuis un nombre immémorial d'années ; méprisés et en butte aux mauvais traitements, ils étaient cependant indispensables à ces Musulmans, qui ne pouvaient se passer d'eux pour le commerce, et qui se servaient d'eux constamment.

« Dans Alger, un Arabe ne vendrait pas deux poules sans le secours d'un Juif, auquel il fait toujours une remise pour sa peine (1). »

Les Juifs supportaient leurs malheurs avec la résignation qui les caractérise. S'ils vivaient au milieu d'un ré-

(1) Rozet, t. 2, p. 227.

gime d'arbitraire, les autres populations n'avaient pas un sort bien meilleur, livrées qu'elles étaient à la fantaisie cruelle des deys et de leurs janissaires turcs. Peu à peu d'ailleurs, par la suite des longs malheurs qui les avaient frappés de siècle en siècle, ils avaient certainement subi une dépression de leur sens moral. Le servage leur pesait moins, venant de générations en générations. Leur commerce était en somme tranquille et prospère ; mais ils avaient dû s'y spécialiser entièrement. Plus de savants, ni de médecins fameux parmi eux : rien que des marchands, des colporteurs, des ouvriers acharnés à la besogne quotidienne. Si quelques-uns avaient pu acquérir une influence près des deys, c'avait été chose éphémère, et que les déshérités de la fortune avaient ensuite cruellement expiée par un redoublement de souffrances. Comment s'étonner alors si la majorité était plongée dans l'ignorance la plus affreuse ? C'était la conséquence logique de l'état de paupérisme endémique, de prostration morale dans lequel ils étaient confinés. De là, certes, d'inévitables défauts, une méconnaissance absolue des plus élémentaires notions d'hygiène, une avarice sordide, un amour de lucre excessif.

C'est là l'effet ordinaire des persécutions sans nombre qu'ils avaient à subir.

Mais cette situation malheureuse, en les détournant pour toujours de sentiments bienveillants à l'égard des Musulmans et surtout des Turcs, devait nécessairement leur faire accueillir avec joie l'arrivée d'un peuple nouveau qui les débarrassât de leurs irréconciliables ennemis. Pour eux, la suppression de la domination turque en Algérie, c'était la délivrance...

Ainsi apparaissaient les peuples algériens et le gouver-

nement des deys, quand l'expédition française marcha sur Alger.

Débarquée, comme nous l'avons vu, le 14 juin 1830, à Sidi-Ferruch, elle était 16 jours après, sous les murs de la capitale de la Régence, maîtresse de toutes les positions ennemies.

Le 4 juillet, le dey signait avec le général de Bourmont la capitulation de la place. Voici le texte de cet important document :

« ARTICLE 1^{er}. — Le fort de la Casbah, tous les autres forts qui dépendent d'Alger et le port de cette ville seront remis aux troupes françaises, ce matin, à dix heures (heure française).

ART. 2. — Le général en chef de l'armée française s'engage envers Son Altesse le Dey d'Alger à lui laisser sa liberté et la possession de toutes ses richesses personnelles.

ART. 3. — Le dey sera libre de se retirer avec sa famille et ses richesses particulières dans le lieu qu'il fixera, et, tant qu'il restera à Alger, il y restera, lui et sa famille, sous la protection du général en chef de l'armée française. Une garde garantira la sûreté de sa personne et celle de sa famille.

ART. 4. — Le général en chef assure à tous les soldats de la milice les mêmes avantages et la même protection.

ART. 5. — *L'exercice de la religion mahométane restera libre. La liberté des habitants, de toutes les classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte. Leurs femmes seront respectées.*

ART. 6. — Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur.

L'échange de cette convention sera fait avant dix heures du matin, et les troupes françaises entreront aussitôt après dans la Casbah, et successivement dans tous les forts de la ville et de la marine (1). »

Le jour même, les troupes françaises entraient dans la ville et en prenaient possession.

Le rôle des Turcs était terminé en Algérie.

Celui de la France allait commencer seulement.

(1) Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie*, p. 1.

CHAPITRE II

PÉRIODE D'ASSIMILATION INTELLECTUELLE ET LÉGISLATIVE (1830-1870).

Alger seul était conquis, restait à conquérir l'Algérie. Il eût fallu à cette œuvre une logique, une suite dans les idées qui firent malheureusement défaut. De même que l'expédition était partie de France sans but bien arrêté, de même une fois maîtresse d'Alger, notre armée se trouva sans instructions suffisantes, sans ligne politique définie.

Des difficultés intérieures mettaient le comble à l'incertitude : vingt-cinq jours après que le drapeau blanc eût été planté sur la Kasbah, la monarchie des Bourbons était renversée, et la royauté de Juillet prenait le pouvoir. Le drapeau tricolore était hissé à la place de l'emblème ultraroyaliste.

Le gouvernement de Louis-Philippe avait à lutter contre les partis légitimiste et républicain ; d'autre part, l'Angleterre était redevenue exigeante, et la politique de la paix à tout prix commençait bientôt à dominer dans les conseils du gouvernement.

On demeura, pendant près de dix années, sans savoir si l'on abandonnerait ou si l'on conserverait la conquête. M. Elisée Reclus donne du maintien de nos forces en Afrique une bien curieuse raison : « La terre africaine eût peut-être été évacuée, si, dès les premiers temps, la royauté menacée dans les rues de Paris par les républi-

cains n'avait pris à tâche de s'en débarrasser en les expédiant en Algérie comme troupes d'avant-garde... Dès le commencement de 1831, la préfecture de police réussissait ingénieusement à enrôler 4500 Parisiens des plus énergiques, choisis parmi ceux que « le malheur des temps mettait en disponibilité permanente sous la main des agitateurs », et les expédiait en Algérie comme volontaires (1) ».

L'ordonnance du 22 juillet 1834 portant création d'un poste de gouverneur général, premier essai d'organisation, ne fit pas cesser l'indécision :

ART. 1^{er}. — Le commandement général et la haute administration des possessions françaises dans le nord de l'Afrique (ancienne régence d'Alger) sont confiés à un gouverneur général.

Il exerce ses pouvoirs sous les ordres et la direction de notre ministre secrétaire d'État de la Guerre....

ART. 4. — Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les possessions françaises dans le nord de l'Afrique seront régies par nos ordonnances (2).

Les expressions « possessions françaises dans le nord de l'Afrique » étaient vagues à dessein. On parlait de « mesures provisoires ». C'est qu'à ce moment, la commission de pairs, de députés, de conseillers d'État, nommée le 7 juillet 1833 pour décider du sort de l'Algérie, avait décidé de limiter notre action à la main-mise sur les places d'Alger, d'Oran et de Bône, en laissant aux événements le soin de faire des résolutions ultérieures (3).

(1) Reclus, *Algérie septentrionale*, II, p. 298. Dans le même sens, Barón Baude, *L'Algérie*, t. III, p. 148 et suiv.

(2) Béquet, *Législ. de l'Algérie*, t. 3, p. 5.

(3) En 1833, paraissait encore une brochure, signée d'un *Auditeur au Conseil d'État*, qui préconisait fougueusement l'abandon d'Alger.

On sait ce que furent ces événements : les Arabes soulevés par l'exemple d'Abd-el-Kader, et sous sa conduite, de longues années de luttes, où la monarchie de Juillet trouvait l'avantage de galvaniser l'opinion publique et de recueillir pour les princes de la maison royale de trop faciles lauriers ; ce ne fut qu'en 1841, que Louis-Philippe, dans son discours du trône, prononça la parole définitive : « L'Algérie est une terre à jamais française. »

Cependant — et c'est ce qu'il importait de souligner — malgré ces fluctuations incessantes, et avant même que fût adopté définitivement le système de l'assimilation de la colonie à notre civilisation, les divers commandants en chef et gouverneurs généraux avaient dû suivre une certaine politique à l'égard des indigènes, poussés par la nécessité de la mise en pratique de la nouvelle terre, conquise peu à peu sur les Arabes.

Des divers peuples qui habitaient l'Algérie, lesquels devaient venir à nous, nous accueillir le plus favorablement ?

Dès 1830, les *Turcs* avaient été rembarqués en masse pour l'Asie-Mineure, sur l'ordre du maréchal de Bourmont. Les Arabes et les Kabyles se montraient farouches et hostiles, attendant toujours l'occasion propice pour écraser les Roumis. Le bey de Tittery, Mustapha ben-Mezrag, avait obtenu l'investiture de M. de Bourmont : il en profita pour se révolter contre nos forces, et le maréchal Clauzel, successeur de Bourmont, dut diriger contre lui une expédition longue et difficile. De nombreuses tribus se révoltèrent de leur côté, qui durent être exterminées. Dès 1834, Abd-el-Kader allait lancer contre nous les Arabes et les Berbères : la guerre devait durer jusqu'en 1847.

Il était donc impossible de s'appuyer sur ceux-ci pour jeter les bases de notre domination en Algérie.

Restaient les Maures et les Juifs.

Les Maures, bien que musulmans, ne nous montrèrent pas à l'origine une hostilité violente. Au contraire, certains d'entre eux, qui se souvenaient des mauvais traitements que leur infligeaient les Arabes et les Turcs, nous secondèrent assez fidèlement.

Il en fut de même des Juifs. Ceux-ci, nous l'avons vu, n'avaient rien à perdre, politiquement, du moins, à la chute de la domination turque en Algérie. Dès le commencement de la campagne, Hussein-Dey avait chassé de la ville d'Alger une grande quantité d'Israélites : on devine quel accueil favorable ceux-ci durent faire aux nouvelles qui faisaient connaître la défaite du puissant dey ; M. Rozet fait un tableau pittoresque de la joie que ressentirent les Juifs à l'entrée des Français à Alger, et quel orgueil ils ressentirent de se voir enfin libres.

« Le jour de notre entrée dans Alger, ceux des Juifs qui se trouvaient dans les rues se mettaient à genoux et nous baisaient les pieds et les mains ; les jours suivants, leur terreur diminua, et ils se contentaient de saluer quelques soldats et les officiers en se courbant jusqu'à terre. La liberté entière qu'on leur accorda tout à coup les plaça dans une position dont ils ne pouvaient pas se faire idée ; quand ils virent que les soldats ne les battaient pas, qu'ils pouvaient aller et venir aussi librement dans la ville et la campagne que les musulmans ; et surtout que ces Turcs qui leur avaient fait tant de mal étaient désarmés et pros crits, ils commencèrent à lever la tête ; ils ne se baissèrent plus pour nous saluer, et au bout de quelque temps ils ne le firent plus du tout (1). »

(1) Rozet, *op. cit.*, t. 2, p. 236.

Les Maures et les Juifs furent donc incontestablement ceux qui nous accueillirent le mieux à notre arrivée en Afrique. « De toutes ces populations diverses, dit M. Bertheuil, les Maures et les Juifs sont les seuls qui aient accueilli favorablement la domination française... (1). »

« C'étaient tous (les Maures et les Juifs), dit M. Cat, dans un ouvrage nullement fait pour plaider la cause de ces deux classes d'indigènes (2), des hommes avides, sans aucune espèce de sens moral ni de scrupule ; *ils avaient été toujours aux derniers rangs, maltraités et méprisés ; ils espéraient prendre leur revanche et avec notre aide dominer à leur tour...* »

Il est bien certain que cette espérance de relever leur situation politique n'était pas étrangère au bon accueil des Maures et des Juifs à l'égard de notre domination : mais, quelle qu'en fût la cause, le résultat n'en était pas moins là.

Mais, si les Maures et les Juifs s'étaient mis d'accord pour nous aider dans notre conquête, il était bien évident que, de ces deux classes d'hommes, c'étaient les Juifs qui devaient venir le plus rapidement à la culture et à la législation françaises.

C'est que, au contraire des Maures, les Juifs ne devaient pas trouver dans leur religion un obstacle infranchissable à l'acceptation complète et totale de notre régime : or, c'est là un point capital, qu'il serait dangereux de perdre un instant de vue.

La soumission du Musulman à sa loi religieuse, qui se confond avec sa loi civile, est un fait patent, avéré. L'Islam constitue toujours une barrière entre les croyants et

(1) *L'Algérie française*. Paris, 1856, t. 1, p. 148.

(2) *Précis de l'Histoire de l'Algérie française*. Alger, 1890, p. 88.

les infidèles : c'est la religion à la fois la plus intolérante et la plus envahissante qui soit (1). Le Coran enseigne qu'il faut faire sans trêve la guerre aux non-croyants, pour les détruire si leur conversion est impossible. De nombreuses sociétés secrètes, les Khouan, entretiennent soigneusement ces sentiments dans le cœur des fidèles.

Au contraire, la croyance des Israélites ne s'opposait en aucune manière à leur soumission aux lois françaises. C'est que les Juifs sont, d'abord, et malgré leur attachement à leur foi primitive, doués d'une faculté d'assimilation extraordinaire. « Pour faire du plus crasseux, du plus bigot des Juifs d'Orient, un Occidental et un Parisien, dit M. Anatole Leroy-Beaulieu, il ne faut guère qu'une ou deux générations. Sous des dehors parfois lourds, son intelligence est la plus agile que je connaisse. Le Juif s'adapte à tout et s'assimile tout. C'est là sa faculté maîtresse, dirait M. Taine (2). »

En second lieu, il convient de faire observer qu'en tombant sous la domination française, les Israélites de l'Algérie se voyaient religieusement soumis aux décisions du Grand Sanhédrin de 1807, dont nous parlions plus haut (3). Or, qu'avait décidé cette assemblée ? Il est bon de le redire :

« ART. 6. — *Rapports civils et politiques.* — Le Grand Sanhédrin, pénétré de l'utilité qui doit résulter pour les Israélites d'une déclaration authentique qui fixe et détermine leurs obligations comme membres de l'État auquel ils appartiennent, et voulant que nul n'ignore quels sont

(1) Sur l'obligation, pour tout Musulman, de concourir à la guerre sainte contre les Infidèles (El-Djehad), V. Villot, *Mœurs et coutumes des indigènes*, 3^e éd., p. 475.

(2) *Israël chez les nations*, 5^e éd., p. 208.

(3) P. 16.

à cet égard les principes que les docteurs de la loi et les notables d'Israël professent et prescrivent à leurs coréligionnaires dans les pays où ils ne sont point exclus de tous les avantages de la Société civile, spécialement en France et dans le royaume d'Italie ;

« Déclare : qu'il est de devoir religieux pour tout Israélite né dans un État *ou qui en devient citoyen par résidence ou autrement*, conformément aux lois qui en déterminent les conditions, *de regarder ledit État comme sa patrie* ;

« Que ces devoirs qui dérivent de la nature des choses, qui sont conformes à la destination des hommes en société, s'accordent par cela même avec la parole de Dieu...

« Ainsi tout prescrit à l'Israélite d'avoir pour son Prince et ses lois le respect, l'attachement et la fidélité dont tous ses sujets lui doivent le tribut.

« Tout l'oblige à ne point isoler son intérêt de l'intérêt public, ni sa destinée, non plus que celle de sa famille, de la destinée de la grande famille de l'État ; il doit s'affliger de ses revers, s'applaudir de ses triomphes, et concourir, par toutes ses facultés, au bonheur de ses concitoyens.

« En conséquence, le Grand Sanhédrin statue que tout Israélite, né et élevé en France et dans le royaume d'Italie, et traité par les lois des deux États comme citoyen, est obligé religieusement de les regarder comme sa patrie, de les servir, dans toutes ses transactions, aux dispositions du Code civil » (1).

Si l'on veut bien remarquer que ces déclarations ont force de *dogme religieux*, qu'elles sont incorporées intégra-

(1) *Actes de l'assemblée des Israélites de France et du royaume d'Italie*. Paris, 1808, p. 77.

lement aux lois ecclésiastiques juives ; qu'elles émanent de la plus haute juridiction religieuse chez les Juifs, lesquels sont dirigés autant par les décisions des rabbins et des Talmudistes que par la lettre de la Bible ; si l'on veut bien comparer à ces prescriptions, pleines de patriotisme français et de sens élevé de la civilisation moderne, les sauvages et immuables malédictions du Coran contre ceux qui ne suivent pas la loi du prophète, ses incitations constantes à la Guerre Sainte, à l'extermination des chrétiens ; si l'on veut admettre avec nous qu'il serait encore à l'heure actuelle, et qu'il le sera encore de longtemps dans l'avenir, impossible d'espérer pareille renonciation à leurs lois et coutumes religieuses de la part des Musulmans ; on devra nécessairement conclure que, de toutes les races qui habitaient l'Algérie à notre conquête, les Juifs étaient ceux qui devaient le plus promptement s'assimiler à nous.

Certes, pour se relever à notre niveau, ils avaient un rude chemin à parcourir. Nous avons montré, dans le chapitre I^{er}, dans quel état d'abjection, au point de vue politique, ils étaient réduits sous les Deys. Quoi d'étonnant si de graves défauts, consécutifs de la misère et de la douleur, avaient fini par pénétrer dans ces masses si cruellement éprouvées ? « A force de courber le dos, il (l'Israélite) en a gardé le pli. Sa taille a été fréquemment déformée et comme déjetée ; il lui en reste parfois une sorte de déviation de la colonne vertébrale. Son âme a été abaissée, et son cœur s'est rapetissé, comme son corps. A la dégénérescence physique a correspondu, trop souvent, la dégradation morale. Contraint de se prêter à bien des accommodements, il lui a fallu s'habituer à des compromis répugnants. L'homme interne s'est senti des courbettes

de l'homme extérieur ; il a été tellement incliné par ces siècles qu'il n'a pu toujours se redresser... (1). »

Une inobservation trop générale, dans les basses classes, de la propreté domestique ; un défaut d'énergie physique ; des tares morales consécutives, une impertinence subite confinant à une humilité exagérée ; un amour trop entier du commerce, quelquefois même du brocantage et de l'usure ; une observation trop matérialiste et étroite des règles talmudiques ; une instruction trop souvent négligée, et la plupart du temps réduite aux rudiments de la grammaire et des préceptes hébraïques : telle était leur situation aux débuts de la conquête.

Mais leur intelligence était vive ; leur désir de s'assimiler à nous était certain. De nombreuses qualités venaient faire contre-poids à ces défauts : une vie de famille très profonde ; un amour acharné du travail ; une honnêteté commerciale qui n'a jamais pu être que dénigrée, sans être une seule fois battue en brèche par une apparence de preuve.

Evidemment, cette race, avec son élasticité, son activité, devait nous être d'un précieux secours dans la difficile tâche de conquérir l'Algérie.

Beaucoup d'écrivains de l'époque le constatèrent de suite. Si M. Genty de Bussy, dans son ouvrage *De l'établissement des Français dans la régence d'Alger*, estime que les Juifs sont « sans poids dans la balance politique, qu'ils ne seront jamais pour nos établissements que des rouages à peu près inutiles » (2), d'autres eurent une manière de voir tout à fait différente.

(1) Anatole Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 225.

(2) Paris, 1839, I, p. 214. Dans le même sens, Pellissier de Reynaud, *Annales algériennes*, t. 1, p. 83.

« L'amour de l'argent, l'avarice, dit M. Rozet (1), est bien certainement la principale cause de la grande activité que l'on remarque chez le peuple juif de la Barbarie, activité qui est en si grande opposition avec l'apathie dans laquelle sont continuellement plongés les autres hommes ; mais quelle que soit la cause de cette qualité, ce peuple ne la possède pas moins, et un administrateur intelligent pourrait en tirer de grands avantages pour l'établissement de la nouvelle colonie. »

« Vous avez, dit le lieutenant général Delort (2), à combiner trois éléments qui n'ont guère d'affinité entre eux : les Juifs et leur bible qui les régit ; les Maures et le Coran qui les gouverne ; les Français et leur Code. Rien de si facile que de faire entrer les Juifs dans tous nos systèmes administratifs et judiciaires ; leur secte, en France, les a tous conquis à la civilisation moderne. »

M. F. Caze, secrétaire général du gouvernement d'Alger, dans une notice sur Alger (3), écrivait les lignes suivantes : « Quant aux Juifs, qui sont très nombreux, ils sont et seront toujours nos partisans les plus dévoués. Leur position s'est tellement améliorée, qu'ils feraient tous les sacrifices possibles, même de l'argent qu'ils gagnaient, au prix des plus cruelles vexations, pour la conserver. Les Juifs d'Alger ressemblent aux Juifs de tous les pays ; et, comme eux, sans doute, l'amélioration de leur condition politique influera heureusement sur leurs mœurs, et la différence qui existe encore entre eux et les chrétiens établis à Alger, s'effacera graduellement. Je dois ajouter qu'il

(1) *Op. cit.*, II, p. 231.

(2) *Notes sur l'ouvrage du général Berthezène « 18 mois en Algérie »,* Alger, 1834, p. 57.

(3) Paris, 1831.

y a dans cette ville plusieurs familles de riches israélites qui étaient dignes de se trouver enfin placées, envers les chrétiens, dans cette position d'égalité sociale dont un absurde et barbare préjugé les a si longtemps privés (1). »

Donc, dès notre arrivée en Afrique, heureux de voir terminée l'oppression turque, satisfaits d'arriver à cette situation prospère et respectée dont jouissaient les Juifs de France, ceux d'Algérie nous furent de suite acquis. Ils étaient en petit nombre, certes, si on les comparait aux Maures et aux Arabes, qui nous témoignaient soit une confiance passagère, soit une hostilité violente et intolérante ; c'était seulement un petit noyau d'influence. Mais ne tenaient-ils pas entre leurs mains le commerce de la région ? Ne servaient-ils pas d'intermédiaires tout désignés entre notre armée et ces indigènes farouches, qui refusaient de recevoir chez eux des Chrétiens, y acceptant au contraire les Juifs, par une continuation de leur antique habitude ?

Le concours de cette population n'était donc pas à dédaigner : il ne le fut pas en réalité. Elle obtint un grand crédit auprès de l'Etat-Major du Comte de Bourmont. M. Pellissier de Reynaud constate le fait, avec un dépit mal dissimulé, qui démontre jusqu'à la certitude combien grande était l'influence des Juifs, combien solide demeura l'accord entre eux et les chefs de l'armée et du gouvernement général : « M. de Bourmont eut le tort, que la plupart de ses successeurs ont partagé, de se livrer à cette classe d'hommes : les Juifs, déjà portés à l'insolence, par le seul fait de la chute de leurs anciens tyrans, ne tardèrent pas à affecter des airs de supériorité, à l'égard des

(1) P. 33.

Musulmans, qui en éprouvèrent une vive indignation. De tous les revers de fortune, ce fut pour eux le plus sensible, et celui qu'ils nous pardonnèrent le moins. La population israélite doit être traitée comme les autres, avec justice et douceur, mais il ne faut en tenir aucun compte dans les calculs de notre politique envers les indigènes.

Elle nous est acquise et ne pourrait, dans aucun cas, nous faire ni bien ni mal. Sans racine dans le pays, sans puissance d'action, elle doit être pour nous comme si elle n'existait pas ; il fallait donc bien nous garder de nous aliéner, pour elle, les populations musulmanes, qui ont une bien autre valeur intrinsèque. C'est ce que tout le monde n'a pas compris (1)... »

Ce raisonnement était inexact, en ce sens qu'à part les Maures (et ceux-ci même pour peu de temps), les Musulmans indigènes nous témoignèrent la plus violente des haines, et que, successivement, bien qu'ils n'eussent pas de politique générale bien définie, les gouverneurs durent faire une place à part à l'élément qui était le plus fidèle à notre action, les Juifs.

Cette observation permet de réduire à leur juste valeur ces quelques critiques soulevées contre la politique française qui consista, dès la première heure, à se servir comme instruments des Maures et des Juifs. Il n'en pouvait être autrement.

Le premier essai d'organisation municipale montra de suite quels indigènes devaient être nos auxiliaires : le conseil fut composé de Maures et de Juifs (2). « Ce conseil, dit M. Nettement, improvisé le lendemain de l'entrée des Français, qui ne connaissaient ni les hommes ni les lieux, comp-

(1) *Op. cit.*, I, p. 83.

(2) Dalloz, *Répertoire*, V^e *Organisation de l'Algérie*, 406.

tait parmi ses membres *ceux qui étaient allés au devant de la nouvelle domination*, plutôt que ceux qui avaient une influence acquise sur les populations. Les Juifs, qui la veille étaient sous les pieds des Musulmans, prirent tout à coup, à cause de leur activité, de leur savoir-faire, de leur docilité empressée, une prépondérance dont plusieurs abusèrent avec les rancunes du passé, et ces vices inséparables d'une longue servitude, qui devenaient intolérables dans le pouvoir... (1). »

Dès le premier moment, les Juifs s'étaient ainsi mis avec empressement au service de notre influence.

Ils devaient, peu à peu, abandonnant leurs mœurs et leurs coutumes anciennes, venir plus complètement encore à notre civilisation.

Nous allons essayer de démontrer ce fait d'abord au point de vue politique, ensuite au point de vue législatif et judiciaire. Mais nous tenons à mettre dès à présent ce point en évidence : jamais, depuis 1830, les Juifs n'ont été traités par nous sur le même pied que les Musulmans ; toujours, nous avons pu préparer plus rapidement leur assimilation ; toujours, ils ont montré plus d'empressement à nous servir, à se plier aux exigences de nos mœurs et de nos lois.

Les documents officiels nous le font voir très clairement.

C'est la capitulation de 1830, signée par le dey Hussein et le maréchal de Bourmont, qui devint la charte de tous les indigènes de l'Algérie. La jurisprudence donna une extension singulière à ce document. Cependant, comment peut-on s'exagérer sa valeur ? M. de Bourmont, d'une

(1) *Histoire de la conquête d'Alger*, Paris, 1867, p. 502.

part, n'avait, pour engager la France, ni instructions ni mandat du gouvernement, lequel d'ailleurs n'avait aucun plan arrêté, ainsi que nous l'avons vu ; d'autre part, il est certain que le dey n'avait de pouvoir régulier que là où campaient ses troupes, qu'il était en guerre incessante avec de nombreuses tribus, qu'il ne pouvait donc s'engager que pour lui-même et pour les populations du littoral. De plus, quelle force pouvait avoir conservée ce contrat, alors que l'une des parties contractantes, le dey, avait perdu sa souveraineté, avait quitté l'Algérie sans esprit de retour ? La capitulation n'était donc qu'un simple acte politique, ne liant personne, destiné à régler seulement la prise de possession de la ville d'Alger, et que bien des actes d'hostilité, venus des Turcs et des Arabes, auraient pu faire regarder comme résilié.

La jurisprudence lui donna au contraire une valeur capitale. « Attendu, dit un arrêt de la Cour d'Alger du 26 décembre 1854 (1), que, tout en substituant sa souveraineté à celle des deys, la France a maintenu le régime antérieur de l'Algérie et garanti leurs lois et leurs biens aux indigènes... »

« Attendu, dit encore la même Cour (2), que la capitulation du 5 juillet 1830 a maintenu les diverses fractions de la population indigène de l'Algérie en possession de leurs droits et coutumes... »

La Cour de cassation alla plus loin encore. Pour elle, la capitulation avait l'autorité d'une *loi* : « Attendu, dit la Chambre des Requêtes, que la capitulation du 5 juillet 1830 n'a pas seulement les caractères d'un acte politique, mais encore ceux d'une loi, et que, comme telle, elle peut

(1) Estoublon, *Jurisprudence algérienne*, 1854, p. 661.

(2) *Ibidem*, 1862, p. 31. Arrêt du 27 mai 1862.

être interprétée par les tribunaux qui doivent en faire l'application dans le jugement des contestations privées sur lesquelles ils sont appelés à se prononcer » (1).

La première question qui se posa pour les Israélites, fut celle de savoir si cette capitulation leur était applicable. Si oui, ils devaient conserver le bénéfice de leur législation propre, de leurs coutumes ; si non, ils devaient immédiatement être soumis à toutes les lois civiles françaises, en vertu de ce principe que, par le fait de l'annexion, les peuples conquis prennent les lois civiles du peuple conquérant, et qu'à moins de stipulations contraires, la nationalité du vainqueur devient celle du vaincu (2).

La jurisprudence se prononça nettement pour la première solution : la capitulation n'avait pas, certes, parlé explicitement des Juifs. Mais « elle a compris, dans la généralité de ses termes, les différentes fractions de la population indigène, les Israélites aussi bien que les Musulmans » (3). La Cour de cassation leva tous les doutes, dans l'arrêt du 29 mai 1865 que nous venons de citer (4).

Il en résultait que, comme les Musulmans, les Israélites devaient bénéficier de leur législation nationale, de leur organisation propre, sur toute l'étendue du territoire acquis par nos armes.

Les Juifs, comme première conséquence de cette ma-

(1) Arrêt du 29 mai 1865, D. 1865.I.482.

(2) Cass., 4 février 1863, S. 1863.4.291 ; Cogordan, *Nationalité*, p. 317 ; Despagne, *Précis de Droit international*, p. 225 ; Surville et Arthuys, *Droit international*, p. 160. Ce point est très vivement discuté en jurisprudence.

(3) Alger, 29 janvier 1857 (*Jurisprudence algérienne*, 1857, p. 6). Dans le même sens : Alger, 25 novembre 1861 (*Ibidem*, 1861, p. 63) ; 17 octobre 1866 (*Ibidem*, 1866, p. 45).

(4) D. 1865.I.482. Un premier arrêt du 15 avril 1862 était dans le même sens.

nière d'interpréter la capitulation de 1830, virent maintenir la sorte de franchise politique dont ils jouissaient sous les Turcs. Par arrêté du 16 novembre 1830, la direction de leurs affaires fut placée entre les mains du *Chef de la Nation juive* (place qu'occupait autrefois le Mokaddem) ; ce fut Coën Bacri qui obtint cette fonction (1). Ce fonctionnaire avait à la fois des pouvoirs administratifs et judiciaires. Le 21 juin 1831, était institué auprès de lui un conseil hébraïque, avec des attributions d'ordre administratif (2).

Le premier pas vers l'assimilation politique fut bientôt franchi : dès 1836, les fonctions de chef de la nation juive à Alger étaient supprimées par arrêté du 28 mars, et confiées à l'adjoint israélite de la ville d'Alger, Ange Cohen-Solal, membre du conseil municipal et de la chambre de commerce de cette ville (3). Les Juifs n'avaient soulevé aucune difficulté à faciliter leur retour au droit commun (4).

Ils avaient, d'ailleurs, d'autres occasions pour démontrer le penchant qu'ils éprouvaient pour la France, dont ils étaient devenus les *sujets*. Les Arabes, sous la direction d'Abd-el-Kader, s'étaient soulevés en masse contre nous. Dès 1830, le maréchal Clauzel avait eu l'idée de créer une garde nationale, « où entreraient les Juifs et les Maures, intéressés personnellement à la défense d'Alger et au maintien de notre domination » (5). Les Maures et les

(1) Ménerville, *Dict. de la législation algérienne*, 1830-1860, p. 379 et 380.

(2) Ménerville, *Ibidem*.

(3) Actes du gouvernement. *Bulletin officiel*, I, p. 261

(4) Cette fonction devenait ainsi purement nominale. Elle fut définitivement supprimée par l'article 22 de l'ordonnance du 9 novembre 1845, sur *l'organisation du culte israélite en Algérie*.

(5) E. Cat, *op. cit.*, p. 116. Arrêté du 14 décembre 1830.

Juifs savaient, en effet, que le rétablissement dans Alger d'un gouvernement musulman serait le signal de leur massacre général : aussi devaient-ils faire cause commune avec nous.

Il est certain que les Juifs ne manquèrent pas de nous aider dans la mesure de leur pouvoir : il suffit de lire le récit des longues guerres d'Afrique pour constater combien ils mirent d'empressement à nous seconder, au contraire des Arabes, qui se montrèrent d'une incroyable ténacité dans leur haine. « Pendant que j'étais dans cette ville (Oran), écrit M. Rozet, les Arabes venaient faire des fanfaronnades autour des remparts, et menacer de nous attaquer avec six ou même dix mille hommes. Les Juifs, à peu près les seuls habitants qui fussent restés dans Oran, après l'entrée des troupes françaises, sachant qu'ils n'avaient pas de quartier à espérer de la part des Bédouins, venaient tous les jours annoncer au colonel Lefol qu'un corps considérable d'ennemis marchait pour l'attaquer. Non contents de donner l'alerte, ils prenaient eux-mêmes les armes pendant la nuit, faisaient des patrouilles dans les rues et plaçaient des sentinelles sur les terrasses de leurs maisons ; ils sortirent quelquefois avec nous pour repousser les Arabes, et quand on voulut démolir deux villages touchant à la contrescarpe de la place, et dans lesquels l'ennemi s'embusquait pour tirer sur les sentinelles et les troupes placées le long des remparts, près de deux cents Juifs mirent la main à l'œuvre et travaillèrent avec nos sapeurs, pendant qu'on se battait autour d'eux pour repousser les Bédouins qui voulaient s'opposer aux démolitions (1). »

(1) *Op. cit.*, II, p. 237.

Que l'on rapproche cette conduite de celle des Arabes qui suppliciaient affreusement nos prisonniers, et qu'on dut combattre sans merci !

Jamais on ne vit les indigènes israélites se rendre coupable du moindre acte d'hostilité à l'égard de nos soldats. Ils trouvaient d'ailleurs auprès de ceux-ci une protection efficace contre les brigandages des Bédouins. Le 7 décembre 1835, quand l'armée française entra dans Mascara, elle n'y trouva que plusieurs centaines de malheureux Juifs : quelques jours auparavant, les soldats d'Alb-el-Kader, sentant qu'ils allaient être contraints d'abandonner leur capitale, avaient fait un massacre épouvantable d'Israélites. Les maisons avaient été pillées, les synagogues brûlées. Aussi, quand, deux jours après, nos soldats quittèrent à leur tour la ville, tous les Juifs les suivirent, en proie à une misère physique et morale qui trouva d'admirables soutiens parmi les cavaliers du duc d'Orléans et les zouaves du colonel Lamoricière.

Mais c'est surtout comme interprètes militaires que les Juifs se distinguèrent. Leur abaissement politique sous les Turcs, qui leur interdisaient le port des armes, les avait certes peu prédisposés à la bravoure militaire et à la discipline des armées : d'ailleurs leur qualité d'indigènes leur interdisait l'entrée dans nos corps de troupes (1). Comme interprètes, ils purent nous rendre d'admirables services. Tous les témoignages sont unanimes sur ce point : et, d'ailleurs, les faits ne sont-ils pas là ? « Les interprètes israélites, mais plus tard, finirent cependant par s'y mettre ; quelques-uns versèrent bravement leur sang pour la cause française, entre autres Cohen, tué à l'attaque de

(1) Un certain nombre se firent naturaliser, et servirent dans l'armée d'Afrique (MM. Aron, Carrus, etc.).

Mostaganem, en 1833 ; Lévy, fait prisonnier à la malheureuse affaire de Sidi-Brahim, et retombé entre nos mains, mortellement blessé par les Arabes, le 13 mars 1846, à la suite de la belle razzia faite sur l'Emir el Hadj Abd-el-Kader par le général Yusuf, au sud de Sebkat Zar'ez ; plusieurs furent blessés ; d'autres encore, et en grand nombre, se firent remarquer, aux belles époques de la poudre, par des qualités essentiellement militaires » (1).

M. L. Charles Feraud, ancien interprète principal de l'armée d'Afrique, mort ministre de France à Tanger, nous donne de précieux renseignements sur la conduite des Israélites comme interprètes, dans un livre « *Les interprètes de l'armée d'Afrique* » (2).

Plusieurs sont à citer ici : Léon Ayas avait 23 ans lorsqu'il fut nommé guide interprète à l'armée. C'est lui qui, après la malheureuse fin de son collègue Garoué, assassiné par les Arabes, fut chargé par le général de Bourmont d'entrer en pourparlers avec ceux-ci, après la bataille de Staoneli. Il réussit pleinement dans sa mission qui était grosse de périls. Citons ici M. Feraud :

« Ayas s'est signalé, durant sa carrière, par de nombreux faits de guerre ; réputation de bravoure justement acquise dans les expéditions de la province d'Oran ; plusieurs blessures ; capture d'un lieutenant d'Abd-el-Kader.

« 1845. Combat contre Bou-Maza. Rapport officiel. « Je signale encore à toute votre bienveillance M. Ayas, interprète, qui, constamment à mes ordres, a fait preuve d'une bravoure vraiment remarquable, en tuant cinq Arabes, dans le moment le plus difficile de l'action qui, je vous l'assure, était extrêmement chaude et vigoureuse, ainsi

(1) *Le corps des interprètes militaires*, Valence, 1881, p. 19.

(2) Alger, 1876.

que le prouve le chiffre de nos pertes comparé à notre effectif. »

Colonel MELLINET.

« L'interprète Ayas, blessé grièvement d'un coup de feu à la cuisse, dans un combat contre Bou-Maza, mourut, en 1846, des suites de cette blessure (1). »

Quelques mois auparavant, Ayas avait été fait chevalier de la Légion d'honneur.

L'interprète Cohen eut une conduite aussi brillante. « Cohen, dit M. Feraud, interprète à la disposition du lieutenant-colonel du Barail, avait été tué dans l'attaque que firent les Arabes, le 3 août 1833, contre Mostaganem (2). »

Moïse Adrey « a pris part à la plupart des expéditions faites dans les provinces d'Oran et d'Alger, de 1834 à 1860. Cité à l'ordre de l'armée d'Afrique, comme s'étant particulièrement distingué dans la sortie faite, à Médéa, contre les Ouzza, dans la nuit du 16 au 17 janvier 1844 (3). »

Allegro « fut cité à l'ordre du jour, pour sa bravoure, à la prise de Bougie, en 1833. Mort chef d'escadron, officier de la Légion d'honneur... (4). »

Lévy « blessé et prisonnier de guerre, le 26 septembre 1845, pendant la mémorable retraite opérée après le combat de Sidi-Brahim, fut forcé de suivre Abd-el-Kader dans ses différentes excursions dans la province d'Alger ».

« L'émir, poursuivi par la colonne du général Yusuf, et complètement mis en déroute dans la journée du 13 mars 1846, se voyant dans l'impossibilité de conserver son pri-

(1) *Op. cit.*, p. 169.

(2) *Ibidem*, p. 215.

(3) *Ibidem*, p. 234.

(4) *Ibidem*, p. 234.

sonnier, épuisé par la misère et les mauvais traitements, donna l'ordre de le tuer.

« Lévy fut trouvé, percé de trois coups de feu, sur le champ de bataille de Mengren. Il reçut les soins les plus pressés, mais ils furent inutiles ; il mourut le 14 mars, au matin, de ses blessures. On l'enterra au bivouac de Medjeddelr chez les Ouled Naïl, au sud du lac oriental de Zahrez (1). »

Il faudrait citer encore de bien nombreux noms : Abraham Daninos, « le plus puissant auxiliaire de M. Torpin, alors commandant de la frégate pilote (2) », Baranès, Mayer, Theuma, Darmon, Hassan, Toubol, Moatty, Aboucaya, Sidoun, Amar, Dayan, les frères Attard, Albaz, presque tous morts chevaliers de la Légion d'honneur, après de longs et loyaux services (3).

Tous ces interprètes étaient juifs.

Si l'on songe que ces Juifs connaissaient admirablement le pays, que nos officiers étaient très peu renseignés, au contraire, on peut voir de quelle utilité nous furent ces modestes et trop ignorés auxiliaires.

Et si l'on veut se souvenir qu'ils appartenaient aux plus grandes familles juives de l'Algérie, et qu'une étroite solidarité les liait avec leurs parents et leurs coréligionnaires, on peut en conclure que ce fut un mouvement général qui groupa les israélites autour de l'armée française.

En même temps que ces indéniables preuves de loyalisme et de fidélité, les Israélites nous témoignaient un autre sentiment : un désir réel de se mêler à nous, de pren-

(1) *Ibidem*, p. 280.

(2) *Ibidem*, p. 290.

(3) V. Feraud, *passim*.

dre nos mœurs et nos manières d'être. Ils furent incontestablement en progrès constant à cet égard. Le fait était d'autant plus significatif qu'au point de vue purement commercial, ils avaient plutôt perdu à l'occupation par la France, de la Régence et de l'intérieur de la contrée. Il y avait d'abord les inévitables malheurs qui accompagnaient l'incessante guerre entre nos troupes et les Arabes ; il y avait, en plus, ce fait que bien des lucratives fonctions étaient désormais perdues pour eux. Jadis, nous les avons montrés les factotums des Arabes, accaparant la presque totalité du grand commerce de l'Afrique du Nord. Depuis l'arrivée des Français, ils avaient d'habiles et d'heureux concurrents parmi les nouveaux colons, qui correspondaient directement avec la métropole. De grandes misères en étaient résultées chez eux, dont on voit encore aujourd'hui les traces.

Et cependant, ils venaient avec empressement à notre civilisation. Depuis 1830, ils s'étaient placés chez les Européens. « Les avocats, les avoués, les notaires, les huissiers, les commissaires-priseurs en ont fait leurs clercs ; les négociants, les marchands, leurs commis ; les boutiquiers, les débitants, leurs garçons ; ils sont partout, mais il faut l'avouer, partout ils servent avec intelligence : nous disons avec intelligence sans rien dire de la conscience ni de la fidélité, car ils se sont jetés dans nos bras par un pur espoir de calcul, qui ne doit profiter qu'à eux seuls (1)... »

Peu à peu — lentement, certes — les jeunes gens prenaient le costume européen ; des écoles étaient ouvertes

(1) *Lettre sur l'état des Juifs de l'Algérie*, par MM. Johanny Pharaon et Goldscheider, *Archives israélites*, 1840, p. 539. Dans le même sens, Baron Baude, *L'Algérie*, ch. XVI.

par les soins du gouvernement français, et des Juifs y venaient en nombre. Il suffit de lire les rapports officiels pour être convaincu de ce fait.

Le « Tableau de la situation des Etablissements français en Algérie », pour l'année 1843-1844, donne la statistique suivante :

Nombre d'élèves fréquentant les lycées :

« Européens, 1135. Européennes, 1067. Juifs et Juives indigènes, 73. Maures, 63 (1). »

Le rapport entre la population totale et le nombre d'élèves fréquentant les écoles françaises est ainsi considérablement en faveur des Juifs.

Ce n'était pas sans difficultés que les Israélites venaient à nos écoles. Les rabbins indigènes faisaient les efforts les plus grands pour conserver à leur profit le privilège de l'instruction :

« Les Israélites algériens, dont on ne peut contester la rare intelligence, comprennent généralement les bienfaits de l'instruction, et sont assez portés à en faire profiter leurs enfants, mais l'influence des rabbins indigènes s'appuyant sur des préjugés depuis longtemps enracinés dans les esprits et sur une certaine apparence d'orthodoxie, lutte avec quelques avantages contre les idées françaises, et retient à Alger, tout aussi bien que dans les autres localités du littoral et de l'intérieur, un grand nombre d'enfants dans les écoles indigènes, dans les synagogues et dans les oratoires particuliers, qui sont dirigés par des maîtres intolérants et peu éclairés (2). »

Mais, dès 1845, le culte juif allait être réorganisé en

(1) Paris, *Imprimerie nationale*, 1845, p. 70.

(2) Tableau de la situation, etc., pour l'année 1845-1847, p. 112.

Algérie, et les rabbins français devaient seconder de leur mieux les efforts des premières familles juives, en vue de faire progresser la population indigène. L'influence des lois françaises, qui n'étaient cependant pas applicables aux Juifs, se faisait de plus en plus sentir parmi eux.

MM. Martin et Foley, dans leur *Histoire statistique de la colonisation algérienne* (1), constatent ce fait en des pages remarquables : « Autant le Musulman, en suivant la lettre du Coran, qui permet le divorce et la polygamie, reste attaché à la partie sensuelle et matérielle du mariage, sans se préoccuper du dommage qu'en peut éprouver la famille, autant, au contraire, l'Israélite, sans transgresser, en ce qui regarde cette institution, sa loi religieuse, trouve, dans le texte de celle-ci, des facilités pour s'adapter aux exigences diverses des conditions de la vie sociale des peuples au milieu desquels il habite. Depuis la domination française, cette race, en répudiant le divorce (2), a pu, à la fois consolider les liens de la famille, préparer la bonne éducation des enfants et produire, dans son état matériel et moral, des modifications capables d'assurer son existence, même au milieu des nécessités nouvelles de notre civilisation et de la concurrence si redoutable de notre commerce et de notre industrie.

« C'est ainsi que les Juifs ont pu échapper à la misère profonde et, par suite, à la dépopulation à laquelle les Musulmans fatalistes sont nécessairement condamnés par leurs préjugés et par l'influence de cette vieille routine qui les fait s'attacher avec une obstination aveugle à un

(1) Paris, 1851. Cet ouvrage a obtenu le prix Montyon.

(2) Les auteurs veulent dire que le nombre des divorces a diminué chez les Israélites depuis notre arrivée en Afrique : ceux-ci n'avaient pas radicalement disparu.

état social qui, tous les jours, s'ébranle et tombe au souffle de nos institutions.

« Du reste, il faut le dire à l'honneur de notre civilisation dont le génie providentiel poursuit au milieu du peuple indigène sa marche lente mais irrésistible, le contact de l'élément européen a été évidemment pour beaucoup dans le progrès que nous constatons ; les préceptes de la religion juive permettaient, avec nos mœurs plus avancées, des transactions dont les Israélites ont profité, tandis que les préjugés indéniables de la religion mahométane semblent rendre le Musulman réfractaire à tous progrès. De là, sans nul doute, les différences si remarquables de rapidité dans la progression de ces deux peuples, tous deux, pourtant, également protégés par nos lois, tous deux également appelés à en partager les bienfaits (1). »

Un exemple démontrera cette différence dans la voie de l'assimilation entre les Musulmans et les Juifs : les Musulmans ont opposé toujours aux recherches de l'administration française, tentées pour opérer le recensement des habitants du pays, une résistance presque invincible. Les Israélites se sont prêtés, au contraire, de bonne grâce à cette mesure (2). « Ce n'est qu'à dater des années 1837 et 1838 qu'il est possible de suivre l'état civil des indigènes. Et encore, n'a-t-on, à cet égard, de documents un peu précis que sur les Israélites. Ceux-ci, du moins, n'ont pas opposé aux efforts de l'autorité cette défiance que semble, chez les Musulmans, rendre plus vivace leur fanatisme incurable, et le culte absurde des vieilles routines (3). »

(1) P. 33.

(2) Martin et Foley, *De l'acclimatement en Algérie*. Alger, 1848, p. 33 et *op. cit.*, p. 74.

(3) *Ibidem*, p. 72.

Peu à peu, les jeunes gens arrivaient à l'âge d'homme ; et, tandis que les vieux Juifs, ceux qui avaient vécu sous les Turcs, conservaient les anciennes coutumes, cette nouvelle classe s'assimilait de plus en plus à nous. Progressivement, bien entendu. *Natura non facit saltus*. « Dès les premiers jours de l'occupation, dit M. Ernest Feydeau, ils ont compris que les Français leur apportaient la liberté. Les premiers, ils ont éprouvé le besoin de nous servir, de se plier à nos usages, d'apprendre notre langue, et ils ont fait preuve, en cela, d'un remarquable esprit de conduite. Quel genre d'esprit, au surplus, fait défaut aux Juifs, en quelque lieu de la terre que ce soit ? J'ajouterai, à leur éloge, qu'à Alger, du moins, ils travaillent beaucoup plus que les Maures, et plus intelligemment (1). »

De plus en plus, les Israélites apprenaient notre langue, se mêlaient aux familles des colons par des relations cordiales.

Ils voulaient se rapprocher de nous le plus possible : le souvenir des Turcs et la constatation de leur situation présente formaient un contraste significatif à leurs yeux. Ils le rappelaient eux-mêmes, dans une adresse présentée le 8 février 1846 à Louis-Philippe, et qui est relatée dans les journaux de l'époque :

« Le gouvernement du roi a éloigné de nous l'ancienne administration ; nous habitions la vallée des ténèbres et de la mort, car la véritable justice n'existait pas. Des hommes mouraient sans jugement et sans justice ; d'autres perdaient leur fortune sans lois ni droit. Mais, maintenant, s'est levé le soleil, car la justice et la vérité mar-

(1) *Alger, Etude*. Paris, 1860, p. 175.

chent maintenant ensemble sur la terre : les juges sont des juges français (1). »

En présence de populations si ouvertement désireuses de devenir réellement françaises, la législation devait nécessairement se montrer bienveillante. Malgré toutes les incohérences qui présidèrent trop souvent à notre politique, nous allons la voir faire une place toujours à part à cette classe d'hommes. Jamais, dans cette incessante marche vers l'assimilation législative, les Israélites ne protestèrent contre la suppression de leurs lois et de leurs juridictions particulières ; ce furent eux, au contraire, qui y travaillèrent avec le plus de vigueur. Pendant que les Arabes demeuraient confits dans l'adoration méticuleuse du Coran, les Israélites coopéraient avec une incroyable ardeur à leur modernisation ; et nous allons apercevoir maintenant quelles étapes furent tour à tour franchies par eux, avant d'arriver au but qu'ils désiraient atteindre.

Nous diviserons cette partie de notre démonstration en 5 points distincts.

1° *Régime pénal*. — Le premier tribunal criminel institué en Algérie fut un tribunal mixte, composé de magistrats français, maures et juifs (2). Dès le 22 octobre de la même année, un nouvel arrêté du général en chef restituait aux juridictions anciennes le droit de juger les indigènes.

C'est ainsi que les Israélites redevinrent justiciables d'un tribunal composé de trois rabbins qui jugeaient sans appel. Bien entendu, la législation applicable était celle de Moïse, avec les peines portées par le Talmud.

(1) *Archives israélites*, 1846, p. 188.

(2) *Infrà*, p. 31. Ce tribunal devait juger aussi en matière civile (arrêté du 9 septembre 1830).

Le général commandant les troupes françaises mettait à la disposition des juges, pour l'exécution des sentences, un certain nombre de gendarmes maures qui assuraient la police d'Alger.

Cette attribution de juridiction aux rabbins n'était effectuée que dans les causes entre seuls Israélites : lorsqu'il s'agissait de procès criminels entre Musulmans et Juifs, ou lorsque des individus appartenant à ces deux classes étaient compris dans la même poursuite, c'est le *cadi* maure (1) qui était compétent, et il appliquait alors la loi musulmane. Mais, dans ce cas, il fut nettement spécifié que la décision des *cadis* pouvait être frappée d'appel, dans les trois jours, devant la Cour de justice créée par le même arrêté.

D'autre part, le *cadi* maure obtenait le droit de juger sans appel toutes les infractions commises par les Musulmans.

La juridiction musulmane, par cette compétence étendue aux Israélites, apparaissait comme la plus importante des juridictions indigènes ; la justice française (Cour de justice) ne pouvant instruire que pour crimes contre des Français, lesquels devaient ensuite être ramenés en France pour jugement. Les étrangers étaient soumis à la libre décision du général en chef. A côté de la Cour de justice, était institué un tribunal correctionnel, jugeant seulement les Français.

Cette organisation, aussi imparfaite que possible, ne devait pas durer longtemps. On accorda bientôt le droit d'appel, devant les juges français, contre toute décision des tribunaux de répression indigènes. Les causes entre

(1) Rite Maleki.

Musulmans et Israélites furent soustraites à la compétence du cadi, pour être portées, suivant leur importance, soit devant le tribunal correctionnel, soit devant la Cour de justice : ce furent les arrêtés du 16 août 1832 (art. 6 et 7) et celui du 8 octobre 1832 (art. 2), qui réalisèrent cette première réforme (1).

Dès l'année 1834, la différence de traitement entre les Juifs et les Musulmans devait apparaître.

L'ordonnance du 10 août 1834 (2) portait en effet :

« ART. 32. — Les Tribunaux français connaissent de toutes les infractions aux lois de police et de sûreté, à quelque nation ou religion qu'appartienne l'inculpé ;

De tous les crimes ou délits commis par des *Français*, de *Israélites*, ou des étrangers ;

Des crimes ou délits commis par des musulmans indigènes au préjudice de *Français*, d'*Israélites* ou d'étrangers. »

L'article 43 de la même ordonnance visait également la situation des Israélites au point de vue répressif :

« ART. 43. — Les tribunaux israélites connaissent en dernier ressort :

.

2^o Des infractions à la loi religieuse, lorsque, d'après la loi française, elles ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention.

.

Toutes autres attributions leur sont interdites, à peine de forfaiture. »

On aperçoit de suite la conséquence de ces deux dispositions : en réalité, dès cette époque, les Israélites étaient

(1) Menerville, I, p. 384 et 385.

(2) *Ibidem*.

placés sur le même plan que les Français, au point de vue répressif. Les rabbins perdaient toute attribution pénale, réduits à constater seulement certaines infractions religieuses sans importance (1).

Au contraire, les Musulmans conservaient leur juge propre, avec, il est vrai, faculté d'appel devant le tribunal supérieur d'Alger (art. 40). Les condamnations émanées du cadi n'avaient besoin que du visa du Procureur général pour devenir exécutoires.

L'assimilation si rapidement opérée des Juifs aux lois françaises fut autrement lente pour les Musulmans. L'ordonnance du 28 février 1844 (2) donna bien aux seuls tribunaux français la connaissance des crimes et délits prévus par le Code pénal ; les conseils de guerre furent bien chargés de la répression dans les territoires de commandement : le cadi pouvait toujours statuer sur des délits non prévus par notre Code (3).

Le même phénomène se produisit précisément en ce qui touche la compétence du conseil de guerre dans les territoires de commandement.

L'article 1^{er} du décret du 13 mars 1860 est ainsi conçu : « Les crimes, délits et contraventions punissables de peines correctionnelles, commis en territoire militaire par les *Européens* et les *Israélites* sont déférés aux Cours d'assises et aux Tribunaux correctionnels (4). »

(1) L'article 49 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 maintenait ce pouvoir spécial aux Rabbins : en fait, jamais ceux-ci n'ont prononcé de sentence de cette nature.

(2) Menerville, I, 388.

(3) Le décret du 10 septembre 1886 (*Rev. alg.*, 86.3.189) a supprimé toute trace de pouvoir répressif des cadis.

(4) Estoublon et Lefébure, p. 240. Ce décret fut pris en conformité d'un vœu émis par le Conseil général d'Oran, du 19 octobre 1859 (*Procès-verbaux*, p. 198).

Ce décret avait pour but de soustraire les Indigènes israélites à la compétence exceptionnelle des conseils de guerre, tandis que les Musulmans y demeuraient soumis. La raison en est fort connue, et est tout à l'avantage des Israélites : c'est que c'est surtout — pour ne pas dire exclusivement — parmi les Musulmans que l'on rencontre ces délinquants si dangereux et si nombreux en Algérie, voleurs de grandes routes, à main armée, en bandes, etc. (1).

Encore ici, nous avons donc à constater une assimilation plus prompte de l'élément juif algérien que celle de l'élément musulman (2).

2° *Organisation judiciaire.* — Le Tribunal mixte institué en premier lieu à Alger, par arrêté du 9 septembre 1830, était composé de 4 juges Français, 3 Maures, 3 Juifs (Bacry, Durand, Moaty) (3). Il ne dura pas longtemps, comme nous l'avons vu plus haut (4).

L'ordonnance de 1832 rétablit la compétence du Tribunal des rabbins.

Mais l'article 43 de l'ordonnance du 13 août 1834 vint notablement réduire ces attributions : seules, les contestations entre Israélites, concernant la validité ou la nullité des mariages et répudiations selon la loi de Moïse, leur étaient conservées, ainsi que des pouvoirs de conciliateurs, et d'officiers chargés de constater les conventions civiles entre Israélites.

(1) V. avocat général Bussière, Aud. de rentrée Cour d'Alger, 1895. *Observations sur les tendances criminelles des races existant en Algérie*, p. 17 et 19.

(2) Dans le même ordre d'idées, Décret du 17 mars 1866. Estoublon et Lefébure, à sa date.

(3) V. Joanny Pharaon, *op. cit.*, note 1.

(4) Il ne rendit que 13 jugements. Disc. rentrée av. général Eon, 1892, p. 20, note 1.

L'article 33 de l'ordonnance du 28 septembre 1842 (1) alla encore plus loin : en enlevant aux juges français la connaissance des seuls litiges où toutes les parties en cause étaient musulmanes, il supprimait purement et simplement les tribunaux israélites, et soumettait la population juive à la juridiction française. Les rabbins ne pouvaient plus donner que des avis sur les procès relatifs aux questions d'état, parce que les lois religieuses y étaient d'une application particulièrement délicate (2).

En douze ans, l'assimilation était absolue, à ce point de vue, entre les Juifs algériens et les Français. Nous ne dirons pas par quelles vicissitudes passèrent, au contraire, les Musulmans ; mais en faisant observer qu'à l'heure actuelle ils ont encore conservé leurs juges nationaux, et en remarquant quelle facilité autrement grande de fusion nous offrirent les Juifs, nous ne ferons qu'établir un fait qui trouve sa démonstration dans des actes officiels, indiscutables, et dont nous pourrions tirer toutes les conséquences qu'il impose.

3° *Contrats*. — En cette matière, les progrès furent plus lents. L'arrêté du 9 juin 1831, qui a rapport à la preuve des conventions entre indigènes et européens, plaça sur le même pied les Israélites et les Musulmans. A peine de nullité, tout acte sous seings privés, entre Européens et Indigènes, devait être écrit dans la langue de chacune des parties (3). De même, l'arrêté du 28 mai 1832, relatif à l'hypothèque conventionnelle, traça les mêmes règles pour les Juifs et les Musulmans (4). De même en-

(1) Menerville, I, 391.

(2) L'avis des rabbins devait être annexé à la minute du jugement.

(3) Menerville, I, 3.

(4) *Ibid.*, 356. De même, ordonnance du 10 avril 1834 (art. 31). *Ibid.*, 386.

core l'ordonnance du 7 décembre 1835, établissant la liberté du taux de l'intérêt conventionnel, et fixant à 10 0/0 celui de l'intérêt légal, ne sépare pas la population soumise à la législation mosaïque de celle qui suivait la loi du Coran (1).

Il faut arriver à la loi du 16 juin 1851 (2), pour apercevoir une différence de traitement, en faveur, naturellement, des Juifs qui y perdaient encore une parcelle du bloc de leurs lois propres : « Les transmissions de biens, porte l'article 16, de musulman à musulman continueront à être régies par la loi musulmane ; entre toutes autres personnes, elles seront régies par le Code civil. » Il en résultait que, pour les Israélites, tout contrat immobilier était réglé par les dispositions de la loi française, et que les Musulmans, seuls de tous les habitants du territoire, conservaient leurs lois particulières (3).

4^o *Statut réel*. — Cette même disposition de la loi du 16 juin 1851 avait pour conséquence de placer le statut réel des Israélites algériens sous l'empire de la loi française. La propriété, ses démembrements, ses aliénations, les modes de preuve, sont organisés dès lors par le Code civil.

La jurisprudence en tira deux conséquences : toute cession immobilière entre Israélites, pour être opposable aux tiers, même Israélites, devait être transcrite par application de la loi du 23 mars 1855 (4).

La preuve testimoniale, relative à ces mêmes actes, ne

(1) *Ibid.*, I, 374

(2) Sautayra, *Législation de l'Algérie*, V^o *Propriété*, p. 541.

(3) La loi de 1873 a réalisé à cet égard un progrès sérieux, en ce qui concerne les biens francisés des Musulmans.

(4) C. Alger, 2 juin 1870, Robe, 1870, p. 156.

pouvait être admise que conformément à la loi française, c'est-à-dire avec commencement de preuve par écrit (1).

5° *Statut personnel*. — La capitulation de 1830, ainsi que nous l'avons vu, avait vu son domaine très largement accru par les décisions de la jurisprudence. Les Israélites avaient été considérés comme profitant de ses dispositions.

Les questions d'État et de capacité civiles durent donc être régies par la législation mosaïque (2 juillet 1870. Arrêt de la Cour d'Alger) (2). Leur mariage, tant au point de vue de la polygamie (3), de la preuve (4), que du régime matrimonial (5) et de la faculté du divorce (6) ; la tutelle, avec la disposition spéciale, interdisant de conférer cette fonction aux femmes (7) ; le testament et ses formes particulières (8) : tout cela fut considéré par la jurisprudence comme réglé par les lois talmudiques.

Nous avons vu que la loi du 16 juin 1851 n'avait statué que sur ce qu'on appelle « le statut réel ».

A cette date donc, les Israélites algériens n'avaient conservé de leur législation nationale que les dispositions relatives au statut personnel (9). Sur toutes les autres matières, ils avaient été, au contraire des Musulmans, entièrement assimilés aux Français d'origine.

C'est là une constatation qui est trop souvent perdue

(1) Cass. req., 17 février 1880, Robe, 1880, p. 94.

(2) Robe, 1870, p. 235.

(3) Alger, 22 mai 1865, Robe, p. 3883.

(4) *Ibidem*.

(5) Alger, 13 janvier 1881, Robe, 1881, p. 27.

(6) Alger, 3 février 1868, Robe, 1868, p. 34.

(7) Alger, 21 novembre 1866, Robe, 1866, p. 289.

(8) Cass. civ., 29 mai 1865, Robe, 1865, p. 29, 8, p. 2.

(9) Nous indiquerons plus loin les difficultés spéciales au régime des successions, des mariages et au droit d'opposition de législation.

de vue : peu à peu, par une série lente et ininterrompue d'actes législatifs, lesquels étaient interprétés en général de la façon la plus large par la jurisprudence (1), les Juifs avaient été ainsi rapprochés de nous. Ils s'étaient, semble-t-il, montrés jaloux d'abandonner leur exclusivisme, désirant de toutes leurs forces venir au droit commun de la législation métropolitaine. Dès 1851, sauf pour le statut personnel, le Code civil avait, pour eux, et sur leur demande constante, supplanté le Talmud.

Leur organisation ecclésiastique devait suivre une orientation analogue. Depuis la conquête jusqu'en 1845, les fonctions de rabbin furent laissées à la nomination des communautés juives, en particulier du chef de celles-ci. Cela ne pouvait certes pas suffire. Il fallait, pour coopérer à l'œuvre de relèvement moral à laquelle s'étaient voués les Juifs eux-mêmes, une hiérarchie dans le culte. L'ordonnance du 9 novembre 1845 réalisa ce progrès.

Par cette ordonnance, il était institué un consistoire central à Alger et deux consistoires provinciaux à Oran et Constantine (2). Les fonctions de ces consistoires, si violemment attaqués depuis, consistaient dans une série d'attributions destinées précisément à favoriser la transformation des Israélites.

« Art. 9. — Les fonctions des consistoires sont....

2^o De veiller à ce que les familles envoient leurs enfants dans les salles d'asile et dans les écoles, et de prendre les mesures qui paraîtront nécessaires à cet effet.

(1) Nous ne pouvons que mentionner ici les vifs dissentiments qui partagèrent souvent les Tribunaux, au sujet de la situation exacte des Juifs algériens.

(2) Les membres de ces consistoires étaient *nommés* par le gouvernement. Ils sont *élus* à l'heure actuelle, conformément à un décret du 12 décembre 1872.

3° d'encourager les Israélites à l'exercice des professions utiles et plus particulièrement des travaux agricoles... »

Les Consistoires israélites relevaient à l'origine du Ministre de la guerre. Dès 1848, un arrêté des 16 août-9 septembre les rattachait au ministère des Cultes, tandis que le culte musulman demeurait rattaché à celui de la guerre, plus tard au gouvernement général de l'Assemblée.

Mais l'assimilation du culte juif à celui de la métropole devait se poursuivre encore : un décret du 16 septembre 1867 transforma le consistoire central d'Alger et les deux consistoires d'Oran et de Constantine en trois consistoires d'autorité égale, placés également sous le contrôle du Consistoire central de France (1).

A d'autres points de vue, d'ailleurs, et notamment au point de vue politique, les Juifs, tout en prenant place parmi les corps constitués, conservaient une situation distincte. Nous avons vu qu'en 1830, le Conseil municipal d'Alger avait été composé de notables maures et israélites. Cette manière de procéder fut conservée généralement. Longtemps Alger eut un adjoint israélite spécial (2). Les conseils municipaux eurent également une représentation au titre israélite. D'après le décret du 27 octobre 1858 (3), les conseils généraux devaient comprendre un certain nombre d'israélites indigènes, nommés à ce titre. Il en fut de même dans les chambres de commerce (4).

Mais le mouvement général qui avait poussé vers nos lois ces israélites algériens, devait nécessairement donner

(1) Sautayra, *V^o Culte juif*, p. 208.

(2) Arrêté du 1^{er} septembre 1834.

(3) Sautayra, *V^o Conseils généraux*, p. 172.

(4) Sautayra, *V^o Chambres de commerce*, p. 69.

l'idée aux jurisconsultes, aux publicistes et au législateur, de les assimiler plus complètement encore à nous.

Dès 1844, M. le baron Baude, conseiller d'État, ancien commissaire du roi en Afrique, publiait un ouvrage, *l'Algérie*, dans lequel il appréciait longuement le caractère et le rôle des Juifs d'Alger (1).

« La masse de la population israélite apprécie le bienfait de la révolution qui s'opère pour elle à l'abri de notre drapeau. Ce sentiment se manifeste, parmi les gens grossiers, par une insolence envers les musulmans, qui mériterait quelquefois d'être réprimée, et, parmi les hommes éclairés, par un sentiment qui deviendrait de l'attachement pour la France, si notre sagesse donnait plus de garanties de durée à notre établissement. Tous savent que, si nous abandonnions l'Afrique, ils n'auraient d'autre alternative que de nous suivre ou de périr sous le fer des Arabes. Voilà comment les Juifs sont aujourd'hui liés à notre cause ; ils s'y attacheront davantage par les services mêmes qu'ils nous rendront....

« Par ses bonnes et par ses mauvaises qualités, la population israélite est appelée à jouer un rôle important en Afrique. Puissante par le nombre, elle l'est davantage par son union, par ses relations. D'un côté, leur connaissance de la langue, les anciennes habitudes, les dédains mêmes auxquels ils se soumettent, donnent aux Juifs une facilité d'accès qui nous manquera longtemps auprès des Musulmans ; de l'autre, ils savent pénétrer tous nos embarras ; leur flexibilité se plie à toutes nos vues ; ils sont les en-

(1) 2 vol. in-8°, chapitre XVI : « Israélites ».

tremetteurs presque inévitables des relations entre les Européens et les indigènes ; ils surgissent, au moment du besoin, avec tous les moyens d'être utiles, et si leur obséquiosité ne nous prévenait pas, nous irions nous-mêmes les chercher. Ils ont été les agents de plus d'une négociation politique....

« Les Juifs doivent prendre leur rang dans une armée algérienne, « non comme sectateurs de Moïse, mais comme « citoyens, jouissant des mêmes droits et remplissant les « mêmes devoirs que les sectateurs de Jésus-Christ et de « Mahomet, qui se constitueront, sous l'égide de la France, « en un nouveau corps de nation.... »

« Beaucoup d'entre eux ont dès longtemps cessé de se livrer exclusivement au brocantage, et embrassent des professions utiles.

« Il ne manque, en Algérie, à la race israélite, aucune des conditions d'un accroissement rapide en nombre, en richesses et en puissance ; et c'est, sous quelque point de vue qu'on le considère, un des faits dont il y a le plus de compte à tenir dans la direction de nos affaires d'Afrique....

«... Les Juifs sont peut-être destinés, par la supériorité de leur intelligence, par la communauté de croyances et d'intérêts, par la réciprocité de confiance qui règne entre eux, à lier par un vaste réseau l'Afrique à l'Europe, à servir de véhicule à notre influence commerciale et politique, et à rendre, sous cette forme, à la France, une partie du bien qu'ils ont reçu d'elle.... »

En 1847, M. de Baudicour, dans son *Histoire de la colonisation française en Algérie*, exposait des idées semblables, montrant que l'assimilation de la population indigène à la nationalité française devait commencer par les Juifs.

« Le temps des préjugés est passé, écrivait M. Charles

Gillotte (1), chaque jour efface plus complètement les distinctions que l'ignorance des siècles ou la nécessité des époques avaient fait naître. Dix-huit années d'expérience nous apprennent que les Israélites indigènes qui ont si vite appris à parler notre langue, qui se sont si vite habitués à notre domination, *doivent être assimilés complètement....*

« En Algérie moins que partout ailleurs un changement d'état pourrait faire naître des craintes. La forme du gouvernement colonial est telle, que l'exercice mal compris des droits attachés à la qualité de Français ne saurait être redouté.

« En les assimilant, nous relevons les Israélites à leurs propres yeux, nous les séparons de la race indigène qui leur a demandé tant de sacrifices de tous genres, et nous nous les attachons par les liens de la reconnaissance... »

En 1860, M. Jules Delsieux préconisait aussi cette mesure de libération et de progrès.

« Où l'ancienne société ne voyait que des sectateurs de tel ou tel culte, la société moderne, plus équitable et plus éclairée, voit des hommes égaux en droits comme en devoirs. Les Israélites veulent bien remplir les devoirs dans toute leur rigueur ; quoi d'étonnant, s'ils veulent jouir des droits dans toute leur plénitude ? Certes, ce n'est pas à la France de se plaindre qu'on mette tant d'empressement à réclamer le titre de Français, et tant d'orgueil à l'obtenir (2). »

M. Menerville, dont l'autorité est si grande en matière

(1) *Quelques mots sur la nécessité de soumettre tous les habitants de l'Algérie à la loi française*. Constantine, 1858, p. 10.

(2) Jules Delsieux, *Essai sur la naturalisation collective des Israélites indigènes*. Cité par Frégier, *Les Juifs algériens*, p. 81.

de législation algérienne, n'était pas d'un autre avis, bien que plus prudent dans la forme :

« ... Les Israélites de France furent alors appelés à jouir des droits de citoyens français.

« En Algérie, où ils se trouvent sous tous les rapports dans des conditions bien moins favorables, le gouvernement n'a point encore jugé opportun de décréter cette grande émancipation. *C'est un progrès que le temps amènera et que préparent les mesures qui, depuis la conquête, tendent à la fusion et à l'assimilation progressive de cette population* digne d'intérêt surtout au point de vue de la civilisation (1). »

Dans la conclusion de son ouvrage sur « les Indigènes algériens » (2), M. Aimé Poivre, avocat, président du conseil général de Constantine, s'exprimait de la manière suivante :

« Une loi sur la naturalisation des indigènes et celle des étrangers est devenue d'une nécessité impérieuse, si l'on veut faire cesser les difficultés qui surgissent du conflit des lois et des intérêts qu'amène l'existence des trois sociétés distinctes qui vivent côte à côte en Algérie.

« *L'esprit des mesures qui ont avancé l'assimilation des Indigènes israélites permet, sans danger, leur naturalisation générale.* Par cette émancipation on ferait cesser la déplorable incertitude qui règne à l'égard des mariages et des effets qu'ils produisent. »

M. Wilfrid de Fonvielle est tout aussi affirmatif (3) :

« Ce ne serait point non plus la peine de venir à Alger pour se refuser à reconnaître tout ce que les Israélites

(1) Menerville, 1860, p. 380.

(2) Alger, 1862, p. 61.

(3) *L'Empereur en Algérie*. Paris, chez Dentu, 1860, p. 24.

ont tenté afin de nous imiter, de se rapprocher de nous.

« Est-il nécessaire d'énumérer les preuves de dévouement qu'ils nous ont données, avant même que la conquête fût consommée, lorsqu'il ne s'agissait encore que de la préparer ; ne les voit-on pas à l'œuvre, mettant en action la merveilleuse flexibilité de leur génie commercial, et comprenant admirablement toutes les ressources de notre civilisation ?

« Ne sont-ils pas les propagateurs zélés de notre influence, les agents infatigables de nos desseins ? Plus que les autres Algériens peut-être ils rêvent l'extension de notre domination, car ils ont des coréligionnaires à délivrer dans une autre région barbaresque.

« Pourquoi ne pas agglomérer à notre noyau colonial des éléments si précieux ? »

Mais c'est M. Frégier, président du tribunal de Sétif, qui défendit avec la plus grande ardeur la mesure qui devait donner aux Israélites indigènes une situation civile et politique définitivement et complètement française. En 1863, il publiait un premier opuscule sur la question : *De la naturalisation des indigènes et des étrangers en Algérie* (1). Un deuxième paraissait en 1864 : *Les Israélites algériens et le décret réorganisateur de l'Algérie* (2). Enfin, en 1865, un ouvrage complet : *Les Juifs algériens, leur passé, leur présent, leur avenir juridique, leur naturalisation collective* (3).

Nous ne pouvons que donner ici un résumé de ces divers ouvrages, tous écrits avec l'accent d'une conviction

(1) Sétif, 1863.

(2) Constantine, 1864.

(3) Paris, 1865. M. Frégier a publié encore de nombreuses brochures sur la question. Citons *La question juive* (1860) ; *Le mariage de l'Israélite algérien* (1862).

un peu forte en lyrisme, mais assurément sincère. Quelques citations en préciseront suffisamment l'esprit :

« A mesure qu'elle consolidera sa conquête matérielle, elle (la France) dirigera tous ses efforts vers cette conquête intellectuelle et morale qu'elle doit cimenter par sa pensée et couronner par son droit. Ici, par des mesures purement administratives, là, par quelques-unes de ses institutions ; ailleurs, par de légères modifications ou des dérogations insensibles à la forme, plutôt qu'au fond de certaines parties du système judiciaire et des coutumes, sinon des lois, des indigènes, partout, par une plus ou moins large initiation de ces indigènes à ses habitudes, à ses mœurs, à ses aspirations, à sa justice, elle hâtera lentement, je l'avoue, mais efficacement, leur avènement, par la civilisation, au premier degré de cette naturalisation dont, à leur insu, elle les rendra artisans, après en avoir fait ses collaborateurs...

« Ainsi s'explique, de 1830 à 1834, de 1834 à 1842, et principalement de 1842 à 1860, l'assimilation judiciaire, restreinte à l'origine, puis, de plus en plus illimitée, des Israélites avec les Français ; ainsi s'explique encore leur assimilation légale avec nous, sur plus d'un point ; ainsi, enfin, la différence profonde, qui, sous ce double rapport, sépare l'Israélite du Musulman, en Algérie.

« C'est qu'en effet, tandis que l'enfant d'Abraham imitant, autant qu'il est en lui, ses frères de France avant le décret du 17 mars 1808, ne s'oppose pas à ce que le vainqueur abaisse, pour la supprimer plus tard, toute barrière, entre sa loi et celle de Moïse, qui ne serait pas essentiellement religieuse, — marchant ainsi à grands pas vers son unification avec la France, — le disciple de

Mahomet, hermétiquement parqué, comme dans un cercle inflexible, dans les limites d'une loi dont il s'obstine aveuglément à confondre, en un mystérieux et indissoluble hymen, l'élément religieux et l'élément civil, se résigne avec peine à l'exercice, par des juges français, d'un droit de révision sur les sentences de ses cadis, droit qui, on le conçoit, ne permet à ces juges, et cela, après une conquête de plus de trente ans, qu'une influence toute civile, tout indirecte, tout accidentelle, sur la population musulmane.

« En deux mots, l'Israélite est presque en toutes choses, même en législation, assimilé ou à la veille d'être assimilé au Français ; le Musulman, au contraire, lui est tout au plus assimilable. L'Israélite est un Français presque achevé, le Musulman, un Français à peine commencé, Pour le premier, le vœu du gouverneur de l'Algérie en 1834, « que les indigènes deviennent Français ! » n'a pas été stérile. Pour le second, il est resté à peu près impuissant (1). »

Dans son second opusculé, qui n'est d'ailleurs qu'un chapitre de son ouvrage capital, M. Frégier exprime la même pensée :

« Oui ! dit-il (s'adressant aux Juifs) grâce au génie assimilateur de la France, à votre aptitude et à vos efforts d'incorporation et de fusion avec elle ; grâce à une jurisprudence, digne interprète de ses généreuses pensées ; grâce enfin à la force des choses, je vois déjà poindre l'aurore du jour où au droit exceptionnel qui trop longtemps vous a régis, succédera le droit commun, et à l'anomalie

(1) *De la naturalisation des indigènes et des étrangers en Algérie*. Sétif, 1863, p. 24 et 25.

née du fait accidentel et transitoire, la règle dérivant du droit nécessaire et permanent (1). »

Enfin, dans *Les Juifs algériens, leur passé, leur avenir juridique, leur naturalisation collective*, publié en 1865 à Paris, M. Frégier développe abondamment toutes les raisons qui militent en faveur de l'assimilation totale des Israélites.

« Eh bien, de bonne foi, dit-il (2), si depuis longtemps déjà nous avons achevé la conquête matérielle de tous les habitants de l'Algérie, sans exception ; si, par voie de conséquence, nous avons fait de chacun d'eux des *sujets* de la France, qui pourrait nier que nous avons à peine ébauché çà et là la conquête morale des Arabes, tandis que nous avons presque entièrement terminé la conquête légale des Israélites ? N'est-il pas, en effet, notoire qu'à la différence des Arabes, et grâce à une aptitude et à une prédisposition particulières pour toute assimilation quelconque avec le peuple conquérant, ces mêmes Israélites ont facilité et provoqué vis-à-vis d'eux notre conquête légale ? »

Plus loin, rappelant l'opinion de M. Jules Delsieux, en faveur de la naturalisation des Israélites, M. Frégier ajoute :

« Et si, comme nous, il avait été témoin du soulèvement, disons le mot, de l'insurrection arabe qui, de Tiaret à Bou-Câda, des frontières du désert aux limites du Tell, agite, trouble, ensanglante, à l'heure qu'il est, le Sud de l'Algérie, découvrant à la France étonnée et indignée des ennemis, des rebelles et des ingrats, là même où, grâce à de récents et insignes bienfaits, elle ne devait rencontrer

(1) *Les Israélites algériens et le décret réorganisateur de l'Algérie*. Constantine, 1864, p. 29.

(2) *Op. cit.*, Introduction, p. XIV.

que des enfants soumis, dévoués et reconnaissants ; — si, au moment où de tous côtés semble souffler sur l'Algérie avec plus ou moins de violence un je ne sais quel vent soudain de haine et de vengeance, qui pousse aux armes un trop grand nombre de tribus dociles à la voix de perfides kaïds et à l'appel de fanatiques marabouts, il avait, comme nous, vu à l'œuvre le dévouement sincère et actif des Israélites ; — si, enfin, aujourd'hui, plus que jamais, il les entendait avec nous demander et solliciter encore de la générosité et de la justice françaises leur incorporation civile, publique et administrative aux conquérants de la Régence, leurs « libérateurs et leurs frères », — que n'eût-il pas ajouté aux raisons non moins solides que nombreuses qu'il invoquait si justement, il y a plus de quatre ans, en faveur de la naturalisation collective et libre des Juifs algériens (1) ? »

De tels extraits permettent de constater avec quelle véhémence le magistrat algérien défendait la thèse qui lui était chère et qui, d'ailleurs, était celle de la grande majorité de ceux qui étudiaient l'Algérie.

Certes, les critiques ne manquaient pas. M. Frégier lui-même les résumait dans le cours de son ouvrage. On disait : « Si on déclare Français les Israélites, ils envahiront toutes les fonctions politiques et le commerce, grâce à leur fortune et à leurs intrigues. Et vous aurez beau leur donner cette qualité, ils resteront les gens les plus méprisés de toute la population algérienne, par leurs spéculations, leurs habitudes usuraires, par leurs manies sordides, par leur lâcheté. » Et M. Frégier répondait sur tous ces différents griefs, que nous verrons dans la suite renouvelés et amplifiés : « Oublie-t-on que c'est à peine si 30.000 Juifs

(1) *Op. cit.*, p. 81.

habitent l'Algérie, et qu'un fort petit nombre parmi eux est et sera pendant longtemps encore seul capable d'aspirer aux fonctions publiques ?... Au lieu de se livrer presque exclusivement au commerce, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, ils brigueront désormais des emplois dans toutes les branches de l'administration, et, dès lors, vous, commerçant européen, vous n'aurez plus à redouter en eux autant de concurrents que d'individus. Ne dites pas que le Juif est le plus méprisable, mais bien que quelques Juifs, dans les classes inférieures, sont les plus méprisés des Algériens. Voilà la vérité... (1). »

M. Frégier concluait donc, avec une grande force, à la naturalisation collective des indigènes israélites (2).

La situation de ceux-ci n'avait pas manqué d'attirer l'attention des pouvoirs publics. En 1858, le prince Jérôme Napoléon, alors ministre de l'Algérie et des colonies, avait fait signer par l'Empereur un décret spécial, destiné à compléter celui du 27 octobre 1858, créant les conseils généraux en Algérie (conformément au décret du 9 décembre 1848) ; cet acte était surtout destiné à faire entrer des Israélites dans ces assemblées : « Il était nécessaire, dit le prince dans son exposé des motifs, de se réserver les moyens de pouvoir accorder de nouvelles nominations aux intérêts et aux besoins qui n'auraient pas été suffisamment représentés. Celles que j'ai l'honneur de soumettre à l'agrément de V. M. ont, en grande partie, pour but de faire entrer l'élément israélite dans la composition des conseils généraux. La population juive indigène est

(1) *Op. cit.*, p. 65.

(2) *Ibid.*, p. 97. M. Frégier voulait, cependant, autoriser les Israélites, individuellement, à répudier le titre de citoyen français, et était d'avis qu'un grand Sanhédrin de rabbins précéderait le décret qui devait émanciper les Juifs. *Ibid.*, p. 79 et 87.

très considérable en Algérie et se montrera reconnaissante de cette marque de confiance et d'intérêt. Cette mesure est conforme à nos principes de tolérance religieuse et, en présence de la diversité des cultes pratiqués en Algérie, il est utile et opportun de manifester, par un acte de votre gouvernement, que l'égalité des croyances est absolue et complète devant nos lois (1). »

Les conseils généraux eux-mêmes, à peine installés, devaient avoir à se préoccuper de cette question de la naturalisation, si importante en Algérie, et en particulier de celle des Israélites. De très intéressantes discussions s'élevèrent, sur le point de savoir quel procédé serait employé au résultat désiré.

Dès 1859, le Conseil général d'Alger était saisi d'un vœu relatif à la naturalisation des indigènes d'Algérie, musulmans comme israélites. On avait proposé, pour ces derniers, une mesure collective. La commission des vœux ne crut pas pouvoir proposer l'admission de cette mesure au Conseil général.

Le rapporteur s'exprimait ainsi à leur sujet :

« Quant aux Juifs, ils ont accepté, en Algérie, le mariage civil, la suppression de leurs tribunaux, tous les changements et les épreuves auxquels on a voulu les soumettre pour préparer leur fusion la plus complète ; et ils se sont mêlés assez activement à nos intérêts pour nous prouver qu'ils devaient offrir les mêmes garanties que leurs coréligionnaires, nos concitoyens en France. Mais, en Algérie, les Israélites indigènes n'ont qu'une situation équivoque, qui a ses dangers dans les transactions civiles, si nombreuses avec eux. Les dispositions qui les concer-

(1) *Rapport à l'Empereur sur le décret du 14 novembre 1858*. Menerville, 2^e édit., p. 41.

nent dans la législation algérienne sont assez confuses. Un tribunal y a trouvé qu'ils étaient Français, la Cour impériale, cependant, a jugé le contraire.... La naturalisation des Juifs doit fixer leur situation ; il est *même évident que la déclaration que les Israélites en masse sont Français lèverait toutes les difficultés et serait accueillie par eux comme un bienfait*. Mais, en comprenant que l'administration puisse vouloir se réserver l'examen sérieux des demandes qu'ils seraient autorisés à présenter pour obtenir leur adhésion dans notre société française, nous devons toujours leur ouvrir, ainsi qu'aux Musulmans, la voie de la naturalisation individuelle .. (1). »

Seuls, des scrupules d'ordre administratif faisaient ainsi préférer les mesures individuelles à l'acte collectif, envisagé cependant sans aucune défaveur irréductible. Le Conseil suivait l'avis de la commission, en adoptant le vœu suivant :

« Que les Indigènes musulmans et israélites soient admis à jouir des droits attachés à la qualité de Français, par la voie de la naturalisation individuelle, en réduisant à un an la durée du stage auquel ils devraient être soumis.... (2). »

La question était de nouveau agitée, dans la session de 1860. Le président de la commission des vœux renouvelait la défense du système individuel de naturalisation :

« Le Conseil général s'est aussi occupé dans sa dernière session de la condition des indigènes israélites, et *n'a pas cru pouvoir s'arrêter, à leur égard, à la demande d'une naturalisation collective, refusée aux indigènes musulmans.*

(1) Conseil général d'Alger. Session de 1859. Rapport du Préfet et procès-verbaux des délibérations, p. 115.

(2) *Ibidem*.

« On doit se demander, en effet, si les Juifs seraient tous également dignes de porter le nom français et d'accepter tous ses devoirs, et il faut reconnaître que, pour cette fraction relativement peu considérable, de toute la population algérienne, il est impossible de faire une grande exception dans le pays en sa faveur, et d'appeler spécialement cette classe d'indigènes à émettre un vœu en masse, pour déclarer ensuite tous les Israélites français.

« Sans méconnaître tous les services que les Juifs nous ont rendus en se rangeant de notre côté dès que nous sommes devenus les maîtres du pays, il est certain qu'ils ne doivent jamais fournir qu'un contingent peu nombreux à cette race de colons dont nous voudrions, avant tout, grossir la population française, pour la faire vivre dans une communauté de droits et de sentiments sous l'empire des mêmes institutions.

« Toutefois, les Israélites, considérés comme étrangers dans le pays qui les a vus naître, ne peuvent attendre d'amélioration dans leur état que de la générosité de la nation qui les abrite. Leur aptitude à s'assimiler dans nos villes nos mœurs et nos habitudes, en se mêlant activement à tous nos intérêts, les qualités réelles qu'ils savent déployer, utiles au développement de l'industrie et du commerce, les signalent à l'attention la plus bienveillante du gouvernement.

« Il est constant que nous pouvons déjà trouver parmi eux beaucoup d'hommes éclairés, amis de l'ordre et du progrès, dignes de participer aux bienfaits de la civilisation, et d'acquérir une patrie comme leurs coréligionnaires en France. Les transformations individuelles, dont cette population juive en Algérie offre les exemples, sont

nombreuses et déjà elle présente des familles vivant complètement à la manière française.... (1). »

Dans la pensée de l'auteur du rapport, Musulmans et Israélites devaient être placés sur le même pied d'égalité : tout en reconnaissant les efforts plus actifs tentés par les Juifs pour se rapprocher de nous, il ne lui paraissait pas opportun de traiter les uns mieux que les autres.

Comme pour souligner l'imprévu de pareilles conclusions, le membre musulman et le membre israélite du Conseil prirent chacun la parole : l'un pour refuser, au nom de ses coréligionnaires, la qualité de Français qu'on voulait leur octroyer, l'autre au contraire pour solliciter avec force cette mesure.

Le membre musulman s'exprima ainsi :

« C'est à nous, indigènes, que reviendrait l'insigne honneur de solliciter du gouvernement le bénéfice de la naturalisation ; mais, en la sollicitant, nous devrions en subir les conséquences. Cette faveur obtenue fera naître de grandes et sérieuses difficultés, car vous n'ignorez pas que notre loi est tout à la fois religieuse et civile... Ainsi donc, nos mœurs et nos lois s'opposent à la naturalisation. Pourquoi la réclamer ? N'est-il pas vrai que, sans naturalisation, mais Français par le cœur, nos intrépides soldats ont porté haut le drapeau de la France, en Crimée et à Solférino ? Je termine en priant le Conseil de ne pas prendre en considération les conclusions de la première commission, en ce qui concerne la naturalisation des indigènes musulmans (2). »

Au contraire, voici ce que disait le membre israélite :

(1) Conseil général d'Alger, session de 1860. Rapport du Préfet et procès-verbaux, p. 107.

(2) *Ibidem*, p. 114.

« Je prends la parole, Messieurs, pour affirmer que rien ne saurait flatter davantage les Israélites de l'Algérie, ni même servir leurs intérêts de toute sorte, qu'un acte qui les déclarerait français. Je puis, à bon droit, me dire l'écho fidèle de la partie la plus saine, la plus avancée de mes coréligionnaires, et aussi la plus nombreuse. Il y a peu de jours, je conférais avec mes deux collègues aux Conseils généraux d'Oran et de Constantine : ils étaient complètement de l'avis que j'exprime. J'ai entre les mains une pétition à l'Empereur, couverte déjà de plus de 2.000 signatures données dans les trois provinces, et par laquelle mes coréligionnaires sollicitent la qualité de Français (1). »

Malgré cette attitude différente, le Conseil renouvelait purement et simplement le vœu de 1859 (2).

Ce même vœu était encore renouvelé en 1863 (3) et en 1864 (4). Dans cette dernière année, le membre musulman prenait encore la parole, pour expliquer pourquoi les fidèles de Mahomet ne pouvaient tenir à la naturalisation : « Personne plus que moi ne désire participer et faire participer ma famille et la population tout entière aux avantages attachés à la qualité de citoyen français... mais un obstacle insurmontable se présente. C'est que, pour obtenir cette faveur, nous serions obligés de subir des conséquences que notre conscience nous défend d'accepter.

« Vous le savez, Messieurs, notre loi est tout à la fois civile et religieuse. Dans ces conditions rigoureuses et

(1) *Ibidem*, p. 120.

(2) *Ibidem*, p. 123.

(3) Rapp. Préfet, etc., p. 160.

(4) Rapp. Préfet, etc. p. 232.

« exceptionnelles, notre loi, nos mœurs s'opposent fatalement à la naturalisation... (1). »

Le Conseil général d'Oran fut saisi, dès la session de 1859, d'un vœu tendant à la naturalisation collective des Juifs indigènes. Ce vœu donna lieu à un rapport et à une discussion, que nous croyons devoir reproduire en entier ici, d'après le texte officiel.

« M. Taravant (2) lit un rapport sur *La Naturalisation des Israélites*.

« Le vœu suivant a été déposé :

« Considérant que les Israélites indigènes de l'Algérie sont régis par la loi française et justiciables des tribunaux français ; que, malgré cela et malgré leur dévouement et leurs sentiments bien connus pour la France, leur position n'est pas définie, ce qui fait qu'on les comprend, tantôt dans la catégorie des Indigènes et tantôt dans celle des Européens ;

« Emettre le vœu :

« Que les Israélites indigènes de l'Algérie soient naturalisés français... »

« La Commission, après examen fait de la question :

« Considérant que le vœu aurait pour résultat d'accorder, sous forme générale, la naturalisation aux Israélites indigènes de l'Algérie, alors que, d'après la législation française, cette mesure est essentiellement de faveur, qu'elle a pour point de départ constant la spécialité, l'individualité ;

(1) *Ibidem*, p. 228.

(2) Procureur impérial à Mostaganem.

« Considérant, d'ailleurs, qu'avant de généraliser la naturalisation, il serait indispensable d'avoir procédé à une enquête, dans laquelle les désirs des Israélites auraient pu se formuler ;

« Considérant, toutefois, qu'en raison de la situation faite aux Israélites par la législation coloniale, à divers points de vue, il est indispensable de prendre des mesures qui donneront satisfaction à cette portion de la population algérienne ;

« Au point de vue de la juridiction :

« Considérant que, d'après l'article 32 de l'ordonnance des 26 septembre-22 octobre 1842, les Israélites sont justiciables des tribunaux français, sauf une exception reconnue par l'article 49 de la même ordonnance et spéciale à des questions d'état civil ;

« Au point de vue d'état civil :

« Considérant que l'ordonnance des 9 novembre-31 décembre 1845, portant organisation des consistoires et détermination des attributions des rabbins, a eu pour conséquence d'enlever aux Israélites le bénéfice de l'exception, consacrée par l'article 49 de l'ordonnance des 26 décembre-22 octobre 1832 ;

« Considérant, en effet, que, d'après l'article 40 de l'ordonnance des 9 novembre-31 décembre 1845, les rabbins institués par le Gouvernement, ministres du culte, ont seuls qualité pour procéder à la célébration des mariages religieux ;

« Considérant, dès lors, que ces rabbins, ministres du culte, ont pour devoir, sous peine de poursuites correctionnelles, d'exiger la preuve de la célébration du mariage devant la municipalité, avant de procéder eux-mêmes au mariage religieux ;

« Considérant qu'ainsi les Israélites se voient forcés de contracter mariage devant les maires, perdant ainsi le bénéfice de l'exception portée en leur faveur dans l'article 49 de l'ordonnance précitée, et subissent comme base de leur état civil, avec les conséquences qui en découlent pour les Français, la célébration du mariage devant la municipalité ;

« Considérant que les faits militent en faveur d'une dérogation à la législation française en ce qui concerne la naturalisation des Israélites indigènes de l'Algérie ;

« Considérant que si les dispositions de l'article 9 du Code Napoléon étaient modifiées, satisfaction serait donnée aux Israélites indigènes de l'Algérie, réellement désireux de devenir Français ;

« Considérant que ce mode de procéder conserverait à la naturalisation des impétrants le caractère d'individualité et de spécialité qui domine en cette matière dans la législation française ;

« A été d'avis :

« 1° Qu'il n'y a pas lieu de demander la naturalisation des Israélites indigènes de l'Algérie sous forme générale ;

« 2° Qu'il y a lieu de demander une modification à l'article 9 du Code Napoléon, modification aux termes de laquelle tout Israélite indigène de l'Algérie, pourvu qu'il soit majeur, même après l'expiration du délai déterminé par ledit article, pourrait devenir Français en faisant élection de domicile devant l'officier d'état civil du chef-lieu du département, arrondissement ou commune qu'il habiterait. »

M. le rapporteur ajoute quelques explications verbales
« pour établir que, même dans l'intérêt des Européens, il
« convient de faciliter aux Israélites la naturalisation.
« Entre eux les points de contact sont fréquents pour les
« affaires d'intérêts, et de l'incohérence ou de la diversité

« des droits personnels résultent des embarras très graves ».

« Un membre pense que les sentiments de la commission, « au fond très favorables au rapprochement des Israélites vers la France, ont été retenus à moitié chemin par un principe de droit erroné », c'est que la naturalisation des Israélites algériens doit se régler d'après le Code Napoléon. A ses yeux, le droit politique et non le droit civil doit régler leur condition, parce qu'ils sont un peuple conquis. « Il voit dans la situation actuelle des Juifs, soumis, faciles à gouverner, ralliés à la France, intimement mêlés à nos intérêts, s'initiant à notre langue, participant à nos habitudes, de grandes raisons pour une naturalisation collective ; il verrait, dans une naturalisation de détail, tête par tête, l'inconvénient de créer dans une même race, dans les mêmes familles, une différence de droits personnels et réels qui se traduirait en d'inextricables difficultés. »

« Un membre estime que l'incorporation en bloc d'une population conquise ne s'applique pas aux colonies ; il ne pense pas notamment que les noirs des Antilles, les Indiens de Pondichéry soient assimilés à des citoyens français. La commission a été très libérale en ouvrant à chaque Israélite la faculté de se naturaliser à son gré, mais elle n'a pas voulu aller plus loin, parce qu'aucune enquête ne constate que tel soit le vœu de cette classe de la population, et qu'il ne serait ni équitable, ni politique, de faire violence à leurs sentiments pour leur imposer un bienfait qu'ils n'apprécieraient pas. Si le principe absolu de l'incorporation devait être appliqué, il devrait s'étendre aux Musulmans.

« Un membre relève les différences qui existent entre

« ces derniers et les Israélites. Parmi les Musulmans il n'y
« en a pas un sur mille qui aspire à devenir français ;
« parmi les Israélites, il y en a un bon nombre, l'élite
« d'entre eux. C'est que cette race est, par son intelli-
« gence, ses habitudes, ses sentiments, ses intérêts, beau-
« coup plus rapprochée des Français que la race arabe. La
« preuve en est que, pour la justice civile et l'état civil, les
« Israélites ont été soumis à la loi française, à la différence
« des Musulmans (1). »

Résumons le système du rapporteur de 1859, dont les conclusions furent, d'ailleurs, suivies par le conseil général. Le rapporteur ne nie pas les grands progrès des Juifs, leur assimilation presque complète à la métropole. Ce qui l'empêche de conclure à une mesure d'ordre collectif, c'est qu'à ses yeux la tendance du droit français y est contraire. Mais il entend, par une mesure générale, rendre la naturalisation beaucoup plus facile pour les Juifs que pour les Musulmans, en faisant résulter pour les premiers l'acquisition de la qualité de Français d'une simple élection de domicile devant un officier d'état civil français (2).

Ce vœu, dans la forme que nous venons d'exposer, était renouvelé, en 1860, en 1861 (3), en 1862 (4), en 1863 (5). Ce dernier renouvellement provoqua une courte discussion, au cours de laquelle un conseiller manifesta son opinion de la manière suivante :

« Un membre rappelle au Conseil que ce vœu a été émis

(1) Séance du 18 octobre 1859. Conseil général d'Oran. Rapport du Préfet et procès-verbaux des délibérations, p. 170 et suiv.

(2) Le Conseil général d'Oran se plaint de la situation civile, fausse et délicate des Juifs d'Algérie. Nous établirons ce point, *infra*, p. 112.

(3) Rapp. Préfet, 1861, p. 47.

(4) Rapp. Préfet, 1862, p. 50.

(5) Rapp. Préfet, 1863, p. 233.

pour la première fois, dans la session de 1859. A cette époque, quelques personnes paraissaient croire que la naturalisation n'était pas dans les désirs de la majorité des Israélites algériens ; mais, à l'occasion du voyage de S. M. en Algérie, cette objection a été réduite à sa valeur.

« Les pétitions remises à l'Empereur, par les Israélites des trois provinces, ont surabondamment prouvé que l'unanimité des Israélites demande et attend la naturalisation comme un bienfait.

« Ce membre ne veut pas développer cette question qui est déjà connue du Conseil dans tous ses détails. « Il veut
« seulement répéter ce qu'il a toujours déclaré, c'est-à-
« dire que la naturalisation des Israélites, en raison des
« intérêts de toute sorte auxquels ils sont mêlés chaque
« jour, serait une mesure profitable aussi bien pour les
« Européens que pour les Israélites (1)... »

Notons ici ce fait que toutes ces déclarations, favorables aux Israélites, ne furent l'objet d'aucun démenti, ni d'aucune contestation dans les discussions.

En 1858, le Conseil général de Constantine adoptait le vœu que « le bénéfice de la naturalisation soit accordé aux indigènes musulmans, ainsi qu'aux Israélites, qui en feraient la demande (2) ».

Nouvel examen en 1859.

« Ce vœu important, disait le rapport de la commission des vœux, qui peut appeler à nous un grand nombre d'étrangers, par l'appel de la naturalisation et des droits qui y sont attachés, et qui peut, sans crainte, être appliqué

(1) *Ibidem*, p. 233.

(2) Conseil général de Constantine. Rapp. du Préfet, 1859, p. XVI.

aux indigènes « qui le demanderaient, et aux Israélites qui
« font, chaque jour, des progrès plus rapides en civilisa-
« tion, ce vœu n'a pas encore reçu de solution.... Nous le
« renouvelons... » (1).

Une discussion curieuse se produisait :

« Un membre demande pourquoi les Israélites sont men-
tionnés dans ce vœu. Selon lui, les Israélites de l'Algérie
sont déjà français. Ils sont justiciables des tribunaux fran-
çais et soumis à l'état civil. « Le vœu du Conseil semble
« leur contester un titre qu'il leur croit déjà acquis. »

« M. le Président se fait un devoir de constater les sen-
« timents des Israélites au sujet de leur désir de s'assimi-
« ler aux Européens, mais il doute que cette assimilation
« soit légalement opérée... (2). »

« Le membre, auteur de la première objection à ce vœu,
« fait observer que les Israélites de l'Algérie s'étant déjà
« beaucoup plus rapprochés des Européens que les Ara-
« bes, il désirerait qu'ils ne fussent pas confondus avec ces
« derniers, dans une même catégorie. »

Finalement, le Conseil renouvelait le vœu de 1858.

En 1863, le Conseil général de Constantine faisait un pas de plus. Sur la demande d'un vœu de naturalisation collective des Israélites, il adoptait le projet d'une enquête préliminaire, mais ses sentiments étaient, sans opposition, résumés ainsi par son Président :

« Les Israélites de l'Algérie sont sujets français. La règle générale, c'est qu'en devenant sujets d'un pays on en prend les lois. Il n'y a d'exception que lorsque ces lois sont en discordance absolue avec les mœurs, les coutu-

(1) *Ibidem*, p. 40.

(2) En réalité, c'était le Président qui avait tort. Arrêt de cassation du 15 février 1864, V. *infra*, et D. 1864, p. 67.

mes et, jusqu'à un certain point, la religion d'une nationalité comme cela est arrivé pour les Arabes. Pour les Israélites il n'y a rien de pareil. En France, ils vivent au milieu de nous sans qu'il y ait aucune distinction entre eux et les autres Français. « Il (le Président) ne verrait « pas d'inconvénients à ce qu'il en fût de même en Algérie (1). »

Et le Conseil adoptait la rédaction suivante :

« Le Conseil général émet le vœu que la population israélite soit consultée et mise en demeure de se prononcer directement sur la naturalisation demandée pour elle (2). »

Ce vœu était renouvelé au cours de la session de 1864 (3).

Nous pouvons résumer ces intéressants débats devant les Conseils généraux. Toujours, les assemblées admirent que la situation des Israélites, avancés en civilisation française, et cependant soumis à une législation différente de la nôtre, exigeait des mesures spéciales. Seul le Conseil général d'Alger voulut conserver le mode de la naturalisation individuelle ; ceux d'Oran et de Constantine, chacun avec des variantes, admirent les principes d'une mesure collective, et spéciale aux Juifs seuls.

Cette situation demandait, d'une manière si urgente, une amélioration, que même la jurisprudence, d'ordinaire si désireuse d'éviter de manifester ses opinions au point de vue législatif, ne pouvait s'empêcher de faire chorus avec les auteurs et avec les Conseils généraux. Nous avons en ce sens un arrêt remarquable, et très souvent cité, de la Cour d'Alger, du 22 mai 1865 (affaire Zermati), où nous rencontrons les considérants suivants :

(1) Séance du 14 octobre 1863. Rapp. Préfet, 1863, p. 375.

(2) *Ibidem*.

(3) Rapp. Préfet, 1864, p. 147.

« Attendu que s'il est vrai, comme l'ont dit les premiers juges, qu'il est du devoir des tribunaux de proscrire tout ce qui dans les mœurs et les usages est contraire à la morale ou à l'ordre public, il est de leur devoir aussi et avant tout de respecter les lois existantes et d'y conformer leurs décisions, de ne point empiéter sur la tâche du législateur, et de lui laisser le soin, alors qu'il se trouve placé en présence de sociétés nouvellement réunies sous une domination commune, mais séparées par de profondes différences religieuses, morales et traditionnelles, d'appropriier les lois qui régissent chacune d'elles à son degré de civilisation, et de ne les modifier qu'en tenant compte à la fois des progrès accomplis, des perfectionnements opportuns et des exigences de la paix publique ;

« Attendu que si l'heure où les Israélites de l'Algérie « pourront être soumis à la loi civile française semble « prochaine, que si la plupart et les plus éclairés d'entre « eux réclament cette assimilation, c'est au législateur « seul qu'il appartient de l'édicter » ; que jusqu'alors les tribunaux resteront impérieusement soumis à l'obligation d'appliquer la loi mosaïque, de même que chaque jour, dans les instances entre les musulmans, ils appliquent la loi mahométane, quelque tranchées que soient les différences entre ces lois et le droit civil français (1). »

C'étaient les tribunaux qui, le mieux, étaient à même de constater quels inconvénients graves présentait l'incertitude de la législation relative aux Juifs. Jusqu'en 1864, les tribunaux furent divisés sur la question même de nationalité : les Juifs algériens étaient-ils Français ? La Cour de cassation résolut ce point par l'affirmative (2).

(1) Robe, 1865, p. 38.

(2) Arrêt du 15 février 1864, précité. Dans le même sens : Alger, 24 fé-

En matière de successions, la jurisprudence s'était fixée dans le sens de la suprématie de la loi mosaïque, mais elle était vivement discutée (1).

La femme mariée avait-elle hypothèque légale sur les immeubles de son mari ? Une jurisprudence assez constante lui reconnaissait ce droit (2) ; c'était la source de nombreux abus, cette hypothèque n'étant astreinte à aucune formalité apparente de conservation.

Mais c'était surtout en matière d' « option de la législation » qu'une véritable anarchie régnait dans la jurisprudence. Conformément à l'article 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, les indigènes étaient autorisés à se placer sous la domination de la loi française, la conservation de leur loi nationale, de par la capitulation de 1830, n'étant considérée que comme une faveur à laquelle il leur était toujours loisible de renoncer.

L'article 16 de la loi du 16 juin 1851 fit naître une difficulté très grave (3) : en enlevant aux Israélites leur statut réel, avait-il voulu leur imposer la conservation de leur statut personnel, c'est-à-dire leur interdire d'y renoncer expressément ou tacitement ? Deux opinions bien tranchées se firent jour : la Cour d'Alger se prononça pour l'affirmative ; le Tribunal d'Alger et la Cour de cassation, avec toute la doctrine, pour la négative (4).

Mais ce n'était pas tout : si l'on discutait pour savoir si les Juifs pouvaient opter pour la législation française, on

vrier 1862, ; Cass., 15 avril 1862, Robe, 1862, p. 188.1 ; Cass., 4 février 1863, Robe, 1864, p. 45.2 ; Cass., 29 mai 1865, Robe, 1865, p. 214.2.

(1) Alger, 23 janvier 1860, Robe, 1860, p. 377, note. V. sur la question Dunoyer, *Etude sur le conflit des lois spécial à l'Algérie*, p.103 et *passim*.

(2) Alger, Robe, 1687, p. 63.

(3) *Suprà*, p. 34.

(4) Sur tous ces points, Dunoyer, *op. cit.*

n'était pas plus d'accord pour déterminer quels étaient les actes qui impliquaient cette option. En particulier, la comparution des Israélites devant l'officier d'état civil français, à l'effet de contracter mariage, était-elle une manifestation de cette volonté de choisir la législation du Code civil ?

Non, répondait la Cour d'Alger (1) ; oui, répondait la Cour de cassation (2) : et, sur ce point, la doctrine était fort divisée.

Les Israélites eux-mêmes, sentant bien combien fausse était leur situation, demandaient avec instance l'acte collectif qui devait leur donner l'unité de législation et les droits de Français. Il est incontestable — bien qu'on l'ait contesté (3) — que l'immense majorité des Juifs réclamait leur assimilation complète à la métropole. Ce n'était d'ailleurs pas un intérêt politique qui les poussait, puisque, à cette époque, l'Algérie ne comportait pas de représentation ni au Corps législatif ni au Sénat bien entendu : c'était donc uniquement le désir de mettre leur droit d'accord avec leurs sentiments qui les faisait rechercher la qualité de Français. Et leur attitude est, en vérité, un exemple, presque unique dans l'histoire, de l'empressement mis par un peuple vaincu à solliciter la loi du vainqueur.

Nous avons montré que, dans toutes les discussions au Conseil général, les membres israélites insistèrent pour l'octroi de la naturalisation collective. La population israélite eut d'autres occasions de manifester sa volonté.

En 1860, l'Empereur Napoléon III vint visiter l'Algérie.

(1) Robe, 1882, p. 228. Arrêt d'Alger du 17 juin 1865, Robe, 1865, p. 85.

(2) Robe, 1883, p. 340 et 341.

(3) V. *infra*.

Les Israélites lui remirent la pétition suivante, couverte de plus de dix mille signatures :

« A Sa Majesté, Napoléon III, Empereur des Français,
« Sire,

« Les soussignés, Israélites indigènes de l'Algérie, supplient Votre Majesté de les déclarer Français.

« Inspiré avant tout par nos sentiments de reconnaissance et d'amour pour la France qui nous a délivrés d'une tyrannie oppressive et barbare au delà de toute expression ; dicté aussi par le changement que la conquête a apporté dans notre état intellectuel comme dans nos mœurs, ce vœu rencontre de vives sympathies parmi l'élite des Français fixés en Algérie. Des corps judiciaires (les tribunaux d'Oran et de Constantine) nous avaient reconnu la qualité de Français, et quand la juridiction d'appel a eu déclaré que la législation coloniale faisait de nous une classe à part, on a vu que les Conseils généraux, les feuilles les plus accréditées de la presse coloniale et d'éminents publicistes de la Métropole, ont proposé notre naturalisation en masse.

« Au mérite d'être libérale et généreuse, cette mesure joignait, à leurs yeux, l'avantage de faire avancer d'un pas la fusion des races diverses répandues sur le sol algérien, et de placer sous l'autorité absolue de la loi civile française une population qu'on ne saurait laisser sous des lois civiles à elles propres, sans qu'il en résulte de véritables dangers pour les Français qui sont en rapports journaliers d'intérêt avec elle.

« Parmi nos généreux défenseurs, il s'en est rencontré qui, s'inspirant surtout des sentiments de V. M. pour le libre arbitre des nations, se sont demandé s'il n'était pas équitable de nous permettre d'exprimer le désir d'em-

brasser la loi civile française. « A cet égard, nous déclarons solennellement, Sire, accepter dans leur entier, les décisions du grand Sanhédrin réuni par Napoléon I^{er}, de « glorieuse mémoire. »

« V. M. voudra savoir si les Israélites de l'Algérie sont aptes à entrer dans la grande famille française et si, comme leurs coréligionnaires de France, ils sauraient justifier cet honneur insigne. Les magistrats savent dans quelle proportion nous occupons la justice répressive ; les fonctionnaires de l'enseignement public, si nous sommes avides d'instruction pour nos enfants ; les chefs de l'administration civile diront si nous sommes des hommes d'ordre, industriels, utiles au commerce et associés de cœur à la prospérité de l'Algérie.

« Nous nous en remettons à leur témoignage.

« Une dernière considération, Sire, et qui vous touchera, c'est notre humiliation, « notre douleur d'être une chose sans nom dans la division des habitants du globe, « d'être étrangers dans les lieux qui nous ont vu naître, « et de n'avoir pas de patrie, tout en comprenant ce qu'est une patrie. Et comment ne comprendrions-nous pas le sens magique de ce mot, lorsque nous vivons à l'ombre du drapeau français et que ce drapeau est porté « par un Napoléon (1). »

L'Empereur fit un deuxième voyage en Algérie, au cours de l'année 1865. Une deuxième pétition, couverte de la signature de presque tous les chefs de famille israélites, lui fut encore remise :

« Sire,

« Les soussignés ont l'honneur de vous exposer que, la

(1) Aumerat, *L'antisémitisme à Alger*. Alger, 1885, p. 83.

nouvelle de votre retour en Algérie ayant ravivé les espérances de toute la population, les Israélites en particulier, ont pensé qu'ils devaient saisir avec empressement une occasion si favorable de réitérer, auprès de Votre Majesté, le vœu si constamment exprimé d'être élevés à la dignité de citoyens français.

« Objet de leurs légitimes aspirations, ce vœu, ils osent l'espérer, ne peut manquer d'être un jour exaucé par le gouvernement, aussi généreux qu'éclairé, de Votre Majesté.

« N'y a-t-il pas, d'ailleurs, dans les faits accomplis de quoi encourager les Israélites à renouveler, avec confiance, leur chère ambition, de prendre place au sein de la grande famille française, à l'égal de leurs frères de la Métropole ?

« D'un autre côté, la situation qui leur est faite, au point de vue juridique, étant des plus anormales, ne démontre-t-elle pas chaque jour davantage l'impérieuse nécessité d'y porter remède par une naturalisation collective ?

« En effet, bien que, par son arrêt du 15 février 1864, la Cour suprême nous ait fait faire un grand pas en nous déclarant Français, ce n'est là, il faut bien le reconnaître, qu'une décision judiciaire qui ne saurait lier les tribunaux, dont la jurisprudence est dissidente quand il s'agit de statuer sur des questions se rattachant, soit au statut personnel, soit au statut réel des Israélites.

« Ainsi, en raison de cet état de choses, le mariage, qui est la base de la famille, est devenu une cause de perturbation et de scandale.

« La mesure qu'ils sollicitent peut seule fixer définitivement leur situation, en les plaçant immédiatement sous l'empire du droit commun.

« Quoiqu'il ne leur appartienne pas de rappeler, ici,

leurs titres à cette éminente adoption, il doit cependant leur être permis d'invoquer les gages de respect et d'amour qu'ils ont toujours été si heureux de donner à la mère-patrie.

« Pleins de confiance en vous, Sire, qui aimez à encourager les aspirations légitimes, les soussignés espèrent que, pénétrée du mobile qui les anime, Votre Majesté daignera protéger leur cause libérale et juste.

« Toutefois, si la naturalisation collective était de nature à rencontrer quelque obstacle, ils demandent que, par une sage modification de la loi actuelle, le délai excessif de dix années de stage soit réduit pour l'obtention de la naturalisation individuelle.

« Par là, on ouvrirait une voie facile à un grand nombre de personnes qui, désireuses d'acquérir la précieuse qualité de citoyen français, ne reculent cependant que devant l'obligation d'attendre dix ans ! (1). »

Chaque fois, Napoléon III répondait à la demande des Israélites, en promettant que son gouvernement étudierait les moyens de leur donner satisfaction.

L'acte par lequel le gouvernement impérial crut régler le sort des Israélites, satisfaire les publicistes et les conseils généraux qui demandaient l'assimilation des Juifs, fut le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, sur « l'État des personnes et la Naturalisation en Algérie ».

Nous devons, avant de l'apprécier, donner le texte de ce sénatus-consulte :

« ART. 1^{er}. — L'indigène musulman est français, néanmoins il continue à être régi par la loi musulmane.

« Il peut être admis à servir dans les armées de terre et

(1) Frégier, *op. cit.*, p. 446.

de mer, il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie.

« Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français ; dans ce cas, il est régi par les lois civiles et politiques de la France.

« ART. 2. — L'indigène israélite est français, néanmoins il continue à être régi par son statut personnel.

« Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer ; il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie.

« Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français. Dans ce cas, il est régi par la loi française.

« ART. 3. — (Relatif à l'étranger.)

« ART. 4. — La qualité de citoyen français ne peut être obtenue, conformément aux articles 1^{er}, 2... du présent sénatus-consulte, qu'à l'âge de vingt et un ans accomplis. Elle est conférée par décret impérial rendu en Conseil d'État.

« ART. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera :

« 1° Les conditions d'administration, de service et d'avancement des indigènes musulmans et des indigènes israélites, dans les armées de terre et de mer ;

« 2° Les fonctions et emplois civils auxquels les indigènes musulmans et les indigènes israélites peuvent être nommés en Algérie ;

« 3° Les formes dans lesquelles seront instruites les demandes prévues par les articles 1^{er}, 2... du présent sénatus-consulte (1). »

(1) Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie*, p. 302.

Le décret portant règlement d'administration publique, prévu par l'article 5 du sénatus-consulte, fut rendu le 24 avril 1866 (1). Il était divisé en 6 titres : le titre I traitait de « l'admission, du service et de l'avancement des indigènes de l'Algérie dans l'armée de terre » ; le titre II réglait la même question, pour l'armée de mer ; le titre III visait l'admission des indigènes dans les fonctions et emplois civils ; le titre IV donnait les dispositions concernant la naturalisation des indigènes ; le titre V celles concernant les étrangers ; enfin le titre VI fixait uniformément à 1 franc le droit de sceau dû par les postulants à la naturalisation.

Au décret, était joint un tableau des fonctions et emplois civils, auxquels l'indigène musulman et israélite, qui ne jouit pas des droits de citoyen français, pouvait être appelé en Algérie : leur nombre était considérable.

Citons seulement, quelques articles de ce décret :

« ART. 11. — L'indigène musulman ou israélite qui veut être admis à jouir des droits de citoyen français, conformément au paragraphe 3 des articles 1 et 2 du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, doit se présenter en personne, soit devant le maire de la commune de son domicile, soit devant le chef du bureau arabe de la circonscription dans laquelle il réside à l'effet de former sa demande, et de déclarer qu'il entend être régi par les lois civiles et politiques de la France.

« ART. 12. — Le maire ou le chef du bureau arabe procède d'office à une enquête sur les antécédents et sur la moralité du demandeur. Le résultat de cette enquête est transmis, avec le procès-verbal contenant la demande, au

(1) Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie*, p. 313.

général commandant la province, qui envoie toutes les pièces, avec son avis, au Gouverneur général de l'Algérie.

« ART. 13. — Le Gouverneur général transmet la demande à notre Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes, sur le rapport duquel il est statué par nous, le Conseil d'État entendu.

« ART. 19. — Les indigènes musulmans et israélites et les étrangers résidant en Algérie ne sont admis à former les demandes énoncées aux articles 11 et 15 du présent décret qu'à l'âge de 21 ans accomplis.

« Ils doivent justifier de cette condition par une acte de naissance, et, à défaut, par un acte de notoriété dressé, sur l'attestation de quatre témoins, par le juge de paix, ou par le cadi du lieu de la résidence, s'il s'agit d'un étranger. »

Le sénatus-consulte, d'abord accueilli avec une certaine faveur, ne tarda pas à être vivement critiqué.

Nous ne pouvons, quant à nous, lui accorder notre approbation : c'est un exemple de plus, à ajouter à bien d'autres, de cette caractéristique singulière de la politique impériale, plus prodigue de paroles que d'actes, plus brillante que sérieuse.

Quel est donc le système choisi par le sénatus-consulte ?

Il crée une catégorie, nouvelle et assez difficile à préciser, de Français *minutó jure*. Il déclare Français les Musulmans et les Israélites de l'Algérie, mais décide que les premiers conserveront la totalité de leurs lois nationales, que les seconds continueront à être régis par la loi mosaïque, pour leur statut personnel.

A ce premier point de vue, on peut dire que le sénatus-consulte était *inutile*, qu'il ne faisait que consacrer les

décisions de la jurisprudence, ou bien qu'il ne faisait que faire cesser une indécision parmi les sentences judiciaires, indécision qui devait nécessairement se terminer après l'arrêt de la Cour de cassation du 15 février 1864 (1). Cet arrêt, motivé en principe, affirmait que les indigènes de l'Algérie, par le fait même de la conquête, étaient devenus sujets français. De plus, aucune innovation législative n'était apportée à la situation des Juifs et des Musulmans, au point de vue civil.

Mais, même en ne considérant que l'exercice des droits civils des Israélites, le sénatus-consulte faisait œuvre mauvaise. Il laissait subsister toutes les controverses anciennes que nous avons résumées plus haut, il les aggravait même.

En matière de succession, la différence de rédaction entre l'article 1^{er}, relatif aux Musulmans, et l'article 2, relatif aux Juifs, laissait douteuse la question de savoir si la matière successorale était partie intégrante du *statut personnel* ou du *statut réel*. La jurisprudence varia à cet égard (2).

Que signifiaient au juste ces mots « statut personnel ? » C'était malaisé à définir.

La faculté d'option, si controversée avant le sénatus-consulte, était-elle ou non consacrée par le sénatus-consulte ? Les partisans des deux théories en présence trouvaient également des arguments dans les deux sens (3).

Et cette indécision préjudiciait fort aux intérêts, tant des Israélites, que de ceux, Français ou Musulmans, qui devaient traiter avec eux.

(1) Dans le même sens, Civ. cass., 29 mai 1865.2.482.

(2) Dans le sens du statut personnel. Arrêt d'Alger, Robe, 1871, p. 184. Dans le sens du statut réel. Robe, 1872, p. 114 ; Cass., Robe, 1874, p. 256.

(3) V. Dunoyer, *op. cit.*, p. 176.

« Depuis le sénatus-consulte de 1865, écrit M. Aumerat, qui, tout en les déclarant Français leur avait conservé le statut personnel, les Israélites ne savaient plus à qui s'adresser pour en assurer l'application ; ils ne savaient plus à qui s'adresser pour leurs mariages, leurs successions, leurs possessions d'État et autres intérêts de famille. Les notaires, ignorant les principes de leur statut personnel, refusaient de recevoir les actes les intéressant. Il en était de même des officiers de l'état civil pour la célébration des mariages, et les tribunaux français ignorant les premiers éléments du code talmudique, étaient fort embarrassés pour juger les différends des Israélites (1). »

Donc, au point de vue de l'acquisition de la qualité de Français et de la situation exacte au point de vue civil, le sénatus-consulte ne faisait qu'accroître les difficultés, qu'embrouiller encore une situation déjà suffisamment obscure.

La seconde partie du système du sénatus-consulte a trait à la manière dont ces *sujets français* peuvent devenir *citoyens français*.

A cet égard, il place exactement sur le même pied, les Arabes et les Juifs, Musulmans et Israélites ; tout indigène sujet français doit solliciter et obtenir un décret spécial de l'Empereur pour jouir de la totalité des droits politiques et civils de la France.

C'était là, croyons-nous, une profonde injustice, commise tant à l'égard des Arabes que vis-à-vis des Juifs. Les premiers, nous l'avons vu, ne voulaient pas de la naturalisation qu'ils considéraient, non sans apparence de rai-

(1) Aumerat, *L'antisémitisme à Alger*. Alger, 1885, p. 94. Dans le même sens, « Note du Consistoire central des Israélites de France sur le projet d'abrogation du décret Crémieux », p. 4, V. ch. III.

son, comme attentatoire à leurs dogmes religieux. Les seconds demandaient la naturalisation collective : on leur donnait la même situation qu'aux Arabes et qu'aux étrangers.

Les Arabes étaient un peuple à peine soumis, à peine conquis, de l'aveu de tous. En 1864, une terrible insurrection avait encore éclaté dans le Sud-Oranais, sous la conduite de Si-Seliman, bach-agma des Ouled-Sidi-Cheikh ; de nombreux chefs arabes avaient trahi la France. « Si-Seliman a été tué, disait le maréchal Pelissier, gouverneur général, dès le commencement du combat, mais son jeune frère lui succédant, a, comme lui, appelé les populations à la révolte !

« Plusieurs tribus du Sud ont répondu à son appel, et des chefs, qui depuis longtemps marchaient sous le drapeau de la France, se sont mis leur tête (1). »

A grand'peine, les troupes des généraux Yusuf et Deligny avaient pu conjurer le péril.

Les Juifs étaient restés invariablement fidèles à notre cause, comme auparavant. Leur loyalisme, les services qu'ils nous avaient rendus depuis la conquête, avaient été constatés lors de la discussion parlementaire du sénatus-consulte. Dans son exposé des motifs, M. Flandin, conseiller d'Etat, écrivait les phrases suivantes :

« Avant 1789, les Juifs étaient exclus, en France, de tous droits de cité, et même après la grande révolution ils ne furent admis ni dans les assemblées primaires convoquées pour la nomination des États généraux, ni même dans les assemblées communales. Leur état civil, inauguré par la loi du 27 décembre 1791, ne fut définitivement

(1) Proclamation du 21 avril 1864 : « A la totalité des populations arabes et kabyles. »

établi que par le décret du 17 mars 1801 et la sage ordonnance doctrinale dont nous avons parlé tout à l'heure. En 1830, les Israélites natifs de l'Algérie n'avaient pas un sort meilleur que leurs coréligionnaires de France avant 1789. « La conquête a été pour eux une délivrance ; ils sont en-
« très volontiers dans les rangs de leurs libérateurs ; ils y
« ont trouvé une honorable régénération. Par de nombreu-
« ses pétitions, ils ont demandé que la qualité de Français
« leur fût accordée. » Le sénatus-consulte exauce leurs vœux. L'article 2 les déclare Français et leur confère même, comme aux indigènes musulmans, la faculté de devenir citoyen français (1). »

Le rapporteur du Sénat, M. Delangle, exprimait des idées sensiblement identiques (2) :

« Le temps est un puissant auxiliaire de la civilisation. Les passions religieuses s'affaiblissent insensiblement ; c'est la tendance de notre âge, le fanatisme s'adoucit ; il se fait nécessairement un amalgame des coutumes natales et des inspirations qui naissent du contact des Français, et peut-être n'est pas loin le moment où une population chez qui le sentiment de l'honneur est ardent ressentira un légitime orgueil à partager sans restriction les destinées d'une nation qui tient dans le monde civilisé une si grande place. Mais, en supposant que ce ne soit là qu'une illusion quant aux Arabes, on peut affirmer d'avance que les plus riches et les plus considérés parmi les Israélites se montreront impatients de pénétrer dans la voie qui leur est ouverte. Avant la conquête d'Alger par l'armée française, la situation des Juifs dans la régence était une situation précaire, humiliée, misérable, et, comme il n'arrive que

(1) Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie*, p. 303.

(2) Rapp. Delangle du 30 juin 1865. Estoublon et Lefébure, p. 305.

trop aux nations longtemps opprimées, la trace de cet abaissement n'est peut-être pas encore complètement effacée. C'est le plus funeste effet de la servitude de dégrader l'esprit et de l'accoutumer à l'abjection. Les Israélites ont trouvé dans l'administration et dans l'armée des protecteurs énergiques. La liberté de leurs mouvements et la sécurité leur ont été rendues. Ils s'en sont montrés reconnaissants, et parmi les illustres capitaines qui ont commandé les armées d'Afrique, et que le Sénat compte aujourd'hui dans son sein, il n'en est aucun qui ne témoigne que, dans l'occasion, les Israélites ont rendu d'utiles services. Or, comment douter qu'avec l'intelligence qui leur est propre, l'esprit ouvert au progrès, ils ne se hâtent de se confondre avec la nation qui tient le flambeau de la civilisation et dont le premier soin a été de les affranchir du joug sous lequel ils gémissaient ? »

Les sentiments qui animaient ainsi le Sénat ne l'empêchaient pas, cependant, de voter le projet du gouvernement, qui inaugurerait un traitement égal pour les Musulmans, hostiles à la naturalisation, et pour les Israélites, désireux d'obtenir la qualité de citoyens, auxiliaires dévoués de notre influence.

La raison de cette conception illogique et fausse ? On la trouve tout entière dans cette théorie du « Royaume Arabe », « de Napoléon III, empereur des Arabes aussi bien que des Français » que l'Empereur, sous l'inspiration des partisans du régime militaire, ennemis de la colonisation civile, avait émise pour la première fois dans sa fameuse lettre du 6 février 1863. Cette intention de fonder en Algérie un empire militaire arabe avait déjà inspiré le sénatus-consulte du 22 avril 1863, déclarant les tribus arabes propriétaires des territoires dont elles avaient la

possession. Celui de 1865 continuait la même politique de préférence exagérée à l'endroit des Arabes.

M. Flandin, dans son exposé des motifs, reconnaît formellement quels liens rattachent le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 à l'Europe du royaume arabe :

« L'Empereur, dans la lettre du 6 février 1863, fait aux Arabes cette déclaration solennelle : « Je tiens à l'honneur d'exécuter, comme je l'ai fait pour Abd-el-Kader, ce qu'il y a de grand et de noble dans les promesses des gouvernements qui m'ont précédé. Je veux convaincre les Arabes que nous ne sommes pas venus en Algérie pour les opprimer et les spolier, mais pour leur apporter les bienfaits de la civilisation. Les indigènes ont, comme les colons, un droit égal à ma protection, et je suis aussi bien l'Empereur des Arabes que l'Empereur des Français. » On sait quel fut l'effet de la lettre impériale ; et quand l'Empereur, dans ce voyage mémorable, sans précédent dans la vie des souverains, parut en Algérie, au milieu des populations africaines, partout, dans les villes et dans les campagnes, le peuple arabe répondit par des acclamations à cette parole qui l'avait fait tressaillir : « Je suis aussi bien l'empereur des Arabes que l'empereur des Français ! »

« A son arrivée en Algérie, l'empereur dit aux habitants : « Je viens au milieu de vous pour connaître par moi-même vos intérêts, seconder vos efforts, et vous assurer que la protection de la métropole ne vous manquera pas ! » L'Empereur, s'adressant ensuite aux Arabes, rappela le grand acte de la constitution de la propriété dans les mains des possesseurs : « Vous connaissez mes intentions, j'ai irrévocablement assuré dans vos mains la propriété des terres que vous occupez ; j'ai honoré vos chefs, respecté votre religion, je veux vous faire participer de plus en plus à l'administration de votre pays. »

« Nous avons insisté, Messieurs les Sénateurs, sur ces
« deux faits, la lettre impériale du 6 février, et le voyage
« de l'Empereur en Algérie, parce qu'ils sont l'explication
« politique et le commentaire anticipé du sénatus-consulte
« que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibéra-
« tions (1). »

Le système de 1865, basé ainsi sur une trop grande faiblesse à l'égard des Arabes, avait en outre le très grand désavantage d'ouvrir aux sujets français un trop grand nombre d'emplois, ce qui devait leur faire considérer la naturalisation comme presque entièrement inutile ; il présentait, de plus, l'inconvénient excessivement grave de rendre la naturalisation impraticable pour les Juifs, en n'autorisant que l'acte de francisation individuel.

Il n'y a de commun que le nom entre la naturalisation collective (2) et la naturalisation individuelle. Toutes deux ont le même pouvoir, l'octroi à des individus qui en sont privés, des droits et des devoirs réservés aux régnicoles. Mais elles procèdent de deux besoins différents : la naturalisation individuelle sert à faire entrer dans le droit commun des habitants d'un pays une ou plusieurs personnes qui, peu à peu, ont quitté leur ancienne nationalité pour s'agréger à la nouvelle. La naturalisation collective doit être employée à la suite d'une conquête ou une annexion de territoire, après un temps d'épreuve suffisant, pour placer le plus grand nombre possible d'habitants sous l'empire d'une même loi générale.

Chaque fois, donc, qu'il s'agira de constater la nationalisation de nouveaux arrivés dans un État, c'est la voie de

(1) Estoublon et Lefébure, p. 302.

(2) Nous ferons remarquer plus loin (V. ch. V) le sens précis de ce mot de « naturalisation collective ».

la naturalisation individuelle qui devra être suivie, car chacun de ces nouveaux habitants a dû, nécessairement, être influencé diversement par les mœurs, les tendances, les manières de voir et de sentir des habitants de cet État ; au contraire, chaque fois qu'il s'agira de toute une classe de la population, vivant depuis de longues années dans les mêmes conditions que la majorité, dont elle n'est séparée que par des mesures d'ordre *politique* et *général*, c'est la naturalisation collective qui devra être employée, car il s'agit de rompre cette différence de traitement par un acte *politique* et *général*.

N'était-ce pas là la situation des Israélites ? Et comment ne pas apercevoir l'insuffisance absolue de la naturalisation individuelle ?

On disait (et le Conseil général d'Alger s'était, en 1859, fait l'écho de cette théorie) (1), que l'esprit général de la législation française répugnait à l'acte collectif. Cela nous paraît être erroné.

On sait qu'à Rome, un moyen très pratiqué par le Sénat, fut l'accord du droit de cité à des villes entières.

« Tandis qu'Athènes ne connut jamais que les naturalisations individuelles qui seules se prêtaient aux conditions rigoureuses édictées par la législation de ce pays, Rome, presque jusqu'à l'Empire, ne connut que les naturalisations collectives, c'est-à-dire les naturalisations s'appliquant à des villes entières ou à des peuples, et non à une personne déterminée (2). »

Le droit français contient aussi un grand nombre

(1) V. *suprà*, p. 104.

(2) De Folleville, *De la naturalisation*, p. 23. La loi des XII Tables prohibait, en effet, les privilèges (Cicéron, *De Legibus*, III, 19). Dans le même sens, Demangeat, *Droit Romain*, I, p. 158.

d'exemples de naturalisation collective. Le vieux jurisconsulte Charondas enseigne que « le droit de naturalité ou de cité et de bourgeoisie a été octroyé par nos roys, non seulement à quelques particuliers, ains aussi à aucunes villes et nations (1) ».

Merlin recommande, de même, la naturalisation en masse.

L'Assemblée Constituante naturalisa les Juifs par un acte général ; de même fit la Convention pour les Belges et les Liégeois. Sous le premier Empire, nous trouvons un exemple de naturalisation collective, « au profit des Juifs étrangers qui se sont établis à Livourne... (2) ».

Aucune raison de principe ne s'opposait donc à l'affranchissement général des Juifs.

Et, d'un autre côté, quels inconvénients énormes présentait le mode adopté par le gouvernement et ratifié par le Sénat !

Il y avait d'abord — pour les Juifs comme pour les Musulmans — un scrupule religieux qui les empêchait d'abdiquer volontairement la législation ancienne — scrupule qu'expliquait très spirituellement M. Adolphe Crémieux à la tribune de la Chambre des députés, le 22 mai 1874 :

« M. ADOLPHE CRÉMIEUX. — Eh bien, Dieu, qui a tout prévu, a prévu que les Juifs subiraient la persécution et l'esclavage dans les pays étrangers, et il a donné une prescription admirable de prévoyance — ah ! c'est une grande chose ! — il a dit ces paroles : « Partout où vous habiterez, vous suivrez avec loyauté la loi du pays étranger où vous serez, si on vous l'impose. » Remarquez bien ces mots : « si on vous l'impose » et, pour les Juifs, c'est Dieu qui les a prononcés. Il en résulte qu'aucun Juif ne peut

(1) Cité par Frégier, *op. cit.*, p. 93.

(2) Duvergier, *Recueil des lois*, t. 17, p. 328 (Décret du 9 février 1811).

demander de lui-même une nationalité qui n'est pas complètement la nationalité juive ; il ne peut demander une autre nationalité que celle qui existe toujours pour les débris immortels d'une nation qui, depuis six mille ans, existe et existe encore aujourd'hui plus nombreuse qu'elle ne l'était du temps de David et de Salomon. Eh bien, si on dit à un Juif : « Voulez-vous être Français, vous le serez ! Ne le voulez-vous pas, vous ne le serez pas ! », ce Juif doit se dire : « Je ne puis adopter des doctrines qui ne sont pas les miennes, accepter une loi qui n'est pas ma loi. »

« Et alors, Messieurs, moi qui savais ces choses, je leur ai imposé des lois ! » (*Hilarité générale. — Applaudissements sur plusieurs bancs*) (1).

Ainsi, difficulté pour les Juifs d'aller au devant d'une loi nouvelle, quand ils vivaient sous la domination de leur loi mosaïque : ce point n'était pas pris en considération par le sénatus-consulte.

Ce scrupule religieux ne constituait au reste qu'un inconvénient secondaire, duquel peu à peu les Israélites auraient triomphé : les deux autres inconvénients du sénatus-consulte de 1865, que nous devons signaler maintenant, étaient tels qu'ils devaient rendre son application presque impossible.

La naturalisation individuelle, en enlevant à l'intéressé — et à lui seul — la jouissance de son statut personnel, créait des situations inextricables au point de vue civil. Comment régler, dans le sein des familles, des états de droit et de fait, lorsque certains de leurs membres étaient régis par la loi de Moïse, d'autres par le droit mosaïque ? Comment se prononcer en matière de successions ? N'avait-on pas là d'interminables procès en perspective ?

(1) *Journal officiel*, 1874, p. 3448.

De plus, le système impérial avait mis à l'obtention de la naturalisation des conditions de forme qui devaient nécessairement arrêter les impétrants. Et l'on peut aisément imaginer avec quel effroi les Israélites — comme d'ailleurs, les Musulmans — devaient considérer une procédure qui devait commencer par la rédaction d'un acte de notoriété, devant le juge de paix, pour se terminer par un décret de l'Empereur, rendu après examen en Conseil d'État, avec comme intermédiaire, la filière des bureaux des préfectures, du gouvernement général et du ministère de la justice ! Que de lenteurs, que de dérangements, que de frais !

Cet inconvénient n'avait pas manqué d'apparaître quand le sénatus-consulte était venu en discussion. Un seul orateur avait pris la parole, ç'avait été M. Michel Chevalier, et il n'avait abordé la tribune que pour signaler le péril de ces formalités interminables qui étaient imposées aux indigènes :

« Cette qualité de citoyen, comment pourra-t-on l'obtenir aux termes du sénatus-consulte ? On le pourra purement et simplement, à titre individuel. Il faudra poursuivre cette qualité individuellement ; il faudra que l'Arabe ou Juif, habitant l'Algérie, qui voudra devenir citoyen, poursuive cette qualité par des efforts personnels et en supportant les dépenses ; il faudra qu'il sollicite un décret de l'Empereur rendu en Conseil d'État, et comme il y a environ 3 millions d'Arabes qui représentent à peu près 500.000 familles, il y aura à rendre 500.000 décrets. C'est un peu fort, vous en conviendrez (*Mouvement*) (1).

(1) M. Michel Chevalier avait, certes, tort de s'effrayer de semblables chiffres. On sait quel pitoyable résultat a donné le sénatus-consulte.

« UN SÉNATEUR. — Ne vous effrayez pas ; cela ne se fera pas de sitôt.

« M. MICHEL CHEVALIER. — C'est là un abus de formalités, et qui me paraît entacher le sénatus-consulte à un degré fâcheux. J'espère que, par des actes postérieurs, on se tirera de ce mauvais pas dans lequel on s'est engagé et où tout est impraticable.

« Il me semble, Messieurs, que la conclusion à tirer de là, c'est qu'une suite d'efforts tentés avec habileté, avec prudence, avec cette circonspection, attribut de tout gouvernement intelligent et éclairé, dans le but d'obtenir de la part des populations musulmanes de l'Algérie quelque chose de semblable à ce qui a été obtenu en France de la population juive en 1807, auraient des probabilités de succès. Ce n'est pas là une espérance chimérique. Dès lors, pourquoi ne pas l'essayer ? « Pourquoi tout au moins « ne pas s'en réserver les moyens par une rédaction appropriée du sénatus-consulte ? »

« Les Arabes dans l'Algérie sont aussi faciles à consulter que l'étaient les Juifs sur le territoire français en 1806, beaucoup plus même parce qu'ils sont réunis, organisés ; parce qu'ils ont des espèces de conseils municipaux qu'ils appellent des *djemmaa* ; ils sont constitués à l'état collectif, tandis qu'en 1806 et 1807 les Juifs étaient dispersés sur le territoire de l'Empire français, sans lien les uns avec les autres ; « par conséquent on pourrait obtenir des déclarations collectives comme celle qu'on eut du grand Sanhédrin alors. On pourrait ainsi créer des citoyens « français par tribus ou fractions de tribus ». Il était à souhaiter que le sénatus-consulte fût combiné dans ce sens et « qu'au lieu d'appeler les Arabes à des démarches purement et simplement individuelles, à l'effet d'obtenir la

« qualité de citoyen français, on fit aussi un appel à des
« déclarations, à des démarches collectives. C'est la seule
« manière d'en finir sans multiplier les paperasses; c'est
« la seule voie qui mène à une solution quelque peu sé-
« rieuse (1). »

M. Michel Chevalier conviait le gouvernement impérial à des mesures collectives. La seule qui pût s'effectuer, pour les raisons que nous avons déjà indiquées, c'était celle visant les Israélites.

Ainsi le comprenait un des publicistes les plus en vue de l'Algérie, M. Margeridon, qui appréciait ainsi les paroles de M. Michel Chevalier :

« Un de nos économistes les plus distingués, dont le nom fera toujours autorité quand il s'agira d'intelligence pratique des affaires, et dont nous citons l'autre jour de remarquables paroles à propos de la Constitution algérienne, M. Michel Chevalier, a démontré au Sénat toute la grandeur du sentiment qui a dicté le sénatus-consulte. Nous partageons entièrement les idées de l'honorable sénateur en ce qui concerne l'utilité que, pour notre œuvre de régénération, nous pourrions retirer de l'intervention plus étendue et plus écoutée des djemmaas. Nous sommes aussi de son avis, quand il réclame dans le prochain règlement d'administration publique une clause par laquelle « LA QUALITÉ DE CITOYEN POURRA SE CONFÉRER AUX INDIGÈNES PAR UN ACTE COLLECTIF ET NON PAS UNIQUEMENT PAR UN ACTE INDIVIDUEL ».

« Cette pensée est du reste en complet accord avec les tendances qui poussent une partie de nos populations indigènes — nous voulons parler de la population israélite

(1) *Moniteur universel*. Séance du 5 juillet 1865.

— à réclamer les droits et les charges de citoyens français. On se rappelle que les présidents des Consistoires de l'Algérie ont tous réclamé cette faveur de la bienveillance impériale ; leurs discours étaient tous dictés par un sentiment de profonde reconnaissance envers la France à laquelle ils doivent leur sécurité et leur bien-être actuels, et par le désir très nettement exprimé d'entrer dans la famille commune, au même titre que leurs aînés et que leurs corégionnaires de la mère-patrie (1). »

Le sénatus-consulte de 1865 ne tranchait donc pas la question de la naturalisation des Israélites, et il en posait une autre, la transformation de la naturalisation individuelle accordée, en naturalisation collective, avec suppression du statut personnel dans son entier (2).

La campagne reprit sur ce terrain. Dès 1868, le gouvernement impérial, frappé des difficultés d'application du sénatus-consulte, prenait un décret pour « faciliter aux indigènes musulmans ou israélites, et aux étrangers qui sollicitent leur naturalisation, l'accomplissement des formalités prescrites par le décret de 1865 ». Le décret (3) réduisait simplement les frais, et non point le nombre de ces formalités.

Les conseils généraux reprenaient leurs vœux. En 1869, la remarquable discussion qui suit se déroulait au Conseil général d'Alger :

« Le rapporteur passe à l'examen du vœu tendant à la naturalisation collective des israélites indigènes.

« Ce vœu est ainsi motivé :

(1) *Courrier d'Oran* du 14 juillet 1865.

(2) On sait les piètres résultats que donna le sénatus-consulte : 200 Israélites, seulement, sollicitèrent la nationalité française, de 1865 à 1870 (*État actuel de l'Algérie*, 1878, p. 15).

(3) Dalloz, P. 1868.4.21.

« Considérant que chaque jour voit augmenter les inconvénients et les difficultés que fait naître le statut personnel des israélites indigènes ;

« Considérant qu'il est temps de faire cesser tous les doutes et les incertitudes que le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 a fait naître, et qui se traduisent fréquemment par des procès longs et dispendieux ;

« Considérant que les nombreuses preuves de patriotisme et les services rendus par les indigènes israélites commandent impérieusement que le titre de citoyens français leur soit accordé sans retard. »

« Considérant enfin, qu'on se saurait sérieusement objecter la résistance qu'une pareille mesure rencontrerait, puisque le Consistoire israélite de la province a, dans un rapport élaboré par son président et accepté à l'unanimité, demandé directement à l'Empereur leur émancipation complète et absolue ;

« Le soussigné émet le vœu que le conseil général veuille bien s'associer à lui pour solliciter l'assimilation générale des israélites indigènes de l'Algérie (1). »

« Le rapporteur, après avoir rappelé la réunion des notables de 1806 et le grand Sanhédrin de 1807, dit que la situation civile de l'israélite est absolument contradictoire, produisant sans cesse des procès....

« C'est là un mal qu'il faut faire cesser (2). Le remède, c'est la naturalisation collective des Israélites de l'Algérie, après et sur l'avis d'un grand Sanhédrin... Par ces considérations, la commission vous propose d'accueillir le vœu qui vous est présenté simultanément par le

(1) Rapport du Préfet et procès-verbaux des délibérations. Conseil général d'Alger, 1869, p. 516.

(2) *Ibidem*, p. 519.

membre israélite et un membre français de votre conseil.

« L'auteur du vœu ajoute :

« La naturalisation individuelle occasionne beaucoup de difficultés. Supposons que le père est naturalisé, ayant quatre enfants, dont deux sont naturalisés et deux non naturalisés ; en cas de décès du père, deux fils se trouvent régis par la loi française et deux fils se trouvent régis par la loi de leur statut personnel. Comment régler cette succession là où il se trouve plusieurs enfants régis par deux lois différentes ? Ces difficultés font naître des procès longs et dispendieux, et, par conséquent, le désordre et la discorde dans les familles : c'est ce qu'il convient d'éviter.

« Du reste, le Consistoire israélite, qui représente la communauté, a élaboré un travail au sujet de la naturalisation collective qu'il a envoyé à l'Empereur par l'entremise du Consistoire central de France.

« Je prie le Conseil général de vouloir bien appuyer le vœu.

« Un membre demande s'il est bien nécessaire de convoquer un grand Sanhédrin.

« M. le rapporteur répond que c'est le seul moyen de dégager la conscience des Israélites.

« Le rapport est adopté. »

Ainsi donc, pour le Conseil général d'Alger, il était urgent de naturaliser collectivement les Israélites de l'Algérie. Une seule condition à cette mesure, la réunion d'un grand Sanhédrin, destiné seulement à sauvegarder les scrupules des intéressés. Cette convocation, d'ailleurs, paraît absolument inutile, si l'on songe que les Israélites d'Algérie, *sujets français*, étaient soumis dès l'origine aux décisions du Grand Sanhédrin de 1807.

Le 7 mars 1870, M. le Comte Léopold Le Hon, à la suite

d'une grande enquête agricole effectuée en Algérie, interpellait le gouvernement sur les « Affaires de l'Algérie ». Il indiquait successivement toutes les réformes qui devaient être opérées dans notre grande colonie, pour effectuer la transformation complète du régime militaire en régime civil. Il en vint naturellement à parler de la naturalisation des Israélites (1).

M. LÉOPOLD LE HON...

« Je n'ai plus que quelques mots à ajouter sur une question spéciale. Elle a trait à la « naturalisation des Israélites ». C'est une question qui doit être portée à cette tribune et à laquelle je crois que le gouvernement lui-même ne ferait pas grande objection ; mais il importait, et les Israélites d'Algérie ont tenu, à ce que le Corps législatif fût indirectement associé au grand acte d'émancipation qu'ils réclament. Ils demandent à être naturalisés en masse : « il n'y a pas de bonne raison pour leur refuser la faveur qu'ils sollicitent et il y a une très grande nécessité DE NE PAS RETARDER CET ACTE ».

« Pour ne pas retenir trop longtemps l'attention de la Chambre, je me bornerai à lui donner lecture d'une note émanant de l'honorable président du Consistoire israélite d'Alger, qui lui fera comprendre à merveille la question.

« Elle est ainsi conçue :

« L'Israélite indigène, Français depuis la capitulation de 1830, n'est pas encore citoyen ; quoiqu'il vive depuis quarante ans côte à côte avec nous, il est régi par son statut personnel, c'est-à-dire par la loi rabbinique qui autorise la polygamie, le divorce, le levirat, le déchaussement, qui constitue le mari seul héritier de la femme, et

(1) *Moniteur universel* du 9 mars 1870, p. 355.

exclut les filles de la succession de leurs père et mère au profit des fils.

« Le sénatus-consulte de 1865 est venu confirmer la législation exceptionnelle qui les avait régis antérieurement, tout en leur accordant la faveur de la naturalisation individuelle. Cet acte législatif sur l'efficacité duquel on s'est fait illusion, a eu des résultats diamétralement opposés à ceux que le gouvernement pouvait légitimement en attendre. La naturalisation étant devenue, non un droit appartenant indistinctement à tout homme, membre de la famille française, mais une faveur qu'il fallait solliciter, à l'instar du premier étranger venu, très peu d'Indigènes la demandèrent.

« En effet, la province d'Alger, avec environ 12.000 Israélites indigènes, n'a produit, depuis 1865, qu'environ 50 demandes de naturalisation, sur lesquelles 25 faites par des indigènes proprement dits, et le reste par des Israélites tunisiens ou marocains, qui ne viennent se mettre sous la sauvegarde de la loi française que pour échapper ainsi aux persécutions auxquelles ils sont en butte dans leur pays.

« Dans la province d'Oran, qui compte 15.000 Israélites, 77 indigènes seulement, 113 Tunisiens ou Marocains et 7 Allemands sont devenus français par la naturalisation.

« Enfin, la circonscription consistoriale de Constantine, qui comprend 10.000 Israélites, n'a vu se formuler que 42 demandes de naturalisation, dont 40 par des indigènes et 2 par des Tunisiens.

« En somme, 152 Israélites indigènes, sur près de 38.000 qui peuplent la colonie, ont profité du bénéfice du sénatus-consulte de 1865.

« En revanche, ils ont largement usé de la disposition

de cette même loi qui est venue affermir le maintien du Code rabbinique : quoique presque tous les mariages entre indigènes israélites soient contractés devant l'officier d'Etat civil, des demandes de divorce ont été introduites ; repoussées par le tribunal civil, elles ont été accueillies par la Cour impériale ; des procès de tutelle et de successions ont été jugés d'après la loi mosaïque ; le tribunal de commerce lui-même est saisi en ce moment d'une question de privilège soulevée par l'une des veuves d'un indigène déclaré en faillite après sa mort, à l'effet d'obtenir l'intégralité de sa dot dont le remboursement lui est garanti par sa loi personnelle.

« On pourrait multiplier à l'infini les difficultés sans nombre, les conflits de toute nature, les inconvénients et les embarras que le sénatus-consulte a, sinon créés, du moins provoqués depuis sa promulgation.

« Pour y remédier et obtenir le droit commun pour une population dont les services ont toujours et partout été reconnus, le Consistoire israélite de la province d'Alger, composé mi-partie de Français d'origine, et mi-partie d'indigènes, a cru devoir, au mois d'août dernier, transmettre au Consistoire central des Israélites de France à Paris, une supplique par laquelle nous demandions instamment à l'Empereur la naturalisation collective des Israélites indigènes de l'Algérie.

« Le désir des Israélites est trop honorable et trop légitime pour ne pas rencontrer toutes les sympathies du Corps législatif. Si, comme on peut l'espérer, le vœu qu'ils forment se réalise, l'Algérie israélite saluera avec bonheur son émancipation, c'est-à-dire sa vie civile et politique. »

Et M. Le Hon ajoutait :

« Oui, il est indispensable de donner aux Israélites les

satisfactions demandées et de faire rentrer dans le sein de la grande famille française les 38.000 Israélites qui sont aujourd'hui dans la condition difficile et même impossible que leur a faite le sénatus-consulte de 1865. »

Et la Chambre, après discussion, votait l'ordre du jour présenté par le comte Le Hon :

« Le Corps législatif,

« Après avoir entendu les déclarations du gouvernement sur les modifications qu'il se propose d'apporter au régime législatif auquel l'Algérie est actuellement soumise ;

« Et considérant que, dans l'état actuel des choses en Algérie, l'avènement du régime civil paraît concilier les intérêts des Européens et des indigènes,

« Passe à l'ordre du jour (1). »

Les Algériens eux-mêmes comprenaient l'urgence de la mesure sollicitée. Dans les *Cahiers Algériens*, rédigés par les Comités provinciaux des trois départements (2), étaient écrites les considérations suivantes, qui montraient à quel point avait échoué le sénatus-consulte de 1865 :

« En matière de naturalisation, voici, pour les années 1865, 1866, 1867, 1868 et 1869, les résultats acquis :

634 étrangers, chrétiens et israélites d'Europe ;

446 musulmans, indigènes et étrangers ;

289 Israélites africains, d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ;

Total : 1039 naturalisés en quatre années.

« Ces chiffres portent avec eux un premier enseignement. Le sénatus-consulte ne correspondait ni aux vœux, ni aux besoins du pays ; il semble même leur avoir été contraire, car les Israélites algériens, dont les commu-

(1) *Moniteur universel*, 40 mars 1870, p. 568.

(2) M. le Dr Warnier en fut le rédacteur le plus autorisé.

nautés avaient demandé la naturalisation individuelle, paraissent aujourd'hui résolus à ne vouloir que la naturalisation en masse. Des individualités déclassées, sans familles, parmi les indigènes musulmans et israélites de l'Algérie, sont les seules auxquelles le sénatus-consulte de 1865 ait profité.

« Pour les Israélites, la naturalisation individuelle jette
« le trouble dans les intérêts des familles, en maintenant
« les non naturalisés sous une loi qui date de Moïse et en
« soumettant les naturalisés à des lois qui changent chaque jour. La naturalisation en masse, au contraire, place
« tous les intérêts sous la sauvegarde de la même loi.

« Une double erreur a été commise, d'abord en assimilant les Israélites aux autres indigènes et ensuite en les
« considérant comme ayant été compris dans la capitulation d'Alger.

« Les Israélites algériens n'ont jamais été des régnicoles
« pas plus que leurs coréligionnaires le sont aujourd'hui à
« Tunis et au Maroc, mais des étrangers taillables, corvéables à merci et tolérés parce qu'ils étaient utiles. Etrangers, sans nationalité, nous les avons trouvés. Etrangers
« nous devons les accepter, mais en leur donnant notre
« nationalité, puisqu'ils n'en avaient pas et en acceptaient
« une (1). »

De même dans un « *Projet de Constitution algérienne* » par un Colon (2), nous trouvons formulé le même desideratum :

« La naturalisation en masse des Israélites est une mesure réclamée par eux tous ; elle doit leur être immédiatement accordée comme cela a eu lieu en France lors de

(1) *Op. cit.*, p. 13.

(2) Marseille, 1870. Brochure.

la Révolution. La naturalisation individuelle qu'on leur offrait était incompatible avec leurs intérêts ; il est impossible que, des enfants de la même famille, les uns soient régis par nos codes, les autres par les lois surannées de Moïse. C'est encore là une de ces erreurs gouvernementales occasionnées par l'ignorance (1). »

Devant ces manifestations diverses d'opinions, le gouvernement impérial allait se décider à agir.

Le 8 mars 1870 (2), le Garde des sceaux, M. Emile Ollivier, transmettait au Conseil d'État un projet de décret ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — Sont admis à jouir des droits de citoyen français, par application du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, tous les Israélites indigènes du territoire algérien.

« ART. 2. — Tout Israélite indigène pourra, dans le délai d'une année, à partir de la promulgation du présent décret, faire aux autorités compétentes la déclaration qu'il n'accepte pas le bénéfice de la naturalisation.

« ART. 3. — Il est fait remise à tous les impétrants du droit fixé par l'article 20 du décret du 21 avril 1866 (3). »

Les deux sections de la législation et de la guerre se réunirent pour étudier ce projet. M. Manceau en fut nommé le rapporteur. A la suite de deux délibérations en assemblée générale, M. de Parieu, ministre, président du Conseil d'État, écrivit à M. Emile Ollivier pour lui faire part du désir de la Haute Assemblée de voir consulter sur la question le gouverneur général de l'Algérie. Deux points

(1) *Op. cit.*, p. 22.

(2) Discours de M. Laferrière à la Chambre des députés (25 mai 1899). *Journal officiel*, 26 mai 1899, p. 1474.

(3) *Ibidem* et « Actes de la délégation à Tours et à Bordeaux », par Crémieux, I, p. 68.

avaient surtout éveillé les préoccupations du Conseil : 1° en donnant aux Israélites algériens une qualité dont on ne faisait pas bénéficier les Musulmans, n'allait-on pas rompre l'équilibre établi entre ces deux nationalités par le sénatus-consulte de 1865 ? 2° l'octroi de la nationalité française à 34.000 Israélites n'allait-il pas leur donner une influence électorale trop prépondérante (1) ?

L'enquête désirée par le Conseil d'État fut opérée. Les six hauts fonctionnaires consultés se partagèrent par moitié, le préfet, le général de division d'Alger et le général de division d'Oran se montrant favorables à la naturalisation collective, les préfets d'Oran et de Constantine et le général de division de Constantine s'y déclarant opposés.

Quant au maréchal de Mac-Mahon, il se montrait décidé à porter remède à la situation des Juifs : mais il était préoccupé par l'article du projet qui laissait « à une classe d'Algériens » la faculté de répudier « ce qu'ils devraient accepter comme une faveur et un honneur ». M. de Mac-Mahon préconisait donc un système mixte, faisant résulter l'acquisition de la qualité de citoyen français d'une simple déclaration devant une autorité compétente. En tous cas, il émettait l'avis que seule une loi pouvait, depuis le plébiscite du 8 mai 1870, trancher la question, et non un simple décret (2).

C'est le 14 juin 1870 que le gouverneur général de l'Algérie transmettait les résultats de l'enquête au Conseil d'État. On a dit qu'à la suite de cette enquête, celui-ci avait décidé d'ajourner le projet : rien de tel ne se passa (3). Le gouvernement, résolu à accomplir la réforme,

(1) Discours de M. Laferrière. *Ibidem*.

(2) Sur tous ces points, discours Laferrière, *loc. cit.*

(3) *Ibidem*.

n'était plus arrêté que par la difficulté de droit que lui signalait M. de Mac-Mahon : un décret suffisait-il ?

Le fait est attesté par l'incident qui se produisit au Corps législatif.

Pour défendre les Israélites d'Algérie, un membre de l'opposition de gauche, député du 3^e arrondissement de Paris, et Juif lui-même, Adolphe Crémieux, avait apporté l'appui de sa grande et légitime influence.

Le 19 juillet 1870, il demandait à poser une question au Corps législatif, à M. Emile Ollivier, ministre de la Justice, qui l'acceptait.

Voici en quels termes le *Journal officiel* relate l'incident :

« M. CRÉMIEUX. — Je désirerais adresser une autre question à M. le Garde des Sceaux.

« M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER. — Vous avez la parole.

« M. CRÉMIEUX. — Voilà bien longtemps que je réclame, au nom d'une population considérable, au nom de 40.000 Israélites algériens qui désirent obtenir du gouvernement leur naturalisation.

« Au moment où les Conseils municipaux vont être nommés, il serait d'une grande importance d'avoir 40.000 citoyens français de plus.

« Ma demande se résume en ceci : naturalisation immédiate, s'il est possible, de 40.000 Israélites algériens. Ils la demandent depuis longtemps au gouvernement, et, dans le dernier séjour que j'ai fait à Alger, ils m'ont appelé à des réunions nombreuses dans lesquelles ils ont réclamé de mon dévouement cette naturalisation, c'est-à-dire l'honneur d'être déclarés, non pas Français, ils le sont déjà, mais citoyens français (1). (*Approbation à gauche.*)

(1) *Journal officiel* du mercredi 20 juillet 1870 (p. 1290).

M. Crémieux indiquait, ainsi, nettement son désir de voir les Juifs algériens investis des mêmes droits *civils* et *politiques* que les citoyens français.

Voici comment lui répondait M. Emile Ollivier :

« M. LE GARDE DES SCEAUX. — L'honorable M. Crémieux demande au gouvernement de vouloir bien naturaliser 40.000 Israélites algériens, qui demandent à devenir citoyens français, car ils sont déjà français.

« Je réponds à l'honorable M. Crémieux que le gouvernement désire naturaliser ces Israélites ; seulement, il
« est arrêté par une question de droit : la naturalisation
« peut-elle se faire en vertu d'un décret, ou exige-t-elle
« une loi ?

« Si l'honorable M. Crémieux croit qu'un décret suffit, son opinion de juriconsulte a toujours du poids, et elle en aura un grand dans nos décisions. « Je le répète, ce
« qui nous arrête est uniquement une question de forme.»
(*Très bien ! très bien !*)

« M. CRÉMIEUX. — Que M. le Garde des Sceaux me permette d'abord de le remercier de la manière dont il s'est exprimé sur l'opinion que je puis avoir ; elle n'est pas douteuse. Les Juifs de l'Algérie sont français ; la naturalisation aujourd'hui n'a pas d'autre objet que de leur donner le titre de citoyens. Il n'est pas nécessaire que la loi intervienne, et un décret rédigé dans les formes d'un règlement d'administration publique suffit certainement pour leur conférer cette naturalisation particulière. Je vous répète, Monsieur le Garde des Sceaux, que les Israélites français de l'Algérie attendent avec une grande impatience. Ils sont français, il ne s'agit pas de les déclarer français, mais de leur donner le droit de citoyens, c'est-à-dire aux Juifs français d'être déclarés citoyens français.

Je veux par un mot vous faire mieux sentir combien cette résolution de leur part est honorable pour eux. Dans l'état actuel des choses, les Juifs israélites algériens sont régis par les lois juives.

« Je viens, il y a peu de jours encore, de plaider contre M. Jules Favre (1) une question importante, relativement à ces droits en opposition avec le droit français, mais que les tribunaux leur accordent par la raison que, reconnus Français, ils n'en doivent pas moins être jugés par la loi juive. Du jour où ils seront déclarés citoyens français, la loi française leur sera applicable, et remarquez qu'ils la réclament.

« Leur demande est d'autant plus à considérer qu'avec la législation juive ils ont des droits qu'ils vont immédiatement perdre. Ainsi l'abolition du divorce... (*Oh! Oh! Assez!*)

« Messieurs, quand on a le divorce depuis 4.000 ans et qu'on consent, que l'on demande à ne plus l'avoir, il me semble que cela vaut la peine d'être dit. Il en est de même de la répudiation; il en est de même surtout du droit qu'ont les mâles de recevoir toute la succession paternelle et maternelle, ce à quoi ils renoncent pour devenir citoyens français.

« Je recommande donc instamment cette question importante à la sagesse du Gouvernement. Le décret donnera à la France 40.000 bons citoyens, 40.000 bons Français de plus! » (*Vive approbation autour de l'orateur. — L'ordre du jour!*)

Une simple question de forme, avait dit M. Emile Olivier. Celle-ci résolue, les Juifs de l'Algérie voyaient reconnaître, par un décret collectif, le *droit* qu'ils avaient acquis

(1) Affaire Seyman. V. *infra*, p. 159.

à la nationalité française par l'empressement qu'ils avaient mis à nous servir, par leur fidélité, par les progrès qu'ils avaient effectués, et qu'ils devaient compléter par la jouissance intégrale de tous les droits du citoyen. Les particularités qui les distinguaient du reste des Français d'origine allaient s'effacer, avec la dernière différence qui les en séparait.

Mais, le 19 juillet même, la guerre avait été déclarée par notre pays à l'Allemagne, et le gouvernement impérial, débordé par les tristes événements de la campagne, n'allait plus avoir le loisir d'accomplir la réforme projetée.

CHAPITRE III

LA NATURALISATION COLLECTIVE.

La révolution pacifique du 4 septembre 1870, en renversant l'Empire, amenait au pouvoir les membres de l'opposition qui siégeaient au Corps législatif.

Le 5 septembre, le *Journal officiel* annonçait au pays les événements survenus. Une première proclamation lui apprenait la chute de Napoléon III et l'avènement de la République ; elle était signée des députés de la gauche, Emmanuel Arago, Crémieux, Dorian, Jules Favre, Jules Ferry, Guyot-Montpayroux, Léon Gambetta, Garnier-Pagès, Magnin, Ordinaire, Tachard, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Jules Simon (1).

Dans la réunion qui s'était tenue à l'Hôtel-de-Ville au milieu d'agitations et de tumultueuses discussions, il avait été décidé que seuls feraient partie du nouveau Gouvernement, qui prenait le titre de *Gouvernement de la Défense nationale*, les députés de Paris ; c'est ainsi que devinrent membres de ce Gouvernement : Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Léon Gambetta, Glais-Bizoin, Pelletan, Ernest Picard, Henri Rochefort, Jules Simon (2). Le général Trochu était nommé président de ce Gouvernement, « investi des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale ».

(1) *Journal officiel* du 5 septembre 1870, p. 4.

(2) *Ibidem.*

Le Gouvernement avait sur le champ nommé un ministère ainsi composé :

Affaires étrangères :	Jules Favre.
Intérieur :	Léon Gambetta.
Guerre :	Général Le Flo.
Marine :	Amiral Fourichon.
<i>Justice</i> :	<i>Adolphe Crémieux.</i>
Finances :	Ernest Picard.
Instruction publique et cultes :	Jules Simon.
Travaux publics :	Dorian.
Commerce :	Magnin.

Il n'y avait eu de difficultés que pour le titulaire du Ministère de l'intérieur : M. Léon Gambetta avait été nommé, au scrutin secret, par 5 voix contre 4, à M. Ernest Picard (1). En particulier, Adolphe Crémieux avait été nommé à l'unanimité des suffrages.

Le nouveau Gouvernement se trouvait en présence d'une situation particulièrement difficile : d'une part, il s'agissait de combattre les Allemands qui s'avançaient sur Paris avec une rapidité foudroyante ; de l'autre, les membres étaient fort divisés sur la politique intérieure, les uns, comme Ernest Picard, voulant simplement gérer provisoirement les administrations publiques en attendant un Gouvernement régulièrement élu, les autres, avec Crémieux et Gambetta, voulant dès à présent organiser la République, en choisissant des fonctionnaires sincèrement républicains.

La question essentielle qu'il s'agit bientôt de résoudre, fut celle du transport du gouvernement en province, en

(1) Commission d'enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale. Déposition de M. Jules Simon (t. I, p. 504). Rapport de M. Boireau-Lajanadie, t. X, p. 11.

prévision de l'investissement imminent de la capitale. Dès le 6 septembre, certains services étaient établis à Tours⁽¹⁾, le 7, le Gouvernement décidait qu'il n'abandonnerait pas Paris, et qu'une délégation irait le représenter en province. La difficulté résida ensuite dans le point de savoir qui partirait ; M. Favre refusa de quitter Paris ; le garde des sceaux Adolphe Crémieux accepta alors de se rendre à Tours. Sa proposition, dit M. Jules Simon⁽²⁾, fut accueillie avec reconnaissance.

M. Crémieux allait-il être seul à Tours ? Après discussion, le Gouvernement en décida ainsi. Le 12 septembre il adoptait le décret suivant :

« Le Gouvernement de la Défense Nationale ; considérant qu'il est indispensable, en cas d'investissement de Paris, que le Gouvernement conserve sa complète liberté d'action pour organiser la défense dans les départements et maintenir l'administration,

« Décrète :

« ART. 1^{er}. — M. Crémieux, membre du Gouvernement de la Défense Nationale, Garde des sceaux, ministre de la Justice, est délégué pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs.

« ART. 2. — Chaque département ministériel sera représenté près de lui par un délégué spécial, chargé du service de ce département.

« ART. 3. — Le membre du Gouvernement de la Défense Nationale aura son siège à Tours et pourra le transporter partout où l'exigeront les nécessités de la défense.

« ART. 4. — Les pouvoirs conférés par le présent décret

⁽¹⁾ *Ibidem*, p. 29.

⁽²⁾ *Ibidem*, p. 31.

cesseront quand les relations avec Paris redeviendront libres. »

Ce décret était signé de tous les membres du Gouvernement de la Défense Nationale (1).

Le 13 septembre 1870, Crémieux était installé à Tours, d'où il adressait une éloquente proclamation à la France.

Ses pouvoirs étaient exactement fixés par le décret. Seul il exerçait toutes les fonctions du Gouvernement ; il était assisté de M. Cartier, son secrétaire particulier, de M. Leven, directeur du personnel, de M. Babinet, directeur des affaires civiles et criminelles. Les ministères avaient délégué auprès de lui, M. de Roussy, pour les finances, M. le général Lefort, pour la guerre, MM. Laurier et Cazot pour l'intérieur (2).

Adolphe Crémieux constitue le type le plus accompli du républicain doctrinaire, libéral et patriote : « Quelle belle vie que la sienne, disait un orateur, à la Conférence des avocats de Paris, passée tout entière dans le culte du devoir et l'amour de la Patrie ! (3). »

L'éloge n'est certes pas excessif. Crémieux était un des avocats les plus éminents de ce barreau de Paris, qui a compris tant d'illustrations. Son éloquence était merveilleuse. Jeune avocat à Nîmes, il s'était signalé, en 1819,

(1) V. *Journal officiel* du 13 septembre 1870.

(2) Rapport de M. Boreau-Lajanadie « sur les actes de la délégation de Tours et de Bordeaux ». Enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale (t. X, p. 34).

(3) Alph. Bonhoure, *Éloge de Crémieux*. Discours de rentrée à la Conférence des avocats à la Cour d'appel de Paris, 1885, p. 6. V. l'admirable lettre écrite par Crémieux, le 1^{er} mars 1871, au Président de l'Assemblée nationale, offrant 100.000 francs pour sa contribution à la souscription de la contribution de guerre due à l'Allemagne. *Univers israélite*, 1871, p. 269.

par la fougueuse apostrophe qu'il avait adressée en pleine Cour d'assises à Trestaillon, le triste et hautain meneur des assassinats de la Terreur Blanche. Dans un procès intenté à Nîmes contre deux jeunes gens accusés d'avoir chanté *La Marseillaise*, il avait obtenu un verdict d'acquittement en chantant lui-même, à la barre, et en les commentant l'une après l'autre, les sublimes strophes du chant révolutionnaire. Venu à Paris, il avait acquis d'Odilon Barrot la charge d'avocat à la Cour de cassation, et avait défendu avec un éclat que put seul atténuer l'admirable plaidoyer de Sauzet, le comte de Guernon-Ranville, un des ministres de Charles X, signataire des fameuses ordonnances. Depuis, redevenu avocat à la Cour d'appel de Paris en 1836, il avait conquis une des premières places, choisi dans les procès les plus fameux, défenseur infatigable des libéraux et des républicains.

Israélite, il avait toujours mis son talent au service de ceux de ses coréligionnaires qu'il savait persécutés. C'est lui qui obtint des tribunaux la suppression du serment *more judaico*, qui consacrait une inégalité devant la justice ; c'est lui qui, en 1840, fit acquitter les Juifs de Damas, accusés à tort d'avoir assassiné un vieux prêtre chrétien. En 1860, il avait participé à la création d'une Société *L'Alliance israélite universelle* qui devait aider les Juifs malheureux, opprimés, dans maints pays, à se relever légalement et moralement. Il était, d'ailleurs, imbu d'idées de tolérance absolue. La première souscription qu'ouvrit, à son instigation, *L'Alliance israélite* avait pour but de venir en aide aux chrétiens du Liban (1860). « N'avons-nous pas tous, disait Crémieux, la même origine, juifs, catholiques, protestants, sectateurs de Mahomet ? N'avons-nous pas tous le même Dieu pour père ?... Ten-

dons à nos frères de tous les cultes une main fraternelle. » Et quand Deutz, qui avait livré la duchesse de Berry au gouvernement de Louis-Philippe, s'était adressé à lui pour plaider en sa faveur dans un procès occasionné par cet acte de trahison, Crémieux lui avait répondu par une écrasante lettre :

« Monsieur,

« Si vous avez compté sur moi comme votre coréligion-
« naire, que votre erreur cesse. Vous n'appartenez main-
« tenant à aucun culte ; vous avez abjuré la foi de votre
« père, et vous n'êtes plus catholique. Aucune religion ne
« vous veut et vous ne pouvez en invoquer aucune, car
« Moïse a voué à l'exécration celui qui commet un crime
« comme le vôtre, et Jésus-Christ livré par la trahison
« d'un de ses apôtres, est un fait assez éloquent aux gens
« de la religion chrétienne... »

Homme politique, Crémieux avait toujours défendu avec éclat les idées libérales, telles que la Révolution française les lui faisait concevoir. Il débuta dans la vie parlementaire, en 1842, comme député de Chinon, et fit partie de l'opposition constitutionnelle, du parti réformiste, avec lequel il organisa la campagne des banquets, qui devait faire tomber le trône de Louis-Philippe.

Le 24 février 1848, il était nommé d'acclamations membre du Gouvernement provisoire, avec Dupont de l'Eure, Lamartine, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Marie, Arago, Armand Marrast, Louis Blanc, Ferdinand Flocon et Albert Ouvrier.

Il était choisi aussitôt comme ministre provisoire de la justice, et ses fonctions lui étaient confirmées définitivement le 17 mai 1848. C'était, avec Lamartine, l'homme

le plus populaire de Paris, où la population l'avait surnommé « le bon Papa Crémieux » (1).

Il prenait part, avec la plus grande ardeur, à toutes les mesures, si hautement républicaines, du Gouvernement provisoire. Un décret rendu sur sa proposition supprimait la peine infamante de l'exposition (2); l'article 119 du Code d'instruction criminelle, en fixant à 500 francs le minimum de la caution à verser par ceux qui voulaient obtenir leur mise en liberté provisoire, consacrait, selon lui, une inégalité de traitement en faveur des riches et au détriment des pauvres; il l'abrogea (3).

C'est lui qui fut, avec Victor Schœlcher, le plus fougueux partisan de l'abolition de l'esclavage; Crémieux avait toujours fait une campagne ardente contre la servitude des nègres, et c'est lui qui obtint le décret d'émancipation (4); enfin, « le plus beau décret », a dit Lamartine, qui soit sorti de la bouche d'un peuple, le lendemain de sa victoire, l'abolition de la peine de mort en matière politique », fut dû à ses efforts, unis à ceux de Lamartine.

Le Coup d'État du 2 décembre 1851 envoya Crémieux avec ses collègues à Mazas, où d'ailleurs il resta peu.

Le barreau l'absorba vite de nouveau. Il y avait des républicains à préserver des tribunaux impériaux. Là, il sut s'attacher des collaborateurs dignes de lui: c'est Crémieux qui fit sortir de l'obscurité le jeune avocat de talent dont il fit son secrétaire, Léon Gambetta.

En 1867, il fut envoyé au Corps Législatif, par les électeurs du 3^e arrondissement de Paris. Il y siégea dans cet

(1) Alph. Bonhoure, *op. cit.*, p. 41.

(2) Décret du 12-14 avril 1848, Dalloz, 1848.4.67

(3) Décret du 22-24 mars 1848, D. 1848.4.56.

(4) 27 avril 1848, Dalloz, 4.79.

infatigable groupe de la gauche, dont les attaques répétées contre le pouvoir impérial devaient amener l'Empire libéral, puis la République.

Il fut l'un des orateurs les plus brillants et les plus écoutés de l'époque, avec Jules Favre et Thiers, dont il se séparait cependant sur bien des points de doctrine.

Adolphe Crémieux avait, dans la question qui nous occupe, pris une attitude très nette. Non content de mettre son influence au service des Israélites en Algérie, il avait adressé à M. Ollivier, le 19 juillet 1870, une question à la tribune de la Chambre, pour rappeler au Ministre de la Justice les décisions que leur situation faisait un devoir de prendre, et il avait obtenu une réponse que nous avons rapportée (1) et qui lui donnait satisfaction complète.

Par un singulier jeu du destin, moins de deux mois après cette séance, le brillant ministre de l'Empire avait été renvoyé de son poste, et celui qui l'occupait, c'était précisément le député opposant derrière l'autorité duquel il s'abritait.

Crémieux exerça d'abord, et tout seul, tous les pouvoirs du Gouvernement, mais cette situation ne dura que cinq jours, du 13 au 18 septembre. A la veille de l'investissement, le Gouvernement décida d'adjoindre deux autres de ses membres à M. Crémieux pour l'aider dans la tâche écrasante qu'il avait si allègrement acceptée, malgré ses 74 ans.

Glais-Bizoin et l'amiral Fourichon furent désignés, et vinrent de suite rejoindre Crémieux à Tours. Voici quel était le décret qui leur conférait leurs pouvoirs :

« Le Gouvernement de la Défense Nationale décrète :

« MM. Glais-Bizoin, membre du Gouvernement, et l'amiral

(1) V. *suprà*, ch. II, p. 146.

Fourichon, ministre de la marine, se rendront à Tours, et y formeront avec le Garde des Sceaux, la Délégation du Gouvernement de la Défense Nationale, appelée à exercer les pouvoirs de ce gouvernement dans les départements non occupés par l'ennemi. Ces pouvoirs dureront autant que l'investissement de la capitale (1). »

Le gouvernement de Tours, ainsi composé, fut parfois en désaccord avec celui de Paris, particulièrement en ce qui concerne la question des élections municipales ; mais ce qu'on ne peut lui dénier, c'est l'ardeur qu'il mit, dès le principe, à organiser la Défense Nationale.

Mais des dissentiments ne tardèrent pas à s'élever dans le sein de la délégation, l'amiral Fourichon se montrant hésitant et irrésolu, Crémieux et Glais-Bizoin voulant au contraire multiplier les tentatives d'organisation du pays.

La question électorale pour la convocation d'une Constituante mettait, de plus, en conflit les gouvernements de Tours et de Paris ; ce dernier résolut de faire partir encore un de ses membres à Tours, afin de faire connaître à la Délégation de Tours les intentions politiques et les projets militaires de celle de Paris. Par décret du 7 octobre, Léon Gambetta fut désigné pour cette mission.

« Le Gouvernement de la Défense Nationale, considérant qu'à raison de la prolongation de l'investissement de Paris, il est indispensable que le ministre de l'Intérieur puisse être en rapport avec les départements, et mettre ceux-ci en rapport direct avec Paris, pour faire sortir de ce concours une défense énergique,

Décrète :

ART. 1^{er}. — M. Gambetta, membre du Gouvernement,

(1) *Journal officiel*, 17 septembre 1870. Décret du 16 septembre.

ministre de l'Intérieur, est adjoint à la délégation de Tours ; il se rendra sans délai à son poste ;

ART. 11. — M. Jules Favre , ministre des Affaires étrangères, est chargé de l'intérim du Ministère de l'Intérieur, à Paris (1). »

Le 9 octobre, Gambetta, parti de Paris en ballon, arrivait à Tours. Il était porteur d'un second décret qui n'était pas rendu public, qui lui attribuait voix prépondérante en cas de partage.

La délégation de Tours était ainsi définitivement instituée. Crémieux, le premier délégué en vertu du décret du 12 septembre, et comme Garde des sceaux, et ministre de la Justice en était de droit le président (2), M. Glais-Bizoin n'avait pas de portefeuille spécial ; l'amiral Fourichon exerçait l'intérim de la guerre, bientôt remplacé par Gambetta à ce poste.

Mais nous ne devons pas oublier que les quatre délégués prirent chacun une part active aux fonctions de gouvernement, que tous les actes de l'un d'eux furent soumis à la discussion la plus étudiée, quelquefois la plus vive par les trois autres.

La situation de l'Algérie ne devait pas tarder à attirer l'attention de Crémieux.

Crémieux connaissait fort bien les intérêts généraux de notre belle colonie. Très souvent les colons s'étaient adressés à lui pour défendre leurs droits, soit devant la justice, soit dans les conseils du gouvernement. Très souvent

(1) V. *Journal officiel*.

(2) V. la dépêche adressée à Glais-Bizoin par Crémieux donnant en sa qualité de président de la délégation du gouvernement l'ordre à Glais-Bizoin de se rendre à Bordeaux (V. l'opuscule de Crémieux, *Actes de la délégation à Tours et à Bordeaux*, p. 39).

Crémieux s'était rendu en Algérie. Il venait à peine, quand il prit part à la révolution du 4 septembre, d'en revenir avec Jules Favre ; les deux illustres adversaires, tous deux très aimés là-bas, avaient plaidé l'un contre l'autre un procès relatif aux droits de succession des Israélites indigènes (1).

Membres, tous deux, du Gouvernement de la Défense Nationale, c'est à eux que ce gouvernement confia le soin d'organiser la colonie sur les nouvelles bases, conformes aux vœux des Algériens et aux résolutions adoptées par l'unanimité du Corps législatif, dans l'interpellation du comte Léopold Le Hon : suppression du régime militaire et son remplacement par un gouvernement civil — assimilation complète de la colonie à la métropole (2).

Jules Favre étant retenu dans Paris assiégé, ce fut Crémieux seul qui la réalisa. Jules Favre, d'ailleurs, bien qu'il fût loin de sympathiser avec Crémieux, dont les opinions lui paraissaient trop avancées, discuta avec lui sur les mesures à prendre en Algérie ; il félicita ensuite son collègue sur les décisions prises par lui, ainsi que le prouve la lettre qu'il écrivait le 8 décembre 1870 à Crémieux :

« Je me réjouis de votre bonne fortune en Algérie, et ne vous en veux nullement de me faire l'honneur de m'y associer. Je n'avais de doute que sur l'opportunité. Vous en étiez meilleur juge, et, d'ailleurs, vous avez réussi (3). »

La situation des Juifs algériens avait d'ailleurs toutes les sympathies du ministère des affaires étrangères. En 1869, venu à Alger pour plaider un procès important, il avait annoncé à des délégués israélites qui lui exposaient leurs

(1) Robe, 1870, p. 123 ; Aff. Levy et Salfati contre Seyman.

(2) Rapport Sicotière, p. 223.

(3) *Actes de la délégation de Tours et de Bordeaux*, par Adolphe Crémieux, 1^{re} partie, p. 70.

vœux de devenir Français, qu'un décret en ce sens allait être rendu par le ministère Ollivier (1).

Ce fut donc Crémieux qui, pendant toute la durée du Gouvernement de la Défense, eut la haute main sur les affaires algériennes ; nous le voyons par une lettre écrite par lui, de Bordeaux, le 20 décembre 1870, à M. de Freycinet, resté à Tours (2) :

« Vous voyez comme il était important de tout laisser provisoirement dans une seule direction, je vous supplie en grâce, vous et le général Loverdo, de ne rien transmettre en Algérie sans m'avertir, et sans que nous soyons d'accord.. »

« Vous m'avez promis, et je réclame avec instance, tous les dossiers qui concernent l'Algérie, envoyez-les moi, je vous prie... (3). »

Comment Adolphe Crémieux s'acquitta de cette œuvre, nous le savons par l'appréciation qu'en donnait M. de la Sicotière, dans son rapport sur *les Actes du Gouvernement de la Défense Nationale relatifs à l'Algérie*, rapport peu suspect de tendresse pour les membres républicains de ce Gouvernement, et pour Crémieux en particulier :

« M. Crémieux, qui en fut l'auteur principal (des décrets) ou plutôt le seul auteur, et qui n'a cessé d'ailleurs d'en revendiquer la complète responsabilité, nous a déclaré que ces travaux préparatoires avaient été très considérables.

« Il avait fait plusieurs voyages en Algérie, il y avait plaidé et même gagné nombre de procès, comme il a bien voulu nous le dire. Il croyait bien connaître ce pays ; la

(1) *Les Israélites indigènes*, par M. Taupiac, Constantine, 1871.

(2) La date de cette lettre a une importance que nous n'avons pas besoin de souligner autrement.

(3) Rapport de la Sicotière sur l'Algérie, p. 234.

plupart des Algériens ont cru qu'il le connaissait mal. Ce qui est incontestable, c'est le dévouement ardent, passionné, qu'il portait à ses intérêts, et aux yeux des juges les plus sévères, l'excès même de ce dévouement expliquerait les erreurs dans lesquelles il serait tombé (1). »

Quelle était la situation exacte de l'Algérie à cette époque ? Nous avons vu que la colonie entière réclamait avec instance l'assimilation à la métropole, la suppression du régime d'exception et du gouvernement militaire (2). A ce système, que le Corps législatif avait approuvé dans l'interpellation Le Hon, était opposé un projet de constitution, maintenant la plupart des règles d'autrefois et élaboré à la fin de l'Empire par une commission spéciale, présidée par le maréchal comte Randon, avec, pour rapporteur, M. Béhic (3).

Il s'agissait d'obtenir de la délégation de Tours, composée des républicains que l'on sait, le triomphe du premier système, le plus libéral et le plus démocratique. Dans ce but, les comités spéciaux formés en Algérie pour défendre les intérêts des colons, avaient adressé à Tours un grand nombre de délégués, qui se mirent en rapport avec Crémieux (4).

Il était urgent d'intervenir, vu l'état des esprits en Algérie. La proclamation de la République avait été bien accueillie là-bas (5), mais bientôt des comités bruyants de

(1) Rapport précité, p. 234 à 236.

(2) V. *Actes de la délégation de la Déf. Nat.*, par Crémieux, II^e partie, p. 72 et suivantes.

(3) V. Annexe à la déposition de M. Cambon (*Enquête sénatoriale*, 1891).

(4) Rapp. Sicotière, p. 223 et 237. M. Paul Viguier, ancien conseiller général de Constantine, venu d'Algérie, fut gardé par Crémieux comme secrétaire et eut une influence considérable sur les décisions du Garde des sceaux.

(5) L'Algérie dans le plébiscite de 1870, avait été seule avec les départe-

défense s'étaient formés, un comité démocratique avait émis la prétention de prendre la direction de la colonie ; la nomination de M. Warnier comme préfet d'Alger (6 sept. 1870) n'avait pas calmé l'agitation ; des troubles avaient éclaté à Alger, à Oran et à Constantine ; sur divers points, on avait arboré le drapeau rouge ; il fallait à tout prix satisfaire l'opinion publique en établissant le régime civil. La presse locale se montrait très ardente, les clubs se joignaient au mouvement, une véritable organisation communaliste s'ébauchait à Alger, sous la direction du maire, M. Vuillermoz (1). Le 28 octobre, une sédition allait expulser de son commandement à Alger, le gouverneur général par intérim, le général Walsin-Esterhazy.

Crémieux n'était pas homme à reculer devant les responsabilités. Il eut avec les commissaires algériens de nombreuses conversations, au cours desquelles furent arrêtées les mesures à prendre. Dès le 8 septembre 1870 avait été pris à Paris un décret accordant trois députés à l'Algérie ; un autre décret du 4 octobre, également rendu à Paris, élevait ce nombre à 6.

Le 17 octobre 1870, Crémieux signait un premier décret, à Tours, qui soumettait à l'élection la nomination des tribunaux de commerce d'Algérie. Les trois premières semaines d'octobre furent employées ainsi par les commissaires et par Crémieux à régler les détails de l'organisation future de l'Algérie.

Enfin, le 24 octobre 1870, Crémieux présentait à l'approbation de ses collègues huit décrets des plus importants ; c'était l'œuvre, aussi bien des délégués que du mi-

ments de la Seine et des Bouches-du-Rhône à donner une majorité de Non (Rapp. Sicotière, p. 45).

(1) V. sur tous ces points le rapport de M. de la Sicotière.

nistère de la justice ; ils étaient, selon le mot de Jules Ferry, « écrits à Tours, mais pensés à Alger (1) ».

Le premier décret, relatif à l'organisation politique de l'Algérie, abolissait les fonctions de gouverneur général, *du conseil général de gouvernement, du conseil supérieur de gouvernement* et du *conseil de gouvernement*. Il établissait trois départements, celui d'Oran, celui d'Alger et celui de Constantine ; il centralisait à Alger les fonctions administratives entre les mains d'un *gouverneur général civil des 3 départements de l'Algérie* : il divisait le territoire algérien en deux parties, le territoire militaire et le territoire des départements. Le gouverneur général cessait d'être l'inférieur du ministre de la Guerre, et était responsable devant le Conseil des ministres, avec droit d'entrée à la Chambre des députés ; les derniers articles organisaient un comité consultatif et un conseil supérieur.

Un deuxième décret relevait de ses fonctions de gouverneur général par intérim le général baron Durrieu ; un troisième nommait à son poste M. Henri Didier, ancien député de l'Algérie en 1848, procureur de la République à Paris ; un quatrième nommait général de division le général de brigade Lallemand, avec le titre de *Commandant des forces de terre et de mer*.

Un cinquième décret entamait la série de ceux qui statuaient sur des matières de justice. « Le Garde des sceaux — dit Crémieux (2) — devait naturellement se préoccuper de la justice. » Il appliquait aux avocats d'Algérie les ordonnances régissant en France les règles de leur pro-

(1) Jules Ferry, Rapport au Sénat sur l'organisation et les attributions du gouvernement général de l'Algérie (commission sénatoriale d'enquête, 1891), p. 9.

(2) *Actes de la délégation*, première partie, p. 65.

fession, ne laissant aux *défenseurs* que la procédure et les matières sommaires.

Le sixième décret établissait le jury dans les matières criminelles en Algérie « considérant que l'assimilation du régime politique et administratif de l'Algérie à celui de la métropole appelle l'assimilation de leurs institutions judiciaires... ».

Le septième décret est celui qui effectue la grande réforme que nous étudions spécialement dans ce travail, la naturalisation collective des Israélites indigènes de l'Algérie.

Nous devons en donner le texte exact :

« Les Israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français ; en conséquence, leur statut réel et leur statut personnel seront, à compter de la promulgation du présent décret, réglés par la loi française, tous droits acquis jusqu'à ce jour restant inviolables.

« Toute disposition législative, tout décret, sénatus-consulte, règlement ou ordonnance contraires sont abolis. »

C'est là le décret que du nom de son auteur principal on appelle couramment : *Le décret Crémieux*.

Enfin, un huitième décret, relatif à la naturalisation des étrangers et des Musulmans en Algérie, rendait bien plus facile, pour ceux-ci, l'accès à la nationalité française, en donnant au gouverneur général de l'Algérie le pouvoir de statuer sur leurs demandes, supprimant ainsi les stades inutiles, compliqués et coûteux des procédures devant la Chancellerie, le Conseil d'État et le Chef de l'État (1).

(1) Nous devons citer l'article 5 de ce décret qui statue sur la situation des Israélites : « Sont abrogés les articles 2, 4, 5 du sénatus-consulte du

Signés le 24 octobre 1870, sans difficulté aucune, par les membres de la délégation de Tours, Crémieux, Léon Gambetta, Glais-Bizoin, Fourichon, ces décrets ne furent pas publiés de suite au *Moniteur universel* qui remplissait à Tours le rôle de *Journal officiel*.

Les délégués s'inquiétaient de ces retards, s'en plaignaient à Gambetta, qui écrivait à Crémieux la lettre suivante :

Tours, 25 octobre 1870.

« Mon cher Maître (1), je vous prie de faire insérer immédiatement au *Moniteur* les décrets relatifs à l'Algérie. Il est impossible de prolonger plus longtemps l'attente des délégués de la colonie. C'est s'exposer gratuitement à une protestation de leur part, dont l'effet moral serait d'autant plus déplorable que la bonne apparence serait de leur côté.

« Votre dévoué

« LÉON GAMBETTA (2). »

L'attente des délégués ne fut pas longue. Le *Moniteur universel* du jeudi 27 octobre 1870 publia les huit décrets tant réclamés. Le numéro du *Dimanche* 30 octobre 1870 les reproduisit intégralement (3).

Qu'on le remarque bien, le décret sur la naturalisation collective n'était nullement un acte isolé, unique, spontané ; il faisait partie d'un tout homogène, qui s'appelait

14 juillet 1865 ; les articles 13, tit. 4 et 19, tit. 6 intitulé « dispositions générales, » du décret du 21 avril 1866. Les autres dispositions des dits sénatus-consulte et décret sont maintenues. »

(1) Ainsi que nous l'avons vu, Gambetta avait été le secrétaire de Crémieux.

(2) Rapport Sicotière, p. 237.

(3) Voir les numéros à ces dates.

l'assimilation aussi complète que possible de la colonie à la métropole (1).

Ces décrets produisirent en Algérie une impression très diverse. Tout d'abord ce fut une satisfaction à peu près générale à laquelle succédèrent des récriminations sans nombre (2). La colonie venait d'entrer brusquement dans la pleine capacité politique, et elle se jetait dans les luttes de partis avec une passion de néophyte.

A vrai dire, ce ne fut pas le décret sur la naturalisation qui attira le plus l'attention ; le décret sur l'organisation générale de la colonie était bien plus vivement critiqué. Les préfets nommés par le gouvernement de Tours visaient dans leurs dépêches ce dernier acte.

M. Lucet, préfet de Constantine, télégraphiait le 6 novembre à Crémieux :

« Ma tristesse est plus grande que la vôtre, elle touche au désespoir.

« Le décret du 24 octobre que, de très bonne foi, vous avez regardé comme un bienfait pour l'Algérie, parce qu'il y assurait le régime civil, n'est, en réalité, dans son application, que la restauration du régime militaire déjà banni et désormais impossible (3). »

M. du Bouzet, préfet d'Oran, s'exprimait en termes à peu près identiques (4) : les deux fonctionnaires ne parlaient pas d'ailleurs de la naturalisation collective des Juifs.

(1) Voir dans ce sens : Rapp. de Crémieux à ses collègues de la Délégation. Rapp. Sicotière, p. 257.

(2) V. Rapp. Sicotière, p. 245, 252.

Nous ne pouvons entrer dans tous les détails relatifs aux effets produits en Algérie par les décrets.

(3) *Ibidem*, p. 247.

(4) Rapport Sicotière, p. 248.

Seules, quelques personnalités témoignaient de leur désapprobation ; ainsi le maire de Constantine télégraphiait le 3 novembre à celui d'Oran :

« Décret sur naturalisation des Israélites en masse intempestif, et très mal accueilli par eux (1). »

Le Comité de défense de Constantine télégraphiait le 4 novembre à M. Vuillermoz, président du comité d'Alger, et au préfet d'Oran :

« Décret concernant Israélites doit être suspendu. Application laisse présumer soulèvements Arabes (2). »

La presse algérienne se divisa sur la question, un certain nombre de journaux critiquèrent la naturalisation ; d'autres, comme *L'Algérie française*, *Le Tell*, *La Solidarité*, la défendirent avec vigueur (3).

Mais la polémique ne portait pas principalement, comme nous l'avons vu, sur ce décret, l'organisation politique de la colonie concentrait toute l'attention des esprits.

Les intéressés faisaient naturellement au décret d'émancipation un accueil des plus favorables, qui permet de douter de l'exactitude de l'appréciation du maire de Constantine (4).

Le commissaire extraordinaire de la République, M. du Bouzet, nommé le 17 novembre 1870 à ce poste par Crémieux, ne faisait entendre aucune objection à la mesure prise. Bien plus, en ce qui concerne les effets électoraux du décret, ce fut lui-même qui, avec l'appui du conseil municipal d'Alger, obtint une extension considérable des droits confiés aux nouveaux citoyens.

Le 18 juillet 1871, un décret de Crémieux rendu à Bor-

(1) *Ibidem*, p. 247 et 315.

(2) *Ibidem*, p. 311.

(3) *Ibidem*, p. 308.

(4) *Ibidem*, p. 295 et 308. V. *infra*, ch. IV.

deaux, sur la proposition de du Bouzet, prononçait la dissolution du conseil municipal d'Alger. Une grave question allait se poser pour les élections qui devaient pourvoir à son remplacement. Les Israélites pourraient-ils y prendre part ? Ils n'avaient pas été inscrits sur les listes électorales, en 1870, et le principe de la permanence des listes électorales interdisait de faire subir aucune modification à ces listes, avant la période de révision annuelle.

Du Bouzet, voulant élargir les effets du décret, sollicita de Crémieux un nouveau décret, autorisant extraordinairement l'inscription des Israélites sur les listes électorales. Le 24 janvier il télégraphia à Crémieux en lui envoyant par dépêche le projet de décret qui devait être promulgué, « décret légitime et urgent (1) », disait-il.

Le 25 janvier 1871, Crémieux signait le décret demandé :

« Le Gouvernement de la Défense Nationale :

« Vu le décret du 24 octobre accordant la naturalisation collective aux indigènes israélites de l'Algérie ;

« Considérant qu'en vertu de ce décret, il ne doit plus exister dans les conseils généraux et municipaux de membres au titre israélite ;

« Considérant que jusqu'à la clôture des listes électorales, qui, aux termes de la loi, aura lieu le 31 mai, les élections doivent se faire d'après les listes arrêtées en 1870 ;

« Considérant qu'il est impossible que des électeurs soient privés de leur droit électoral, en vertu même du décret qui a pour objet de leur conférer la plénitude des droits civiques ;

« Décrète :

« ARTICLE 1^{er}.— Les israélites algériens, inscrits sur les dernières listes électorales de 1870, seront admis à con-

(1) *Réponse à la pétition du Bouzet*, par Crémieux, p. 5.

courir aux élections, au même titre que les autres citoyens français, jusqu'au 31 mars 1871 ;

« ART. 2.— A cet effet, la liste spéciale des électeurs juifs pour 1870 sera réunie à la liste des électeurs français (1). »

Le commissaire extraordinaire, bien loin de vouloir considérer le décret comme nuisible aux intérêts de la France et de l'Algérie, en obtenait ainsi une application plus large et plus libérale. D'ailleurs, les résultats de son attitude ne devaient pas lui être favorables et il en garda un ressentiment profond dont il témoigna énergiquement quelques mois après (2).

Ainsi, l'exécution du décret Crémieux, ainsi qu'il arrive pour toute grande mesure de progrès et de réforme, amenait en effet quelques difficultés d'application. En dehors des questions d'état et de droit civil que nous étudierons plus loin, les deux inconvénients les plus sérieux consistaient dans l'apparence de majorité accordée dans certaines localités aux nouveaux électeurs, d'une part, et à leur admission dans les listes des jurys, de l'autre.

Sur ces deux points, Crémieux ne se faisait pas d'illusions, et il cherchait des remèdes pratiques destinés à assurer le succès de son œuvre.

« On me signale, télégraphiait le 23 décembre 1870, son chef de cabinet, M. Cartier, certaines localités où les Israélites naturalisés formeraient à eux seuls la majorité au sein des corps électoraux. Veuillez en établir la liste avec le chiffre, et rechercher pour ces localités quel serait le moyen pratique d'éviter de mettre en relief les inconvénients purement locaux du progrès réalisé. Il ne faut pas que l'affranchissement d'une race puisse être critiqué

(1) *Réponse à la pétition du Bouzet*, p. 5. Rapport Sicotière, p. 298.

(2) V. *infra*, p. 182.

par les hommes de liberté, sur quelques exemples accidentels (1). »

Pour la situation des Juifs dans les jurys, Crémieux se montrait également partisan des mesures de fait qui pouvaient amener la transition entre l'incapacité d'auparavant et la pleine capacité résultant du décret du 24 octobre. Le 29 novembre 1870, il télégraphiait à du Bouzet : « Vos observations relatives à la présence des Israélites dans les jurys sont sages. Invitez très confidentiellement les maires à omettre sur les listes ceux des Israélites indigènes qui ne réclameront pas ou que leur éducation exceptionnelle n'y appelle pas naturellement. Il faut un commencement. Le principe est sauf. Une pratique habile le fera passer dans les mœurs avec le temps (2). »

Rien de plus sage ni de plus modéré qu'un tel langage. Il n'implique nullement le regret de la mesure prise ; c'est simplement la recommandation d'une prudence obligatoire dans l'application.

Mais les Israélites étaient, par l'effet des décrets et avec tous les Algériens, entrés dans la période des luttes et des compétitions électorales. Si leur dignité y gagnait, leur repos devait singulièrement y perdre.

Le résultat des élections municipales, plus tard des élections à l'Assemblée nationale, allait mécontenter certaines personnalités et en alarmer d'autres. Un mouvement hostile au décret de naturalisation se dessinait.

Dès le 2 février 1871, on demandait de Constantine, à Gambetta, le retrait du décret :

(1) Rapp. Sicotière, p. 297.

(2) Cité à la tribune de la Chambre, avec quelques variantes, par M. le député Samary, le 1^{er} février 1898. V. *Revue socialiste* (juillet 1899), *La naturalisation des Juifs algériens*, par Louis Durieu, p. 10. V. le texte exact de la dépêche : pétition du Bouzet, p. 7, note.

« Si, sur l'heure, cher ami, décret 24 octobre dernier, naturalisation en bloc des Israélites indigènes algériens, n'est pas rapporté, c'est un crime, car vous auriez introduit dans le corps électoral un nombre considérable d'individus ne sachant ni lire ni parler français, ne connaissant rien des principes républicains, *des moutons de la paix à tout prix*, conduits ; voilà tout ce qu'ils sont.

« Au nom de la République, nous vous adjurons de rapporter ce décret.

« Vous appelez tous les républicains à leur poste. Faites droit à cette demande. Alors ils y seront (1). »

Cette démarche restait isolée — et stérile — à ce moment du moins ; mais, le 8 février, « le jour de malheur », suivant l'imprudente expression de M. Beulé, allait amener au pouvoir un nouveau gouvernement, avec l'élection d'une Assemblée nationale.

La majorité était imbue d'opinions violentes de réaction, à la fois contre l'Empire et contre le gouvernement de la Défense nationale. « Tout ce qu'avait fait le second Empire était suspect ; tout ce qu'avait fait le gouvernement de la Défense, en dehors de la Défense elle-même, était nul (2).... » Le 14 février, les membres de ce gouvernement, dont Crémieux, avaient donné leur démission, et le surlendemain, M. Thiers composait son ministère.

L'Assemblée et le Gouvernement se mettaient à l'œuvre, avec l'idée arrêtée à l'avance d'un dénigrement systématique des actes de Crémieux, de Gambetta et de leurs collègues. Les fonctionnaires, ainsi qu'il arrive toujours, renchérirent bientôt sur la nouvelle attitude des dirigeants.

(1) Rapp. Sicotière, p. 312, note 2.

(2) Jules Simon, *Le gouvernement de M. Thiers*, II, p. 6.

En Algérie, ce fut au décret de naturalisation qu'on s'attaqua d'abord.

Le 1^{er} mars 1871, M. Lambert, commissaire extraordinaire en Algérie (en remplacement de M. du Bouzet relevé de ses fonctions le 8 février), télégraphiait au ministre de l'Intérieur, à Bordeaux :

« Mes rapports ont indiqué comme cause grave de trouble en Algérie, le décret du 24 octobre du Gouvernement de Tours, accordant naturalisation collective des Israélites. Dans le conflit entre Israélites et Musulmans, à Alger (1), le sang a coulé ; partout en Algérie les Juifs sont attaqués et dépouillés sur les marchés, notamment depuis qu'ils ont exercé leurs droits d'électeurs. La France a voulu les élever au rang de citoyens français, en bloc, sans se rendre compte qu'elle nous enlevait l'affection et l'estime des Musulmans, qui seuls, entre les indigènes, ont versé pour nous leur sang.

« Le décret du 24 octobre est inconstitutionnel, il confère à des populations entières la qualité de citoyen français, qui n'a pas été donnée aux Arabes (2). »

Le préfet d'Alger s'associait le 4 mars à M. Lambert « pour demander l'abrogation d'urgence » du décret (3).

Bientôt le nouveau gouverneur général civil de l'Algérie, le vice-amiral du Gueydon, devait prendre une initiative identique. Il avait été nommé à ce haut poste le 29 mars 1871 (4) et s'était montré de suite très hostile

(1) Il s'agissait d'une querelle entre Israélites et Musulmans, au sujet d'un procès. Aucun rapport n'existait, en réalité entre cette rixe et le décret Crémieux. V. Rapp. Sicotière, p. 303.

(2) Rapp. Sicotière, p. 309.

(3) Rapp. Sicotière, p. 311.

(4) *Journal officiel*, 1^{er} avril 1871.

à l'assimilation politique des Israélites. Le 1^{er} mai, il télégraphiait au ministre de l'Intérieur :

« Le Gouvernement demande instamment le retrait du décret sur la naturalisation des Juifs... Il faut absolument en finir avec cette question et profiter de l'occasion pour rapporter le décret... (1). »

Une pétition circulait à Alger, où elle n'avait d'ailleurs aucun succès sérieux ; elle demandait « que les Israélites rentrent dans les conditions civiles où ils étaient antérieurement », mais que néanmoins « ils restent soumis à la loi française ». Les pétitionnaires reconnaissaient cependant que le décret avait été « inspiré par une pensée généreuse (2) ».

Bientôt M. du Bouzet adressait à l'Assemblée nationale (19 juin 1871) une pétition imprimée contre le décret du 24 octobre 1870. L'importance de ce document nous force à l'analyser en entier, car il contient pour ainsi dire en germe, et résumés assez clairement, les divers griefs qui ont été successivement adressés au décret Crémieux.

Dans son opuscule, M. du Bouzet s'exprimait ainsi :

« J'ai l'honneur de vous demander : 1^o l'abrogation du décret du 24 octobre 1870, en tant qu'il déclare citoyen français les Israélites indigènes de l'Algérie et leur confère le plein exercice des droits politiques ; 2^o le maintien de la disposition du même décret, en vertu de laquelle le statut réel et le statut personnel des Israélites indigènes est réglé désormais, non plus par la loi rabbinique, mais par la loi française. »

Pour récompenser ceux « qui se montreraient dignes d'entrer dans la cité française » devait rester la voie de la

(1) Rapp. Sicotière, p. 310.

(2) *Ibidem*, p. 307.

naturalisation individuelle. Mais le décret de la délégation maintenu dans la partie relative au « statut réel et au statut personnel » devait être abrogé au point de vue politique et électoral.

Pas de question religieuse, évidemment, disait le pétitionnaire. « Leur religion ne doit être ni un motif pour accorder ni un motif pour refuser aux Israélites indigènes l'exercice des droits politiques. » La question unique qui se posait, était celle de savoir s'ils avaient la capacité d'être Français.

Or, d'après M. du Bouzet, les Israélites indigènes étaient « non des Français, mais des Arabes de religion juive » sans culture, sans civilisation. D'ailleurs, « en présence des Musulmans, leurs ennemis séculaires, les israélites indigènes se tournent vers les Français qui les ont libérés », mais ils deviendraient aussi bien « sujets anglais, américains ou prussiens ». Et de plus, ils ne pouvaient être ni soldats (les Arabes refusant de servir à leurs côtés), ni jurés (les Musulmans devant se voir avec un mécontentement extrême juger par des Juifs). Chargé d'appliquer le décret, comme commissaire extraordinaire en Algérie, il avait dû essayer « d'en atténuer les conséquences » à ce dernier point de vue, en exigeant des Juifs des conditions qui, pour n'être que des mesures de « violence légale » avaient pu faire éliminer la plupart de ceux-ci de la liste du jury.

Que sera-ce alors au point de vue électoral ? Les Israélites vont, grâce à leur concentration dans les grandes communes, leur discipline, leurs capitaux « devenir les maîtres des conseillers municipaux et généraux ». En face des Français ou des Musulmans ils ne se divisent jamais, ils votent selon l'ordre du Consistoire, « institution plutôt

politique que religieuse » qui est « le maître absolu du vote unanime des Israélites indigènes ». Les Français, eux, se divisent toujours en « parti modéré » et en « parti exalté ». Les Juifs feront l'appoint, mettant comme conditions de se voir « livrer les Musulmans ». Pour les élections à l'Assemblée Nationale, le scandale devait être plus grand encore.

Et ce n'est pas seulement parce qu'ils sont au-dessous de la qualité de Français, qu'il fallait abroger le décret ; même s'ils étaient civilisés au point de mériter le titre de citoyen, il faudrait le leur refuser, pour « la sécurité de la domination française en Algérie », car « la naturalisation en masse des Israélites indigènes est considérée par les Arabes comme une déchéance du nom français et comme une insulte pour les Musulmans ». Que de mépris les Musulmans auront pour les Français ! « Si les Juifs ne sont pas devenus français, diront-ils, ce sont les Français qui se font juifs. »

Donc, pour toutes ces raisons, M. du Bouzet concluait à l'abrogation du décret. Cette mesure sera acceptée sans peine par les Israélites, du moins par la masse ; seuls réclameront « les principaux Israélites » qui ont usé de « leur pouvoir absolu sur la masse pour demander en son nom la qualité de citoyen français ».

D'ailleurs, au point de vue civil, le pétitionnaire demandait le maintien du décret, le changement opéré par le décret étant « indépendant » et pouvant « être séparé de la collation des droits politiques ». De plus, la France n'était pas tenue vis-à-vis des Juifs par les clauses de la capitulation d'Alger, à laquelle « ils n'ont pas été partie et qui est l'origine de leur affranchissement (1) ».

(1) Sur tous ces points, V. *Pétition à l'Assemblée nationale*, par Charles du Bouzet, Paris, 1871.

Une pareille manière de voir devait naturellement combler d'aise le Gouvernement de M. Thiers, assuré qu'il était de trouver dans l'Assemblée de Versailles une majorité pour battre en brèche, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, l'œuvre des républicains du Gouvernement du 4 septembre.

Le 21 juillet, M. Lambrecht, ministre de l'Intérieur montait à la Tribune et faisait la déclaration suivante :

« Je demande la permission de présenter en mon nom un projet de loi ayant pour objet d'abroger le décret rendu le 24 octobre 1870 par la délégation de Tours, qui déclarait citoyens français les Israélites indigènes de l'Algérie » (1) (*Ah ! ah ! très bien, très bien à droite.*)

La droite applaudissait. Elle ne connaissait encore ni quels étaient les motifs de M. Lambrecht, ni le texte du projet de loi. Elle applaudissait de confiance, comme elle le faisait chaque fois qu'on lui demandait la suppression d'une des pensées de la Défense Nationale.

Voici la teneur de l'Exposé des motifs du projet d'abrogation :

« Le nombre des Israélites s'est notablement augmenté dans la régence d'Alger depuis la conquête ; beaucoup sont venus d'un pays voisin, pour placer leurs biens et leurs personnes sous la garantie d'un gouvernement régulier.

« Ils ont d'ailleurs conservé les mœurs et les institutions traditionnelles qui ont permis à leur race, par une exception unique, de traverser les âges, sans se confondre avec les autres, et ils ne se regardent pas, en général, comme faisant partie de la communauté politique. Les intérêts dont ils s'occupent leur permettent de rester, en

(1) *Journal officiel*, 22 juillet 1871, p. 2156.

quelque sorte, étrangers à cette communauté, et ne les attachent pas au sol du pays, où ils résident avec plus ou moins de fixité. Cette situation particulière fait comprendre pourquoi les Israélites algériens, malgré leur nombre, n'ont jamais réclamé la naturalisation collective. L'initiative de cette mesure est venue des Français eux-mêmes.

« Au commencement de 1870, M. E. Ollivier, alors Garde des Sceaux, saisit le Conseil d'État, sans aucune instruction préalable, d'un projet de loi portant collation de la nationalité française aux israélites indigènes. Ce Conseil provoqua une enquête locale, réclama l'avis du maréchal de Mac-Mahon, gouverneur général, celui des chefs de la Cour d'Alger, des préfets, des généraux commandant la division.

« Après en avoir constaté les résultats, le Conseil d'État ajourna le projet qui, d'une autre part, avait été accueilli plus que froidement par les consistoires.

« Cependant quelques mois après, sous l'empire de vues inutiles à préciser, la Délégation de Tours, par une mesure complètement étrangère à la défense nationale, décidait que les Israélites indigènes des départements de l'Algérie étaient déclarés citoyens français.

« L'administration de l'Algérie n'avait pas été consultée. Les fonctionnaires chargés de l'application ont cherché à atténuer les conséquences d'un acte qu'ils désapprouvaient.

« L'insurrection des Arabes n'a pas tardé à faire ressortir tout ce que ce décret a de dangereux et d'impolitique. L'abrogation a été réclamée à ce titre par le gouverneur général et le ministre de la guerre.

« L'assimilation n'est pas susceptible d'être décrétée ; elle est l'œuvre du temps, l'œuvre d'un temps même as-

sez court, lorsqu'elle est dans les vœux des populations auxquelles on l'accorde, mais celle-ci n'a pas été désirée et elle n'est même pas acceptée avec toutes ses conséquences.

« Lors de l'insurrection arabe, les Israélites ne se sont prêtés qu'avec une extrême répugnance au service militaire. Tout le monde sait qu'en Algérie, à part des exceptions très peu nombreuses, le tempérament et les mœurs des Israélites se refusent absolument à l'incorporation utile dans les rangs de notre armée ; ceux qui ont marché, en petit nombre, n'ont pas voulu s'accommoder de l'ordinaire du soldat en campagne, par le motif que leur loi religieuse s'y opposait. Il a fallu les renvoyer d'autant plus vite que les tirailleurs musulmans et les hommes des Goums ne pouvaient accepter l'idée de faire le coup de fusil contre leurs coréligionnaires arabes, en voyant des Juifs dans nos rangs. Ainsi par des raisons qui leur sont propres, et qui tiennent à leurs rapports avec d'autres races, les Israélites sont incapables du service militaire.

« Leur présence comme jurés dans les tribunaux n'est pas moins impossible ; outre que le plus grand nombre n'entend et ne parle le français que très imparfaitement, il faut prendre garde que les musulmans ne souffriront jamais patiemment de voir des Israélites siéger parmi leurs juges.

« L'insurrection a éclaté au moment même où les populations musulmanes ont vu, vers la fin de janvier 1870, les Israélites faire fonctions de jurés. Alors, seulement ces populations, qui n'avaient pas été frappées de la déclaration théorique du 24 octobre, ont compris qu'elles pourraient devenir les justiciables des Israélites indigènes. Et si cette interprétation de faits était contestée, on rappel-

lerait que le Kalifa de la Medjana, Si El-Mokrani, en renvoyant sa croix de la Légion d'honneur, a fait savoir qu'il aimait mieux mourir les armes à la main que de tolérer l'affront fait à sa race, en plaçant les Israélites au-dessus d'elle. L'attribution du droit de siéger comme jurés, faite à ces derniers, est donc à la fois prématurée, et dangereuse ; elle a été, au moins, une des causes de l'insurrection.

« Au point de vue de l'électorat, les inconvénients ne sont pas moindres, ils procèdent de causes analogues à celles qui ont été relevées précédemment.

« On ne saurait attendre des Israélites des votes dictés, soit par des considérations politiques, soit par l'appréciation des intérêts municipaux envisagés au point de vue de la généralité des habitants d'une commune. Ainsi qu'il a été dit déjà, ils forment et continueront de former un corps à part, se considérant comme doués d'une existence propre, et par conséquent sous l'influence des chefs religieux qui les dirigent aujourd'hui ; ils porteront toujours d'un seul côté toutes les forces dont ils disposent. Cet état de choses peut n'être pas sans gravité.

« Par exemple :

A Oran, la population française est de . .	8.958 âmes.
La population israélite de	5.653 —
A Constantine, la population française . .	7.887 —
La population israélite de	4.396 —
A Tlemcen, la population française . .	3.264 —
La population israélite de	3.185 —

« Il est aisé de voir que les votes des Israélites ne se disséminant point comme ceux des Français, les conseils municipaux pourront ne contenir, en fait de conseillers au titre français, que des Israélites indigènes. A côté de ceux-ci

viendront se placer, il est vrai, des conseillers étrangers et musulmans, puisque les Arabes et les étrangers conserveront toujours le nombre de candidats qui leur est attribué, et il n'est pas impossible que les naturels français se voient entièrement exclus d'un conseil municipal français.

« Le même résultat est à prévoir pour les conseils généraux qui disposent de la moitié de l'impôt arabe, unique ressource des budgets départementaux.

« Envisagée au point de vue français, cette situation est mauvaise : elle l'est bien davantage au point de vue des traditions, des mœurs et des antipathies des populations musulmanes, qui ne comprendront jamais qu'on relègue 2.500.000 Musulmans au rang de simples sujets, tandis qu'on élève 35.000 Israélites à la dignité de citoyens français. Cette inégalité n'est pas tolérable ; elle doit disparaître par le retrait des droits politiques, imprudemment conférés.

« Doit-on maintenir, au contraire, la disposition du décret du 24 octobre, en vertu de laquelle le statut réel et le statut personnel des Israélites indigènes sont réglés désormais, non plus par la loi rabbinique, mais par la loi française ?

« Nous croyons que le décret de la législation de Tours doit être abrogé dans son entier.

« Le statut civil des Israélites découle de la même source que leur statut religieux, et s'impose à eux avec une autorité presque égale. Il s'ensuit que le leur enlever par une mesure générale, c'est, jusqu'à un certain point, attenter à la liberté de conscience. Il ne peut assurément entrer dans l'esprit de personne de préférer, sous le rapport du droit civil, la loi rabbinique à la loi française, mais en refusant aux Israélites le droit de citoyens, il est juste assu-

rément de leur laisser ce qui leur plaît le plus dans leur condition actuelle : à savoir le droit de régler, d'après leurs traditions, tout ce qui se rapporte au mariage, au divorce et aux successions.

« D'ailleurs, ici encore, on peut dire que l'assimilation ne se décrète pas, et qu'en imposant à cet égard les lois de la métropole, on s'expose à créer le conflit toujours dangereux des mœurs avec les insertions. Pour éviter ce conflit, il suffit de savoir attendre que le temps et les progrès de l'instruction fassent désirer aux Israélites la naturalisation qui doit leur être présentée comme une faveur individuelle.

« Il ne faut pas l'oublier, en Algérie, cette faveur est encore plus facile à obtenir qu'en France ; l'admission à domicile n'est pas exigée ; les droits de sceau et d'enregistrement sont réduits à un franc, et quiconque a résidé trois ans dans la colonie est en droit d'obtenir sans difficultés et sans frais la naturalisation à la seule condition de justifier de sa moralité. C'est l'application continue et rationnelle de cette législation rationnelle qui doit désagréger peu à peu la classe des Juifs indigènes et confondre ses éléments dans la grande unité française, tandis que la naturalisation en masse ne tend qu'à perpétuer les distinctions d'origine et semble n'avoir eu d'autre but actuel que de créer un instrument au service de passions et d'intérêts contre lesquels on ne saurait trop se prémunir. »

Le projet de loi ne contenait qu'un seul article.

« ARTICLE UNIQUE. — Est abrogé le décret rendu le 24 octobre 1870, par la délégation de Tours, à l'effet de déclarer citoyens français les Israélites indigènes de l'Algérie (1). »

(1) *Journal officiel*, 13 août 1871, p. 2671.

Ainsi le Gouvernement de M. Thiers se montrait plus radical encore que ne le demandait M. du Bouzet : celui-ci ne méconnaissait pas que les Juifs de l'Algérie dussent être soumis à la loi civile française, mais cela encore, c'était reconnaître et apprécier, au moins pour partie, l'œuvre de Crémieux, et le Gouvernement ne le voulait pas.

L'exposé des motifs, où avaient été résumés et reproduits tous les griefs contre les intéressés, et la pétition de du Bouzet, qui l'avait en quelque sorte inspiré, ne devaient pas rester sans réponse.

La presse locale républicaine défendait le décret du 24 octobre avec opiniâtreté, au moins dans 4 ou 5 grands organes.

Crémieux lui-même crut devoir soutenir son œuvre. Il n'avait pas été élu à l'Assemblée Nationale. « Je savais par expérience, dit-il, que ceux qui font le mouvement révolutionnaire et le conduisent à travers les tempêtes, ne dirigent plus le gouvernail lorsque le calme a reparu (1). » La parole lui étant aussi enlevée, force lui fut de recourir à la brochure.

Un premier opuscule avait pour titre : « Réfutation de la pétition de M. du Bouzet. » Il était adressé aux députés.

Il rappelait d'abord quelle stupéfaction lui causait l'attitude de du Bouzet, lequel, étant commissaire extraordinaire à Alger, avait vivement sollicité et obtenu un décret étendant la sphère d'application du 24 octobre (2) « dans l'intérêt de l'Algérie tout entière », et il expliquait les motifs qui, selon lui, causaient la volte-face du pétitionnaire : du Bouzet avait dissous le conseil municipal d'Alger, et les Israélites qu'il avait fait inscrire pour obtenir leurs

(1) *Actes de la délégation*, I, p. 98.

(2) *Suprà*, p. 168.

votes, avaient au contraire contribué grandement, par l'appoint de leurs voix, à la réélection de l'assemblée communale, réélection qui avait, deux jours après, amené la révocation de du Bouzet. D'où ressentiment de ce dernier.

Puis, analysant tous les reproches adressés, d'une part, aux Juifs, d'autre part au décret, il démontrait que les premiers, s'ils avaient encore un reste des habitudes contractées sous la domination turque, avaient extraordinairement progressé depuis cette époque, que ces progrès allaient encore se précipiter par suite du décret ; au reproche adressé par du Bouzet aux Juifs de « vivre d'une manière sordide » et n'avoir qu'une seule profession : le commerce, une seule passion : l'amour de l'argent, il répondait que cela provenait seulement de ce fait que la majeure partie vivait dans la misère et devait se créer des ressources par un labeur acharné.

Sur la question électorale, Crémieux rappelait que les Juifs ne sont que 35.000 contre 125.000 colons. Dans quelques communes seulement, à Tlemcen, par exemple, il y avait égalité entre Juifs et colons. Les autres ne comprenaient qu'une minorité infime.

« Cette minorité était compacte. Les Juifs ne se divisaient pas, et c'était là le danger », disait du Bouzet. Aux élections du 5 février les Juifs d'Alger avaient en général voté pour les radicaux, tandis que ceux de Constantine étaient dévoués à Gambetta comme des modérés, « moutons de la paix à tout prix » !

Les Consistoires « dirigeaient en maîtres les Juifs ». Crémieux faisait connaître les dissentiments violents qui régnaient dans le sein des communautés, par cette dépêche :

« Les délégués de la communauté israélite d'Alger à

« M. Crémieux, ministre de la Justice et des Cultes à Tours,
« 9^h décembre :

« Conflit à son comble ; conséquences funestes. Pour
« mettre paix, veuillez, au nom de Dieu, accepter démis-
« sion du Consistoire actuel et pourvoir à son remplace-
« ment par commission consistoriale. Ayez bonté de don-
« ner en ce sens instruction télégraphique au commis-
« saire (1). »

Et du Bouzet avait répondu :

« Malgré la dépêche à vous adressée par des Israélites,
« j'espère pouvoir ne pas user du droit de nommer une
« commission consistoriale (2). »

Du Bouzet avait déclaré que le décret exaspérait les Musulmans, furieux d'avoir été privés d'un titre qu'on accordait collectivement à des gens qu'ils considéraient comme leurs inférieurs.

« Mais l'Empereur Napoléon, disait Crémieux, si favorable aux Musulmans, n'avait donc pas prévu cet épouvantable danger, lui qui envoyait au Conseil d'État un décret naturalisant en masse les Israélites de l'Algérie (3) ? »

A tous les reproches que du Bouzet adressait aux Juifs, une réponse analogue pouvait être faite. Tant que l'acte de naturalisation n'avait pas été pris, il y avait unanimité parmi les gens qui connaissaient l'Algérie pour le demander ; une fois le décret rendu, c'était une succession d'injures et de griefs. Était-ce parce que les Israélites avaient voté plus ou moins bien et parce que, entrés dans la vie électorale, ils en recueillaient les inconvénients tout autant que les avantages ?

(1) *Op. cit.*, p. 17.

(2) *Ibidem*, p. 17.

(3) *Ibidem*, p. 19

Après avoir défendu ses coréligionnaires contre les imputations dont ils étaient l'objet, de ne pouvoir être soldats, de n'être pas patriotes, l'ancien ministre de la Justice terminait ainsi son plaidoyer :

« Notre décret du 24 octobre donne à la France 35.000 citoyens qui ne susciteront pas le moindre trouble à notre chère Algérie. Si un certain nombre n'est pas à la hauteur du titre que la France leur confère, ce titre même, les relevant à leurs propres yeux, leur inspirera les sentiments qu'il impose. Quelques années encore et la fusion complète de cet élément nouveau produira en Algérie, comme nous l'avons vu en France, ses excellents résultats. En attendant, il n'y a plus dans nos trois départements de l'Algérie que des Français et des Musulmans ; en dehors de la race musulmane, la règle française est désormais la règle souveraine pour tous.

« Le décret de naturalisation a produit cette heureuse conquête : conquête morale et paisible, qui abolissant chez les Israélites les lois que la religion avait consacrées de génération en génération depuis tant de siècles, détruit le scandale et le trouble dans la maison, en proscrivant la polygamie ; détruit le scandale et le trouble dans la famille, en y plaçant le principe si naturel de l'égalité entre les filles et les fils ; détruit la despotique suprématie du mari sur la famille, en lui interdisant la répudiation. Ce n'est pas la France civilisatrice qui ramènera ce passé (1). »

Contre l'exposé des motifs rédigé par le ministre, M. Lam-brecht, Crémieux faisait également paraître, à la même époque, une brochure dans laquelle il soutenait ses idées en examinant successivement, alinéa par alinéa, les di-

(1) *Ibidem*, p. 30.

verses parties du document officiel. Il rectifiait des erreurs qui y figuraient, en particulier celle qui consistait à dire que le Conseil d'État, saisi de la question par M. Ollivier, avait ajourné le projet qui lui était présenté. Rien ne permettait une pareille supposition des intentions de ce haut corps (1).

« L'assimilation n'est pas susceptible d'être décrétée, elle est l'œuvre du temps. » Depuis 40 ans, les progrès des Juifs vers l'assimilation, tant légale que morale, n'avaient-ils pas été progressifs et continus ?

Les Israélites indigènes avaient fait tout leur devoir militaire pendant la guerre, et Crémieux citait les documents qui prouvaient le fait (2).

L'insurrection des Arabes n'avait pas eu pour cause le décret incriminé : ces Musulmans ne se souciaient nullement du titre de français, et peu leur importait que des Israélites en fussent ou non investis (3).

Les électeurs juifs ne se groupaient nullement dans une unanime opinion : « Il y a, parmi les Israélites, comme parmi les chrétiens, en Algérie comme sur notre continent, des exaltés et des modérés ; la division est là comme ici : puisse-t-elle s'évanouir devant l'intérêt de la patrie ! (4). »

Crémieux démontrait ensuite que le décret avait été pris tout à fait légalement, la délégation de Tours ayant tous les pouvoirs de Gouvernement (5).

Il poursuivait par une apostrophe enflammée :

(1) V. ch. II.

(2) V. ch. IV.

(3) Voir sur cette grave question : « *L'insurrection de 1871 et ses causes* » ch. IV.

(4) *Op. cit.*, p. 21.

(5) V. sur la question de la légalité du décret Crémieux, ch. IV.

« Votre projet de loi, c'est la confusion, c'est le chaos. Insensés qui, pour satisfaire un détestable préjugé religieux, ou pour remporter un déplorable triomphe politique sur la Délégation, voulez dégrader ceux que nous avons relevés ; rendre ses traditions si heureusement abolies à une population qui, sans se plaindre, les a vues se briser et demande avec instances le maintien de leur abolition ; porter l'inégalité, le trouble, la discorde au sein de 10 à 12.000 familles, à qui nous avons assuré la paix intérieure et le calme domestique. Insensés, qui ne pensez même pas que le jour où vous aurez enlevé aux Israélites algériens l'auréole française qui les protège, votre coupable faiblesse les aura livrés à la haine farouche des Musulmans, c'est-à-dire au pillage de leurs biens, aux attentats contre leurs personnes. Insensés qui, dans ces temps désastreux, où notre gloire militaire qui nous faisait la première nation du monde, vient de subir de si cruels revers, voulez ravir encore à notre France la gloire qui lui appartient dans le mouvement si magnifique qu'elle a imprimé à la civilisation, la gloire si élevée d'avoir, la première, proclamé la tolérance qui éteint les flambeaux et les bûchers des persécutions religieuses, d'avoir, la première, levé le merveilleux drapeau de la philosophie, qui, en proclamant l'égalité des cultes, a établi entre tous les hommes la véritable fraternité...

« Devant votre loi, si l'Assemblée nationale ne la rejette pas, le monde apprendra que la France du XIX^e siècle a répudié le bel héritage que lui laissa, brillant de tant d'éclat, le XVIII^e siècle, dont elle fut l'orgueil (1). »

Ces deux opuscules devaient produire une grande im-

(1) *Op. cit.*, p. 27.

pression, venant de la haute autorité politique et juridique qu'était Crémieux. L'ancien membre de la Délégation, dans un ouvrage spécialement consacré à l'exposé des « Actes de la Délégation du Gouvernement de la Défense Nationale » (1) et qu'il adressait à la Commission d'enquête nommée par l'Assemblée nationale, y répétait avec une grande force les arguments qui, suivant lui, militaient en faveur du décret de naturalisation (2).

Mais Crémieux ne devait pas être le seul à protester contre le projet d'abrogation.

Un avocat de Constantine, M. Taupiac, édita une brochure intitulée : « Les Israélites indigènes, réponse à la pétition de M. du Bouzet. » Quelques extraits suffiront pour indiquer l'esprit de ce travail. Il établissait d'abord « l'hostilité du peuple arabe à la civilisation » (3), puis il montrait la conduite toute différente des Juifs depuis la conquête ; leurs progrès successivement accomplis grâce à l'instruction qui se répandait parmi eux ; leur honnêteté commerciale (4) et leur aptitude au négoce.

« Ce serait pourtant une erreur de croire, avec M. du Bouzet, que le commerce est la seule préoccupation des Juifs. Lorsqu'ils ont vu que la France leur offrait une sérieuse protection, et qu'ils n'avaient plus à redouter les spoliations dont ils étaient victimes sous les Turcs, ils se sont empressés de faire des acquisitions territoriales, et de s'adonner à l'agriculture. Il va sans dire que ces nouveaux propriétaires n'ont pas mis eux-mêmes la main à la charrue, mais ils ont pris la direction de leurs fermes

(1) En deux volumes, Tours, 1871, 1^{re} partie, p. 65 à 75. .

(2) *Ibidem*.

(3) P. 8. *op. cit.*, Constantine, 1871.

(4) P. 14.

et ont eu souvent l'initiative d'heureuses innovations agricoles.

« Dans la classe pauvre, et surtout dans le sud de notre province, un grand nombre de Juifs cultivent eux-mêmes et vivent du produit de leur travail agricole.

« Nous pourrions encore signaler dans diverses parties de notre province, et notamment chez les Hanenchas (Souk-Ahras) l'existence de tribus juives, habitant sous la tente et vivant à la manière arabe. Commandés par des cheiks juifs, soumis hiérarchiquement au caïd, ces Israélites vivent en bonne intelligence avec leurs voisins musulmans, dont ils partagent les travaux et les fatigues.

« Dans les villes, beaucoup de Juifs s'adonnent à des occupations manuelles, qui n'ont aucun rapport avec le commerce proprement dit (1). »

M. Taupiac expliquait par des dissentiments électoraux les opinions hostiles à la naturalisation collective. Que de difficultés si le projet d'abrogation était adopté !

« L'Assemblée Nationale, qui jugera bientôt cette importante question, saura-t-elle discerner le mobile qui fait agir les adversaires de la naturalisation ? Il faut l'espérer.

« Mais si, cédant aux sollicitations que le parti militaire ne manquera pas d'adresser en haut lieu, elle abrogeait le décret du 24 octobre, quelles déplorables conséquences n'entraînerait pas cette mesure ! Que deviendraient, par exemple, les droits des filles dans les successions ouvertes depuis le 24 octobre ? Le rétablissement de la loi mosaïque aurait-il un effet rétroactif ? Les mariages conclus depuis le décret devant l'état civil seraient-ils annulables par le divorce qui est une des bases de la loi judaïque ? Le prin-

(1) P. 15.

cipe de la polygamie, rétabli après une interruption de neuf mois, permettrait-il à l'époux de prendre une seconde compagne et de donner une rivale à celle qui s'est mariée sur la foi du décret qui interdit la pluralité des femmes ?

« Quel chaos et quelle extravagance (1) ! »

Le Consistoire central des Israélites de France croyait devoir, lui aussi, sortir de sa réserve habituelle. Officiellement, il faisait paraître, au mois de juillet 1871, une *Note sur le projet de loi relatif à la naturalisation des Israélites indigènes de l'Algérie* (2).

« La question de la naturalisation des Israélites indigènes en Algérie, disait cette Note, a été amenée par un ensemble de faits que l'exposé des motifs du projet soumis actuellement à l'Assemblée Nationale néglige complètement et semble même ne pas connaître... (3). »

Après avoir exposé les diverses phases de l'assimilation des Juifs d'Algérie, elle rappelait que le Consistoire central des Israélites de France saisi des réclamations des Consistoires de l'Algérie, étudia cette grave question avec tout l'intérêt qu'elle mérite. Il soumit le résultat de ses délibérations au Gouvernement par une dépêche en date du 19 novembre 1869 adressée à M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes.

« Le Consistoire central, d'accord avec tous les consistoires de l'Algérie, formulait la seule solution qui pût être donnée à la situation compliquée qu'on vient de définir, en demandant pour tous les Israélites de l'Algérie, le bénéfice de la naturalisation collective (4). »

(1) *Op. cit.*, p. 19.

(2) Paris, 1871.

(3) P. 3.

(4) *Loc. cit.*, p. 5.

En cas d'abrogation, les Israélites algériens allaient-ils rester « sans nationalité, sans patrie, sans droit public, sans garanties légales, administratives et judiciaires pour la sauvegarde de leurs intérêts (1) » ?

« Il faut absolument qu'on donne aux Israélites algériens une patrie et une organisation sociale.

« Cette patrie ne peut être que la France, cette organisation ne peut être que celle de la loi française (2). »

Puis, après avoir, lui aussi, protesté contre l'accusation lancée contre les intéressés d'être incapables comme militaires, jurés et électeurs, le Consistoire central expliquait les motifs qui ont amené, « dans les sphères de l'administration comme dans les rangs de la population française en Algérie, un mouvement de réaction contre les Israélites indigènes ».

« Ces motifs étaient purement électoraux. Les Juifs d'Alger n'avaient pas voté pour « les hommes d'ordre et de liberté » et le Consistoire le regrettait vivement, mais ils avaient voté pour le candidat avancé, parce que le candidat modéré avait refusé d'accepter « le mandat impératif de faire maintenir le décret qui les a naturalisés », et cela prouvait à quel point ils tenaient au titre de citoyens français (3).

Comment, d'ailleurs, abroger le décret sans violer les droits existants et acquis ?

Le Consistoire central protestait aussi contre un contre-projet déposé par M. Claude (des Vosges) qui tendait, tout en abrogeant le décret de naturalisation, à soumettre les Israélites à la loi civile française.

(1) *Ibidem.*

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem.*, p. 8.

« On leur enlèverait toutes les garanties auxquelles ils peuvent tenir d'après leur statut personnel, sans leur donner en compensation les avantages qu'ils peuvent trouver dans le titre de citoyen français.

« On leur imposerait les charges d'une loi dont ils connaissent mal les principes, et on ne leur donnerait pas en même temps cette partie et ce droit national qui sont, au contraire, leurs plus légitimes aspirations.

« D'ailleurs, s'ils doivent être soumis à la loi française, n'est-il pas juste qu'ils puissent, eux aussi, participer à ces droits politiques d'où sortent, chez nous, les pouvoirs de qui la loi émane (1). »

Pour terminer, le Consistoire s'exprimait de la manière suivante :

« Le Consistoire central des Israélites de France soumet avec confiance les observations qui précèdent au Gouvernement et à l'Assemblée Nationale, persuadé qu'ils écarteront de ce grand débat tout ce qui touche à des passions politiques et à des intérêts passagers, pour n'y voir que ce qui s'y agite réellement, c'est-à-dire la nécessité de donner à la population israélite de l'Algérie une organisation sociale, digne de notre époque d'égalité civile et de liberté religieuse, qui soit non seulement la protectrice des consciences, mais aussi et surtout la sauvegarde des intérêts de la famille et de la propriété (2). »

A l'appui de sa requête, le Consistoire central, avec une attestation signée de notables musulmans, qui affirmaient n'être blessés en rien par le décret de naturalisation, donnait le texte d'une pétition adressée à M. Thiers

(1) *Ibidem* p. 10.

(2) *Ibidem*, p. 10.

par des négociants et manufacturiers de la Seine-Inférieure, en relations d'affaires suivies avec l'Algérie :

« Il est question, en ce moment, d'abroger le décret du 24 octobre 1870, portant naturalisation des Israélites indigènes de l'Algérie.

« Les soussignés, qui, depuis de longues années, ont avec les Israélites algériens des relations leur permettant de constater leur attachement à la métropole, et d'apprécier chez eux une initiative sérieuse pour le développement des affaires, ne sauraient trop insister auprès de vous et de l'Assemblée Nationale, pour que le décret soit maintenu et que les Israélites algériens restent Français, comme c'est leur ardent désir.

« Les soussignés connaissent de longue date les Israélites algériens, qui apportent à nos industries du nord-ouest un aliment des plus féconds et leur ont toujours paru être dans des conditions qui ne permettent guère de contester la légitimité de leurs droits à la naturalisation.

« Ils insistent donc vivement pour que ceux qui, dans nos colonies, ont intelligemment représenté les intérêts français, ont toujours témoigné d'un vif et sincère attachement à leur patrie d'adoption, ne soient pas dépossédés du titre de Français qu'ils ont gagné par leur résidence, leurs travaux, leurs relations, leur concours à la prospérité nationale, et dont ils doivent paraître d'autant plus dignes qu'ils le recherchent plus ardemment. »

Cette pétition était signée par une centaine de grands industriels, parmi lesquels Pouyer-Quertier (1).

Toutes ces protestations ne pouvaient pas manquer d'ébranler l'Assemblée Nationale.

(1) D'autres villes, notamment Orléans et Nîmes, firent entendre une requête identique.

Une Commission spéciale avait été nommée par elle à l'effet d'examiner le projet Lambrecht. Cette Commission était composée de :

MM. de Saint-Victor, de Fourtou, Général Loysel, Vandier, Bigot, Tallon, Edouard Millaud, Warnier (Algérie), Jacques, Taillefert, Amiral la Roncière-le-Noury, Combiér, Lucet, Marquis de Francieu, Général Jaurès (1).

Cette Commission avait élu pour président M. l'amiral la Roncière-le-Noury ; M. de Fourtou avait été choisi comme rapporteur.

Le 21 août 1871, eut lieu à la tribune de l'Assemblée le premier incident sur l'urgence :

« M. DE FOURTOU. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée le rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant abrogation du décret du 24 octobre 1870, par lequel la Délégation de Tours a déclaré citoyens français tous les Israélites indigènes de l'Algérie.

« J'ai l'honneur, en même temps, de demander à l'Assemblée la déclaration d'urgence. (*Interruptions.*)

« M. PLICHON. — C'est une question de pacification de l'Algérie.

« M. DE FOURTOU. — La demande d'urgence se justifie d'elle-même.

« Nous avons l'honneur de vous proposer l'abrogation d'un décret qui a déclaré citoyens français tous les Israélites indigènes de l'Algérie, et par conséquent, à l'heure qu'il est, ils sont tous menacés dans leur situation politique et civile, et nous ne pouvons pas plus longtemps les laisser dans cet état provisoire et précaire.

« Il est donc nécessaire, au point de vue de l'intérêt des

(1) Voir *Journal officiel*, 29 juillet 1871, p. 2301.

Israélites de l'Algérie, que la question soit rapidement tranchée.

« D'un autre côté, il est nécessaire de savoir si les Israélites prendront ou ne prendront pas part aux élections municipales et départementales qui se feront très prochainement en Algérie.

« Si vous n'admettez pas l'urgence, il serait à craindre que ce projet ne pût aboutir avant la prorogation de l'Assemblée, et il y aurait pour les Israélites qu'il concerne un véritable et réel dommage (1). » (*Très bien.*)

La raison par laquelle M. de Fourtou demandait l'urgence — la nécessité de statuer rapidement dans un sens ou dans l'autre — était péremptoire et ne pouvait soulever d'objections, car elle ne préjugait rien. L'urgence fut donc mise aux voix, sans débats, et votée (2).

Le rapport de M. de Fourtou, publié au *Journal officiel* du 4 septembre 1871 (3), est un document particulièrement important. Avant de l'analyser, disons de suite qu'il n'adoptait pas le texte du Gouvernement, mais substituait à celui-ci un nouveau projet en 7 articles, contenant des dispositions destinées à faciliter aux Israélites l'accès de la cité française.

« Messieurs, — disait M. de Fourtou, — par un décret en date du 24 octobre 1870, la Délégation de Tours a déclaré citoyens français tous les Israélites indigènes des départements de l'Algérie. Le Gouvernement, dénonçant aujourd'hui à l'Assemblée les conséquences dont cette mesure est susceptible, vous demande l'abrogation de ce décret,

(1) *Journal officiel*, 22 août 1871, p. 2858.

(2) *Ibidem.*

(3) Voir à cette date, p. 3195.

et j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, proposé dans ce but par M. le Ministre de l'Intérieur.

« Deux questions se présentent à l'Assemblée. Est-il favorable ou contraire à nos intérêts algériens d'admettre collectivement les Israélites indigènes au rang de citoyens français ? Le décret du 24 octobre 1870 a-t-il été conséquemment un acte opportun et juste ? N'a-t-il pas été au contraire un acte inopportun et funeste ?

« D'un autre côté, Messieurs, si ce décret n'est pas justifié, si de puissantes considérations commandaient au Gouvernement de Tours de ne pas le rendre, si les hommes les plus compétents l'ont alors condamné, pouvons-nous, en ce moment, en prononcer l'abrogation, sans porter atteinte à des droits acquis et commettre une faute à notre tour ?

« C'est dans le cercle de ces deux questions profondément distinctes, mais graves l'une et l'autre au même degré, que les débats de votre Commission se sont agités. »

M. de Fourtou examinait tout d'abord la valeur intrinsèque du décret Crémieux. Il rappelait la situation misérable des Israélites sous les Turcs, en assombrissant d'ailleurs quelque peu ce tableau ; il montrait la France les délivrant du joug musulman, sans rendre compte, et peut-être sans se rendre compte, de la différence de traitement qui avait été la base de la politique française à l'égard des Juifs et des Musulmans, à l'avantage et à l'honneur des premiers, ainsi que nous l'avons montré ; il expliquait avec complaisance que le sénatus-consulte de 1865 avait placé sur le même rang d'égalité les Juifs et les Musulmans d'Algérie.

« Mais les révolutions morales ne s'accomplissent pas en

un jour, dans les sentiments et dans les idées. Il est deux choses que nous n'avons pas pu faire, parce qu'elles ne sauraient être que l'œuvre du temps : nous n'avons pu arracher du cœur des Musulmans ni les préjugés séculaires qui dégradent l'Israélite à leurs yeux, ni relever d'un seul coup en Afrique, à la hauteur de la dignité que nous lui rendions, ce peuple opprimé dont l'âme était énervée dans une trop longue servitude. »

Suivaient quelques griefs : les Israélites établis dans les territoires non soumis à la France « partout où la domination française est incertaine, contestée et faible » s'étaient mis sous la protection de grandes familles arabes ; certains Israélites du littoral avaient émigré à l'intérieur des terres pour y faire le commerce, « préférant ainsi, dans l'intérêt de leur négoce, la vie dure et abaissée qu'ils mènent à travers les peuplades musulmanes à l'existence indépendante et respectée que notre présence leur assure, là où notre empire s'exerce effectivement. »

M. de Fourtou ajoutait d'ailleurs de suite :

« Hâtons-nous de dire pourtant, pour faire contraste à ce tableau, que, dans nos possessions du littoral, et dans les grandes cités de notre colonie, un grand nombre d'Israélites ont atteint, par l'éducation et par les mœurs, le niveau moral de la société européenne qui les entoure. Ceux-là, dignes en toutes choses de leurs coréligionnaires de France, ont souvent rendu à notre pays de réels services, et ils ont conquis au milieu de nos concitoyens de l'Algérie une place qu'il est juste de reconnaître et d'honorer... »

Mais comment étendre les bienfaits de la dignité de citoyens français aux Juifs bédouins, continuait le rapporteur ? En tranchant la question, la Délégation de Tours

avait bien résolu une difficulté « qui s'était imposée depuis quelques années, il faut bien le reconnaître, à la sollicitation du Gouvernement français ». La magistrature coloniale était d'avis de les naturaliser, mais l'autorité administrative s'y était opposée, pour ne pas mêler les Juifs « à nos intérêts politiques » et ne pas « leur donner ainsi dans notre organisation sociale de l'Algérie une place qui pourrait devenir un jour prépondérante ».

M. de Fourtou rappelait le pétitionnement des Israélites de l'Algérie, le projet de décret porté au Conseil d'État par le Gouvernement, puis la chute de l'Empire, et le pouvoir entre les mains d'un ministre « qui avait en cette matière, des convictions profondes, des sentiments anciens et arrêtés », le décret de naturalisation signé sans l'avis des autorités civiles et militaires de l'Algérie, « sans avoir été précédé de l'instruction solennelle dont le Conseil d'État avait voulu l'entourer ».

M. de Fourtou se demandait quelles conséquences aurait le décret, si l'Assemblée ne l'abrogeait pas. Il y avait des Juifs bigames qui étaient naturalisés, tandis que les Musulmans soumis au sénatus-consulte de 1865, devaient justifier de leur monogamie. « Ainsi, le décret a pour effet de compromettre, dans une certaine mesure, la dignité française, son prestige et sa grandeur sur la terre d'Afrique. »

Le rapporteur arrivait de suite à des inconvénients plus sérieux. Il établissait ainsi les chiffres des populations française et israélite, en général :

	Français	Israélites indigènes
Province d'Alger	51.840	10.720
« d'Oran.	35.697	14.754
« de Constantine . .	34.582	8.478

Mêmes calculs pour les « centres de colonisation ».

	Français	Israélites indigènes
Province d'Oran.	8.953	5.653
« de Constantine . .	7.676	4.396
« de Tlemcen	3.586	3.239

« Qu'on admette maintenant, Messieurs, les Israélites à l'électorat qui constitue l'un des attributs de la qualité de citoyen français, pour la nomination des tribunaux et des chambres de commerce dans l'ordre judiciaire, des conseils municipaux et des conseils généraux dans l'ordre administratif, des députés, dans l'ordre politique, il est facile de préjuger les résultats qui s'en suivront. »

Ces résultats, c'étaient les corps élus à la merci des Israélites, qui « ont conservé entre eux une cohésion énergique d'idées, de sentiments, d'intérêts » en face de « la division infinie de sentiments et d'opinions qui existe au sein de la société française ». Grave danger surtout, pour les élections consulaires, en raison du mouvement des affaires commerciales en Algérie. Les Juifs « domineront sans conteste depuis les extrémités du désert jusqu'aux rivages de la Méditerranée ». Alors le Musulman va se révolter et les colons désertir la colonisation devenue « trop périlleuse et trop ingrate ».

Et cependant ce sont ces colons « qui doivent avoir la plus grande part d'influence, car ils ont longuement souffert en Afrique à la suite de nos armées ».

Injuste vis-à-vis des colons, le décret Crémieux était, au dire de M. de Fourtou, impolitique vis-à-vis des Musulmans. Juifs et Musulmans doivent être tenus sur le pied de la même égalité morale qu'a justement créée le sénatus-consulte de 1865 : « rompre cet équilibre, c'était

semër des germes dangereux de soulèvements et de révolte ».

Après avoir examiné les liens qui pouvaient rattacher l'insurrection de 1871 au décret, M. de Fourtou concluait ainsi la première partie de son travail.

« Nous n'examinerons pas, maintenant, Messieurs, pour rentrer dans le sujet qui nous occupe, si nous pouvons utiliser les Israélites comme colons ou comme soldats, s'ils peuvent facilement ou non s'associer au fonctionnement ordinaire de notre société en Algérie, et si par toutes les incapacités réelles ou chimériques qu'on s'est plu à signaler en eux, ils sont réfractaires ou non à la naturalisation française. Il nous suffit d'avoir montré les périls politiques de cette naturalisation collectivement accordée pour la condamner ; car, en définitive, nous n'étions obligés de la donner par aucune considération impérieuse de justice, à une catégorie d'Algériens qui, pour la plupart, ne la demandaient point, qui ne se distinguaient pas vis-à-vis de nous des Musulmans eux-mêmes, et qui, après tout, issus du même tronc sémitique que ces derniers, sont, comme eux, généralement étrangers à notre civilisation, par leur langage, leurs mœurs, leurs coutumes diverses, tristes marques de l'empreinte des lois, des usages et des religions de l'Orient. »

Après avoir dans cette première partie condamné le décret du 24 octobre, M. de Fourtou se demandait : « Devons-nous pour l'avenir en décréter l'abrogation ? »

La difficulté provenant du principe de la non-rétroactivité des lois était traitée par lui d'abord. Il fallait respecter « les actes auxquels les Israélites ont pu se livrer en vertu du décret de naturalisation » mais rien n'empêchait « d'ôter pour l'avenir aux Israélites la faculté de renouveler ces mêmes actes ».

Un membre de la minorité de la commission (M. Ed. Millaud) avait cependant soutenu « que nos lois déterminent d'une manière précise les cas dans lesquels se perdent la qualité de Français et l'exercice des droits qui en découlent » ; mais la majorité avait estimé que cette objection ne pouvait porter que dans le cas d'une naturalisation spéciale, qui crée un lien de droit entre l'État et l'individu, et non dans celui d'une naturalisation collective, mesure politique sans aucune analogie avec la première.

Mais le décret avait déjà produit des effets civils, en matière de successions surtout. Pourrait-on les annuler Non. Alors, il y aurait une grande différence entre les successions ouvertes avant le décret et depuis l'abrogation proposée, d'une part, et depuis le décret jusqu'à l'abrogation, de l'autre. Mais il y en aurait fort peu.

D'ailleurs les Israélites dont la fortune « est exclusivement mobilière » avaient dû prendre leurs précautions pour que leurs successions fussent réglées en fait d'après leur propre loi, « leur statut personnel est une conséquence si nécessaire de leurs mœurs et de leurs idées qu'ils ne sauraient y renoncer en apparence, sans chercher à le ressaisir dans la réalité des choses ».

La légalité même du décret — d'après le rapporteur — était fort contestable. Pas trop de regrets ne devaient accompagner son abrogation dans l'avenir.

Et M. de Fourtou terminait ainsi la deuxième partie de son travail :

« Votre commission, d'ailleurs, après avoir indiqué les motifs qui la déterminent à vous proposer l'abrogation du décret du 24 octobre, tient à exprimer l'espérance que le Gouvernement français se mettra résolument à l'œuvre pour rechercher les moyens de donner satisfaction le plus

promptement possible, aux besoins si nombreux, si variés et si dignes de sollicitude des familles israélites de l'Algérie. Le décret du 24 octobre a été une mesure prématurée et trop absolue ; mais il n'est point impossible d'organiser un statut administratif judiciaire, et pour tout dire, en un mot, un mécanisme social capable de procurer aux familles juives de l'Algérie, avec le respect inviolable de leurs principes, une réglementation meilleure de leurs intérêts, et de réparer, en donnant à leur émancipation de plus larges assises, tout ce que les hésitations de notre politique et les changements de notre législation auront pu jeter de trouble et de malaise dans leur situation. »

Après ce vœu, bienveillant pour les Israélites, mais qui ne présente certes pas l'inconvénient d'une clarté trop évidente, M. de Fourtou expliquait le mécanisme du projet de loi en sept articles que la Commission avait substitué à l'unique article de M. Lambrecht, pour « faire une plus large part aux espérances qui se sont ouvertes, le 24 octobre, pour les Israélites de l'Algérie, et ne pas les faire retomber absolument sous l'empire de la législation précédente ».

M. de Fourtou terminait enfin en se défendant bien de vouloir faire des distinctions de races ou de religions. La France avait donné aux Juifs algériens une patrie, une civilisation, des lois. « Si elle refuse, disait-il, en ce moment, à une partie des populations algériennes, des prérogatives politiques qu'elle ne leur doit pas, nul ne saurait le lui reprocher : car, nous l'avons démontré, elle trahirait, en les accordant, les intérêts de ses propres enfants, et, en quelque sorte, les droits des fils aînés de la patrie. »

Le projet de la Commission était ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — « Le décret rendu le 24 octobre 1870 par la Délégation de Tours, à l'effet de déclarer citoyens français

les Israélites indigènes des départements de l'Algérie, est et demeure abrogé.

« ART. 2. — Néanmoins, les Israélites indigènes de ces départements, pourront, par une simple déclaration de volonté, rester soumis, quant au statut personnel, à la loi civile française.

« ART. 3. — La déclaration dont il s'agit à l'article précédent devra être faite avant le 1^{er} mars 1872, par le déclarant en personne, devant le maire de la commune de son domicile. Elle devra être inscrite sur un registre spécial.

« Le déclarant devra être âgé de 21 ans et justifier de sa naissance dans le département, soit par un extrait des actes de l'état civil, soit par un acte de notoriété dûment établi.

« ART. 4. — Les Israélites indigènes des départements de l'Algérie pourront réclamer jusqu'au 1^{er} mars 1872 la conservation des droits attachés à la qualité de citoyen français.

« ART. 5. — Leurs demandes seront adressées au préfet du département dans lequel ils résident. Ce magistrat procédera d'office à une enquête sur les antécédents et la moralité des réclamants. Il vérifiera si les conditions d'indigénat sont remplies, et réclamera l'avis du conseil général ou de sa délégation.

« Le préfet transmettra, dans le plus bref délai possible, avec son avis, la demande et les pièces de l'instruction au gouverneur général civil de l'Algérie, qui statuera en son Conseil.

« ART. 6. — Jusqu'à l'élection des conseils généraux, et la constitution d'un Conseil du Gouvernement, les préfets et le gouverneur général pourront procéder seuls.

« ART. 7. — Après le 1^{er} mars 1872, l'admission des in-

digènes israélites aux droits de citoyens français sera réglée conformément aux lois et décrets antérieurs. »

L'accès à la condition civile française était facilité, de la sorte, par la faculté laissée aux Juifs de la réclamer par une « simple manifestation de volonté », sur la nature de laquelle aucun renseignement n'était d'ailleurs donné.

Jusqu'au 1^{er} mars 1872 les Israélites pouvaient conserver leurs droits de citoyens français, par simple décision du gouverneur général.

Ce projet était certes plus libéral que celui de M. Lambrecht : l'un et l'autre étaient impraticables, les motifs donnés pour la suppression du décret Crémieux n'étant pas suffisamment fondés, et la nouvelle situation qu'on désirait donner aux Juifs n'étant pas assez nettement définie.

En réalité, pour l'observateur impartial, le décret Crémieux n'avait qu'un inconvénient grave, du moins dans l'application : trop court, trop simpliste — ainsi que sont d'ordinaire les actes élaborés sous des temps de fièvre et de révolution — il omettait de préciser suffisamment comment les Juifs *indigènes*, seuls naturalisés, devaient fournir la preuve de leur état. De graves inconvénients en étaient résultés, pour l'élaboration des listes électorales. « Les Juifs furent admis à voter, mais sans listes dressées légalement. Tout enfant d'Israël qui se présenta au scrutin fut admis sans distinction. On conçoit, dès lors, combien de gens indignes des droits électoraux prirent part aux élections des 5 et 8 février 1871... C'est assez, c'est trop, qu'on ait naturalisé en masse les indigènes israélites ; il ne faut pas que, par le mode d'inscription, il leur

soit donné un nouveau privilège sur les électeurs français... (1). »

« Avec l'impossibilité d'exiger d'eux les preuves authentiques de leur origine algérienne, à un moment donné, tous les Israélites des États barbaresques pourront venir, de leurs votes, peser sur nos élections ; alors ce ne sera plus eux qui seront assimilés aux Français, mais bien les Français à eux... (2). »

Certes, des passe-droits, des irrégularités, devaient se produire. Transformer dans ce sens-là le décret Crémieux, afin de faire cesser les doutes et éviter les froissements, qui, pour une large part, légitimaient les protestations contre le décret lui-même, c'était faire œuvre excellente d'interprétation et de conciliation. Crémieux comprit qu'il pouvait dissiper l'équivoque, en s'associant à cette entreprise.

D'ailleurs les esprits avaient été modifiés à l'Assemblée Nationale : un contre-projet avait été déposé qui maintenait le décret, en autorisant cependant les Israélites qui en feraient la demande à conserver leur situation antérieure. MM. Adrien Léon, St-Marc Girardin, Johnston y avaient apposé leur signature, avec un grand nombre de leurs collègues.

De son côté, Crémieux, ainsi qu'il l'a raconté lui-même (3), et bien qu'il ne fût pas député, multiplia ses démarches pour éviter l'adoption des projets Fourtou ou Lambrecht. D'un commun accord l'examen du projet de loi fut remis après le congé que devait prendre l'Assemblée.

(1) Article de la *Vérité Algérienne*. Rapp. Sicotière, p. 300.

(2) *Ibidem*.

(3) Discours à l'Alliance israélite universelle, 1872. *Bulletin de l'Alliance israélite*, 1^{er} semestre, 1872, p. 49.

Au mois de septembre 1871, l'amiral du Gueydon, gouverneur de l'Algérie, vint à Paris. Il était fermement hostile au décret Crémieux auquel il attribuait l'insurrection des Arabes, qui venait à peine de se terminer (1).

Crémieux lui demanda le 23 septembre un rendez-vous par le billet suivant :

« Amiral,

« J'avais été douloureusement surpris en apprenant que l'amiral du Gueydon sollicitait l'abrogation de mon décret du 24 octobre 1870 et demandait la dégradation de 35.000 Israélites ; mais j'avais dit à M. Thiers : « l'amiral est à la fois un homme de cœur et de mérite ; que la discussion ne vienne qu'après le congé de la Chambre, j'irai le trouver en Algérie, et j'espère que je l'amènerai à de meilleurs et à de plus justes sentiments sur la population juive. »

« Puisque vous êtes à Paris, soyez assez bon, amiral, pour me donner un rendez-vous. Je vous demande seulement la permission de commencer notre entretien par mes plus vives félicitations sur la grande mesure, salut de l'Algérie, que vous avez résolument prise : « Suppression des bureaux arabes ». Je voulais bien y arriver, mais j'allais avec précaution, mais votre haute intelligence ayant compris que là était le mal, n'a pas hésité. La France vous doit autant que l'Algérie, à qui vous donnez désormais le gouvernement civil. C'est à l'homme que ses collègues du Gouvernement avaient chargé de régénérer l'administration algérienne, à vous dire toute sa joie sur ce grand événement.

« Je quitte Trouville pour vous voir. Je serai demain à

(1) V. ch. IV.

Paris. Veuillez m'indiquer le jour et l'heure qui vous conviendront et j'aurai l'honneur de me rendre près de vous.

« Recevez, etc...

AD. CRÉMIEUX (1). »

Plusieurs conversations eurent lieu que Crémieux raconte ainsi :

« Une première et sérieuse conversation se termina par un nouveau rendez-vous qui eut lieu le lendemain. Une proposition que je fis et qui fut bien accueillie, devait en effet amener une sérieuse transaction. Le décret du 24 octobre avait conféré le titre de citoyen français à tous les Israélites indigènes, mais n'avait pas fixé les caractères de l'indigénat. Ce décret, qui était une loi, ne pouvait être abrogé que par l'Assemblée, le pouvoir exécutif était sans droit. Il me sembla qu'il serait possible de donner une définition de l'indigénat qui satisfaisant à certains scrupules, laisserait au décret sa force légale. Après une minutieuse discussion, nous nous quittâmes à peu près d'accord et j'obtins de l'amiral cette parole : « J'ai été le partisan le plus déclaré de l'abolition du décret ; je comprends maintenant, mieux que personne, les inconvénients qu'entraînerait cette abrogation. J'en demanderai le maintien (2). »

L'accord était ainsi conclu entre Crémieux et le gouverneur général, sur les bases d'une définition plus stricte de l'indigénat.

Le Gouvernement mit un grand empressement à accepter le moyen qui lui était offert de résoudre la difficulté.

(1) *Bulletin de l'Alliance*, loc. cit.

(2) *Ibidem*, p. 50. Nous aurons à rappeler ce passage, lorsque nous étudierons (ch. V) si l'intention de Crémieux était d'user du pouvoir exécutif ou du pouvoir législatif, en signant le décret.

Le 7 octobre, 8 jours après l'entrevue de Crémieux et de l'amiral du Gueydon, le Ministre de l'Intérieur présentait à M. Thiers un rapport concluant à l'adoption d'un nouveau décret, interprétatif, semble-t-il, de celui du 24 octobre 1870 (1) :

« Monsieur le Président, disait le ministre, l'Assemblée Nationale s'est séparée avant de statuer sur le projet de loi qui avait été présenté en vue de l'abrogation du décret du 24 octobre 1870, qui a conféré aux Israélites indigènes de l'Algérie les droits de citoyens français. Ce décret reste donc provisoirement en vigueur et doit recevoir son application lors des élections qui auront lieu prochainement pour les conseils généraux et les conseils municipaux de la colonie. Mais il importe de prévenir le retour des difficultés auxquelles cette application a donné lieu jusqu'ici, en exigeant de ceux qui prétendront à l'exercice des droits électoraux la justification préalable de l'indigénat, d'après les principes du droit civil français.

« Si l'indigénat, dans notre législation, se conserve par le sang, il ne s'est acquis dès l'origine que par la naissance sur la terre française ; il semble donc que les Israélites qui voudront obtenir ou faire maintenir leur inscription sur les listes électorales devront établir, soit qu'ils sont nés en Algérie avant la conquête, soit qu'ils sont nés depuis la conquête, de parents établis en Algérie, au moment où l'occupation militaire a fait de la terre d'Afrique un sol français.

« Pour cette justification, il paraît suffisant d'accorder un délai de vingt jours à partir de la promulgation du présent décret qui la rendra obligatoire.

(1) *Journal officiel*, 9 octobre, p. 3885.

« On exigerait en outre des indigènes qui n'ont pas de noms de famille et de prénoms fixes, l'indication de ceux qu'ils entendent adopter à l'avenir, afin de donner à l'inscription sur les listes la certitude et la fixité indispensables.

« Tout Israélite qui aurait négligé de remplir ces formalités serait, à l'expiration du délai de 20 jours, rayé des listes électorales et ne pourrait y être rétabli qu'à la suite d'une prochaine révision.

« Si ces propositions, monsieur le Président, vous paraissent susceptibles d'être adoptées, je vous prie de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint qui organise d'ailleurs la procédure nécessitée par cette révision partielle des listes. »

M. Thiers signa le décret qui était joint à ce document. En voici le texte exact (1) :

« Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur et du Gouverneur général civil de l'Algérie :

ART. 1^{er}. — Provisoirement et jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'Assemblée Nationale sur le maintien ou l'abrogation du décret du 24 octobre 1870, seront considérés comme indigènes, et à ce titre demeureront inscrits sur les listes électorales, s'ils remplissent d'ailleurs les autres conditions de capacité civile, les Israélites nés en Algérie avant l'occupation française, ou nés, depuis cette occupation, de parents établis en Algérie à l'époque où elle s'est produite.

ART. 2. — En conséquence, tout Israélite qui voudra

(1) *Journal officiel, ibidem.*

être inscrit ou maintenu sur les listes électorales sera dans les vingt jours de la promulgation du présent décret, tenu de justifier qu'il est dans l'une des conditions déterminées par l'article premier.

ART. 3.— Cette justification se fera par devant le juge de paix du domicile de l'Israélite. Elle aura lieu soit par la production d'un acte de naissance, soit par sept personnes demeurant en Algérie depuis dix ans au moins, soit par toute autre preuve que le juge de paix admettra comme concluante. La décision du juge de paix vaudra titre à l'Israélite, il lui en sera immédiatement délivré une copie sans frais. Au préalable, et comme condition de la délivrance de ce titre, l'Israélite, s'il n'a pas de nom de famille et de prénom fixe, sera tenu d'en adopter et d'en faire la déclaration devant le juge de paix. Pour chaque décision ainsi délivrée, il sera dressé, en la forme des casiers judiciaires, un bulletin qui sera remis à la mairie du domicile de l'indigène, pour servir, soit à la confection des listes électorales, soit à celle d'un registre de notoriété.

ART. 4. — L'Israélite dont la déclaration ne sera pas admise par le juge de paix, pourra, dans les trois jours qui suivront la prononciation de la décision, se pourvoir par simple requête adressée au président du tribunal de l'arrondissement, au pied de laquelle le président indiquera une audience à trois jours de date au plus. Le tribunal, après avoir entendu l'Israélite ou son défenseur et le ministère public, statuera en dernier ressort. Le pourvoi en cassation ne sera pas suspensif.

ART. 5. — A défaut d'avoir rempli les formalités et satisfait aux conditions exigées par les articles qui précèdent, tout Israélite actuellement inscrit sur les listes élec-

torales en sera rayé et ne pourra y être rétabli que lors d'une prochaine révision.

ART. 6. — Tous actes judiciaires faits en vertu du présent décret et pour son exécution, seront dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 7. — La convocation des collèges électoraux n'aura lieu qu'un mois au moins après la promulgation du présent décret. »

Ce décret était contresigné par le Ministre de l'Intérieur, M. Lambrecht (1), et le Garde des Sceaux, M. Dufaure.

Nous aurons à examiner plus loin le caractère exact et les conséquences juridiques de ce décret qui régit encore les Israélites de l'Algérie, par combinaison avec celui du 24 octobre 1870. Disons cependant de suite que ce décret était fait pour satisfaire les plus difficiles et qu'il était un acte de haute et profonde politique. D'une part, il satisfaisait les Israélites qui se voyaient conserver le titre qui leur était cher ; de l'autre par des conditions rigoureusement spécifiées, il empêchait les abus, les injustices que pouvait causer l'application du seul décret de 1870. N'y voyons d'ailleurs pas une sorte de rétractation de l'œuvre de Crémieux ; nous avons démontré que celui-ci avait puissamment coopéré à l'élaboration du décret de 1871, et il est fort probable que, si Crémieux avait gardé lui-même le pouvoir, il eût agi d'une manière identique à celle de M. Lambrecht, une fois les jours de fièvre passés (2).

(1) C'est le dernier acte que signa celui-ci ; il mourut le lendemain et fut remplacé par M. Casimir Périer.

(2) Le décret du 7 octobre avait, en outre, pour avantage, de provoquer, de la part de chacun des Israélites visés, cette demande *individuelle* qu'avaient exigée un certain nombre de Conseils généraux et le Maréchal de Mac-Mahon. V. *suprà*, ch. II *passim*.

Le décret du 7 octobre ne parlait que de « mesures provisoires » qui devaient cesser après le vote de l'Assemblée Nationale. Le Gouvernement ne pouvait pas tenir un autre langage, après avoir présenté lui-même un projet d'abrogation.

Personne ne s'y trompa cependant, et chacun vit dans le décret du 7 octobre une solution définitive de la question.

M. de Fourtou eut l'occasion de démontrer le fait d'une manière éclatante. Le 11 décembre 1871, quelques jours après la reprise des travaux de l'Assemblée Nationale, le projet d'abrogation était mis à l'ordre du jour. La discussion pouvait être entamée et terminée de suite.

Le langage de M. de Fourtou fut très significatif :

« M. LE PRÉSIDENT. Nous passons donc à l'objet qui vient ensuite dans l'ordre du jour et qui est la discussion du projet de loi ayant pour but d'abroger le décret du 24 octobre 1870, qui déclarait citoyens français les Israélites de l'Algérie.

« M. DE FOURTOU. Messieurs, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi qui vient en ce moment à l'ordre du jour, et après m'être entendu sur ce point avec M. le Ministre de l'Intérieur, par lequel ce projet de loi a été présenté, je viens demander à l'Assemblée de vouloir bien ajourner sa délibération.

« L'Assemblée le sait, par décret en date du 24 octobre 1870, la Délégation de Tours a déclaré citoens français tous les Israélites indigènes des départements de l'Algérie, les appelant ainsi, sans conditions et sans ménagements, au plein exercice des droits politiques qui appartiennent aux Français eux-mêmes.

« Le Gouvernement, frappé des inconvénients qui pou-

vaient s'attacher à l'exécution de ce décret, en a proposé l'abrogation.

« A la fin de la session dernière, j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée le rapport de la Commission chargée d'examiner le projet du Gouvernement, projet qu'elle a d'ailleurs adopté en lui faisant subir quelques modifications.

« Mais, pendant le cours des vacances parlementaires, un fait nouveau et d'une très grande importance s'est produit. Le Gouvernement avait à faire procéder, en Algérie, à de nombreuses élections. Il ne pouvait ni les suspendre jusqu'à la décision ultérieure de l'Assemblée au sujet des électeurs israélites, ni retirer à ces derniers le bénéfice de l'électorat qui découlait pour eux du décret du 24 octobre 1870, non encore abrogé par vous.

« Dans ces conditions, le Gouvernement a eu recours à la mesure que voici : Par un décret en date du 7 octobre dernier, il a défini l'indigénat, réglementé l'application du décret du 24 octobre 1870, et tracé les règles à suivre pour l'inscription des Israélites sur les listes électorales.

« Mais, ce dernier est, en lui-même, un correctif si énergique du premier qu'il pourrait bien en rendre l'abrogation inutile.

« Pour le savoir, il faut attendre les renseignements qui ont été demandés d'urgence à M. le Gouverneur général de l'Algérie. Ces renseignements, à leur arrivée, provoqueront nécessairement une nouvelle étude de la part du Gouvernement d'abord et dans le sein de la Commission ensuite.

« La discussion du travail de la Commission serait donc aujourd'hui prématurée ; c'est pourquoi j'ai l'honneur de demander l'ajournement de la délibération. (*Marques d'assentiment.*)

« M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition à la demande d'ajournement qui est faite ? (*Non, non !*)

« L'ajournement est prononcé (1). »

Ainsi donc, dans la pensée du rapporteur, M. de Fourtou, dans la pensée du Gouvernement, qui ne faisait aucune opposition à la demande d'ajournement formulée de sa propre initiative par le rapporteur, dans celle de l'Assemblée tout entière, qui donnait sa pleine et unanime adhésion aux paroles de celui-ci en votant sans débats l'ajournement, le décret du 7 octobre 1871 corrigeait d'une manière si heureuse celui du 24 octobre 1870 qu'il « pouvait bien en rendre l'abrogation inutile ».

Les objections si vives soulevées contre l'acte de Crémieux tombaient devant les règles strictes tracées pour en assurer l'exécution régulière.

En style parlementaire, ajournement signifie presque toujours enterrement. De fait, la Commission spéciale ne se réunit plus jamais pour examiner la situation nouvelle, jamais plus il ne fut question devant l'Assemblée du projet d'abrogation.

Signalons cependant le passage suivant du rapport de M. Taillefert « au nom de la Commission chargée de rechercher parmi les décrets législatifs du Gouvernement de la Défense Nationale ceux qui ont un caractère temporaire, et de signaler ceux des décrets définitifs du même Gouvernement qu'il serait urgent de rapporter ou de modifier » :

« C'est surtout en ce qui concerne la législation relative à l'Algérie que le Gouvernement de la Défense Nationale s'est écarté, sans motifs plausibles, du rôle que lui-même il s'était assigné par le choix du nom qu'il a porté.

(1) *Journal officiel* du 12 décembre 1871, p. 4924.

« Un grand nombre de décrets spéciaux à nos provinces algériennes ont été promulgués. Trois sont déjà signalés dans la catégorie des décrets abrogés.

« Un autre est l'objet d'un projet de loi tendant à son abrogation, et attend en ce moment, après le dépôt du rapport, l'examen de l'Assemblée.

« Ce projet présenté par le Gouvernement a pour but de faire rapporter le décret du 24 octobre 1870 déclarant citoyens français les Israélites indigènes de l'Algérie. Sur cette grave question, il serait superflu, après les études approfondies d'une commission spéciale, de développer notre opinion. Nous nous référons au rapport déposé par M. de Fourtou dans la séance du 21 août 1871 (1). »

Mais M. Tallefert comprenait que la question commençait à ne plus être d'actualité. Depuis longtemps l'insurrection arabe ayant cessé, on ne pouvait plus lui donner comme prétexte le décret de naturalisation des Juifs ; d'autre part, aucune réclamation ne se faisait plus entendre, en Algérie, contre cet acte ; le rapporteur reconnaissait que tout le plan de réforme conçu par Crémieux devait être examiné dans son entier, et il concluait en demandant « la nomination d'une commission spéciale de l'Assemblée, chargée de l'étude et de la préparation des lois qui doivent former la constitution politique et militaire de l'Algérie (2) ».

La même idée était défendue, en 1874, par M. Vandier, rapporteur d'une commission chargée d'examiner une proposition relative à la nomination d'une commission d'enquête sur la situation de l'Algérie.

« L'honorable M. Crémieux a fait paraître, en quelques

(1) *Journal officiel*, 18 avril 1872, p. 2606.

(2) *Ibidem*.

mois, 52 décrets qui ont complètement changé l'organisation de l'Algérie et créé à cette colonie une situation tout à fait nouvelle. Je n'apprécie pas, je ne me permettrai même pas de discuter les décrets de M. Crémieux, je me bornerai à en citer un seul, celui qui est relatif aux Israélites. Il est évident que ce décret a changé la position sociale et politique d'une partie de notre colonie.

« Il y en a d'autres qui ont trait à l'administration et aux différentes parties de l'organisation algérienne ; il ne faut donc pas rejeter les enquêtes et les travaux de nos prédécesseurs ; au contraire, il faut s'en servir, mais il est nécessaire de les compléter par une autre enquête qui rendit compte des faits qui se sont accomplis depuis l'année 1870 (1). »

La question était donc définitivement vidée (2).

Crémieux n'avait pas été élu aux élections de 1871.

Le 20 octobre 1872, Alger, malgré une campagne électorale acharnée, au cours de laquelle son adversaire, César Bertholon, lui avait à maintes reprises reproché ses décrets de 1870, malgré toute une série de calomnies et d'injures, Alger l'élisait comme député à l'Assemblée Nationale où il allait siéger sur les bancs de la gauche.

Il ne dissimula jamais la joie qu'il éprouvait de la décision par lui prise le 24 octobre 1870 :

« Je ne cache pas — dit-il — que l'honneur de donner le titre de citoyens Français à trente mille de mes coréli-

(1) *Journal*, 22 mai 1874. Séance du 21 mai 1874, p. 3447.

(2) Signalons cependant un projet assez compliqué, dû à M. du Gueydon, et sur lequel nous n'avons que des indications assez peu précises, le Gouvernement ayant refusé de le présenter à l'Assemblée Nationale (Voir Discours de Crémieux, *Alliance israélite. Loc. cit.*, p. 53).

gionnaires a été une des plus grandes joies de ma vie (1). »

Une seule fois, il eut l'occasion de défendre à la tribune le décret de naturalisation. Une proposition de M. de Lavergne et de plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de faire décider une « enquête sur la situation de l'Algérie et de préparer un projet de loi sur le régime de cette colonie » était en discussion devant la Chambre à la séance du 24 mai 1874. Ainsi que nous venons de le voir, le rapporteur de la Commission, M. Vandier, avait cité le décret de naturalisation comme une des parties de l'œuvre réalisée en Algérie par Crémieux.

Celui-ci demanda la parole :

« »

« Je ne veux, en ce moment — dit-il — vous parler que d'une seule détermination, parce qu'elle a été signalée par l'honorable rapporteur : le décret qui concerne les Juifs de l'Algérie.

« Permettez-moi de rappeler une circonstance ; ne croyez pas que cette question me touche plus que les autres questions, la raison en est simple. Ce n'est pas moi qui ai fait les Juifs algériens citoyens français. C'est Napoléon III comme Napoléon I^{er} en 1808 et comme l'Assemblée Nationale en 1791...

« Les Juifs, pendant 1500 ans, ont été l'objet des plus odieuses et des plus épouvantables persécutions. Moi qui vous parle, qui ai eu l'honneur, comme on dit, d'être votre législateur, j'ai été l'enfant de ceux qui ont été chassés de l'Espagne par Ferdinand et Isabelle. Tous, nous avons été odieusement persécutés dans nos ancêtres, et nous étions encore regardés avant 1791 comme une espèce de population inférieure et dégradée.

(1) *Acte de la délégation à Tours*, p. 66.

« C'est la France qui nous a fait ce que nous sommes.

« Ah, il faut que vous me pardonniez, Messieurs, quand je dirai que je ne crois pas qu'il y ait quelqu'un dans l'Assemblée qui puisse aimer la France comme je l'aime! »
(*Très bien ! très bien ! applaudissements à gauche.*)

Et parlant du reproche à lui fait d'avoir imposé la nationalité française aux Juifs, le grand orateur s'écriait :

« Ne croyez pas que j'aie eu aucun reproche de ces Juifs devenus français. Pas un, entendez-vous bien, ne s'est récrié contre notre décret, ils l'ont tous accepté avec bonheur comme nous avons accepté en 1791 les bienfaits de la France... »

« Ceux qui ne savent pas, les ignorants, ceux qui n'ont reçu aucune éducation, peuvent ne pas le comprendre et ne l'accepter que malgré eux ; en France, — je parle de longtemps, — à Nîmes, en 1816, quand nous étions Français depuis 1791, quelques-uns, en petit nombre il est vrai, regrettaient encore leur nationalité juive, ils ont fini par aimer cette France qui les adoptait pour ses enfants et leurs fils sont d'excellents citoyens. (*Très bien ! très bien !*)

« Quant à nos Israélites de l'Algérie, que l'on me fasse donc connaître, depuis trois ans qu'ils ont l'honneur insigne d'être Français, devant quel tribunal de répression un Juif a été traduit. Qu'on me dise ceux qui ont mal mérité de cette belle et magnifique création que je leur ai faite de citoyens français ? Vous n'en signalerez pas un ! (*Cris de : très bien ! bravo !*) Ce sont de braves gens que vous avez pour concitoyens, de bons Français au nombre de 35.000 que j'ai donnés à notre chère patrie ; ah, laissez-moi vous dire que je vous ai donné 35.000 Français, au moment, hélas ! où notre chère patrie était dépouillée d'un si grand nombre d'excellents citoyens, fils glorieux et

dévoués de la France, dans ces départements français que nous n'aurons pas perdus pour toujours. (*Applaudissements.*) Vous les avez acceptés, ces 35.000 concitoyens, ils sont dans vos rangs, et soyez sûrs qu'ils ne vous déshonoreront pas.

« On a parlé de ne pas appliquer aux Juifs d'Algérie la loi du recrutement. Les Consistoires se sont levés, ils m'ont envoyé des dépêches ainsi conçues :

« Nous sommes Français, nous voulons vivre et mourir Français. Qu'on nous appelle, nous sommes tous prêts. » (*Bravo ! très bien !*)

« Et si je me glorifie, si je suis heureux d'avoir donné à la France cette famille nouvelle, ne croyez pas que c'est seulement parce que je suis Israélite comme eux. Personne au monde n'est plus respectueux de toutes les religions. Je ne comprends pas les religions qui se combattent, je ne comprends que celles qui se tendent la main. (*Très bien, très bien.*)

« Ce n'est pas pour moi une chose nouvelle. Les chrétiens m'ont fait Français. Mon père a été membre de la Commune en 1791 à Nîmes. Vous voulez que je l'oublie ? C'est impossible, puisque j'en suis là, avec vous, votre égal, qu'on m'a fait l'honneur encore de rappeler que j'avais été « législateur » et comment voulez-vous que ce titre de citoyen français ne soit pas pour les Juifs à qui vous l'accordez la chose la plus grande et la plus magnifique (1) ? »

Aucune voix ne s'éleva dans l'Assemblée pour contredire Crémieux.

Le 13 septembre 1875, il était élu sénateur inamovible

(1) *Journal officiel* du 22 mai 1874, p. 3448

par l'Assemblée Nationale. Le 12 février 1880, il mourait.

Le même jour, M. Eugène Pelletan, vice-président du Sénat, faisait devant cette Assemblée son éloge funèbre en termes émus :

« Après la conclusion de la paix, l'Algérie envoya Crémieux siéger à l'Assemblée Nationale, et l'Assemblée Nationale, à son tour, le nomma sénateur inamovible...

« Cependant qui ne connaîtrait que la vie politique de Crémieux ne le connaîtrait pas tout entier, et surtout ne connaîtrait pas tout ce qu'il y avait en lui de générosité et d'amour de l'humanité. Jamais il n'y eut une souffrance quelque part ou une injustice qui ne le trouvât prêt à payer de sa personne ou de sa fortune, que ce fût pour la rançon de la France ou pour les plus humbles des misères.

« Quand un homme, un tel homme, qui a rempli une telle place dans l'histoire de notre temps, vient à disparaître, quelle que soit la cause ou l'opinion politique qu'il ait servie, son nom fait partie du patrimoine commun et on peut dire que le jour de sa mort est un deuil public (1). »

Le ministre de l'Intérieur, M. Lepère, déposait au nom du Gouvernement un projet de loi qui était précédé de l'Exposé des motifs suivants :

« Messieurs, la France et la République viennent de faire une perte cruelle.

« Adolphe Crémieux est mort.

« Il n'était pas seulement un de nos plus illustres orateurs, un noble cœur, un vaillant citoyen ; il avait été l'un des membres du Gouvernement républicain de 1848 qui

(1) *Journal officiel* du 13 février 1880, p. 1652.

a fondé le suffrage universel ; il fut en 1870 un des membres de ce Gouvernement de la Défense nationale qui a lutté pour l'honneur de la France.

« Le Gouvernement de la République acquitte une dette de reconnaissance et remplit un devoir d'honneur en vous demandant d'accorder à Adolphe Crémieux la récompense réservée aux citoyens qui ont rendu de grands services à leur pays.... » (1)

Et le Sénat et la Chambre votaient la proposition à eux faite :

« ARTICLE I. — Les funérailles d'Adolphe Crémieux, ancien membre du Gouvernement provisoire de 1848, ancien membre du Gouvernement de la Défense nationale, auront lieu aux frais de l'État. »

(1) *Journal officiel, ibidem.*

CHAPITRE IV

EFFETS POLITIQUES DU DÉCRET.

Nous avons vu que le décret Crémieux n'était qu'un des articles du programme que désirait réaliser en Algérie le Gouvernement de la Défense nationale. Ce programme, c'était l'assimilation à la métropole, l'établissement d'un gouvernement civil, enfin l'octroi à la colonie de sa pleine capacité politique.

A partir de ce moment, l'Algérie va vivre d'une vie politique intense, la presse va jouir en pleine indépendance de sa liberté.

On conçoit aisément que, dans ces conditions, le décret Crémieux ne peut manquer de faire l'objet des plus vives controverses, des polémiques les plus animées.

Peu à peu cependant, les Juifs de l'Algérie, admis dans le corps électoral français, s'accoutument à leurs devoirs nouveaux. Mais à partir de cette époque, jusqu'à nos jours, ils subissent le contre-coup de leur assimilation. Ils sont entrés dans la lutte des partis, ils vont successivement, avec des périodes d'accalmie et de crise alternatives, subir la loi des partis — plus ou moins durement attaqués, plus ou moins captés par telle faction politique, selon le moment.

Etudier les effets politiques du décret Crémieux, c'est examiner à tour de rôle les divers griefs dont il a été l'objet. Il serait impossible de rentrer dans le détail des

accusations qui ont été lancées, soit contre le décret lui-même, soit contre les Juifs, ses bénéficiaires.

Une critique méthodique et raisonnée, embrassant synthétiquement les faits depuis 1870 jusqu'à nos jours, suffira pour apprécier le décret à ce point de vue.

Le décret de naturalisation a eu une fortune contradictoire. Certains l'ont approuvé entièrement, qui connaissaient à fond l'Algérie. Dans sa lettre à la commission d'enquête parlementaire, M. Vuillermoz, ancien maire et député d'Alger, sollicité de « donner des détails sur la naturalisation des Juifs », répondait ainsi :

« Pour donner le résumé des attaques qui ont été dirigées contre cette excellente mesure, et y répondre, il faudrait un volume. Je me borne à faire une observation.

« Comment n'a-t-on pas aperçu que la carte électorale aux mains des Juifs est aux mains d'hommes d'ordre, disposés, par leur religion même, à respecter avant tout les lois ? J'ajoute, mais sans y insister, que le décret de naturalisation n'eût pas trouvé tant de détracteurs, si les Juifs avaient, dès le début, consenti à voter en faveur des adversaires des institutions républicaines (1). »

M. Robe exprimait, dans une circonstance solennelle, une opinion aussi favorable à la mesure prise (2).

Dans la presse algérienne, de nombreux organes se sont faits les défenseurs de la naturalisation collective. Le premier en date fut la *Solidarité*, journal d'Alger, rédigé par M. Basset (3).

D'autre part, nombreux furent les adversaires du décret. Nous avons résumé dans le chapitre III, les opinions

(1) Dépos. des témoins sur l'Algérie. Comm. d'enquête, p. 295.

(2) V. *infra*, p. 251.

(3) Voir toute la collection de ce journal (année 1871).

de M. du Bouzet et de M. de Fourtou, reproduit l'exposé des motifs du Ministre de l'Intérieur, M. Lambrecht. Depuis cette procédure parlementaire, les mêmes griefs ont été incessamment répétés en Algérie ; on en a même ajouté de nouveaux.

La commission d'enquête de l'Assemblée Nationale, nommée par une résolution du 13 juin 1871 pour « examiner les actes de la délégation de Bordeaux, au triple point de vue civil, militaire et financier (1) », accorda une importance particulière aux événements d'Algérie.

De nombreux témoins furent entendus ; un rapport spécial fut rédigé par M. de la Sicotière.

On imagine dans quel esprit de réaction agissaient les enquêteurs. « Les enquêtes — dit Jules Simon — malgré la modération relative de quelques-uns des rapporteurs, ne sont que des monuments de haine (2). » M. de la Sicotière ne sut pas suffisamment s'abstraire de ses préjugés hostiles aux mesures républicaines de la Défense Nationale. Depuis, des reproches qu'il adressa à la naturalisation des Juifs furent reproduits à satiété.

Ces griefs, nous avons vu qu'ils étaient de deux sortes : les premiers s'adressent à l'acte lui-même de naturalisation, les seconds visent particulièrement les Juifs à qui on conteste les qualités suffisantes pour mériter la dignité de citoyen français.

Nous allons les passer en revue les uns après les autres.

(1) Cette commission du 30 novembre était présidée par M. Saint-Marc Girardin, M. Daru en était le vice-président, MM. de Rainville et Antonin Lefèvre-Pontalis, les secrétaires.

(2) Jules Simon, *Le gouvernement de M. Thiers*, t. II, p. 431.

1° Grievs contre le décret.

Tous ne sont pas d'égale valeur. Il en est qui ont vu le jour fort longtemps après la promulgation du décret. Nous n'attacherons à chacun d'eux que l'importance qu'il mérite.

a) *Inexistence ou fausseté du décret.*

Un des griefs les plus radicaux — et cependant le plus futile de tous — est celui qui consiste à dire que le décret n'a jamais été signé en réalité par les membres du Gouvernement de la Défense Nationale, que seuls Gambetta et Crémieux y apposèrent leurs signatures, celles de Glais-Bizoin et de l'amiral Fourichon n'ayant été insérées à l'*Officiel* que par suite d'un faux, dont se serait rendu coupable Crémieux. C'est une opinion qui a eu grande faveur, qui a encore certain crédit en Algérie. Certains polémistes violents parlent du « faussaire Crémieux », disant qu'on n'a jamais vu « l'original du décret ».

Cet argument a été reproduit à la Chambre des députés, et c'est de là qu'il tire sa plus grande autorité.

« M. PAUL SAMARY. — L'un des délégués qui était à Tours à ce moment là, M. Pujade, dont nous parlions tout à l'heure, prétend même, il l'a écrit dans une lettre qui va paraître dans une brochure documentée, dont M. Garrot, d'Alger, a bien voulu nous communiquer les épreuves, que ce décret n'existerait pas, et je serais assez curieux de savoir si le Gouvernement possède dans ses archives l'original du décret Crémieux.

« Il paraîtrait que ce décret qui a paru au *Journal officiel* n'existerait pas en original (*Rires*) et que, en l'appliquant, on aurait fait ainsi non seulement une œuvre néfaste mais encore une œuvre illégale...

« ... Et si j'en crois le témoignage de l'un des délégués algériens à Tours, il n'aurait même pas été signé par les collègues de M. Crémieux... (1). »

Nous ne nous attarderons pas à discuter longuement cette opinion (2). Les documents que nous avons cités dans notre chapitre III démontrent jusqu'à l'évidence que le décret de naturalisation ne fut pas l'œuvre personnelle de Crémieux. Ce fut un acte qui ne fut pas, non plus, improvisé tout à coup, sans aucune raison autre que le désir d'assurer une influence prédominante à des corégionnaires ; nous avons vu que Crémieux n'avait fait que mettre à exécution une mesure décidée en principe par le gouvernement impérial.

Mais une réflexion s'impose : nous avons vu comment le décret fut discuté, battu en brèche, devant l'Assemblée Nationale, comment le Ministre de l'Intérieur conclut à son abrogation, comment le rapporteur, M. de Fourtou, le critiqua. S'il était vrai que Crémieux eût pris seul l'initiative de la naturalisation, en apposant frauduleusement les signatures de ses collègues sur l'acte authentique, la chose n'eût-elle pas été révélée à ce moment ? L'amiral Fourichon, M. Glais-Bizoin n'auraient-ils pas tenu à l'honneur de se désolidariser d'avec Crémieux ? Tous deux comparurent devant la commission d'enquête parlementaire et ne dirent pas un mot de cela.

On a attendu que la mort ait imposé le silence à tous ceux qui pouvaient parler, pour imaginer un pareil grief. Mais, bien plus, nous avons des témoignages directs qui

(1) *Journal officiel*, 20 février 1898. V. également, Proposition d'abrogation (février 1899), *Exposé des motifs*, p. 6 et 7.

(2) M. Bourlier, député d'Alger, et le Ministre de l'Intérieur, M. Barthou, protestèrent de suite contre la théorie de M. Samary. Voir *Journal officiel*, 20 février 1898.

démontrent que toute la délégation de Tours fut d'accord avec Crémieux.

Le fait est révélé, en ce qui concerne Gambetta, par la lettre qu'il adressait à Crémieux pour le prier de hâter la promulgation des décrets signés le 24 octobre 1870 (1).

La démonstration est encore plus certaine au regard de Glais-Bizoin que, cependant, l'opinion combattue par nous représente comme nettement hostile, comme entièrement étranger au décret de naturalisation. En 1873, Glais-Bizoin publia à Paris, sous le titre de *Dictature de Cinq Mois*, « des mémoires pour servir à l'histoire du Gouvernement de la Défense nationale » (2). Or, voici l'appréciation qu'il donne du décret de naturalisation :

« Ce fut à cette époque que *Crémieux soumit à la délégation un décret qu'elle approuva*, dans le but de donner les droits de citoyen français à tous les Juifs établis en Algérie. Tous en remplissaient les devoirs à l'égal des meilleurs Français. Les tenir ainsi hors la loi était une souveraine injustice. Le Garde des Sceaux, ministre de la justice et leur coréligionnaire, ne pouvait pas la tolérer plus longtemps...

« Le Consistoire israélite nous adressa ses remerciements les plus chaleureux :

« Oran, 7 novembre 1870.

« Consistoire israélite Province au Gouvernement Défense Nationale Tours.

« Vous avez abattu la dernière barrière qui séparait l'Israélite algérien de la grande et noble famille française. Il ne saurait vous exprimer sa gratitude qu'en offrant à

(1) *Suprà*, p. 165.

(2) Paris, 1873, chez Dentu.

la patrie sa vie et ses biens. Ces sentiments animent tous nos coréligionnaires de la province.

« Le Consistoire : Karoubi, président, Charleville, grand-rabbin, membres : Kanoui Simon, Bentata, Mesguish, Hassan, Kanoui Salomon, etc. »

« L'Assemblée Nationale entraînée par l'esprit d'intolérance de la majorité alors dominante n'a pas osé abroger notre décret, mais elle l'a modifié dans un sens restrictif...

« Parmi les mille décrets rendus par le Gouvernement de la Défense Nationale, c'était, à coup sûr, un des plus justes, c'est aussi l'un des premiers sur lesquels l'Assemblée de Versailles a mis la main. Et cependant ces Israélites nous ont donné leur sang et leur argent pour la défense de la France, selon la promesse de leur consistoire (1). »

On voit par là que, bien loin de déclarer qu'il n'avait pas signé le décret, Glais-Bizoin le défendait avec vivacité.

D'ailleurs nous pouvons dire que tout le Gouvernement s'associa au décret, même le Gouvernement de Paris. Nous avons rapporté les félicitations que Jules Favre adressa à Crémieux à l'occasion des décrets (2) et, d'autre part, le Gouvernement de l'Hôtel de Ville exerçait une surveillance très étroite sur celui de Tours qu'il jalousait quelque peu, dont même il révoqua certains actes (3) ; aucune objection ne fut soulevée par lui contre le décret de naturalisation collective.

b) *Inopportunité du décret.*

(1) *Op. cit.*, p. 184.

(2) *V. suprà*, p. 159.

(3) En particulier, V. décret sur les élections, 7 octobre 1870. Rapport Boreau-Lajanadie, p. 84.

Nous arrivons à des griefs beaucoup plus sérieux et sur lesquels nous aurons à nous appesantir davantage.

Beaucoup de bons esprits, sans discuter au fond la valeur du décret, ont estimé que l'heure de sa promulgation avait été mal choisie, soit parce que la nationalisation des Juifs était mal préparée, soit parce qu'au moment où le décret fut signé, les gouvernants de la France assaillie et meurtrie auraient dû n'avoir qu'une seule pensée, refouler l'ennemi.

M. Anatole Leroy-Beaulieu, dans une conférence sur l'Antisémitisme (1), s'est fait l'interprète autorisé de cette opinion.

« *L'Alliance israélite universelle*, dit-il, a eu, comme principal fondateur et longtemps comme président, Crémieux, membre du Gouvernement de la Défense Nationale, et ministre de la Justice durant la guerre de 1870. Je ne sais si c'est à l'Alliance israélite elle-même, ou à son président Crémieux qu'il faut imputer la responsabilité de la naturalisation en bloc des Israélites d'Algérie, en 1870. Je crois que c'est plutôt à Crémieux lui-même, et je crains qu'en signant le décret du 24 octobre 1870, Crémieux ne se soit montré plus Juif que Français. Car, Messieurs, je n'hésite pas à le dire, devant vous, avec ma franchise habituelle, je suis de ceux qui considèrent que la naturalisation en bloc des Israélites d'Algérie, pendant le siège de la capitale de la France, a été une faute contre le patriotisme.

« Je crois que ce n'était pas le moment en pleine guerre et en pleine défaite de naturaliser les Juifs d'Algérie, au risque d'exciter les justes susceptibilités des Arabes et de

(1) 27 février 1897, publiée à Paris en 1897.

provoquer une insurrection des Musulmans. J'aurais voulu que, avant de naturaliser les Israélites algériens, on eût attendu qu'ils fussent devenus vraiment Français par les habitudes, par les mœurs, par le sentiment (1). »

D'autres écrivains, notamment M. Reclus, dans son ouvrage de géographie, *La France et ses colonies* (2) ne sont pas moins sévères.

Nous discuterons plus loin la question de savoir si les Juifs méritaient, en fait, le titre de citoyens.

Nous devons cependant rappeler quelles furent les appréciations de toutes les autorités, sous l'Empire, ce que pensèrent des Juifs, et les publicistes, et les conseils généraux, et MM. Flandin et Delangle au Sénat, et le Gouvernement impérial lui-même. Et il est curieux de constater comment ces attestations, relatives au patriotisme et à la modernisation des Israélites d'Algérie, furent oubliées depuis l'acte qui les récompensa législativement.

Sur l'opportunité même du décret, sur ce fait que les membres du Gouvernement de la Défense auraient dû se préoccuper de bien d'autres intérêts que de ceux-là, nous estimons que ce grief provient surtout de ce qu'on fait une mesure isolée, inattendue de ce décret de naturalisation collective, dont, d'une part, le Conseil général d'Alger venait de déclarer la promulgation urgente et nécessaire, et dont, de l'autre, les délégués algériens réclamaient avec instance l'accomplissement. Nous avons exposé, dans notre chapitre III, la situation exacte de l'Algérie, profondément troublée, et exigeant l'établissement rapide dans la colonie du régime civil, l'assimilation à la métropole, et nous avons vu que le décret de naturalisation ne fut qu'un

(1) *Loc. cit.*, p. 14.

(2) *Op. cit.*, II, p. 287.

des huit décrets, signés le même jour, par la Délégation, en vue d'arriver à ce résultat.

Les membres de la Délégation auraient pu, certes, ne pas agir, laisser toutes choses en suspens : cela ne convenait pas à leurs tempéraments de vieux républicains de 1848.

D'ailleurs, depuis 1789, on a pu constater que chaque révolution amenait avec elle une transformation dans le régime de nos colonies. « La politique d'assimilation, écrit M. Girault (1), a été grandement favorisée chez nous par le triomphe des idées républicaines ; elle a suivi la même évolution, l'emportant avec elle et succombant en même temps. Elle est en effet dans la logique révolutionnaire. » Et, en quelques lignes très précises, M. Girault explique quelle est l'œuvre d'assimilation républicaine : « L'assimilation, sous l'ancien régime, c'était : les privilèges de la noblesse et du clergé, les droits féodaux, le four et le moulin banal, la persécution des Juifs et des protestants, les lettres de cachet, et tout cet ensemble d'institutions iniques et surannées qui était devenu si odieux aux Français du XVIII^e siècle. L'assimilation, aujourd'hui, c'est, au contraire, les principes de 1789, l'égale admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics, le jury, la liberté de la presse, le suffrage universel, le droit d'élire des conseillers municipaux, des conseillers généraux et des députés... (2). »

N'est-ce pas là ce que firent précisément Crémieux et ses collègues ?

Aussi le Gouvernement de la Défense, en réalisant l'as-

(1) *Le problème colonial*, par M. Girault, chargé du cours de législation coloniale à la Faculté de Droit de Poitiers, p. 30.

(2) *Ibidem*, p. 34.

simulation ne faisait-il que suivre la tradition républicaine la plus évidente.

Et si l'on s'étonne de voir l'émancipation des Juifs en Algérie suivre de si près l'établissement du régime républicain en France, c'est que l'on ne songe pas à la force d'action extraordinaire que contient en germe toute révolution politique. Tout mouvement de ce genre, précisément parce qu'il rompt avec les préjugés anciens et les règles primitivement établies, peut à son aise réaliser des réformes qui, même décidées en principe, auraient pu attendre longuement leur accomplissement du jeu régulier des institutions. Une révolution sert souvent à un autre objet qu'à celui qui l'a causée elle-même. Quand le Tiers-Etat, en 1789, se levait pour garantir ses droits et obtenir une diminution d'impôts, nul n'aurait pu prévoir que de cet acte sortiraient la suppression des droits féodaux, celle de la royauté elle-même, l'affranchissement des Juifs, la liberté des colonies; quand les opposants entamaient, en 1847, la campagne pour la réforme électorale, personne n'aurait osé prédire que cette campagne établirait en France le suffrage universel, qu'elle amènerait la suppression de la peine de mort en matière politique, aux colonies l'abolition de l'esclavage des nègres.

De même, l'affranchissement des Juifs algériens par le Gouvernement républicain était une mesure entièrement dans la situation, qu'explique le sens républicain des gouvernants au pouvoir, et que rend parfaitement compréhensible tous les précédents historiques des mouvements révolutionnaires issus de celui de 1789.

c) *Le décret Crémieux, en froissant les Musulmans, a causé l'insurrection de 1871.*

Ce reproche est, incontestablement, un des plus graves

qui aient été adressés au décret. S'il était vrai que l'acte de naturalisation des Juifs ait mis pendant plusieurs mois l'Algérie à feu et à sang, nous ne saurions trouver trop sévères les critiques qu'on lui pourrait adresser.

Or, c'est là une opinion qui a été défendue, non point seulement par des polémistes, mais encore par des hommes extrêmement compétents ; d'un autre côté, il faut reconnaître que bien des attestations contraires ont été fournies.

C'est ainsi que, dans l'Enquête faite par la Commission de l'Assemblée Nationale, plusieurs témoins ont été très affirmatifs (1).

L'amiral Fabre La Maurelle, commandant de la marine en Algérie, tout en expliquant les diverses autres causes qui peuvent expliquer le soulèvement, estime que la naturalisation des Juifs a été une raison importante d'irritation pour les habitants de l'Algérie :

« Je crois, dit-il (2), devoir dire un mot de la naturalisation des Israélites ; je l'ai écrit bien souvent dans mes dépêches et rapports au ministre ; cette mesure si malencontreuse blessa non seulement les Maures d'Alger, mais en général les indigènes des trois provinces. Sans chercher à en connaître les causes, il paraît bien avéré que le Juif ne jouit pas d'une grande estime auprès des Algériens. »

M. le capitaine d'Hincourt trouve 5 causes à l'insurrection :

« ... 5^e Enfin, la naturalisation en masse des Juifs, mesure considérée par les indigènes comme un outrage que

(1) Nous ne revenons pas sur les opinions déjà relatées par nous, de MM. Lambrecht, de Fourtou et du Bouzet. V. ch. II.

(2) Rapp. Sicotière, II, p. 147.

leurs vainqueurs auraient dû leur épargner (1). » «...La naturalisation des Juifs, ajoute-t-il plus loin (2), est une des mesures qui ont le plus blessé les indigènes... »

M. de Sainthorent, très hostile au décret, ne lui attribue, lui, qu'une importance relative en ce qui concerne l'insurrection.

« A coup sûr le décret du 24 octobre 1870 a été un acte très impolitique, une mauvaise action au point de vue de l'intérêt français, mais il ne faut pas lui attribuer à lui seul les révoltes de l'Algérie de 1870 et 1871. Ce serait une grave erreur. Il a irrité profondément les Arabes et a été une des causes de l'insurrection ; mais il ne faut pas perdre de vue le désir naturel des grands chefs arabes de secouer notre domination (3). »

M. l'amiral du Gueydon est interrogé sur le même sujet, et il est plus catégorique :

M. CALLET. — L'assimilation des Juifs aux Français a-t-elle été étrangère à cette insurrection ?

« M. L'AMIRAL DU GUEYDON. — Oh non.

« M. CHAPER. — Elle est en première ligne.

« M. L'AMIRAL DU GUEYDON. — Pour moi le décret d'assimilation a été la cause déterminante de l'insurrection ; les Musulmans en ont été extrêmement froissés (4). »

Mais il trouve lui-même bien d'autres causes à l'insurrection :

« Une réaction bruyante contre les condescendances du système impérial envers le peuple indigène et surtout contre les privilèges et l'autorité des chefs arabes ; le spec-

(1) *Loc. cit.*, p. 222.

(2) *Loc. cit.*, p. 223.

(3) *Loc. cit.*, p. 234.

(4) *Loc. cit.*, p. 207.

tacle dans nos villes d'autorités françaises méconnues, insultées, arrêtées même, l'injure et la menace surtout prodiguées aux officiers plus spécialement préposés au maintien de notre domination en pays arabe ; le départ pour la France de toutes les garnisons ; les récits apportés, dans chaque tribu, par les tirailleurs algériens échappés à nos désastres ; enfin, comme dernière manifestation de notre probable impuissance, l'insurrection de Paris ; telles sont les causes qui en surexcitant au plus au haut degré les espérances ont fait l'insurrection de 1871 (1). »

Le premier président de la Cour d'Alger, M. Pierrey, est plus net encore :

« L'insurrection n'était encore que menaçante et partielle lorsqu'un dernier acte vint lui fournir un nouveau motif d'excitation ; je veux parler de la naturalisation en masse des Israélites indigènes.

« M. LE PRÉSIDENT. — Ainsi c'est à cette mesure que vous attribuez la cause principale de l'insurrection ?

« M. PIERREY. — L'insurrection commençait à naître ; elle était dans la période de fermentation. Sa cause première a procédé, ainsi que je le disais tout à l'heure, de l'apparent anéantissement des forces de la France ; la dernière mesure a ajouté à ce motif de soulèvement un stimulant de plus, celui de l'exaspération (2). »

M. Villot croit aussi à l'influence du décret sur l'état d'esprit des Musulmans, mais pour des raisons toutes différentes des précédentes :

« Cet acte a eu un retentissement profond jusque dans les tribus les plus reculées, et il a été très habilement exploité par les marabouts ; car il implique une question des

(1) *Loc. cit.*, p. 207.

(2) *Loc. cit.*, p. 228.

plus graves, celle de la suppression des lois de famille par décret.

« Cette naturalisation brutale, cette suppression radicale et immédiate de la polygamie, du divorce, du droit de tester etc., etc., cette révolution dans l'état social, concernant 30.000 régnicoles, répartis sur tous les points de l'Algérie, constituait un acte d'assimilation bien fait pour faire réfléchir les Musulmans. Ne leur appliquerait-on pas un jour ce procédé jacobin de conversion ? (1) »

D'autres témoignages sont beaucoup moins affirmatifs.

M. Lambert ne croit pas que la cause principale réside dans le décret. « Les insurrections n'avaient pas fait défaut en Algérie, avant le décret du 24 octobre, avant le 4 septembre, et les chefs arabes qui les avaient fomentées n'avaient pas à invoquer le prétexte de la naturalisation des Israélites (2). »

Le général Lallemand est du même avis :

« M. LE PRÉSIDENT. — Croyez-vous que la naturalisation donnée aux Juifs y ait été pour quelque chose ?

« M. LE GÉNÉRAL LALLEMAND. — Elle a pu y être également pour quelque chose ; mais la cause, selon moi, la plus active, a été l'extension intempestive du régime civil. Elle nous a amené toutes sortes de complications des plus fâcheuses. »

De nombreux contradicteurs sur le fond même du débat se firent entendre au sein même de la commission : Crémieux lui-même, de l'opinion duquel il convient de ne pas trop tenir compte, puisqu'il est intéressé personnellement dans la question ; M. Vuillermoz, maire d'Alger, est à coup sûr aussi net que lui, et sa réponse est intéressante,

(1) *Loc. cit.*, p. 159.

(2) *Loc. cit.*, p. 70.

car elle donne la clef de beaucoup de récriminations faites contre le décret (1).

Le général Augeraud qui commandait la région où l'insurrection a éclaté repousse tout lien de connexité entre le décret et l'insurrection.

« Bien des personnes pensent que ce décret a été la cause de la révolte. Quant à moi, je ne l'ai jamais cru ; ça n'a été qu'un prétexte (2).

« M. LE PRÉSIDENT. — Vous croyez que cela n'a pas eu d'importance ?

« M. LE GÉNÉRAL AUGERAUD. — J'en suis intimement persuadé. La révolte tient à trois causes réunies : la guerre, le départ des troupes d'Algérie et les troubles qui ont été la conséquence de la fièvre révolutionnaire (3). »

M. Lucet, préfet de Constantine, puis député, dépose formellement dans le même sens :

« Lorsque le décret du 24 octobre me parvint, à la préfecture de Constantine, il produisit sur moi une fâcheuse impression ; je n'hésitai pas à le regarder comme intempestif et contraire aux principes démocratiques, qui ne permettent pas d'imposer de force et brusquement à toute une population un état que chacun de ses membres est maître de repousser comme antipathique à ses mœurs, à ses habitudes et même à ses intérêts. Facilitez tant que vous voudrez la naturalisation, mais laissez chacun libre d'y recourir. Arracher à la barbarie une masse d'individus pour les élever au rang de citoyens français, c'est très bien en principe, mais la pratique exige des tempéraments.

(1) *Loc. cit.*, p. 295. V. *suprà*, p. 223.

(2) Cette opinion avait été déjà soutenue par M. de Fourtou dans son rapport sur le projet d'abrogation. *Journal officiel*, 4 sept. 1871, p. 3197.

(3) *Loc. cit.*, p. 217.

Enfin, le moment me semblait mal choisi pour une semblable mesure, et je craignais qu'elle ne provoquât un grave mécontentement chez les Arabes. Sous ce dernier rapport, je me suis trompé. Pour en avoir le cœur net, plusieurs fois devant la Cour d'assises de Constantine, j'ai fait poser la question à divers chefs indigènes, accusés ou témoins, ou même à des officiers français, et tous, sans exception, ont répondu que la naturalisation des Israélites n'avait été pour rien dans les causes de l'insurrection. C'est donc une question vidée (1). »

L'enquête est donc tout à fait contradictoire. Chacun des témoins a vu les événements sous un angle particulier, et les jugeait avec plus ou moins de sévérité à l'égard du décret Crémieux, suivant qu'il était plus ou moins favorable au gouvernement républicain de la Défense. Il n'y a donc pas lieu d'en tenir grand compte, sauf pour les faits concrets révélés par MM. Villot et Lucet, et dont nous devons parler.

Malgré cette indécision parmi ceux-là qui avaient été sur les lieux mêmes de l'insurrection, beaucoup croient encore à l'influence du décret sur l'insurrection.

C'est ainsi que M. Rinn, dans son *Histoire de l'Insurrection de 1871* (2), explique la part qu'il attribue aux décisions prises par Crémieux.

« Le premier des décrets sur la naturalisation des Israélites — dont on a d'ailleurs exagéré les effets — servit aux Indigènes de thème à des excitations malveillantes : les uns dirent qu'il fallait que nous ayons bien peu de souci de notre honneur pour consentir à traiter les

(1) *Loc. cit.*, p. 93.

(2) Sur tous ces points, V. la brochure très documentée de M. Forest, *La naturalisation des Juifs algériens et l'insurrection de 1871*.

Juifs comme des égaux ; les autres, les marabouts, y virent une preuve de notre prétendue intolérance religieuse qui nous faisait imposer aux Israélites notre loi civile au lieu de leur laisser leur loi religieuse. « Sans aucun doute — disaient-ils — un jour, nous agirions de même vis-à-vis de la loi religieuse des Musulmans (1). »

D'ailleurs M. Rinn est bien plus sévère à l'égard du décret sur l'organisation politique et de celui sur le jury (2).

M. Alfred Rambaud s'approprie la manière de voir de M. Rinn.

« Les causes de l'insurrection sont de deux sortes : les unes tiennent à la politique, à l'administration, à la population européenne, les autres sont spéciales à la société indigène... »

« Sans entrer dans le détail, parmi les causes européennes de l'insurrection, on peut énumérer en premier lieu : les décrets sur la naturalisation en bloc des Israélites ; la désorganisation de la hiérarchie militaire chargée du service des affaires indigènes, l'introduction hâtive d'un système de régime civil, qui inquiéta d'autant plus les Musulmans qu'il était réclamé avec plus d'impatience par les colons (3). »

M. Barthou, à la tribune de la Chambre des députés, a paru opiner également dans le même sens.

« Mon impression personnelle est que cette naturalisation, surtout au moment où elle se produisait, fut peut-être une faute politique et n'a pas été peut-être étrangère aux événements qui ont ensanglanté l'Algérie en 1871... (4) »
(*Au centre : Parfaitement.*)

(1) *Op. cit.*, p. 93.

(2) *Ibidem.*

(3) *Histoire de l'insurrection de 1871*, Paris, 1891, p. 7.

(4) Séance du 19 février 1898.

Enfin, une autorité plus haute encore a exprimé une manière de voir identique. M. Weiss, le savant professeur de la Faculté de droit de Paris, dans son *Précis de droit international privé*, critique ainsi la naturalisation des Juifs :

« Tandis que les Israélites manifestaient un enthousiasme très modéré pour une mesure qui les privait de prérogatives nombreuses, les Arabes de religion musulmane virent avec déplaisir le gouvernement français témoigner de dispositions favorables pour une race dont les séparait un antagonisme séculaire ; et ce déplaisir fut, selon toute vraisemblance, une des principales causes de l'insurrection algérienne de 1871 (1). »

Nous ne saurions partager cette opinion. En dehors des témoignages qui sont trop contradictoires pour qu'on s'y puisse arrêter, nous estimons que les faits démontrent, par eux-mêmes, qu'il n'y eut pas de lien entre le décret qui naturalisa les Juifs et la sanglante révolte qui ravagea la colonie.

Et d'abord, est-il exact de dire que les Musulmans furent irrités de voir le privilège de naturalisation accordé aux Juifs, alors qu'il était « refusé à eux » ? Nous ne le pensons pas. Les Musulmans ne voulaient pas de cette mesure, qui était contraire à leur loi religieuse. Comment auraient-ils pu s'indigner de la voir accorder à d'autres ? D'autre part, on les représente comme inquiets de se voir imposer, à eux-mêmes, une semblable transformation dans le statut (2). Comment concilier ces deux sentiments ? Ne sont-ils pas inconciliables par essence ?

En réalité, les Musulmans n'ont pas fait part d'impres-

(1) *Op. cit.*, I, p. 405. Dans le même sens, Tissier, *Revue Algérienne*, 1891, p. 70 ; Besson, *Législation civile de l'Algérie*.

(2) V. déposition Villot. Opinion de M. Rinn, p. 60.

sion autre que de celle d'un désir avoué de secouer notre domination. Devant la Cour d'assises de Constantine, interrogés sur ce point, ils déclarèrent tous, au dire de M. Lucet, que le décret de naturalisation n'avait aucunement pesé sur leur détermination (1).

Le seul document que nous aient fait connaître à ce sujet les Musulmans est précisément une déclaration tendant à faire admettre que les Musulmans regardèrent d'un œil parfaitement indifférent l'accession des Juifs à la pleine capacité politique.

« Constantine, le 20 juin 1871.

« Le consistoire israélite de Constantine ayant demandé aux notables parmi la population musulmane de cette ville, de vouloir bien lui faire connaître franchement quelle est leur opinion sur le décret qui a pour effet la naturalisation des Israélites de l'Algérie, et ce qu'ils en pensent, si ce décret a excité la colère et l'animosité dans les cœurs des Musulmans, ou non.

« Nous, soussignés, lui avons répondu que cette mesure n'a froissé personne et n'a excité les colères de personne, parce qu'elle est rationnelle. Au contraire, tous les gens bien sensés l'apprécient et l'approuvent, alors surtout que la porte est ouverte à tous les Arabes qui désirent eux-mêmes se faire naturaliser. »

Cette attestation est signée des plus hautes notabilités de Constantine, du mufti-hanefi, du mufti-maleki, de conseillers généraux, etc... (2).

(1) M. de la Sicotière dans son rapport (p. 310) dit qu'il faut se méfier de ces déclarations « très habilement concertées ». Dans quel but les Musulmans se seraient-ils entendus pour cacher leurs pensées ?

(2) V. Note du consistoire central des Israélites de France, déjà citée p. 190, et discours de M. Bourlier à la Chambre des députés le 19 février 1898. Un grand nombre d'Arabes n'étaient pas éloignés cependant d'en vou-

Ce qui vaut mieux, d'ailleurs, que ces attestations et ces déclarations, ce sont, d'une part, les faits mêmes de l'insurrection, de l'autre les documents judiciaires.

Quand commencent à se laisser entrevoir les premiers symptômes de l'insurrection ? La question de date a ici une importance particulière. M. Rinn observe qu'il y eut quatre périodes distinctes dans l'insurrection : la première, va, pour lui, du 14 juillet 1870 au 8 avril 1871, date où le Bach-Agha Mokrani et ses deux associés Si Mohammed Ben Ali Cherif, marabout de Chellata, et Cheik Haddad, grand maître d'une importante société de Khouans, déclarent le Djehad, la guerre sainte contre les Infidèles. Dès le moment où, après l'interpellation Le Hon, Mokrani apprend que le régime civil va être substitué au gouvernement militaire, il s'irrite. Quand le maréchal de Mac-Mahon donne sa démission, il envoie également la sienne. Et cela dès le mois de juillet 1870. Mokrani, grand seigneur arabe, ruiné et endetté, se croit solidaire des bureaux arabes. Puis éclate la guerre avec la Prusse, surviennent les premiers revers. Dès ce moment les Arabes se disposent à nous trahir.

« Nos premiers revers — écrit M. Cat — dans la fatale guerre de Prusse, surprirent profondément les indigènes et les réjouirent ; pourtant la France paraissait encore si puissante, si capable de vaincre à son tour, que tous cachaient leurs pensées intimes de haine et de révolte ; depuis 20 ans courbés, ils n'osaient pas encore relever la tête. Mais quand Paris, la ville forte et riche, eut capitulé, quand il fut bien établi que nous étions vaincus, alors les indigènes s'agitèrent, sur les marchés, dans les cafés

loir aux Juifs, mais c'était pour avoir apostasié et s'être laissé imposer les lois françaises. V. Disc. Barthou, 19 février 1893.

maures, au milieu des djemaas, lisant ardemment les lettres de quelques tirailleurs prisonniers en Prusse, et où était dépeinte avec force hyperboles, la puissance de nos ennemis ; le prestige de la France tomba tout d'un coup... (1). »

Dans l'intervalle, et bien avant que le décret de naturalisation fût promulgué, l'attitude des Arabes était dénoncée aux autorités françaises.

Le rapport de M. Chaper, dans l'enquête de la commission de l'Assemblée Nationale, est fort explicite à cet égard. Il cite tous les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense ; celle du 14 septembre 1870 fut occupée par l'incident suivant :

« Des dépêches d'Algérie signalent un soulèvement prochain dans les tribus du Sud. De l'avis de M. le général Trochu, c'en est fait de la colonie, si l'on fait partir les derniers bataillons qui y restent. Ils ne sauveraient pas la France et leur éloignement perdrait l'Algérie. Il est décidé que les troupes recevront l'ordre de rester en Algérie (2). »

Le rapport de M. de la Sicotière nous montre la préoccupation d'un de nos chefs les plus clairvoyants et les plus respectables :

« A la première nouvelle du désastre de Sedan, le général Faidherbe, qui commandait la subdivision de Bône, prévoyant les désastreuses conséquences que cet événement pouvait entraîner pour notre domination en Algérie, se hâta de prévenir et de raffermir ses lieutenants. La lettre-circulaire était digne et prudente :

(1) *Précis de l'histoire de l'Algérie française*, p. 374.

(2) Rapport Chaper, p. 21.

« Bône, 4 septembre 1870, 10 h. 10 matin.

« Le général de brigade commandant la subdivision à MM. les commandants supérieurs des cercles de Guelma, la Calle et Souk-Ahras.

« Vous allez recevoir par la voie télégraphique une dépêche contenant la nouvelle d'événements désastreux pour le pays et pour l'armée ; faites en sorte que l'annonce de ces malheurs si grands qu'ils soient, et qui d'ailleurs n'ont pas abattu l'énergie de la Nation, « ne prenne
« pas en pays arabe une importance exagérée et ne laisse
« pas croire à ces populations que notre situation est
« changée en Algérie, où, d'ailleurs, nous avons toutes
« les forces nécessaires pour nous maintenir.

« Voyez les chefs indigènes, faites-leur entendre la voix du patriotisme et du devoir, et *tâchons de gagner du temps.*

« Je suis d'avis qu'il y a lieu de communiquer la dépêche que vous recevrez du télégraphe aux commandants supérieurs, sous le timbre : confidentielle ; de manière que la nouvelle de nos malheurs arrive, autant que possible, avec ménagement, dans les tribus et le plus tard qu'il se pourra à Biskra, Bordj, Moila et Boussaâda.

« FAIDHERBE (1). »

N'est-ce pas là chose significative ? D'ailleurs tous les rapports des fonctionnaires étaient unanimes :

« Une grande prudence est nécessaire en Algérie, à cause des indigènes. *Je prends toutes mesures comme si insurrection était imminente ; c'est moyen de l'éviter. Ai grande confiance que paix ne sera pas troublée* », télégra-

(1) Rapport Sicotière, p. 79.

phie le 8 septembre 1870 au ministre de l'Intérieur, M. Warnier, préfet d'Alger (1).

« Les derniers revers de l'armée réclament le maintien de l'ordre en Algérie. Le spectacle du désordre ébranlerait fortement les indigènes en leur enlevant leur confiance dans votre gouvernement », télégraphiait le général Durieu au ministre de la Guerre, le 16 septembre 1870 (2).

Et l'on peut, après avoir élagué du terrain de la discussion tout ce qui a trait au décret Crémieux, puisque tous ces documents lui sont antérieurs (3), aisément établir quelles sont les seules et uniques causes de l'insurrection des Arabes. D'une part, chez les grands chefs, le désir de s'opposer au fonctionnement du régime civil, de reconstituer l'ancienne féodalité militaire, de chasser les Français du s l musulman, de l'autre, chez les marabouts, la fièvre religieuse, le fanatisme reprenant le dessus ; dans le peuple, enfin, l'obéissance passive aux ordres et aux excitations des uns et des autres ; chez tous, la conviction que Paris étant pris, la puissance de la France est définitivement brisée.

Auprès de ces motifs puissants, quel poids conserve la naturalisation des Juifs ? Et, d'ailleurs, ainsi que le remarque M. Rambaud lui-même (4), avant que le décret soit promulgué, l'insurrection est déjà visible. En septembre 1870, il y eut un nombre inusité d'incendies de forêts ; en octobre, un très petit nombre d'élèves arabes seulement rentrèrent dans les lycées, « les parents pouvaient craindre

(1) *Ibidem*, p. 53.

(2) Rapp. Sicotière, p. 54.

(3) Voir également la lettre pressante de Crémieux à Gambetta pour lui demander de ne pas dégarnir l'Algérie de troupes. (Actes de la Délégation, II, p. 125.)

(4) *Op. cit.*, p. 8.

de les exposer à quelque péril vague, ou simplement ne se souciaient pas de nous livrer des otages (1) ».

Puis le 14 mars, Mokrani déclare officiellement la guerre aux Français, par une lettre adressée au général Augeraud et dont voici le texte :

« Je vous remercie de vos bonnes paroles. Je vous remercie de la bonté que vous m'avez témoignée et dont je garderai le meilleur souvenir. Mais je ne puis vous répondre qu'une chose : j'ai donné ma démission au maréchal Augeraud et dont voici le texte :

« Si j'ai continué à servir la France, c'est parce qu'elle était en guerre avec la Prusse et que je n'ai pas voulu augmenter les difficultés de la situation. Aujourd'hui, la paix est faite, et j'entends jouir de ma liberté. Vous le savez, je vous l'ai dit, je ne puis accepter d'être l'agent du gouvernement civil, qui m'accuse de parti pris, et qui déjà désigne mon successeur. Cependant l'on verra plus tard si l'on a raison d'agir ainsi, et si c'est moi qui ai tort. Mes serviteurs sont arrêtés à Sétif et à Aumale, et partout l'on affirme que je suis insurgé. Pourquoi ? Parce que l'on veut me condamner. Eh bien, je n'échangerai avec ces gens-là que des coups de fusil et j'attendrai. J'écris à M. le commandant du Bordj que je refuse mon mandat de février et qu'il ait à se tenir sur la défensive, car je m'apprête à combattre.

« Adieu (2). »

Pas un mot de la question juive. De même, Bou Mezrag, frère de Mokrani, écrivant le 25 mars 1871 à des tirailleurs algériens pour leur demander de se joindre à lui,

(1) Rambaud, *op. cit.*, p. 8.

(2) Rinn, *op. cit.*, p. 153.

leur disait : « Vous savez combien est grande la faiblesse du Gouvernement français. Vous savez aussi ce que lui a causé l'armée nombreuse de celui que Dieu a fait son maître. Vous n'ignorez pas le *manque de soldats* et de *troupes militaires*, et il ne reste plus que le civil... (1). »

Voilà donc bien précisés les sentiments intimes des meneurs arabes. Si l'on veut encore observer qu'aucune attaque des insurgés ne visa particulièrement les Juifs, ni leurs propriétés (2), que d'ailleurs le mouvement de révolte, dont l'atrocité est trop souvent oubliée, se concentra dans trois régions : la Kabylie, le Sahara de Constantine et la région de l'Aurès, où il n'y a que fort peu de Juifs, on admettra que les Arabes considéraient comme ennemis les Français et non spécialement les Juifs.

Les documents judiciaires sont au surplus définitivement concluants. En 1872, les principaux chefs de l'insurrection comparurent devant la Cour d'assises de Constantine.

Or, l'arrêt de renvoi de la Chambre d'accusation et l'acte d'accusation devaient nécessairement s'expliquer sur les causes de la révolte.

Voici ce que dit l'arrêt de renvoi, dont l'exposé est d'une précision saisissante :

« La formidable insurrection qui naguère désolait ces contrées et dont les faits principaux font l'objet de la présente instruction, a pris naissance dans la province de Constantine, au sein des tribus soumises à l'autorité du Bach-Agha Si Mohommed ou el Hadj Ahmed el Mokrani. Activement préparée par ce personnage et par les membres de sa nombreuse et puissante famille, avec le con-

(1) Forest, *op. cit.*, p. 43.

(2) L'agression du 1^{er} mars 1871 à Alger que nous avons exposée au chapitre III demeura un fait isolé, sans rapport possible avec le décret.

cours de chefs influents dont les noms viendront dans le cours de cet exposé, et qu'il avait dû entraîner dans sa défection, elle se développa d'autant plus rapidement que l'insuffisance de nos forces militaires, presque toutes employées à ce moment dans la désastreuse guerre contre la Prusse, ne permit de lui opposer au début qu'une inefficace résistance. Ce ne fut qu'au retour en Algérie de celles de nos troupes que la conclusion de la paix rendit disponibles, que nos colonnes, habilement commandées, purent entreprendre et mener à bonne fin la compression de la révolte.

« En demandant compte aux principaux auteurs de cette insurrection des dévastations et des massacres qu'ils ont ainsi attirés sur nos populations européennes, alors en pleine voie de progrès, on a dû rechercher les causes, qui ont poussé à la défection tant de personnages indigènes, comblés des faveurs du Gouvernement français et d'autres qui, sans positions officielles, exerçaient en pleine liberté, au milieu de leurs coréligionnaires, les privilèges attachés à leur caractère religieux. Il n'entre pas dans le cadre de cet exposé de s'étendre sur ces diverses causes ; il suffira, pour apprécier la moralité des actes reprochés aux prévenus, d'indiquer celles de ces causes qui paraissent les plus plausibles.

« De ces causes, il en est une permanente : c'est la haine du vaincu pour le vainqueur, latente parfois, mais ravivée à l'occasion par le fanatisme religieux ; d'autres sont accidentelles ; il faut les chercher dans le changement de système opéré dans l'administration de ce pays après le 4 septembre, particulièrement dans la substitution du régime civil au gouvernement militaire, substitution qui avait pour conséquence le départ de quelques-uns des

représentants élevés de l'autorité militaire, que les chefs indigènes considéraient comme leurs protecteurs, et leur faisaient entrevoir, dans un avenir prochain, l'application d'une législation contraire à leurs mœurs et à leur religion ; peut-être voyaient-ils dans ces changements l'occasion d'un amoindrissement dans leurs fonctions. Quoi qu'il en soit, on put dès lors observer un changement considérable dans l'attitude de ces chefs et constater le progrès de l'agitation qu'ils s'appliquaient à fomenter dans les populations placées sous leurs ordres ou soumises à leur influence. C'eût été le cas d'agir avec vigueur pour étouffer les premiers germes de soulèvement, mais l'affaiblissement de nos forces militaires était tel à ce moment qu'on dut se borner à organiser la défense, sauf, en temps meilleurs, à prendre l'offensive pour enrayer la révolte. Ce résultat a été complètement obtenu, il s'agit maintenant de poursuivre l'œuvre de la justice (1). »

L'acte d'accusation n'est pas moins significatif :

« L'insurrection qui a désolé l'Algérie en 1871 a un caractère spécial ; c'est à proprement parler la révolte des chefs les plus comblés par la France ayant pour but systématique et prémédité l'obstacle à la colonisation dans le présent et dans l'avenir et de rendre impossible l'établissement d'une administration régulière civile. Ils ont profité des difficultés dans lesquelles la France se débattait pour contraindre les populations placées sous leurs ordres à se soulever, et l'on vit pour la première fois les Arabes et les Kabyles réunis dans une insurrection commune (2). »

Ainsi, dans les actes judiciaires officiels, on ne cite pas la naturalisation des Juifs comme une des causes de l'in-

(1) Arrêt de renvoi. Alger, 1872, p. 27.

(2) Acte d'accusation. Alger, 1872, p. 40.

surrection, et cependant un grand nombre de témoins avaient été entendus.

Les débats devant la Cour d'assises sont aussi probants. Dans un mémoire que rédigea pour Si Azis, un des principaux coupables, M. Mercier, depuis maire de Constantine, il n'est nullement fait question des Juifs (1). Nous avons enfin le témoignage précis de M. Lucet, adversaire personnellement du décret Crémieux et qui, cependant, ne lui attribue aucune part dans le soulèvement de 1871, en présence des déclarations concordantes des accusés et des témoins (2).

Nous pouvons donc conclure que la véritable et unique cause de l'insurrection de 1871 fut le désir des Arabes de profiter de nos malheurs pour se libérer de notre domination. Nos troupes étaient occupées ailleurs, l'occasion était trop tentante pour que les Musulmans la laissassent échapper. Le fait n'était pas sans précédents.

« En ce moment (1864), dit M. Cat, la folle expédition du Mexique avait forcé le Gouvernement français à dégarnir l'Algérie d'une partie de ses troupes. Le Bach-Agha des Oulad Sidi Cheikh, Si Sliman ben Hamza, fils de celui qui nous avait conquis Ouargla et une bonne partie du Sud, crut le moment propice pour appeler aux armes toutes les populations qui le reconnaissaient comme chef religieux et militaire (mars 1864) (3). »

La raison profonde du soulèvement, c'est l'indignation que tout Musulman, dans une fierté de race qui n'est pas sans grandeur, éprouve à se plier sous les lois des infidèles. Le passé doit à cet égard nous renseigner sur l'avenir

(1) Forest, *op. cit.*, p. 45.

(2) V. *suprà*, p. 237.

(3) E. Cat, *Récit de l'histoire de l'Algérie française*, p. 365.

et M. Rinn, dans sa conclusion (1), nous donne des conseils qui démontrent comme il faut se garder de trop d'illusions.

« Un jour nous commettrons des imprudences, nous affaiblirons nos moyens de coercition, déjà trop affaiblis, ou bien nous nous dégarnirons de troupes réputées inutiles ou dispendieuses, dont l'utilité ne sera évidente que lorsqu'elles ne seront plus là et qu'il sera trop tard.

« Il n'y a dans tout ceci aucune supposition gratuite, c'est la conclusion pure et simple des dernières insurrections algériennes, de celle de 1871 comme de celle de 1876 à El-Amri, de 1879 dans l'Aurès, et de 1880 dans le Sud-Oranais. *Facta, non verba!*.. »

L'insurrection de 1871 n'a pas échappé à cette loi commune. Peut-être, si nous voulions donner le détail de ses causes, pourrions-nous, avec le motif capital signalé plus haut, énumérer quelques imprudences des bureaux arabes, et surtout les menées audacieuses d'agents prussiens intéressés à troubler l'ordre dans notre Colonie. Sur le premier point, nous pouvons rappeler le langage tenu en cour d'assises par une haute personnalité algérienne, M^e Robe, défendant le journal l'*Akhbar* contre le général Wolff, plaignant au nom des bureaux arabes :

« Et l'insurrection de 1871 ? Les bureaux arabes sont-ils bien sûrs qu'ils sont tout à fait étrangers à ces événements lamentables qui ont amené la ruine et le massacre de nos colons ? Le jour viendra sans doute où on fera une enquête sérieuse, complète, impartiale sur les causes de cette révolte. Le jour viendra aussi où un homme de cœur et de savoir écrira cette douloureuse histoire ; la lumière sera faite alors et on saura où sont les coupables, les coupables

soit par action, soit par omission, ce qui amène les mêmes conséquences ; on saura si le décret du 24 octobre 1870 sur la naturalisation des Israélites, décret qui, à mon sens, doit être considéré comme un acte de bonne législation et de civilisation, est pour quelque chose dans la révolte de la Kabylie, si ce n'est pas là, au contraire, une cause puérile, et imaginée ou par des ignorants ou par des gens intéressés à dissimuler les vraies causes (1). »

D'autre part, le fait que des agents prussiens ont contribué à amener les Arabes est nettement établi : M. Rinn l'affirme et le démontre :

« Ne pouvant entraîner le Bach-Agha à une insurrection immédiate, les agents prussiens se contentèrent de l'exciter indirectement en lui adressant, en français, des lettres anonymes dans lesquelles ils lui disaient que c'était un Juif qui était au pouvoir et que lui, Mokrani, ne devait obéir ni à des Juifs ni à des mercantis (2). »

Il nous suffit de constater que le décret Crémieux ne peut, à aucun degré, mériter le reproche qu'on lui a adressé ; que les témoins, affirmant le contraire, ont été abusés par des impressions ou des préjugés personnels ; que si certains chefs se servirent du décret comme d'un prétexte secondaire pour échauffer le zèle de quelques partisans, jamais ce décret n'aurait eu une influence suffisante pour pousser les Arabes à la trahison, et nous pouvons conclure avec M. Forest (3) que si « les Juifs algériens n'avaient pas été naturalisés le 24 octobre 1870, l'insurrection ne s'en serait pas moins produite dans le même temps, dans

(1) *Les bureaux arabes devant le jury*. Alger, 1871, p. 149.

(2) *Op. cit.*, p. 88 et 86. M. de la Sicotière dans son rapport (p. 92) est d'un avis contraire, mais qu'il base sur des arguments peu démonstratifs.

(3) *Op. cit.*, p. 55.

les mêmes lieux, avec la même force et la même intensité ».

d) *Le décret Crémieux a été illégalement rendu.*

La question de la légalité du décret Crémieux a été soulevée à diverses reprises, mais elle ne l'a été sérieusement que dans la première année qui a suivi sa promulgation (1).

L'argumentation des adversaires du décret était ainsi conçue : Le Gouvernement de la Défense était constitué dans un but strictement unique : celui de la défense du territoire contre l'ennemi, ainsi que l'indiquait son nom. En admettant donc qu'il eût le pouvoir législatif, il ne pouvait l'exercer que pour les points ressortissant à cet objet. Donc, le décret Crémieux, ne statuant pas sur une question relative à la défense, était illégalement rendu (2).

L'Assemblée Nationale eut, dès l'origine, à se préoccuper de cette manière de voir. Dans un débat relatif à une proposition de M. Amédée Lefèvre-Pontalis, demandant précisément que l'Assemblée Nationale fît une sélection entre les décrets visant la défense, et ceux qui y étaient étrangers, elle adopta un amendement de M. Taillefert rédigé dans un tout autre esprit, et qui ne soumettait à la discussion de la commission que le choix à opérer parmi les décrets qui devaient être conservés (3).

(1) Rapport Sicotière, p. 314 et 315.

(2) Dans le même sens, Proposition d'abrogation du décret Crémieux (février 1899).

(3) Le texte de la proposition était « relatif à la nomination d'une commission de 30 membres, chargés de reviser tous les décrets ayant un caractère législatif rendus par le Gouvernement de la Défense nationale sur des objets étrangers à la dite défense » (11 mars 1871). Le texte adopté fut que la commission « était chargée de rechercher parmi les décrets législatifs du Gouvernement de la Défense nationale ceux qui ont un caractère temporaire, et de signaler ceux des décrets définitifs du même Gouvernement qu'il serait urgent de rapporter ou de modifier » (23 juin 1871, V. *Journ. off.* à ces dates).

M. de Fourtou, dans son rapport, après avoir visé ce débat, n'en demeure cependant pas moins convaincu de l'illégalité du décret (1).

« Votre commission ne veut pas rouvrir le grand débat qui s'est précédemment produit sur la valeur des actes accomplis par le Gouvernement de la Défense nationale, en dehors de la défense du pays elle-même. Il est cependant certain que la délégation de Tours, sur la question des Israélites algériens, s'est illégalement arrogé l'autorité souveraine, et a décrété, au péril même de la Défense nationale dont elle s'exposait à aggraver ainsi les difficultés, une mesure qui ne pouvait appartenir qu'à la Nation elle-même, représentée par des pouvoirs régulièrement constitués. »

Nous pourrions réduire facilement à néant cette opinion qui a été si souvent répétée en Algérie depuis 1870.

Nous aurons, dans notre chapitre V, à examiner si le décret de naturalisation constitue un décret-loi, ou un simple décret. Mais ce qui n'a jamais été mis en doute au point de vue juridique, c'est la légalité même de l'acte, soit qu'on le considérât comme émanant d'une autorité de fait englobant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, soit qu'on estimât qu'il était l'œuvre du pouvoir exécutif seulement (2).

Dans les deux cas, la délégation de Tours qui remplissait régulièrement les fonctions entières de gouvernement, avait qualité pour prendre toutes les mesures qui lui semblaient utiles. On ne peut prétendre qu'elle n'avait pouvoir que sur les mesures de défense nationale ; il est en effet impossible de concevoir un gouvernement dont les

(1) Rapp. Fourtou, *Journ. off.* du 4 septembre 1871, p. 3198.

(2) Voir chapitre V.

attributions seraient ainsi arbitrairement limitées à un seul objet. La vie organique d'un pays représenté par ses autorités exécutive et législative ne peut avoir été suspendue un seul moment, à moins qu'on n'admette que, pendant ce temps, régnait l'anarchie pure et simple.

La Cour de cassation, appelée, dès 1871, à trancher la question de la validité des actes du Gouvernement de la Défense, se prononça nettement pour l'affirmative, en cassant un arrêt de la Cour de Douai qui avait refusé d'appliquer un décret du 13 septembre 1870, rendu en matière de chasse, sous prétexte qu'il n'y avait là rien qui eût rapport à la Défense nationale.

« Vu, dit la Cour de cassation, le décret du 13 septembre 1870 sur la chasse ;

« Attendu que le Gouvernement de la Défense nationale, lorsqu'il a promulgué le décret, avait assumé, sans opposition de la nation, la responsabilité de l'exercice de la puissance publique et du pouvoir législatif ; qu'en se donnant pour objet la défense du pays, il s'engageait implicitement, comme moyen d'atteindre ce but, à prendre les mesures nécessaires pour protéger l'ordre intérieur ; qu'au milieu des désastres qui accablaient la France envahie par les armées ennemies, et en l'absence de tout pouvoir régulièrement élu et constitué, les forces vives du pays lui ont prêté leur concours ; attendu que depuis le rétablissement de l'ordre légal, l'Assemblée Nationale et le pouvoir exécutif ont, dans leurs actes, admis le principe de l'autorité attachée aux mesures législatives de ce Gouvernement, tant qu'elles ne seraient pas législativement rapportées ; qu'il résulte de cet état de choses que le décret sur la chasse, du 13 septembre 1870, qui se rattachait même, sous certains rapports, au système de la dé-

fense du territoire, et qui n'est point encore rapporté, a force légale, et que c'est à tort que l'arrêt lui a refusé ce caractère.... (1). »

La difficulté était ainsi résolue en principe, et il n'y a aucune raison de contester plutôt la légalité du décret Crémieux que celle de tous les autres décrets du Gouvernement de la Défense nationale, en particulier, celui qui abroge l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, sur la garantie administrative, ou celui qui abolit le serment en matière politique.

D'ailleurs, la Cour d'Alger, dès le 8 mars 1871, reconnaissait la valeur du décret : « la légalité du décret du 24 octobre 1870, cet acte législatif émanant d'un gouvernement de fait, investi, au milieu des événements du temps, des pleins pouvoirs de la souveraineté, ne saurait être contestée (2) ».

Dans un grand nombre de circonstances, le Conseil d'Etat et la Cour de cassation n'ont fait aucune difficulté pour appliquer le même décret, et jamais sa légalité n'a été mise en doute devant ces assemblées.

Nous avons dit, plus haut, que nous ne pouvions pas plus critiquer la légalité du décret Crémieux que celle de tous les autres actes du Gouvernement ; nous devons ajouter ceci que, même en adoptant par hypothèse la théorie adverse, le décret Crémieux devrait être considéré comme valable. Nous sommes de l'avis de Crémieux qui déclare que (3) « rien n'entraîne mieux dans la défense nationale que de soumettre à la loi française, en les déclarant citoyens français, 35.000 Français, qui devaient fournir

(1) Dalloz, 1871, 1, 80.

(2) Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie*, p. 373.

(3) *Réfutation de l'exposé des motifs Lambrecht*, p. 24.

des soldats à la défense nationale, et qui en ont fourni quand l'Algérie était dégarnie de ses troupes ».

Il ne faut pas oublier, en effet, que le décret Crémieux soumettait à l'obligation du service militaire tous les Israélites valides de l'Algérie, conformément au droit commun, qui leur était appliqué, et nous y voyons un motif de plus pour ne pas mettre en doute la légalité de la mesure de naturalisation, même en admettant, par simple hypothèse, la théorie de la distinction entre les actes de la Défense nationale et ceux étrangers à cette même défense.

e) *Le décret a été rendu malgré le vœu des Français d'origine, et contre le gré des Israélites eux-mêmes.*

D'après de nombreuses opinions, le décret Crémieux aurait été rendu en opposition formelle avec le désir des Français d'origine.

C'est là un reproche qui a été souvent adressé au décret. Et cependant, n'apparaît-il pas clairement qu'il est fort exagéré ? Nous avons, dans notre chapitre II, montré que la plupart des corps élus réclamaient la naturalisation, « dans l'intérêt, disait-on au Conseil général de Constantine, aussi bien des Européens que des Israélites eux-mêmes » ; nous avons exposé à la suite de quelques études, et M. Warnier, dans ses Cahiers Algériens, et le comte Léopold Le Hon, à la tribune du Corps législatif, et le Garde des sceaux, M. Emile Ollivier, avaient donné leur approbation à la mesure sollicitée. L'Exposé des motifs de M. Lambrecht constatait le fait : « L'initiative de cette mesure, disait-il, est venue des Français eux-mêmes. »

Il est, d'autre part, certain que les délégués des comités algériens se mirent d'accord avec Crémieux pour hâter la promulgation du décret.

Et les Français d'Algérie, après le décret, désapprouvaient si peu la naturalisation, qu'ils nommaient, précisément, comme leur représentant à l'Assemblée Nationale, Crémieux lui-même.

Plus tard, les récriminations sont venues, mais nous avons pu constater déjà qu'elles avaient une cause purement électorale, au moins dans leur origine.

Si jamais un grief peut paraître surprenant, c'est celui qui consiste à dire que les Israélites ont été naturalisés par force, et malgré eux. Et cependant, c'est un de ceux sur lesquels s'appuyèrent et les auteurs de la proposition d'abrogation de 1871, et un grand nombre de polémistes depuis cette époque, dans les journaux de la colonie comme dans ceux de la métropole.

On s'appuie, pour le prétendre, sur ce fait que les Israélites avaient montré peu d'empressement à user de la faculté de naturalisation individuelle, telle que l'avait organisée le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 : 250 seulement avaient sollicité, en effet, de 1865 à 1870, la nationalité française (1).

Cela ne nous paraît pas probant comme argument ; nous avons en effet, démontré dans notre chapitre II, que le système de 1865 était absolument inapplicable, que les Juifs, pas plus d'ailleurs que les Musulmans ne pouvaient y recourir, en raison des mille difficultés d'ordre matériel qu'il suscitait.

Et c'est, précisément, parce qu'ils ne pouvaient avoir recours à la naturalisation individuelle que les Juifs sollicitaient la naturalisation collective.

Certes, nous ne pouvons admettre qu'il y ait eu, parmi

(1) Dans ce sens, conclusions de M. Sarrut (*Rev. alg.*, 1896).

les Juifs, une unanimité absolue dans ce désir de devenir Français, avec l'octroi de la pleine capacité politique. Dans les basses classes, la soumission à la loi talmudique demeurerait si aveugle qu'il a pu se rencontrer des Israélites désireux de continuer à se soumettre à ses dispositions (1).

Il y avait aussi des intérêts privés qui devaient faire préférer, en matière successorale surtout, le maintien des règles anciennes.

Mais ces exemples, tout individuels, et d'ailleurs rares, ne peuvent pas faire oublier le mouvement qui poussa la grande majorité des Israélites d'Algérie à solliciter notre nationalité. Leurs pétitions ardentes et répétées n'en sont-elles pas des preuves certaines ? Qui donc, tant qu'il fut question d'abrogation, multiplia les efforts pour éviter cette mesure ? Est-ce que les Consistoires d'Algérie (2) ne furent pas les premiers à protester ? On ne peut d'ailleurs objecter que les Consistoires luttèrent pour se conserver à eux-mêmes, au détriment de leurs administrés, une influence politique considérable. Ils étaient les représentants autorisés de tous les Juifs du territoire, et, s'ils blessaient le sentiment intime de ceux-ci, n'était-ce pas pour eux s'exposer à ne plus être suivis de la masse de leurs coréligionnaires ?

M. de la Sicotière, dans son rapport, peu tendre pour le décret Crémieux, nous rapporte au surplus quelle impression produisit le décret parmi les Israélites. Il mentionne « la satisfaction avec laquelle le décret fut accueilli (3) ». Puis il ajoute : « Les Juifs promirent de

(1) V. dans ce sens *Recueil des lois concernant les Israélites depuis 1850*, par Uhry et A. Cahen, p. 71, p. 76 et 86.

(2) V. Glais-Bizoin, *loc. cit.*, p. 184.

(3) *Loc. cit.*, p. 295.

donner leur argent et leur sang pour la défense de la mère-patrie. Ils s'associèrent généreusement aux sacrifices que fit l'Algérie pour venir au secours des victimes de la guerre. Ils protestèrent avec une noble indignation contre la rumeur injurieuse, autant que mensongère, qui leur imputait d'avoir signé une adresse anti-française au roi de Prusse (1). »

Si l'on peut, au contraire, faire un reproche aux Israélites d'Algérie, ce serait d'avoir manifesté trop de joie, d'avoir peut-être acquis trop d'insolence à la suite du décret, et cela occasionna peut-être quelques rixes, éveilla de nombreuses jalousies. Mais il est impossible d'admettre que les Juifs ne se soumirent qu'avec répugnance au décret. Ils l'avaient sollicité depuis si longtemps, ils avaient vu avec tant de satisfaction les autorités françaises accéder à leurs désirs, qu'ils ne pouvaient que lui faire l'accueil le plus favorable (2).

Depuis 1870, d'ailleurs, jusqu'à nos jours, on peut assurer que les Juifs d'Algérie défendirent avec une opiniâtreté bien significative toutes les tentatives successives d'abrogation dont le décret a été ou est l'objet.

2^o Grieffs contre les Israélites.

Il nous est impossible d'examiner toutes les attaques dont les Juifs ont dû subir le poids, depuis le jour où fut promulgué le décret Crémieux. Entrés, comme nous l'avons vu, dans la lice électorale, ils y ont dû supporter les désavantages et les passions habituelles aux compétitions

(1) *Ibidem*, p. 296.

(2) Et cependant il est certain que la loi mosaïque leur offrait des facilités plus grandes, au point de vue notamment du mariage, du divorce, de la polygamie. V. Disc. de Crémieux, ch. III.

politiques, et plus particulièrement fiévreuses dans notre splendide et nerveuse colonie.

Nous allons exposer brièvement — car les faits entrent dans le domaine des polémiques — quels sont les deux ordres d'idées dans lesquelles sont entrés les adversaires des Juifs en Algérie. Ils leur reprochent : 1° de n'être pas dignes du titre de citoyens français ; 2° de constituer un grave danger électoral.

a) *Les Juifs d'Algérie ne sont pas dignes du titre de citoyens français.*

Beaucoup de points de vue ont été envisagés successivement pour justifier cette proposition.

On a dit que les Juifs d'Algérie étaient incapables d'être soldats.

Il est cependant démontré qu'un grand nombre d'Algériens firent la campagne de 1870 (1), et aucun d'eux ne donna lieu à ce reproche de lâcheté.

D'autre part, ceux qui étaient en Algérie, dès que fut connu le décret émancipateur, s'organisèrent en milices. M. du Bouzet lui-même dut rendre hommage à la conduite de la compagnie d'Alger (2) et les difficultés que ces miliciens éprouvèrent avec les tirailleurs musulmans (3) nous les montrent disposés à nous servir de bon cœur. De nombreuses attestations leur furent signées à cette occasion par leurs chefs (4), et ces documents établissent que les nouveaux citoyens firent, modestement mais résolument, leur devoir.

(1) V. Taupiac, Réponse à M. du Bouzet, p. 11.

(2) V. Pétition du Bouzet, p. 5, note.

(3) V. Rapport Sicotière, p. 302, 303, notes.

(4) *Ibidem*, p. 302 ; Crémieux, *Réfutation de l'Exposé des motifs*, p. 14, 15, 16.

En tous cas, s'il était possible qu'une partie des nouveaux Français n'eût encore ni le goût ni l'habitude des armes, cela tenait à ce qu'ils ne pouvaient pas servir auparavant, et que, depuis fort longtemps, le port d'armes leur avait été interdit.

Mais, depuis le décret, l'application des lois de 1875 et de 1889 sur le recrutement n'ont trouvé aucune résistance parmi les Juifs, qui se soumettent, comme tous les Français d'Algérie, à la même obligation du service personnel. A ce point de vue, tout au moins, le décret Crémieux a provoqué une assimilation absolue.

On reprochait, et on reproche encore, aux Israélites de démeriter du titre de citoyens, parce qu'ils se sont exclusivement voués au commerce, à l'usure, aux plus bas trafics. Nous examinerons plus loin la question de l'usure, si particulière à l'Algérie. Mais il est fort inexact de soutenir que les Juifs sont aptes seulement au négoce ; dès le temps des Turcs nous les avons vus adonnés aux travaux manuels (1). Il en était encore de même en 1870, où les professions de menuisiers, de tailleurs, de brodeurs, de cordonniers, de bijoutiers, celles de cocher, de boucher, de relieur, etc... en occupaient une forte quantité (2). Il en est encore de même depuis cette époque jusqu'à l'époque actuelle (3).

Et d'ailleurs, n'est-il pas étrange de vouloir rabaisser et dédaigner des individus sous prétexte qu'ils sont commerçants ? Tout est dans la manière dont on pratique le négoce, et la plus sûre condition pour y réussir, c'est encore d'être honnête. Or, il est injuste de prétendre que les

(1) Ch. I, p. 40.

(2) Taupiac, *op. cit.*, p. 15.

(3) Sur ce point, voir *Conclusion*.

Juifs se soient montrés, se montrent malhonnêtes dans leurs procédés. Malgré tous les préjugés contraires, il apparaît simplement que c'est une population, comme on en voit bien d'autres, qui comprend son élite et sa lie, qui a ses coquins comme elle a ses modèles. La généralité est, au contraire, remarquable d'acharnement au travail et de probité.

Nous n'admettons donc pas, comme fondés, les griefs qui font croire à une indignité originelle des Juifs au titre de citoyens français.

Qu'on ne dise pas, non plus, qu'ils étaient insuffisamment francisés ; que, ne parlant pas le français, n'ayant ni nos mœurs, ni nos habitudes, ils ne se montraient pas français en 1870. S'il est vrai que le patriotisme réside dans les sentiments, il est certain que les Juifs d'Algérie nous étaient tout acquis et entièrement assimilés. Les restes de mœurs spéciales qui les distinguaient des colons, sans les en séparer d'une manière irréductible, devaient disparaître bien rapidement.

Depuis 1870, cette fusion n'a fait que s'accroître et se précipiter (1). Un à un les vieux Israélites, remplis peut-être d'habitudes antiques, ont disparu ; à leur place, une génération nouvelle de jeunes gens élevés dans nos écoles, soumis à nos lois militaires, vivant au milieu des Français, a grandi et a complètement adopté notre mentalité. Elle ne serait plus de nos jours distincte des autres nationaux que par la différence de religion, et ferait complètement corps avec eux, si les dissentiments électoraux, que nous aurons bientôt à résumer, n'étaient venus les isoler un peu, sous l'influence de passions bien regrettables.

(1) V. Allan, *Conférence à l'Exposition de 1889 sur l'Algérie*, p. 24.

b) *Les Israélites, par leur cohésion, constituent un danger au point de vue électoral.*

C'est là évidemment le reproche qui paraît le plus fondé, d'une part, et, de l'autre, a été le plus vivement adressé au décret Crémieux. L'acte de naturalisation collective aurait évidemment un très regrettable effet, s'il concentrait toute l'influence électorale dans la personne de ses bénéficiaires.

En Algérie, en raison du mode de nomination des fonctionnaires et des officiers ministériels, la prédominance électorale peut amener des avantages matériels considérables.

Or, il est certain que beaucoup incriminent la trop grande unité qui préside aux votes des Israélites, lesquels, dit-on, n'agissent que sur les ordres de leurs consistoires provinciaux.

« Le rôle des Juifs, — disait M. Samary à la Chambre des députés — dans les élections, vous le connaissez, c'est de l'histoire ancienne. On vous a signalé l'action du consistoire, la vente des votes à bureau ouvert, les votes multiples, conséquence d'un état civil insuffisant. Vous avez vu se dérouler tous ces faits dans des procès successifs. C'est encore une des raisons qui fait que les droits politiques donnés aux Israélites en Algérie ont exaspéré les Français. Ceux-ci aiment à vider leurs querelles entre eux, en dehors de l'action du Consistoire, nommé comme je l'indiquerai tout à l'heure (1). »

« On proteste, disait M. Pourquery de Boisserin, dans son rapport sur le budget de l'exercice de 1895, contre le décret du 24 octobre 1870, qui a fait en masse des Israélites indigènes des électeurs, on se plaint du trouble qui en est résulté dans les élections politiques, par suite de l'en-

(1) Séance du 19 février 1898.

semble avec lequel ces nouveaux électeurs votent, dit-on, sur un signe du Consistoire (1). »

Nous croyons qu'il y a dans ces appréciations — répétées de si nombreuses fois qu'il nous est impossible de résumer, même, toutes les opinions émises — à la fois une grande part de vérité et une grande part d'erreur.

Ce qui nous paraît exact, c'est que les Israélites depuis 1870, ont une tendance à voter par groupes, en masse (2). Était-ce sur l'ordre des Consistoires? Il est également avéré que ces corps constitués ont eu une certaine influence. Mais il faut bien se garder d'exagérer. Les Consistoires élus depuis 1872 par les Israélites eux-mêmes, n'avaient pas à défendre, dans la lutte des partis, d'autres intérêts que ceux de leurs électeurs eux-mêmes ; on ne pourrait concevoir quel intérêt personnel ils pourraient avoir trouvé à agir autrement. La réalité c'est que consistoires et électeurs ont été amenés, les uns et les autres, à opérer les mêmes choix parmi les candidats aux sièges législatifs. Il ne faut pas oublier que, depuis 1870 jusqu'à nos jours, le décret Crémieux a été l'objet d'attaques passionnées, que les Juifs ont été molestés ; ainsi, ils devaient évidemment voter en grande majorité, pour ne pas dire unanimité, en faveur de ceux qui devaient les protéger.

Il n'en demeure pas moins acquis que les Juifs ont fait bloc contre tel ou tel parti, de quoi on leur en a voulu. Successivement, ils ont été amenés à quitter les rangs du parti radical, aux côtés duquel ils avaient voté en 1871, en 1872, en faveur de Crémieux notamment, pour venir aux candidats opportunistes.

(1) Rapport de M. Pourquery de Boisserin, au nom de la commission du budget, exercice 1895. *Documents parlementaires*, p. 37 et suiv.

(2) On pourrait cependant retracer le récit d'événements survenus en Algérie, qui montrent les Juifs en proie à de nombreuses divisions.

M. Jaurès, dans cette même séance du 19 février 1898, le leur reproche en termes saisissants :

« Il y a une autre responsabilité, une faute plus grave des groupements juifs d'Algérie. Le premier intérêt, le premier devoir des Juifs algériens, précisément parce que la France, au lieu de procéder comme la vieille Rome, qui n'appelait les peuples vaincus que degré par degré à la participation à la cité, parce que la France, au lieu de faire d'eux d'abord des citoyens incomplets, des demi-citoyens, les a appelés d'un coup à la cité complète, à la pleine possession de la capacité civile et politique, leur premier devoir était de se fondre dans la variété de la vie nationale, au lieu de continuer à former le bloc d'une communauté compacte et indivisible... Mais des Juifs ont commis la faute de se grouper, depuis 10 ans, en masse, autour d'un parti et d'un seul parti.

« Par là, ils ont encouru un double péril ; d'une part, ils ont participé à la responsabilité de toutes les vexations, de toutes les tyrannies administratives et autres, dans les affaires comme celles des phosphates, de toutes les incorrections administratives qui se commettent dans le parti dont ils étaient, tous, les soutiens connus.

« Puis, en se groupant ainsi, dans le même parti, ils ont gardé leur figure de race, et par là même, ils ont créé le péril dont ils pâtissent aujourd'hui (1). »

La conséquence en a été que les radicaux ont, en général, violemment attaqué les Juifs.

Si faute politique il y avait, de soutenir les candidats opportunistes plutôt que ceux des radicaux, c'est une faute qui a été partagée par bien d'autres électeurs, en France

(1) *Journal officiel*, 20 février 1898.

même, et l'on ne voit pas quelle conclusion sérieuse on en pourrait tirer.

Ce qu'il y a à notre sens d'erroné dans le grief que nous exposons, c'est la conviction que déclarent partager maints orateurs, que les Juifs, grâce à cette cohésion qui est certaine, qui d'ailleurs était inévitable, sont devenus par le décret Crémieux les maîtres des élections politiques. Nous croyons que les chiffres des recensements successivement opérés en Algérie sont suffisamment démonstratifs, pour établir que les craintes ressenties par M. de Fourtou, par M. de Lambrecht, et reprises si amplement depuis, ne se sont pas réalisées.

A cet égard, le langage de M. Bourlier, député d'Alger, à la Chambre des députés, nous paraît concluant :

« Vis-à-vis de la population d'origine, la population juive naturalisée formait une très grande minorité.

La population d'origine française totale était en 1872 de 164.167. La population juive naturalisée en bloc était en 1872 de 34.574.

« Quand on apprécie la parfaite sécurité des républicains de 1871, on est fort surpris de la violence avec laquelle les radicaux de 1897 nous annoncent l'amoidrissement de l'influence française.

« La proportion des deux éléments est à l'heure actuelle :

« Population française d'origine, 318,137.

« Population française juive, 50.703.

« C'est-à-dire que, pendant que l'une a doublé, l'autre ne s'est accrue que d'une proportion infiniment moindre. Pourquoi, en présence d'une pareille situation, jeter de véhéments appels à des mesures que les mouvements de

la population ne justifient en aucune façon ? (*Mouvements divers.*)

« J'entends quelques collègues me rappeler la promesse que j'ai faite d'être bref, je ne l'ai pas oubliée, et pour essayer de m'y conformer plus que je ne l'ai fait, paraît-il, je vais n'employer que les chiffres : ils me suffiront à faire comprendre que l'agitation antisémiste en Algérie ne s'explique que par les excitations intéressées dont on inonde le pays.

« M. Samary est député de la première circonscription d'Alger ; voici, Messieurs, comment doivent être classées les communes dont il est le représentant au point de vue qui nous occupe :

	Communes
0 habitants juifs.	21
1 à 5 —	7
5 à 25 —	2
25 à 100 —	1
Au-dessus de 100 habitants juifs.	3
Total.	34

« Dans la deuxième circonscription :

	Communes
0 habitants juifs.	50
1 à 5 —	18
10 à 25 —	9
25 à 100 —	8
100 et au delà	9
Total.	94

« J'ajoute, pour la clarté du débat, que pour les trois communes où, dans la circonscription de mon collègue,

la population israélite est supérieure à 400, les municipalités sont absolument radicales.

« M. RENÉ VIVIANI. — C'est surtout une influence sociale que les Juifs exercent.

« M. BOURLIER. — Ce n'est pas à Alger, à Mustapha que les radicaux ont l'unanimité, mais aussi bien à Oran et, à Constantine où les Juifs sont en plus grand nombre qu'ailleurs. L'élément français d'origine est donc maître incontestable partout de la direction et de l'influence politiques.

« Derrière cette agitation qui porte le plus grave préjudice à un pays où le calme est d'autant plus nécessaire que nous ne sommes pas les seuls habitants du pays, se cachent bien des intérêts et bien des ambitions.

« Sans cela comment comprendre qu'aux lieux où se produisent des manifestations et des troubles, le Juif n'existe pas en réalité ? Telles sont les villes de :

	Français	Juifs
Mustapha	49.699	579
Boufarik	4.009	89
Mostaganem	4.371	255
Mouzaïaville	1.162	3

« Pour tenir l'engagement que j'ai pris devant la Chambre d'abréger mon exposé, je termine par le tableau de répartition des électeurs dans les trois départements :

<i>Alger.</i>	Electeurs français :	34,693.	Electeurs juifs :	2.696
<i>Oran.</i>	—	22.934	—	3.625
<i>Constantine</i>	—	24.049	—	1.418

« Tous ces chiffres, même isolément envisagés, ont leur éloquence.

« M. DE BEAUREGARD. — Ce n'est pas le nombre des Juifs qu'il faut envisager, mais leur influence sociale.

« M. BOURLIER. — Je répète que ces chiffres ont leur éloquence. Elle est d'autant plus forte que, sous quelque rubrique qu'ils interviennent dans l'exposition, ils convergent tous vers cette affirmation, que le péril juif en Algérie n'existe pas ; que l'élément français d'origine y prédomine d'année en année, de manière à écarter toute crainte pour l'avenir. La population française d'origine bénéficie de l'excès des naissances, mais aussi de l'immigration annuelle.

« L'attitude de la population juive algérienne depuis 1870 ne me donne d'inquiétudes ni patriotiques ni politiques. Depuis le jour où la justice militaire a dû frapper un membre de cette religion, on n'a constaté aucune manifestation.

« Pour tous les hommes de bonne foi, des progrès évidents, profonds, se sont produits dans ce bloc si fermé jadis, et ce résultat a été obtenu sous la double et salutaire influence de l'école et du service militaire.

« Je viens d'exprimer, mes chers collègues, une opinion convaincue. Après douze ans de législature, je vais rentrer dans la vie privée. J'ai cru de mon devoir d'apporter une démonstration mathématique, qui écarte toute suspicion de parti pris.

« J'estime qu'au point de vue de la politique d'un grand pays comme le nôtre, toute abolition ou toute restriction d'un décret, d'un acte aussi important que celui du 24 octobre 1870, serait une faute que rien n'expliquerait.

« Je vous demande de ne pas la commettre (1). » (*Applaudissements au centre.*)

Les chiffres cités par M. Bourlier étaient si nets, que

(1) *Journal officiel*, 20 février 1898.

l'un des adversaires des Juifs d'Algérie, M. Marcel Habert, essayait de tourner la difficulté :

« M. Bourlier, disait-il (1), a dit que les électeurs juifs sont peu nombreux. *C'est entendu*, mais l'appoint de leurs voix est le secret de toutes les élections. De là vient leur force qu'ils ont toujours vendue chèrement. »

D'autres interruptions avaient, au cours du discours de M. Bourlier émis la même opinion, « qu'il fallait prendre en considération, non le nombre de Juifs, mais leur influence sociale ».

L'argument nous paraît difficile à saisir, partant à réfuter. Si les Juifs d'Algérie exercent une « influence sociale », ils sont dans les mêmes conditions que tous les autres citoyens français, qui peuvent agir plus ou moins sur un scrutin. Rien ne les met à part.

Au surplus, et sans qu'il convienne, dans un travail comme le nôtre, d'insister outre mesure sur les questions de cette sorte, il nous paraît que les élections de 1898, qui ont, sur six députés, envoyé quatre « antijuifs » à la Chambre, sont une démonstration suffisamment éloquente de ce fait que les Juifs ni par leur nombre, ni par leur influence, ne peuvent prétendre à aucune hégémonie dans les élections algériennes (2).

3° Projets d'abrogation du décret.

La plupart de ces griefs, et bien d'autres encore, moins sérieux, ont été réédités à maintes reprises contre les

(1) *Ibidem*.

(2) Nous pourrions encore relever le fait, qu'à part Crémieux, nul Israélite n'a été élu député en Algérie ; qu'à Tlemcen, seule ville où les électeurs juifs soient en majorité, la proportion de conseillers municipaux juifs n'était que de 3 sur 21, et bien d'autres points encore, mais cela nous sortirait des bornes de notre étude.

Juifs d'Algérie, depuis le moment où Crémieux signa le décret émancipateur.

En réalité, ainsi que nous l'avons vu, la question juive est devenue depuis cette époque une question électorale pure et simple. Mais il convient d'ajouter qu'elle n'a cessé de se poser en Algérie.

Certes, les Juifs, abstraction faite des attaques réellement injustifiées dont ils étaient l'objet, sont devenus progressivement entièrement semblables aux autres citoyens de là-bas. Et l'on peut affirmer que si l'on n'avait pas soulevé contre eux des passions si violemment hostiles, le décret Crémieux serait depuis longtemps accepté par tous, sans aucune discussion.

Mais les compétitions électorales, si ardentes en Algérie, allaient réveiller les anciennes distinctions.

Sans parler d'un certain nombre de brochures qui ne présentent aucun caractère sérieux, on peut dire que jusqu'en 1884, si l'on continua de part et d'autre à épiloguer sur l'acte d'assimilation, les Juifs vécurent très tranquillement et sans difficultés véritables (1).

Le 28 juin 1884, à l'occasion d'un bal que les conscrits chrétiens et israélites devaient offrir à la population de la capitale, une rixe éclatait entre les membres chrétiens et les membres juifs de la commission d'organisation. Bientôt l'agitation se propageait et durait plusieurs jours, marquée par des attentats regrettables contre les personnes et même contre les biens. Un journal local *Le Radical Algérien* appuyait les émeutiers. Une répression énergique, mais tardive, ramenait bientôt le

(1) Nous ne parlons pas d'un vœu d'abrogation que l'on attribue à M. le Dr Autun au Conseil général d'Oran (1882), ce vœu n'a pas été adopté et n'a pas eu de retentissement. Il visait surtout le président du Consistoire d'Oran, M. Kanoui.

calme, sinon dans les esprits, du moins dans les rues (1). De très bruyantes polémiques de presse continuèrent pendant plusieurs mois.

Bientôt un publiciste d'Alger, Fernand Grégoire, fondait une « Ligue anti-juive » pour réclamer des pouvoirs publics l'abrogation des décrets de 1870-1871. A la mort de celui-ci, l'importance, toute relative d'ailleurs, de ce groupement, diminua encore, et la polémique s'éteignit presque entièrement.

On peut constater, en effet, que dans la grande enquête, ordonnée en 1891, par le Sénat, et dans laquelle furent agités tous les problèmes intéressant l'Algérie, aucune mention n'est faite du décret Crémieux et de la nécessité de l'abroger (2).

Il est certain que la politique de M. Cambon, gouverneur général, fut pour beaucoup dans le réveil de l'agitation. A tort ou à raison — nous n'avons pas à trancher la difficulté — M. Cambon inclina en Algérie pour le parti radical, dont les Juifs, à la suite des péripéties ordinaires des luttes de scrutins, étaient devenus les adversaires, sinon les ennemis (3).

Dès 1895, à l'occasion des discussions à la Chambre sur le budget, MM. Pourquery de Boisserin, Forcioli et Samary remettent en question la situation des Juifs en Algérie.

Des ligues anti-juives, de nuance radicale avancée, se fondent un peu partout. Des premiers succès électoraux sont remportés dans l'élection des municipalités d'Oran

(1) V. sur tous ces points, Aumerat, *L'antisémitisme à Alger*, 1885.

(2) La commission était composée de MM. Jules Ferry, président, Challemel-Lacour, Berthelot, vice-présidents, Franck-Chauveau et Pauliat, secrétaires, et de 13 sénateurs. Un seul témoin, M. Fallet, parle du décret, mais pour lui attribuer seulement une grande part à l'insurrection de 1871.

(3) V. Yves Guyot, *L'œuvre de M. Jules Cambon*, Paris, 1897.

et de Constantine, et la fermentation augmente peu à peu. Le pays, jusque-là calme, s'agite et se trouble. Des circulaires de M. Cambon font procéder en masse à des radiations d'Israélites inscrits, nous verrons dans quelles conditions, sur les listes électorales, et la Cour de cassation est saisie de nombreux pourvois (1).

Le ton de la presse monte à un diapason élevé. Des rixes surviennent; le 16 mai 1897, Mostaganem est le théâtre d'une bataille en règle entre jeunes gens, incident qui, après règlement de juges, se termine devant la Cour d'assises de l'Hérault. Mais cet incident met en fièvre la région de l'Oranie, et bientôt les colons, les néo-français naturalisés en vertu de la loi de 1889 et les indigènes eux-mêmes, attirés imprudemment dans ces dissensions entre Français, vont s'unir, momentanément du moins, dans leurs éléments nerveux et politiques, contre les Israélites. Des synagogues, des magasins, des habitations de Juifs sont dévastés. Une persécution morale les atteint en même temps; ils sont mis en interdit, refusés d'un peu partout. A la suite de la nomination, en 1897, d'un professeur juif, M. Lévy, à la chaire de droit romain de l'École de droit d'Alger, les étudiants protestent. De nouveaux journaux anti-juifs se fondent. Une campagne d'injures et de provocations (jointe à la surexcitation causée par la demande de révision d'un procès célèbre intenté contre un capitaine juif) se résout enfin, le 19 janvier 1898, par une véritable émeute dans les rues d'Alger, émeute qui dure plusieurs jours, et est marquée par des

(1) Une pétition demandant l'abrogation du décret Crémieux circula en Algérie, elle réunit plusieurs milliers de signatures. Néanmoins, M. Cambon, consulté par M. Barthou, ministre de l'Intérieur, déclara qu'il n'y a rien de réellement sérieux dans ce mouvement (séance du 19 février 1898).

morts d'hommes, par le sac des magasins qui ne portent pas des inscriptions antisémites. L'émeute gagne Boufarik et Mustapha (1).

L'interpellation que M. Samary, député d'Alger, adressait à M. Barthou, ministre de l'Intérieur, se terminait, après l'intervention de MM. Bourlier, Jean Jaurès et Marcel Habert, par l'adoption d'un ordre du jour présenté par M. Gerville-Réache :

« La Chambre, convaincue qu'une politique indépendante des querelles de race et de religion peut seule assurer la tranquillité et la prospérité de l'Algérie, approuve les déclarations du Gouvernement et passe à l'ordre du jour. »

Cependant, un certain nombre de députés, MM. Samary, Forcioli, Marcel Habert, Chamerlat, Louis Blanc et Gauthier de Clagny déposaient une proposition abrogative des décrets de 1870-1871, par laquelle, pour prévenir les objections qui ne pouvaient manquer d'être soulevées, on déclarait la loi de 1889, sur la nationalité, inapplicable en Algérie en ce qui concerne les étrangers israélites et musulmans, et l'on annulait toutes inscriptions électorales prises en dehors des décrets individuels de naturalisation, c'est-à-dire soit en vertu des actes de 1870-1871, soit en vertu de la loi de 1889 (2).

Mais la séparation de la Chambre, en avril 1898, amena la péremption de ce projet.

Quelques mois après, les deux départements de l'Algérie élisaient, sur 6 députés, 4 antijuifs, quelques-uns avec des majorités considérables (mai 1898).

(1) V. sur tous ces détails la séance du 19 février 1898 à la Chambre des députés.

(2) V. Exposé des motifs, texte de la proposition, *Journ. off.*

Sept mois plus tard était déposée sur le bureau de la Chambre des députés, signée de 66 députés, parmi lesquels MM. Morinaud et Marchal, une proposition de loi « tendant à abroger, dans ses effets politiques, les dispositions du décret du 24 octobre 1870, dit décret Crémieux (1) ».

Cette proposition était renvoyée par la Chambre à la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile.

Elle ne vise qu'à retirer les droits politiques aux Juifs algériens, qui sont considérés comme indignes de les exercer. « Le décret du 24 octobre 1870, y lisons-nous (2), et tous les palliatifs qu'on a dû porter à son application n'ont pu transformer l'état moral et social de ceux à qui ils s'adressaient.

« Groupés au pied de la synagogue, attentifs à la voix du rabbin, prêts à toutes les corruptions de l'argent, imbus d'une religion rétrograde qui fait fleurir en plein XIX^e siècle les erreurs les plus grossières, les indigènes israélites restent sourds aux sollicitations de la civilisation et du progrès. Leur caractère même, leur timidité intellectuelle pour tout ce qui n'est pas lucre et négoce, la dépression morale imposée par les Turcs et les Arabes, les tiennent éloignés de tous ces nobles exercices qui enhardissent l'esprit et font d'un être abâtardi un homme et un citoyen... »

Après avoir allégué la domination électorale et économique des Juifs, et montré quel mouvement d'opinion s'est produit contre eux parmi les corps constitués de l'Algérie, les auteurs de la proposition examinent quelles

(1) V. annexe au procès-verbal du 9 février 1899, *Journ. off.*

(2) *Ibidem*, p. 20.

sont les solutions possibles de la question et défendent leur manière de voir, qui consiste à replacer dans la condition de sujet français, au point de vue politique, les Indigènes israélites à qui on avait accordé la nationalité française en 1870.

De l'avis des législateurs, signataires de la proposition, le fait de retirer la capacité politique à des naturalisés n'est pas contraire aux principes régissant la matière, en particulier à celui de la non-rétroactivité des lois (1).

D'ailleurs, ils reconnaissent que « l'application de notre droit civil aux Indigènes israélites présente de réels avantages au point de vue de l'administration et de la justice.

« La substitution opérée, par décret du 24 octobre 1870, du Code civil à la législation rabbinique, est indépendante et peut être séparée de la collation des droits politiques. »

Il n'a pas encore été délibéré sur ce projet.

D'un autre côté, il est exact qu'un grand nombre de corps élus ont sollicité des pouvoirs compétents l'abrogation du décret Crémieux.

C'est ainsi que le Conseil général de Constantine a, dans sa session d'octobre 1898, émis le vœu « que les pouvoirs publics prononcent sans retard l'abrogation du décret du 24 octobre 1870 tout en maintenant aux Israélites algériens qui en ont profité l'exercice de leurs droits purement civils (2) ».

Le 12 octobre 1898, le Conseil général d'Oran a également émis le vœu que « le Gouvernement de la République supprime, par voie de décret, les effets politiques du décret Crémieux (3) ».

(1) *Ibidem*, p. 45.

(2) Proposition d'abrogation, p. 29.

(3) *Ibidem*, p. 30.

Le 18 octobre 1898, le Conseil général d'Alger prend une résolution par laquelle il « estime qu'il y a lieu de supprimer aux Juifs d'Alger les droits politiques dont ils jouissent comme les Français d'origine (1) ».

Les membres des délégations financières ont également signé des adresses au gouvernement général de l'Algérie, dans lesquelles est sollicité le retrait du décret de 1870 (2).

Le Conseil supérieur de l'Algérie, dans la séance de clôture de la session de 1899, a adopté la proposition suivante :

« Le Conseil supérieur,

« S'en référant à l'adresse présentée à M. le Gouverneur général, au début de la session par les membres élus,

« S'inspirant en outre des déclarations si précises formulées par les délégations financières après la clôture de leurs travaux,

« Et profondément convaincu que la paix sociale en Algérie ne peut être obtenue par d'autres moyens,

« Renouvelle ici le vœu de voir enlever aux Israélites indigènes les droits politiques que leur a conférés prématurément le décret Crémieux, dont la révision immédiate s'impose (3). »

Le gouverneur général de l'Algérie, M. Laferrière, n'a pas été éloigné d'exprimer une opinion identique, dans la séance d'installation du Conseil supérieur du 16 janvier 1899 :

(1) *Ibidem*, p. 33.

(2) Proposition d'abrogation, p. 35 et Discours de M. Laferrière, séance du 25 mai 1899.

(3) Prop. d'abrog., p. 37.

« La naturalisation doit certainement être, surtout dans un pays neuf, un des moyens d'accroître l'élément national : elle est conforme à la justice en même temps qu'à l'intérêt public, car il y a toujours eu en Algérie des étrangers qui méritaient, par leurs services et leur attachement à la France, de devenir des citoyens français.

« Le Code civil et le Sénatus-consulte de 1865 leur assuraient cette justice et l'assuraient aussi aux indigènes musulmans ou israélites au moyen de la naturalisation individuelle, véritable adoption, qui permet à une nation d'accepter de nouveaux citoyens comme une famille peut recevoir de nouveaux enfants.

« Mais pour les adopter, ne faut-il pas qu'elle les connaisse, et qu'elle ait reçu d'eux quelques marques d'attachement ?

« Telle était la pensée du Code civil et du sénatus-consulte de 1865 et de toutes nos lois de nationalité avant 1870.

« Mais le moment est venu où ce mode de naturalisation a paru trop lent, c'est alors qu'on a institué à côté de l'ancien système des naturalisations individuelles, conscientes et contrôlées, le système hasardeux des naturalisations globales ou des naturalisations inconscientes et non contrôlées que le Président du Conseil, dans son mémorable discours du 23 décembre, appelait si justement des naturalisations automatiques.

« Le décret du 24 octobre 1870, connu sous le nom de décret Crémieux, et la loi du 26 juin 1889 ont réalisé sous des formes diverses deux applications de ce système ; vous savez, Messieurs, quels ont été les résultats de ces actes législatifs et combien ils ont contribué au malaise dont souffre l'Algérie.

« Contrairement aux prévisions de leurs auteurs, ils ont fait craindre aux Français d'origine et aux anciens naturalisés (qui sont devenus pour nous des frères d'adoption), que leur légitime influence politique et économique sur les affaires de la colonie ne fût mise en échec par un afflux d'éléments différents et parfois discordants.

« Il y a là une situation qui est digne de l'attention des pouvoirs publics, justement soucieux de l'avenir de la nationalité française et de l'Algérie.

« Les erreurs qui ont pu être commises l'ont été de bonne foi, elles ne sont pas irréparables, car les dispositions qui les ont consacrées n'échappent pas à toute réforme.

« Il est permis d'en souhaiter et d'en espérer la révision, non pas une révision passionnée, haineuse et révolutionnaire qui prétendrait remettre en question la nationalité, les droits civils et jusqu'à la liberté des habitants d'Algérie, mais une révision réfléchie, limitée à la question des droits politiques ; telle qu'elle peut être respectueusement sollicitée du Gouvernement et des Chambres.

« C'est du moins la mission dont j'ai cru devoir prendre personnellement l'initiative, sans autre préoccupation que celle du bien public et de l'avenir de la colonie... (1). »

A la suite des interpellations et des débats sur l'Algérie, aux mois de mai et juin 1899, la Chambre des députés décida d'envoyer en Algérie une commission d'enquête composée de 9 députés choisis parmi les membres de la commission législative.

(1) Dans le même sens, Discours à la Chambre des députés, 25 mai 1899. Dans la séance du 9 juin 1899, M. Laferrière a déclaré que l'abrogation politique ne pouvait, dans sa pensée, être décidée que sans lui donner d'effet rétroactif. Le gouverneur général n'a jamais suffisamment précisé comment il entendait réaliser la « révision » préconisée par lui.

M. Pourquery de Boisserin a été chargé d'examiner particulièrement la question juive (1).

Nous venons d'exposer quelles sont les principales manifestations du mouvement qui s'est produit au cours de ces dernières années, pour obtenir une modification à la situation légale des Israélites algériens.

Sans entrer dans les détails et en nous gardant des polémiques trop faciles, il convient maintenant de faire la critique de ces propositions diverses.

On peut les classer en deux grandes catégories distinctes ;

1^o Les propositions d'abrogation ou de révision sans rétroactivité ;

2^o Les propositions d'abrogation ou de révision avec rétroactivité.

1^o *Propositions sans rétroactivité.* — Il s'agirait, dans la pensée de leurs auteurs, de décider que les divers actes régissant la situation des Juifs en Algérie seront tenus pour nuls à partir de la promulgation de la loi sollicitée ; mais en tenant compte de tous les droits acquis jusqu'à ce jour, soit au point de vue civil, soit au point de vue politique. D'ailleurs, les partisans de cette opinion se subdivisent entre ceux qui désirent l'abrogation totale des

(1) Nous devons, à l'obligeance de M. le rapporteur Pourquery de Boisserin, la connaissance des conclusions que celui-ci se propose de soumettre à la commission de législation civile. En voici le résumé, d'après M. Pourquery de Boisserin :

« 1^o Abrogation du décret Crémieux, sans effet rétroactif ;

« 2^o Abrogation du décret du 7 octobre 1871 ;

« 3^o Annulation des inscriptions faites sur les listes électorales, en vertu du 7 octobre 1871, dans les 5 dernières années. »

Nous aurons plus loin à critiquer ces conclusions : nous devons, en tout cas, adresser à l'honorable membre du Parlement l'expression de nos remerciements.

décrets de 1870-1871, remplaçant ainsi les Juifs sous le régime de la loi mosaïque, au point de vue du statut personnel ; et ceux qui désirent seulement l'abrogation au point de vue politique, les Juifs devant conserver l'intégralité de la législation française civile (1). Ces derniers sont d'ailleurs de beaucoup les plus nombreux, et à l'abrogation partielle du décret Crémieux qu'ils réclament, on a paru réserver le nom plus limité de « révision ».

Nous ne croyons pas devoir discuter longuement cette opinion, la solution qu'elle préconise nous paraissant absolument inutile et inopérante. Les décrets de 1870-1871, s'ils sont conservés dans le passé, ont rempli par là même la plénitude de leurs effets. Tous les Juifs, pouvant en bénéficier, en auront bénéficié. Nous ne parlons pas cependant des Israélites indigènes habitant les territoires qui seraient successivement annexés aux départements algériens, ainsi qu'il arriva pour ceux du M'Zab : ceux-là seraient atteints par la mesure d'abrogation ou de révision (2). Mais ce n'est certes pas pour cette hypothèse que celle-ci est demandée ; seuls les Juifs indigènes des départements actuels de l'Algérie sont visés, — or, pour ceux-là, nous ne pouvons comprendre quelle pourrait être la conséquence des lois d'abrogation ou de révision, sans effet rétroactif.

Et l'on ne saurait parler de satisfaction morale donnée à l'état de l'opinion publique en Algérie ; si les causes de cet état sont sérieuses, elles demanderont, en effet, des satisfactions également sérieuses, et non point platoniques.

(1) Dans ce sens, M. Laferrière. Déclaration à la Chambre des députés, 9 janvier 1899. Conclusions du rapport de M. Pourquery de Boisserin.

(2) Ceci dit sous réserve de la controverse que nous exposerons plus loin.

Ce serait donc inutilement que l'on aurait détruit une partie de l'œuvre des républicains de 1870.

2° *Propositions avec rétroactivité.* — Celles-ci aussi se subdivisent en deux catégories distinctes, celles qui tendent à l'abrogation totale, sans distinction entre la capacité civile et la capacité politique (1), celles qui ne tendent qu'à l'abrogation au seul point de vue électoral (2).

Les premières ne sont plus guères soutenues aujourd'hui : la loi civile française peut, de l'avis de tous, être appliquée sans difficultés, dans son intégralité, aux Israélites indigènes (3).

Nous ne nous occuperons donc que des secondes. Nous n'hésitons pas, à leur endroit, à estimer qu'elles ne sauraient être prises en considération. Nous y voyons trois ordres de motifs que nous allons énumérer brièvement ; l'enlèvement des droits politiques aux Israélites algériens nous paraîtrait une mesure contraire à notre droit public, illogique, inutile et injuste.

1° Elle serait contraire à notre droit public en ce qu'elle enlèverait à des citoyens des droits acquis, des situations établies.

Certes, nous n'entendons pas exagérer la valeur du principe de la non-rétroactivité des lois, surtout en matière de capacité politique. L'article 2 du Code civil portant que « la loi ne dispose que pour l'avenir, elle n'a pas d'effet rétroactif » a été considéré par les auteurs comme une simple règle d'interprétation judiciaire, et

(1) Prop. Lambrecht, dans ce sens. Avec quelques rectifications, projet de la Com. de 1871. Rapp. de Fourtou.

(2) Pétition du Bouzet. Pet. des corps élus d'Algérie. Prop. Samary, 1898 et Marchal et autres 1899.

(3) Faisons remarquer que les plus ardents adversaires du décret rendent ainsi hommage à la partie de l'œuvre de Crémieux, relative à l'assimilation des Juifs algériens à nos lois civiles.

non point comme un principe constitutionnel (1). De même pour l'article 4 du Code pénal (2).

Cependant il est un principe absolument reconnu par tous les légistes, qu'en matière pénale, la notion de non-rétroactivité doit être appliquée avec beaucoup plus de rigueur qu'en matière civile (3).

S'il est donc exact de dire que rien n'est interdit au législateur, que son pouvoir est sans limites puisqu'il se le trace à lui-même, on ne peut nier que des règles, sinon de stricte obligation, du moins de moralité et de justice, s'imposent à lui, avant qu'il ne prenne ses décisions. Parmi celles-ci, ne trouvons-nous pas celle qui veut que toute peine, avant de frapper un individu, ait été délimitée auparavant par la loi ? *Nulla poena sine lege*.

Or, en enlevant brusquement à toute une catégorie de citoyens les droits politiques qu'ils possèdent, on leur impose une déchéance non prévue, on leur inflige une peine, on leur fait subir une dégradation civique collective.

On violerait donc, en refusant aux Israélites algériens leur droit aux suffrages, un principe incontesté, qu'avait le premier reconnu l'article 8 de la Déclaration des Droits de l'Homme du 26 août 1789.

Nous ne nions pas que les matières concernant la capacité politique ne soient particulièrement sujettes à des variations législatives : nous disons seulement que le législateur doit, avant de statuer en la matière, se montrer plus particulièrement soucieux de ne pas abuser de son pouvoir absolu, sous peine de verser dans l'arbitraire,

(1) Baudry-Lacantinerie, I, p. 27.

(2) Garraud, *Droit criminel*, p. 83.

(3) Baudry-Lacantinerie, I, p. 34.

sinon au point de vue juridique, du moins au point de vue social et rationnel (1).

2° La mesure d'abrogation serait illogique parce qu'elle serait contradictoire et incomplète.

En supposant, ce que nous ne croyons pas, que les griefs adressés aux Juifs soient absolument fondés, l'abrogation avec rétroactivité amènerait des conséquences absolument inadmissibles.

Admettons par hypothèse qu'une proposition abrogeant le décret Crémieux et enlevant leurs droits politiques aux Israélites indigènes de l'Algérie, soit adoptée par le Parlement. Le lendemain de la promulgation de cette loi, ils cessent donc d'être électeurs et éligibles.

Frappant seulement les Israélites indigènes au point de vue du décret de 1870, la loi d'abrogation ne viserait aucunement la situation résultant des lois de 1889 et de 1893 sur la nationalité. Or ces lois disposent que tout individu né en France d'un père étranger qui lui-même y est né, est français de plein droit (par.3, art. 8, C. civ. modifié par la loi du 27 juin 1889). Il résulterait donc de ce texte que l'Israélite étranger né en Algérie aurait pour fils un citoyen français, alors que l'Israélite indigène ne pourrait jamais avoir dans sa descendance de citoyens français. C'est l'Israélite du pays, qui a assisté à la conquête, qui s'y est montré favorable, c'est lui qui serait exclu de la cité française,

(1) Nous appliquons notre opinion à la partie des conclusions de M. Pourquery de Boisserin, qui tend à l'annulation des inscriptions électorales prises depuis 1895. Nous pouvons même lui ajouter un reproche particulier. C'est depuis 1895 que les inscriptions des Israélites, en raison des mesures que nous signalerons, ont été le plus sévèrement contrôlées ; la Cour de cassation elle-même a eu à se prononcer sur un grand nombre de cas contestés. Et c'est précisément depuis cette époque que, sous prétexte d'indécision dans les situations exactes des Israélites, on voudrait voir tomber toutes les inscriptions!

alors que l'Israélite venu du Maroc ou de la Tunisie, ou de n'importe quelle autre contrée du monde, si éloigné fût-il de notre civilisation, y serait rapidement admis.

Une autre contradiction encore : pour échapper à cette loi d'exception, qui interdirait la capacité politique à lui et à ses descendants, l'Israélite algérien n'aurait qu'à se faire naturaliser dans un pays étranger, et son fils deviendrait alors citoyen. Il faudrait, pour accéder à la nationalité française, faire une sorte de circuit à travers une nationalité étrangère.

Les conséquences ne sont-elles pas illogiques au dernier degré ? Elles ne sont pas de nature, certes, à inquiéter une grande partie des adversaires des Juifs en Algérie, qui désirent seulement être débarrassés rapidement d'adversaires politiques qui les gênent ; elles doivent cependant arrêter les esprits réfléchis par leur étrangeté.

Frappés de ce résultat, les auteurs de la proposition d'abrogation de 1898, MM. Samary, Forcioli, etc., ont, ainsi que nous l'avons vu, adjoint à l'article 1^{er} de leur projet, qui abroge le décret Crémieux, un article 2 ainsi conçu : « La loi de 1889 sur la nationalité cessera d'être applicable en Algérie en ce qui concerne les étrangers israélites et musulmans. » Mais ce texte ne servirait qu'à substituer une anomalie à une autre : comment ses auteurs n'ont-ils pas aperçu qu'ils arrivaient à une distinction insoutenable fondée uniquement sur la différence des religions ?

Ainsi, l'Israélite anglais ou italien, venu en Algérie, ne pourrait jamais accéder dans sa descendance à notre nationalité, alors qu'un Mongol ou qu'un Persan, qu'un Chinois ou qu'un Malais, sectateurs de religions sinon inférieures, du moins éloignées de notre mentalité, auraient pour fils des individus obligatoirement Français ?

Et, d'un autre côté, ne serait-il pas étrange, ce critérium nouveau, et cependant indispensable, pour éviter l'inconséquence signalée plus haut ? Que sera cette capacité résultant d'une religion, d'une croyance ? Il ne s'agit plus ici de race, ni de nationalité ; pour devenir citoyen français, il faudrait suivre telle doctrine religieuse et non telle autre. Et ceux qui n'auraient pas de religion ? Et le Juif de race qui se serait converti au catholicisme ou au protestantisme serait apte à être consacré citoyen, tandis que le catholique de race, converti au judaïsme (le même raisonnement serait aussi exact en ce qui regarde l'islamisme), ne le deviendrait jamais ?

Evidemment, nous prenons ici des hypothèses un peu hors de l'ordinaire, mais celles-ci se présentent bien fréquemment dans la pratique, et le législateur ne les doit jamais perdre de vue.

En réalité, ces contradictions proviennent de ce fait que toutes les propositions d'abrogation sont absolument contraires à l'état actuel de la définition et de la législation de la nationalité en France. Ainsi que les mesures d'exception, de mise hors la loi, qui paraissent si naturelles en théorie, elles se heurtent dans le domaine des faits à des impossibilités ou à des bizarreries.

Issues d'un mouvement profond dans les idées, et d'une nécessité pratique impérieuse, dont l'un vient, ainsi que nous l'avons vu (1), de la conception nouvelle de la nationalité, et l'autre de la diminution de la natalité dans notre pays, les lois de 1889 et 1893 ont voulu faire de l'acquisition de la qualité de français une suite de la naissance sur le sol français, sachant bien quelle incomparable attrac-

(1) Introduction.

tion notre pays exerce sur les sentiments de ceux qui y vivent à demeure. C'est le *jus soli* succédant au *jus sanguinis*. L'heure n'est donc pas aux dénationalisations brusques, ni aux restrictions subites, à des catégories, à des distinctions entre religions ou races différentes. Une régression à des classements de cette sorte est chose impossible.

3° La mesure proposée serait inutile, au point de vue politique, en ce qu'elle ne calmerait aucunement l'agitation qu'on se flatte d'apaiser.

Sans vouloir entrer dans l'historique du mouvement antijuif en Algérie, il nous est permis de constater que la question électorale, si elle est évidemment la cause et le but de ce mouvement, a été dépassée elle-même par des revendications bien autrement violentes.

Ce qu'on reproche aux Juifs d'Algérie, c'est bien de voter mal, de voter en masse : ce grief disparaîtrait avec le droit de vote lui-même. Mais les autres raisons que l'on a soulevées avec tant de passion, n'en subsisteraient pas moins. En quoi l'interdiction de participer aux comices électoraux abrogerait-elle la prédominance de la richesse des Juifs ? Supprimerait-elle leur penchant à l'usure, au commerce déloyal, leur goût pour les faillites, les banqueroutes, leur adresse dans les expropriations et les licitations ? En quoi cela modifierait-il leur vie à part, leur solidarité suspecte, leurs pratiques superstitieuses ? Tous ces reproches, les plus graves, parce qu'ils touchent aux intérêts économiques, les plus puissants de tous, pourraient persister, s'aggraver même en ce qui concerne quelques-uns. Mis hors la vie politique, les Juifs algériens, s'ils méritent les accusations portées contre eux, les justifieront encore plus.

Et nous assisterons alors à d'autres revendications déjà

formulées hautement en Algérie : la révision des fortunes juives — mesure à laquelle M. Jaurès voulait adjoindre son fameux article additionnel — puis l'expulsion en masse des Juifs.

L'agitation ne cesserait pas avec l'abrogation du décret Crémieux. Tout au plus changerait-elle de nature, pour devenir plus dangereuse peut être.

L'abrogation du décret Crémieux serait donc une mesure inutile.

4^e Enfin, l'abrogation du décret Crémieux serait chose injuste.

Dans tous les arguments que nous avons aperçus contre les électeurs juifs de l'Algérie, nous n'avons pas en effet trouvé le véritable grief qui, à notre sens, légitimerait leur exclusion du vote.

A raisonner équitablement, ce n'est pas l'indignité commerciale, l'esprit de lucre, la faculté trop exagérée d'enrichissement, la tendance à s'isoler, ce ne sont pas tous ces griefs qui pourraient rendre des individus indignes du droit de prendre part à des élections. C'est un critérium instable et inexact.

La question qui doit se poser est simple. Les intéressés sont-ils bien réellement Français d'une part ; de l'autre, ont-ils la conscience suffisamment claire de la manière dont ils doivent user de leurs bulletins de vote ? Il n'y en a pas d'autres.

Sans insister non plus autrement qu'il ne convient, nous croyons pouvoir dire que les Israélites algériens sont entièrement, absolument, définitivement Français de cœur. Aucun lien ne les a jamais rattachés à une nationalité différente de la nôtre ; dès que nous sommes venus en Algérie, ils ont été heureux de s'assimiler à nous, nous

l'avons pu observer dans le cours de notre travail. Avec un patriotisme certain, beaucoup ont lutté à côté des armées françaises, soit en Afrique, soit dans la guerre de 1870. Jamais on n'a pu citer un fait qui puisse contredire cette affirmation.

Après que la loi du recrutement a été appliquée en Algérie, les conscrits juifs s'y sont soumis avec la docilité la plus grande, et nul n'a pu leur reprocher de fuir les régiments. Trente ans se sont passés, depuis que Crémieux leur donna la nationalité pleine et entière, et ce n'est certes pas impunément que toute une génération naît, grandit et meurt auprès des populations, dans les écoles, parmi des cités toutes françaises. Les Israélites algériens sont Français et ne peuvent être que cela.

D'autre part, on ne voit pas qu'ils n'aient pas su user de leurs votes. La facilité avec laquelle ils ont, au contraire, groupé leurs bulletins pour servir leurs intérêts, démontre une compréhension singulière de leurs droits. La discipline dont ils ont fait preuve, sous la direction, non sous les ordres de leur consistoire, explique peut-être des haines injustes, mais elle doit nous servir pour trouver les bénéficiaires de ces droits civiques, conscients de ces mêmes droits

Donc, les Juifs algériens, Français de cœur, intelligents de leurs votes, ne méritent pas qu'on les dépouille de leurs droits politiques.

Au surplus, quelle conception curieuse et inattendue que cette création de sujets, entièrement régis par les lois françaises, absolument soumis aux mêmes charges, impôts, service militaire que les autres Français et non admis à voter ! Si les Musulmans d'Algérie n'ont pas le

titre de citoyen, ils n'ont pas du moins de service obligatoire à remplir, ni nos contributions à payer.

Sans aucun précédent historique connu (1), sans raisons politiques sérieuses, sans utilité suffisante, la proposition d'abrogation du décret Crémieux ne nous paraît pas avoir de chances d'être adoptée par un Parlement républicain.

(1) L'incapacité dont on a frappé les membres des familles ayant régné en France, contestable elle-même en principe, ne peut être comparée à la mesure d'abrogation sollicitée.

CHAPITRE V

EXAMEN JURIDIQUE DU DÉCRET CRÉMIEUX.

L'application du décret du 24 octobre 1870 a soulevé des questions de droit délicates et complexes.

On pourrait au premier abord s'en étonner. Les lois qui modifient la capacité des personnes produisent pour l'avenir, d'après un principe fondamental de notre législation civile, les effets les plus absolus ; elles ne doivent pas porter atteinte aux droits acquis. L'application de cette double formule a fait, depuis la promulgation du Code civil, l'objet de nombreuses décisions de jurisprudence qui ont créé des règles en grande partie incontestées. Il semble donc qu'il eût été facile d'appliquer ces règles dans l'exécution du décret Crémieux, et que celle-ci n'aurait pas dû provoquer les difficultés considérables que nous avons maintenant à étudier.

Mais, d'une part, le changement radical que le décret Crémieux a fait subir à la condition civile des Israélites algériens, du moins en ce qui touche le statut personnel, dépasse le cadre ordinaire d'une modification de législation, et il ne faut pas oublier que ce changement s'est appliqué à près de quarante mille individus. Les difficultés se sont donc présentées avec un caractère de gravité et d'importance tout particulier.

D'autre part, l'accession de toute une population à la vie politique devait susciter et a suscité des résistances ardentes, qui, sur différents points de droit public, ont pro-

voqué des controverses, que nous aurons à retracer, des mesures administratives, que nous devons signaler.

Enfin et surtout, une difficulté d'interprétation presque insurmontable est née dès la promulgation du décret. A quelles personnes exactement devait s'appliquer l'acte du Gouvernement de la Défense nationale ? Ses termes très généraux ont laissé sur ce point une large place à la discussion, et nous verrons que même aujourd'hui, l'accord ne s'est pas produit sur ce point capital.

Notre étude se divisera donc tout naturellement en trois parties :

I. — Sphère d'application du décret ;

II. — Effets du décret quant à la condition civile des Israélites algériens ;

III. — Effets du décret quant au droit public, soit au point de vue fiscal, soit au point de vue électoral.

I. — Sphère d'application du décret.

Le décret du 24 octobre 1870 déclare citoyens français *les Israélites indigènes des départements de l'Algérie*.

La grosse difficulté soulevée par ce texte consistait naturellement à définir quels étaient les Israélites indigènes. Malgré le sens un peu imprécis de ce mot (1) nous verrons que l'accord eût pu se faire aisément entre les jurisconsultes, si pour des nécessités d'ordre administratif politique et électoral (2), le Gouvernement n'avait dû donner une définition légale de l'indigénat. La légalité du décret du 7 octobre 1871, qui contient cette définition, a été

(1) *Dictionnaire de l'Académie*, édition de 1878, V^e *Indigènes* : « Qui est du pays, qui en est originaire. » Le dictionnaire de Littré donne une définition analogue et tout aussi vague.

(2) V. chap. III.

contestée pendant longtemps et nous devons nous demander à ce propos quelle est la nature exacte du décret Crémieux. De plus, encore aujourd'hui, la question se pose de savoir dans quelle mesure les définitions du décret de 1871 doivent être observées, en présence de notre législation nouvelle sur la nationalité.

Mais ce n'est peut-être pas le plus grave problème soulevé par l'interprétation du décret de 1870. Depuis trente ans le territoire de l'Algérie s'est augmenté d'annexions successives. Devait-on appliquer le décret du 24 octobre aux indigènes israélites habitant les pays ainsi réunis aux départements algériens ? Devait-on limiter les effets du décret aux territoires qui faisaient partie de l'Algérie en 1870 ? Une importante controverse s'est élevée sur ce point, que nous devons examiner tout d'abord.

Etendue du décret. — A la fin de l'année 1882, une colonne prenait définitivement possession, au nom de la France, d'un petit pays placé depuis 1851 sous notre protectorat, le M'zab ; une décision présidentielle du 21 décembre 1882 vint constater officiellement l'annexion en incorporant ce territoire à la commune de Laghouat. Cette décision portait que les indigènes du M'zab seraient traités « comme les autres populations indigènes des territoires de commandement en Algérie ».

La question se posa de suite de savoir si les Israélites qui habitaient M'zab seraient considérés comme citoyens français en vertu du décret de 1870.

Accorder le droit de cité, par le simple jeu d'un principe juridique, à toute une population que rien ne préparait à cette faveur, pouvait sembler au premier abord une mesure bien exorbitante. Nous avons vu avec quelle âpreté la naturalisation des Juifs algériens a été reprochée au

Gouvernement de la Défense nationale comme une mesure inopportune et prématurée : et cependant pendant quarante ans, de la convention de 1830 au sénatus-consulte de 1865, et depuis ce sénatus-consulte, une œuvre d'assimilation progressive des Israélites aux lois, aux mœurs de la France s'était poursuivie. Le décret Crémieux intervenait après toute une série de mesures préparatoires, alors que les Juifs relevés par l'occupation française de leur condition misérable, avaient appris à connaître et à aimer leur nouvelle patrie.

Il s'agissait ici, au contraire, d'accorder brusquement la nationalité française, de soumettre tout d'un coup à l'ensemble de nos lois civiles et politiques, une race jusque-là presque entièrement étrangère à nos mœurs et à nos institutions. Sans préparation, il s'agissait de relever jusqu'au niveau de l'Européen conquérant une population jusqu'alors déprimée et tenue dans un état de demi-servitude. Le décret Crémieux pouvait-il avoir cet effet, de lier pour l'avenir la liberté d'action des pouvoirs publics, et par une sorte de jeu automatique, de rendre citoyens français tous les Juifs habitant les territoires qui pourraient être successivement annexés à l'Algérie ?

Telle est la puissante considération de fait qui se présente à l'esprit dès que l'on examine cette question. Mais c'est uniquement sur le terrain du droit que la question doit s'engager ; et sur ce terrain, nous croyons que la solution ne peut faire aucun doute.

Il s'agit de déterminer quelle est la nature véritable du décret Crémieux. Sommes-nous en présence d'un acte de naturalisation collective (1) ayant produit et épuisé tout

(1) Il est presque inutile de faire remarquer combien est inexact ce mot de naturalisation, s'appliquant au décret du 24 octobre. Les Juifs, avant le

son effet utile au moment de sa promulgation ? Le décret en d'autres termes a-t-il pu uniquement s'appliquer aux 35.000 Juifs qui, le 24 octobre 1870, remplissaient les conditions prévues et étaient des indigènes algériens ?

Si l'on adopte cette manière de voir, ni les Juifs indigènes habitant les territoires qui ont pu ou qui pourraient être annexés à l'Algérie, ni les Juifs qui postérieurement à 1870 ont pu, en Algérie même, devenir « indigènes » au sens du décret de 1870, ne peuvent être déclarés citoyens français.

Mais si l'on voit dans le décret Crémieux un véritable acte d'affranchissement d'une race, analogue aux lois de 1791 qui, en France, ont donné aux Juifs la liberté, et l'égalité civile et politique, en même temps que la nationalité française ; on devra adopter sur les deux points que nous venons d'indiquer la solution opposée. Jamais l'on n'a jugé à restreindre l'effet des décrets de 1791 aux Juifs qui étaient à ce moment établis sur le territoire français (1) et il est certain que les principes posés par l'Assemblée constituante s'appliquent et aux Juifs habitant les territoires qui peuvent être annexés au sol français et aux Juifs qui, postérieurement à 1791, ont pu s'établir en France et remplir les conditions exigées par la loi commune pour l'acquisition de la nationalité française. Eh bien, le décret Crémieux, constitue-t-il, comme les lois de la Révolution, l'acte d'affranchissement d'une race ? n'est-il au contraire qu'un acte de naturalisation collective ?

La question doit, semble-t-il, être tranchée en consultant

décret, étaient déjà sujets français ; c'est seulement leur capacité qui a été modifiée et non leur nationalité. Sous cette réserve, nous avons employé et continuerons d'employer ce mot *utilitatis causâ*.

(1) V. cependant, sur ce point, le rapport de M. Pourquery de Boisserin *infra*, p. 342.

avant tout l'intention des auteurs du décret. Et de ce point de vue, la solution apparaît nette et indiscutable. M. Crémieux, dans sa déposition devant la commission d'enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense Nationale s'exprimait ainsi (1) :

« Pourquoi, me dites-vous, avez-vous naturalisé les Juifs qui ne le demandaient pas, qui ne le voulaient pas ?... »

« Est-ce que vous croyez que les Juifs en 1791 voulaient tous être citoyens français ? »

« En leur conférant ce beau titre de citoyens français, on les a généreusement tirés de l'état de dégradation où les tenait une persécution odieuse. »

« Ce que notre immortelle Assemblée de 1791 a fait pour les Juifs de France, notre Gouvernement de 1870 l'a fait pour les Juifs français de l'Algérie. La France s'est-elle repentie de ce qu'elle a fait en 1791 ? »

La même idée est exprimée dans la brochure que nous avons citée et qui est une sorte de *Commentaire officiel* des actes du Gouvernement de la Défense nationale (2).

« Quelques années encore et la fusion complète de cet « élément nouveau produira en Algérie, comme nous l'avons vu en France, ses excellents résultats. En attendant, il n'y a plus dans nos trois départements de l'Algérie « que des Français et des Musulmans : en dehors de la « race musulmane, la règle française est désormais la « règle souveraine pour tous. »

« Quand finiront ces indignes attaques contre l'émancipation des Juifs ? Ils sont, nous répète-t-on sans cesse, en

(1) Tome XV, p. 237.

(2) Gouvernement de la Défense nationale. Délégation de Tours et de Bordeaux, 1^{re} partie, p. 90.

dehors de la civilisation. Mais dans quels pays ? Dans ceux où l'émancipation leur est refusée. Dans tous les États qui les ont accueillis comme citoyens, faut-il le redire encore, dans notre chère France, ne se sont-ils pas élevés au niveau des chrétiens (1) ? »

Enfin dans un discours qu'il prononçait le 12 mai 1872, à l'Assemblée générale de l'*Alliance israélite universelle*, M. Crémieux montrait bien à quelles préoccupations gênereuses était dû le décret du 24 octobre :

« Trente-cinq mille de nos coréligionnaires, s'écriait-il, « sont par mon fait nos concitoyens, Français comme « nous ; on ne m'enlèvera pas cette heureuse page de ma « vie, qui me lie à l'histoire de ce peuple juif dont l'éman- « cipation complète est depuis plus d'un demi-siècle le « rêve, l'idéal de mes pensées (2). »

Cependant, dès l'annexion du M'zab, l'administration se montra opposée à l'extension du décret du 24 octobre aux Israélites indigènes de ce territoire. Dans une dépêche adressée le 7 novembre 1882 à M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Garde des sceaux Devès s'exprimait ainsi :

« M. le Gouverneur général insiste sur les inconvénients que présenterait l'extension au M'zab des dispositions du décret du 24 octobre 1870. Placés dans une situation d'infériorité marquée vis-à-vis des indigènes, les Israélites du M'zab ne sont en rien préparés pour une naturalisation en bloc. M. le Général Saussier ajoute que le fait d'accorder le titre de citoyen français à tous les Israélites du

(1) Ajoutons ce passage bien significatif de la dépêche adressée par M. Cartier, chef de cabinet de Crémieux : « Il ne faut pas que l'*affranchissement d'une race* puisse être critiquée par les hommes de liberté, sur quelques exemples accidentels. » V. ch. III, p. 169.

(2) Discours à l'*Alliance israélite universelle*. Bulletin de 1872. V. ch. III.

M'zab et de les soustraire au paiement de nos impôts locaux, pourrait compromettre le succès moral de notre installation. Ces considérations sont graves, mais elles ne seraient pas décisives pour la solution d'une question avant tout légale. Il s'agit de savoir, en effet, si le décret du 24 octobre 1870 doit nécessairement régir tous les territoires qui seront à une époque quelconque ultérieurement réunis aux départements algériens. Or, je n'hésite pas à penser, que, ainsi que l'indiquent d'ailleurs M. le Gouverneur général et M. le général chef de corps, le décret de 1870 n'a jamais eu cette portée. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à son texte. En 1870, il y a eu une naturalisation en masse de tous les Israélites algériens, dispensés ainsi d'obtenir des naturalisations individuelles. La mesure prise à cette époque n'a pu saisir que ceux des Israélites qui étaient à ce moment même considérés comme indigènes algériens. Elle ne peut être invoquée que par eux ou par leurs descendants.

« Quant à ceux qui en 1870 résidaient en dehors des départements de l'Algérie, ils sont sans droit pour réclamer l'application d'une disposition dont l'effet utile est actuellement épuisé. On comprend aisément qu'en 1870 l'intention du législateur n'ait pas été de faire une loi pour des contrées qui n'étaient pas encore françaises. Il faudrait une disposition singulièrement explicite pour qu'on pût admettre une interprétation qui engagerait ainsi l'avenir (1). »

L'Administration a toujours considéré depuis cette époque, que le décret Crémieux était inapplicable aux Israélites du M'zab. Elle plaçait ces derniers sous l'empire du

(1) Estoublon et Lefébure, sur le décret du 24 octobre 1870.

sénatus-consulte du 14 juillet 1865, et les considérait comme des sujets français, auxquels les lois sur la naturalisation des étrangers ne pouvaient pas s'appliquer (1).

La jurisprudence admit tout d'abord cette interprétation administrative. Mais tandis que certaines décisions, conformément à la dépêche citée plus haut, remplaçaient les Juifs Mozabites sous l'empire du sénatus-consulte de 1865, d'autres paraissaient les considérer comme des étrangers ordinaires et leur faisaient application de notre loi du 26 juin 1889 sur la nationalité et la naturalisation.

« Attendu, dit la Cour d'Alger (2), dans le premier sens, que le décret du 24 octobre 1870 a accordé le titre de citoyen français aux Israélites indigènes des départements de l'Algérie ; attendu qu'à cette époque le M'zab ne faisait partie d'aucun des trois départements de l'Algérie ; qu'il n'y a été annexé que le 21 décembre 1882 ; attendu que par suite les Israélites nés dans le M'zab, domiciliés dans ce pays ou sur le territoire algérien, étaient étrangers au moment de l'annexion ; qu'à dater de cette annexion, ils sont devenus de simples sujets français au même titre que les Musulmans, obligés dès lors pour acquérir la qualité

(1) V. la circulaire du 12 décembre 1895 de M. le gouverneur général de l'Algérie. A cette date, Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie*.

« Ils (les Juifs du M'zab) ne réunissent en aucune manière les conditions requises par le décret-loi de 1870. Le territoire qu'ils habitaient n'étant pas français en 1870, le bénéfice de ce décret ne peut leur être assuré. Sujets français, ils ne peuvent être considérés comme citoyens français. C'est ainsi qu'ils ont conservé leur statut personnel, en matière de mariage, de succession par exemple et que, d'un autre côté, ils ne sont pas fondés à se réclamer du droit civil français. La qualité d'électeur ne peut donc leur être conférée qu'après qu'ils seront devenus citoyens français. Il est, en conséquence, nécessaire qu'ils aient préalablement sollicité la naturalisation dans les formes imparties aux indigènes par le sénatus-consulte de 1865. »

(2) 25 février 1891, S. 1891.2.201.

de citoyens français de se conformer aux prescriptions du sénatus-consulte du 14 juillet 1865. Attendu qu'il suit encore de là qu'ils ont conservé leur statut personnel, qui les autorise à pratiquer la polygamie, mais qui n'admet pas la séparation de corps, le seul mode de dissolution des mariages par eux contractés étant la répudiation et le divorce ; attendu dès lors que c'est à tort que les premiers juges ont prononcé la séparation de corps entre les époux C... »

Le Conseil de préfecture d'Alger s'est prononcé dans le deuxième sens :

« Considérant qu'au 24 octobre 1870 le M'zab ne faisait pas partie du territoire de l'Algérie ; que par suite les Israélites originaires du M'zab établis sur le territoire algérien étaient étrangers ; que le décret du 24 octobre 1870 ne pouvait dès lors leur être applicable et qu'ils étaient tenus, pour obtenir la qualité de citoyen français, de se conformer aux prescriptions légales sur la naturalisation des étrangers (1). »

Cette divergence établit, selon nous, l'impossibilité de fonder sur un principe juridique la situation faite aux Juifs indigènes du M'zab par la lettre du 7 novembre 1882 et la circulaire du 12 décembre 1895. On paraissait oublier que le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 avait été entièrement abrogé en ce qui concerne les Israélites algériens par les deux décrets du 24 octobre 1870 (2). Il est donc impossible de s'appuyer sur cet acte pour donner aux Mozabites la qualité de sujets français en leur refusant le droit de cité.

(1) Du 11 août 1890, *Revue algérienne*, 1891, p. 391.

(2) Décret du 24 octobre 1870 (sur la naturalisation des Musulmans), art. 5 : « Sont abrogés les articles 2, 4 et 5 du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 », et décret Crémieux, *in fine*.

« On est en droit de s'étonner, dit M. l'avocat général Sarrut (1), alors que le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 est abrogé en ce qui concerne les Israélites par les deux décrets du 24 octobre 1870, implicitement par la disposition finale du premier, expressément par l'article 5 du second, que la Cour d'appel d'Alger considère cette partie du sénatus-consulte comme étant en vigueur. » Cette observation pourrait s'appliquer à la lettre ministérielle de 1882, que nous avons reproduite plus haut ; elle détruit entièrement le système adopté par l'administration.

Mais il faut aller plus loin. Si le décret de 1870 ne peut pas s'appliquer au M'zab, il est illogique, même en supposant le sénatus-consulte de 1865 encore en vigueur, de soumettre à ce dernier acte des populations qui, en 1865, ne faisaient pas partie de l'Algérie. Cela est d'autant plus impossible que les termes des deux actes de 1865 et de 1870 sont à peu près identiques. Le premier parle des indigènes israélites de l'Algérie ; le second, des indigènes israélites des départements de l'Algérie. Le sort de ces deux actes est lié ; ils s'appliquent aux mêmes individus, l'un ne peut pas avoir plus d'étendue que l'autre.

Que reste-t-il ? La Convention du 5 juillet 1830 ? Celle-ci de toute évidence ne peut pas non plus s'appliquer aux populations du M'zab qui, en 1830, n'habitaient pas les territoires compris dans la capitulation. Et si l'on refuse d'appliquer dans notre hypothèse le décret Crémieux, on se retrouve en présence des principes juridiques les plus certains en matière d'annexion. En vertu de ces principes, les habitants du M'zab, et aussi bien les Musulmans que les Israélites, prennent la nationalité du pays annexant

(1) *Revue algérienne*, 1896, p. 161.

et si aucune disposition législative contraire n'existe, ils deviennent de plein droit citoyens français.

Cette conséquence, avons-nous besoin de le dire, n'était pas admissible et elle n'a jamais été admise. Elle est forcée cependant, si l'on n'adopte pas le principe que nous défendons.

Peut-être est-ce pour éviter les conséquences forcées de ce véritable imbroglio juridique, — si l'on nous permet cette expression — que l'on a voulu considérer les indigènes du M'zab non comme des sujets français, mais comme des étrangers et leur appliquer nos lois sur la nationalité.

« Ou bien, dit M. l'avocat général Sarrut, les indigènes israélites du M'zab sont devenus français par l'annexion, ou bien, ils sont devenus ou deviendront citoyens français en vertu du Code civil et notamment de la loi du 26 juin 1889 ; or, comme on ne peut faire état du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, abrogé depuis 1870 quant aux Israélites, pour restreindre les effets qui s'attachent à la qualité de français, les indigènes du M'zab ont acquis ou acquerront dans un court laps de temps la qualité de français dans sa plénitude, c'est-à-dire la nationalité française et le titre de citoyen (1). »

Telle est la conséquence à laquelle on est nécessairement entraîné si l'on refuse d'appliquer au M'zab le décret du 24 octobre. Il est à peine besoin de dire que nous ne pouvons pas admettre un système qui nous paraît absolument antijuridique. Comment pourrait-on considérer comme étrangers les habitants originaires d'un territoire annexé au sol français ? Jamais le Gouvernement n'a eu une

(1) *Revue algérienne, ibidem.*

pareille pensée ; il suffit pour s'en convaincre de rappeler l'exposé des motifs de la décision présidentielle du 21 décembre 1882 : « Le Gouvernement de la République française, après un examen approfondi de la question, a jugé que le moment était venu de faire rentrer les Mozabites dans la règle commune, en prenant définitivement possession de leur pays et en les traitant absolument comme les autres populations indigènes des territoires de commandement en Algérie... »

Au reste, ainsi que l'indique M. l'avocat général Sarrut, les Juifs du M'zab sont devenus déjà ou deviendront bientôt Français, dans ce système, par le jeu de la loi de 1889. La controverse perd donc une grande partie de son intérêt pratique.

En résumé, c'est uniquement par des considérations utilitaires que l'on a voulu après coup refuser aux Juifs du M'zab la nationalité française. Ces considérations ne peuvent prévaloir en présence des principes juridiques certains que nous venons de résumer. Si l'on voulait empêcher l'application de ces principes, il fallait par des décrets spéciaux, rendus conformément au droit commun de l'Algérie, créer pour les Juifs du M'zab une situation spéciale. En l'absence de pareils décrets, la solution que nous proposons apparaît comme la seule logique et la seule nécessaire. C'est elle qui a été adoptée par M. l'avocat général Sarrut dans les conclusions que nous avons déjà citées ; nous espérons qu'elle triomphera définitivement en jurisprudence et en doctrine.

Celle-ci est encore divisée. M. Tissier a exprimé fortement l'opinion que nous préconisons (1) :

(1) *Revue algérienne*, 1891, p. 72.

« Le décret de 1870, dit-il, a été autre chose ; venant s'appliquer de plein droit impérativement, à tous les membres d'une même race et d'une même religion, qui, à cause de leur race et de leur religion, étaient jusque-là sujets français sans avoir le titre de citoyens, venant les relever de cette infériorité et supprimer toute différence entre eux et les citoyens français, le décret a été un acte d'émancipation de toute la race juive en Algérie, une mesure d'assimilation et d'affranchissement. Il ne s'est pas agi de 35.000 personnes déterminées auxquelles on donnait le titre de citoyen français, il s'est agi d'une mesure relevant pour toujours en Algérie la race et la religion israélites de la condition dans laquelle les lois antérieures les avaient maintenues. Cette mesure a le même caractère qu'aurait une loi venant déclarer citoyens les indigènes musulmans, loi qui serait non pas une réunion et un faisceau de naturalisations individuelles, mais une assimilation et une émancipation de la race musulmane. Elle a le même caractère qu'ont eu, en France, les décrets qui, en 1790 et 1791, sont venus conférer le droit de cité aux Israélites qui étaient depuis longtemps proscrits de France, et dont au siècle dernier on ne tolérait la présence que dans quelques villes. Ces décrets n'ont jamais été considérés comme des naturalisations collectives ayant produit et épuisé leurs effets au profit de personnes déterminées ; ils ont toujours été considérés avec raison comme ayant affranchi et émancipé la race israélite en France ; ils ont profité depuis 1791 à bien des familles qui sont venues s'établir en France et qui ne pourraient s'en prévaloir s'ils n'avaient été qu'une naturalisation accordée, à une époque déterminée, à un groupe de personnes déterminées. »

D'autre part, MM. Besson (1), Bachmann (2) et Du-noyer (3) se prononcent en sens contraire.

En résumé, nous pensons que les Israélites indigènes du M'zab sont devenus par le fait de la réunion de ce territoire, citoyens français, soit que l'on applique ici les principes généraux en matière d'annexion, soit, et cette dernière opinion a toutes nos préférences, que l'on étende à leur situation le décret du 24 octobre 1870.

Telle était d'ailleurs la pensée primitive de l'administration qui plaçait les indigènes du M'zab « dans la même situation que les autres populations indigènes des territoires de commandement de l'Algérie (4) ». Telle est aussi la seule solution vraiment pratique, puisque ce territoire, au point de vue administratif, a été dès le début considéré comme faisant partie de l'une des communes de l'Algérie.

« Comment comprendre, dit M. l'avocat général Sarrut, que les Israélites indigènes du M'zab n'aient pas les mêmes droits que les Israélites indigènes de la commune de Laghouat, puisque le M'zab est une section de cette dernière commune ? »

Nous n'ajouterons rien à cette observation de bon sens, qui suffit, croyons-nous, pour juger l'interprétation inexactement admise par l'administration.

Quels sont les Israélites algériens indigènes ?

En déclarant citoyens français les Juifs indigènes de l'Algérie, il semble bien que le décret du 24 octobre 1870 ait voulu ne laisser subsister dans notre possession que deux catégories d'Israélites : d'une part, ceux qu'il avait

(1) *Législation civile de l'Algérie*, p. 61 et suiv

(2) *De la condition des personnes en Algérie*, p. 114.

(3) *Étude sur le conflit des lois spéciales à l'Algérie*, p. 36.

(4) Décision présidentielle précitée.

pour but d'affranchir, d'autre part, les Israélites d'origine étrangère, soumis au droit commun et pouvant à ce titre invoquer le bénéfice de nos lois civiles et notamment de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité.

C'est bien ce que pense M. l'avocat général Sarrut dans le passage de ses conclusions que nous citons tout à l'heure. En abolissant le sénatus-consulte de 1865, le Gouvernement de la Défense nationale a enlevé toute base juridique à la théorie qui prétendrait trouver sur notre territoire algérien une troisième catégorie d'Israélites, qui ne seraient pas considérés comme étrangers et conserveraient la condition civile antérieure à 1870, mais qui ne pourraient pas invoquer le bénéfice du décret Crémieux comme ne remplissant pas les conditions de l'indigénat prévues par ce décret (1).

Le sénatus-consulte aboli, toutes les règles spéciales, applicables à la naturalisation des indigènes en Algérie, disparaissent en ce qui concerne les Israélites. En dehors du décret Crémieux, le droit commun seul subsiste pour eux.

L'article 2 de la loi du 26 juin 1889 qui la déclare applicable à l'Algérie vient confirmer cette observation. Il est vrai que la suite de cet article déclare : « Continueront toutefois de recevoir leur application le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie. » Mais nous répétons que le sénatus-consulte est abrogé en ce qui concerne les Juifs ; et, quant à la dernière phrase de l'article, elle paraît viser précisément le décret du 24 octobre 1870.

Il semble donc que la condition des Juifs en Algérie ne puisse plus aujourd'hui présenter de difficultés. Mais nous

(1) V. *infra*.

nous sommes déjà longuement occupé du décret du 7 octobre 1871 qui est venu donner une définition précise et étroite de l'indigénat. Nous avons vu comment dans la pensée des auteurs de ce dernier décret, il avait pour but de préciser les effets de l'acte d'affranchissement des Juifs. Comment concilier ce décret avec le principe d'interprétation que nous venons d'admettre ? Telle est la délicate question que nous avons à étudier.

Nous savons que le décret de 1871, rendu par le Gouvernement de M. Thiers, comprend deux parties bien distinctes ; dans la première, la seule dont nous ayons à nous occuper pour le moment, il définit et précise de la manière suivante les conditions de l'indigénat :

« Seront considérés comme indigènes... les Israélites nés en Algérie avant l'occupation française, ou nés depuis cette occupation de parents établis en Algérie à l'époque où elle s'est produite. »

Ce texte soulève une première difficulté qu'il importe de trancher dès le début. Si vraiment, comme l'indique M. de Fourtou dans les paroles que nous citons naguère, il doit être considéré comme une correction apportée au décret Crémieux, ne doit-on pas le tenir pour nul et non avenu ? Il émane en effet du pouvoir exécutif. A-t-il eu le pouvoir de modifier le décret du 24 octobre ?

La question ainsi posée suppose que nous admettions l'opinion, d'après laquelle le décret Crémieux constitue, au même titre que les autres actes du Gouvernement de la Défense nationale, un décret-loi, un acte du pouvoir législatif.

Nous ne croyons pas que cette opinion puisse être sérieusement contestée. Il est certain, d'une part, que le Gouvernement de 1870 a réuni entre ses mains jusqu'en

février 1871 tous les pouvoirs, l'exécutif et le législatif ; d'autre part, nous avons vu que la légalité des actes émanés de ce Gouvernement a été universellement reconnue. Mais c'est précisément dans ce fait que l'on a prétendu trouver un argument en faveur de la thèse contraire. En statuant sur une matière relative à la législation de l'Algérie, dit-on, la Délégation de Tours a agi en tant que pouvoir exécutif et non en tant que pouvoir législatif. L'Algérie depuis l'ordonnance du 22 juillet 1834 est en effet soumise au régime des décrets (1).

Nous croyons cette argumentation vicieuse ; deux réponses victorieuses peuvent lui être opposées.

La question de savoir si le Gouvernement a dans cette circonstance agi en tant que pouvoir exécutif est, uniquement, dirons-nous tout d'abord, une question d'intention puisque ce Gouvernement réunissait tous les pouvoirs. Or, dans les passages des discours de M. Crémieux que nous avons cités, le décret de 1870 est toujours qualifié de décret-loi. Une pareille intention est d'ailleurs toute naturelle. Le décret de 1870 est un acte de la plus haute importance, qui dépasse de beaucoup les limites ordinaires de l'intervention du pouvoir exécutif. Or nous savons que la tendance de plus en plus marquée de notre législation,

(1) Conformément à l'article 25 de la loi du 24 avril 1833, ainsi conçu : « Les établissements français en Algérie continueront d'être régis par ordonnance du roi. » Résumons rapidement l'argumentation : l'article 109 de la Constitution de 1848 laissait au pouvoir exécutif le droit de statuer sur l'Algérie. La Constitution de 1852 donnait ce pouvoir au Sénat, mais d'autre part, les sénatus-consultes étaient de véritables décrets (d'une forme particulière, il est vrai), et, de l'autre, l'Empire et le Sénat ayant été abolis en 1870, c'était le pouvoir exécutif qui, de plein droit, reprenait les attributions spéciales à lui conférées par l'ordonnance de 1834 (V. sur tous ces points, M. Sarrut et note de M. Estoublon, *Rev. alg.*, 1896, 1, 161. Paul Sumien, *op. cit.*, p. 33).

depuis la Constitution de 1848, est de faire trancher par des lois, les questions les plus graves relatives à l'Algérie ou aux colonies, malgré les droits incontestables et incontestés du pouvoir exécutif. Cela est si vrai, et l'exemple est topique, que, lorsque l'on a proposé en 1871 et 1872 d'abroger le décret Crémieux, ce sont des projets de loi qui ont été déposés. Ce sont encore des projets de loi que l'on propose aujourd'hui.

Cette réponse serait déjà, croyons-nous, suffisante, mais nous croyons avoir trouvé, pour l'appuyer, un argument irrésistible.

Si lorsqu'un acte émane d'un pouvoir législatif, il fallait se préoccuper de déterminer si telle ou telle disposition est plutôt d'ordre réglementaire, est plutôt une mesure de détail et d'exécution qu'une mesure d'ordre législatif, toutes les lois deviendraient absolument inapplicables. Aussi est-il de principe élémentaire qu'une disposition adoptée conformément à la Constitution et revêtue de la formule législative doit être exécutée et appliquée en tant que loi. Jamais on n'a prétendu que le Gouvernement aurait le droit de modifier ou d'abroger un article de loi, sous prétexte que cet article réglementerait une matière de la compétence du pouvoir exécutif. Prétendre cela serait commettre une énorme hérésie juridique. Et cependant, surtout aujourd'hui, à une époque où la plupart des lois sont confuses, compliquées et obscures, parce que le législateur semble exagérer sa tendance à la réglementation, que l'on nous pardonne ce mot, il arrive tous les jours que des prescriptions rentrant, d'après les principes purs de la science politique, dans les attributions du pouvoir exécutif, sont insérées dans des lois, et sont appliquées en tant que lois.

Il n'y a donc même pas lieu de nous demander, dans notre hypothèse, en quelle qualité a voulu agir le Gouvernement de la Défense nationale. Il suffit que le décret de 1870 soit revêtu des formes adoptées pour les autres actes législatifs de ce Gouvernement et dont la validité en tant que lois n'a jamais été sérieusement contestée. Il doit dès lors être exécuté comme loi ; il ne peut plus être modifié par un simple décret, en sa qualité de loi, qu'aujourd'hui ne peut l'être un acte régulièrement voté par le Parlement (1).

Mais là malheureusement n'est pas toute la difficulté. Pour prétendre que le décret de 1871 a pu modifier le décret-loi de 1870 (en supposant qu'il l'ait modifié), on peut mettre en avant un argument d'ordre un peu subtil peut-être, mais devant lequel il est impossible de ne pas s'arrêter.

Il ne faut pas oublier que, pour l'Algérie, le Gouvernement, depuis 1834, possède de véritables attributions législatives.

Le décret du 7 octobre 1871 est donc lui aussi une véritable loi puisqu'il statue sur des matières relatives à l'Algérie. Cette constatation paraît au premier abord changer la face du problème. Le Gouvernement, dans l'espèce M. Thiers, président de la République, ayant pour l'Algérie des attributions législatives, n'a-t-il pas pu modifier une loi ? Encore aujourd'hui, le Président de la République aurait-il le droit de modifier ou d'abroger une loi

(1) En sens contraire, conclusions de M. Sarrut, *Rev. alg.*, 1896, 4, 161. La Cour de cassation (*Ibidem*) décide dans diverses espèces que le décret de 1871 « modifie et complète légalement celui du 24 octobre 1870 ». Mais elle ne spécifie pas si, pour elle, le décret Crémieux est un décret pur et simple, ayant été légalement modifié par un autre décret, ou si conformément à l'opinion que nous critiquerons plus loin, elle estime que le décret Crémieux est un décret-loi, qui peut spécialement être modifié, pour l'Algérie, par un seul décret. Remarquons cependant, dans le sens de la première hypo-

votée par la Chambre des députés et par le Sénat et statuant sur des matières algériennes? La question peut avoir dans l'avenir un grand intérêt pratique, les lois relatives à l'Algérie étant de plus en plus nombreuses; si elle paraît au premier d'abord délicate, c'est qu'elle met en conflit, dans notre hypothèse, les droits du pouvoir exécutif, et l'un des principes les plus fondamentaux, les plus nécessaires du droit public moderne : le pouvoir exécutif est fait pour assurer l'application des lois et non pour les violer.

« La question la plus grave, dit M. Sumien sur cette question (1), qui se soit présentée est celle de savoir si le Chef de l'État a le droit de modifier par un décret les règles établies par une loi. Pour la Métropole, la solution négative est de toute évidence : un simple décret ne saurait modifier une loi. Mais la règle est-elle la même en Algérie? Nous ne le croyons pas. Nous sommes, répétons-le, sous l'empire de la loi du 24 avril 1833 qui ne soumet à aucune restriction le droit de légiférer en matière algérienne reconnu au chef de l'Etat. Aucun texte n'a restreint ses pouvoirs. Nous croyons qu'on doit décider qu'il a incontestablement le droit de modifier par décret une loi en vigueur en Algérie, et cela, que cette loi soit spéciale à l'Algérie ou qu'elle soit même une loi de la métropole rendue applicable et exécutoire en Algérie. La solution est exorbitante; mais elle n'est que la conséquence de cette anomalie singulière que nous signalions dans la constitution de l'Algérie, déclarée prolongement de la France, restée sous le régime de la législation des colonies. »

thèse, que la Cour de cassation n'emploie jamais le terme « décret-loi » au sujet du décret Crémieux.

(1) *Le régime législatif de l'Algérie*, p. 40.

Sur cette question la jurisprudence s'est au début montrée hésitante et plutôt contraire à la thèse de M. Sumien.

Ainsi, un décret du 2 avril 1854, sur le partage des biens indivis en Algérie, enlevait, par son article 3, compétence sur ce point à la juridiction civile, pour l'attribuer à la juridiction administrative. Il dérogeait ainsi à l'article 13 de la loi du 16 juin 1851, qui donne à l'autorité judiciaire compétence exclusive pour statuer sur les actions en partage ou en licitation des immeubles indivis entre l'État et les particuliers. La légalité de ce décret fut contestée devant le Conseil d'État qui, conformément aux conclusions du commissaire du Gouvernement, M. de Belbœuf, déclara ce décret non obligatoire, par arrêt du 28 février 1866.

2 arrêts, l'un de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, du 22 mars 1878 (1), l'autre de la Cour d'Alger du 22 juin 1878 (2), semblent admettre implicitement la même solution.

Saisie également d'une question de modification de compétence apportée par un décret à une loi, la Cour d'Alger, par arrêt du 27 décembre 1876 (3) se rangea à l'opinion du Conseil d'État.

Au contraire, appelée à statuer sur cette question, la Cour de cassation cassa par son arrêt du 10 décembre 1876 (4), la décision de la Cour d'Alger, et décida que « la modification de compétence apportée par un simple décret n'excédait pas les limites du droit qu'exerçait à cette époque (1862) en Algérie le chef du Gouvernement, et qu'elle n'était en contradiction avec aucune loi spéciale ».

(1) *Bull. jud. alg.*, 1878, 130.

(2) *Bull. jud. alg.*, 1882, 322.

(3) *Jur. alg.*, 1876, 28.

(4) *Rev. alg.*, 1895, 2, 37.

La Cour d'Alger se rangea bientôt à cette opinion. Le 6 juillet 1882, on lui demanda d'apprécier la légalité du décret du 29 août 1874, qui attribue, aux tribunaux de Kabylie une compétence exceptionnelle. Elle décida (1) que l'Algérie était toujours régie par la loi du 24 avril 1833, et qu'aucune loi n'ayant enlevé au chef de l'État le droit de modifier la compétence des tribunaux d'Algérie, il avait pu prendre le décret de 1874, lequel était légal et obligatoire (2).

C'est sans aucune hésitation et avec la plus grande énergie que nous nous prononçons contre l'opinion et la jurisprudence que nous venons de résumer. Il serait absolument inutile de faire des lois sur l'Algérie si ces lois devaient être soumises aux caprices d'un gouvernement quelconque. Pourquoi alors cette habitude prise depuis un certain temps, de faire trancher par le Parlement les questions les plus importantes relatives à l'Algérie ? N'est-ce pas précisément pour arracher ces questions aux fluctuations, aux changements incessants du régime des décrets et pour se rapprocher du système désiré par l'article 109 de la Constitution de 1848 ?

Mais cette considération de fait ne serait pas suffisante à elle seule pour faire admettre notre opinion. Il nous paraît contraire aux principes les plus élémentaires de notre droit constitutionnel qu'un simple décret, ce décret eût-il lui-même la force d'une loi, puisse abroger ou modifier un acte émané régulièrement du pouvoir législatif. Le Gouvernement, en pareille matière, n'exerce de pouvoir

(1) *Bull. alg.*, 1883, 24.

(2) Dans le sens de cette jurisprudence, Sumien, *loc. cit.*, Cazalens, D. 80. 1.282 (note). V. en sens contraire, Béquet, *Répertoire du droit administratif*, V^e Algérie ; Charpentier, *Cours de législation algérienne*, p. 66.

législatif, il ne faut pas oublier ce point, que par délégation (1), par une sorte de consentement tacite continu du législateur. Un décret rendu dans ces conditions ne peut pas produire des effets aussi étendus qu'une loi votée directement par le pouvoir législatif régulier, et surtout ne peut pas entrer en conflit avec cette loi et avec ce pouvoir. Il est de toute évidence qu'en votant une loi sur une matière spéciale à l'Algérie, le Parlement a retiré au Gouvernement, sur le point spécial en question, la délégation dont nous parlons ; et pour donner au Gouvernement le pouvoir de modifier ou d'abroger cette loi, il faudrait un article spécial, voté par le législateur, et lui accordant ce droit. En l'absence d'un pareil article, il est impossible de concevoir qu'un acte rendu en la forme d'un décret puisse modifier un acte émanant de la volonté toute puissante du législateur.

En résumé, nous estimons que le décret du 7 octobre 1871 n'a pas pu valablement modifier le décret-loi du 24 octobre 1870. Il serait donc illégal.

Mais la question se pose maintenant de savoir si, malgré les paroles prononcées par M. de Fourtou, malgré la croyance unanime de l'Assemblée Nationale, le décret de M. Thiers a eu véritablement pour objet et pour résultat de modifier, dans l'une quelconque de ses parties, le décret du 24 octobre. Qu'en fait ce décret ait eu pour résultat de restreindre l'application du décret Crémieux, c'est là une question que nous examinerons tout à l'heure. Mais en droit, nous estimons que le décret du 7 octobre est un simple acte d'interprétation ; il ne modifie nullement le décret de 1870. Ce dernier décret parlait des Juifs indi-

(1) Art. 25 de la loi du 24 avril 1833.

gènes de l'Algérie, mais nous savons combien le sens de ce mot indigène est imprécis dans le langage courant. Il était donc nécessaire, dès qu'il s'est agi d'appliquer le décret Crémieux, dans l'espèce dès qu'il s'est agi d'organiser le droit de vote des néo-citoyens, de donner une définition précise de ce mot, et de déterminer les conditions de l'indigénat.

C'est cela, et c'est cela seulement qu'a fait le décret de 1871 dans la partie que nous étudions en ce moment (1).

Mais une objection se présente immédiatement à l'esprit. Le pouvoir exécutif peut interpréter les lois en tant qu'il donne des instructions à ses fonctionnaires ; il n'a pas le droit d'en donner une interprétation obligatoire pour les tribunaux. Or, ce que nous discutons ici, c'est précisément la question de savoir si l'article 2 du décret de 1871 fait vraiment corps avec le décret de 1870, et doit être considéré comme valable et obligatoire au même titre que celui-ci. Nous avons décidé que cet acte du pouvoir exécutif n'avait pas pu légalement modifier le décret-loi de 1890. Ne devons-nous pas, pour être logiques jusqu'au bout, décider aussi que le décret Thiers n'a pas pu donner du décret Crémieux une interprétation légale, obligatoire pour les tribunaux ? Ne devons-nous pas décider que les tribunaux ont uniquement à prendre en considération le premier de ces deux décrets ; qu'ils doivent l'interpréter, fixer le sens des mots obscurs comme c'est leur fonction normale, et avoir le droit de déterminer comme ils l'entendront les conditions de l'indigénat ?

Sur cette dernière question, et au risque de nous mettre quelque peu en contradiction avec nous-mêmes d'après

(1) En sens contraire, Cass., 18 avril 1896, *Rev. alg.*, *loc. cit.*

les lois d'une rigoureuse logique, nous hésitons à adopter une solution aussi absolue. Il y a une grande difficulté entre le fait d'interpréter une loi et celui de la modifier. La délégation dont nous parlions tout à l'heure et que possède en fait le Gouvernement pour légiférer sur les questions algériennes doit, croyons-nous, faire admettre pour lui le droit de donner une interprétation légale et obligatoire des lois qui peuvent être votées par le Parlement sur ces questions. Faisons observer, pour justifier cette opinion, qu'il ne s'agit plus ici de mettre en parallèle et en quelque sorte en conflit, la puissance législative d'une part, le pouvoir exécutif d'autre part, et de donner la prédominance à ce dernier ; la question se posait dans ces termes lorsqu'il s'agissait de modifications prétendument apportées au décret de 1870. Dès qu'il n'y a plus de conflit, dès qu'il s'agit de simple interprétation, nous restons en présence du seul principe d'après lequel le pouvoir exécutif peut légiférer en pareille matière.

En résumé, l'article 1^{er} du décret du 7 octobre 1871, dont nous essayons en ce moment de déterminer le caractère, a tout au moins valablement interprété les termes du décret Crémieux et cette interprétation est obligatoire pour les tribunaux. Les scrupules de M. Crémieux, lorsqu'il se demandait dans la lettre du 22 septembre 1871 au gouverneur général de l'Algérie si le décret alors en projet serait « absolument légal », « s'il ne serait pas quelque peu entaché d'abus de pouvoirs, modifiant ainsi un décret-loi » (1), sont très explicables ; la question est en effet délicate et complexe. Mais nous croyons avec M. Crémieux lui-même qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à ces scrupules. Et tout en

(1) V. *Bulletin de l'Alliance israélite universelle*, loc. cit., p. 31.

répétant que le décret de 1871 est une simple interprétation (1) et non une modification du premier, nous approuvons pleinement la jurisprudence qui a reconnu en définitive, mais pour d'autres raisons que les nôtres, la validité et la force obligatoire de ce décret.

Ainsi, c'est à l'article 1^{er} du décret de 1871 qu'il faut se reporter lorsqu'on recherche quels sont les Juifs indigènes soumis comme tels à l'application du décret Crémieux. Mais cet article soulève une double difficulté d'interprétation.

Tout d'abord, il y a lieu de se demander si malgré les termes très généraux de ce décret, il doit s'étendre aux Israélites d'origine étrangère remplissant à la lettre les conditions du décret, mais ayant conservé leur nationalité. Deux hypothèses distinctes peuvent se présenter : on peut supposer un Israélite étranger, né en Algérie avant la conquête, ou un Israélite né, depuis la conquête de parents établis en Algérie avant 1830, mais étrangers.

Il semble au premier abord que le décret du 24 octobre 1870 n'ait pas été fait pour de pareilles situations. Il a eu pour but de donner la cité française en Algérie aux Juifs établis dans ce pays et ne possédant aucune autre nationalité, il a voulu viser cette race autochtone que la conquête a rendue française, mais il a laissé en dehors de ses termes ceux des Israélites habitant l'Algérie qui peuvent encore se réclamer d'une loi nationale quelconque (2).

(1) D'ailleurs cette interprétation aurait pu être adoptée par la jurisprudence même si le décret de 1871 n'avait pas été rendu. Elle applique une règle du droit des gens que l'annexion n'a pas d'influence sur la condition des étrangers. V. Sarrut, *loc. cit.*

(2) En ce sens : Tribunal d'Oran, 6 février 1889, *Revue algérienne*, 1890, p. 162.

Ainsi compris, le décret de 1870 se combinerait parfaitement avec nos lois sur la nationalité. Aux Juifs d'origine étrangère on appliquerait ces dernières lois ; le décret Crémieux ne serait appliqué qu'aux individus ne pouvant se réclamer d'aucune nationalité particulière.

Nous conservons des doutes sur la valeur juridique de cette solution. Il faut tout d'abord remarquer que le décret de 1871 ne fait aucune distinction. D'ailleurs si l'on voulait pousser à l'absurde le système que nous venons de soutenir, il faudrait décider qu'un Juif ne sera pas considéré comme indigène algérien, s'il peut découvrir dans son ascendance aussi éloignée qu'elle soit, des parents d'origine étrangère ! Les définitions données par le décret de 1871 sont absolument inutiles si elles n'ont pas eu pour but, précisément, de supprimer ces complications, cette source de contestations et de procès. Il est certain que les décrets de 1870 et 1871 ont entendu viser la race véritablement autochtone établie en Algérie ; mais pour délimiter cette race on a dû admettre, *utilitatis causa*, un critérium qui sans doute dans certains cas particuliers peut amener des résultats regrettables. La loi a considéré qu'une famille juive établie en Algérie depuis 1830 pouvait être considérée comme une famille indigène, et elle a fait de ses membres des citoyens français. Qu'au regard d'une loi étrangère cette famille ne soit pas devenue française, c'est un résultat regrettable sans doute, car nous serons en présence d'individus qui auront deux nationalités, mais ce résultat est très fréquent en droit international et surtout en France depuis la loi du 26 juin 1889.

Cependant, malgré ces puissantes considérations, un argument d'ordre tout nouveau et que nous devons exposer maintenant nous conduit à adopter la doctrine du tribunal

d'Oran. La pensée du Gouvernement de M. Thiers, lorsqu'il s'est agi de déterminer les conditions de l'indigénat, paraît avoir été de déclarer indigène un Israélite d'Algérie dans les mêmes cas où, en France, un individu est déclaré Français d'après la loi civile commune ; en d'autres termes les conditions de l'indigénat seraient les mêmes que les conditions de la nationalité. Théorie très logique puisque, avant même le décret Crémieux, l'indigénat donnait aux Juifs comme aux Musulmans la qualité de sujet français. « Il importe, dit l'exposé des motifs du décret du 7 octobre, de prévenir le retour des difficultés auxquelles cette application a donné lieu jusqu'ici en exigeant de ceux qui prétendent à l'exercice des droits électoraux la justification préalable de l'indigénat *d'après les principes du droit civil français.* »

Or, sont Français aux termes du Code civil modifié par la loi de 1849 les individus nés de parents français, et les individus nés en France de parents étrangers qui eux-mêmes y sont nés, sauf pour ces derniers la faculté de réclamer, dans certaines conditions de temps, la qualité d'étrangers.

L'application de ces deux principes à l'interprétation du décret de 1871 nous conduirait aux solutions suivantes : l'Israélite né en Algérie, postérieurement à 1830, de parents établis en Algérie, avant cette date mais étrangers, ne serait pas considéré comme indigène algérien au sens du décret de 1871 et par suite comme citoyen français. Il en serait de même de l'Israélite né en Algérie de parents étrangers avant la conquête. Il faudrait donc approuver la jurisprudence du tribunal d'Oran qui refuse d'appliquer le décret Crémieux aux Israélites nés en Algérie avant

la conquête, de parents de nationalité marocaine (1). Mais nous ne pouvons suivre la doctrine du tribunal d'Oran lorsqu'il refuse d'appliquer à ces Israélites le droit commun sur la nationalité et la naturalisation. Ces Israélites ne sont pas plus devenus sujets français en vertu de la capitulation de 1830 et du sénatus-consulte de 1865 qu'ils ne sont devenus citoyens en vertu de l'acte de 1870. Ce sont des étrangers ordinaires, et comme tels ils sont devenus citoyens français en vertu de la loi du 26 juin 1889 s'ils sont domiciliés en Algérie au moment de leur majorité (2).

Ces résultats enlèvent une partie de sa portée pratique à la controverse que nous venons d'examiner ; mais cette controverse conserve tout son intérêt pour les individus qui n'ont pu bénéficier de la loi de 1889, à raison de la non-rétroactivité de cette loi.

L'article 1^{er} du décret de 1871 soulève une dernière question, plus délicate encore peut-être que celle que nous venons d'examiner. Si l'on adopte l'interprétation que nous avons donnée de cet article, en rattachant les conditions de l'indigénat aux conditions de la nationalité, il y a lieu de se demander si la loi du 26 juin 1889, qui accorde la nationalité française à plusieurs nouvelles catégories d'individus d'origine étrangère, n'a pas en même temps élargi les conditions de l'indigénat pour les Israélites algériens. Si le décret de 1871 a voulu, ainsi que l'indiquait l'exposé des motifs, se conformer au droit commun, ne faut-il pas dire que le décret-loi de 1870 s'applique

(1) V. le jugement cité ci-dessus.

(2) Sauf, bien entendu, le droit pour eux de réclamer la nationalité étrangère conformément à la loi. V. *infra*, p. 329.

aujourd'hui à de nouvelles catégories d'indigènes, et admettre que les Juifs algériens remplissant les conditions de la loi de 1889 sont citoyens français ?

Il est indispensable de montrer de suite l'intérêt de la question. La loi du 26 juin 1889 déclare Français les individus nés en France de parents étrangers et qui sont domiciliés en France à l'époque de leur majorité ; toutefois elle leur permet de revendiquer leur qualité d'étranger dans l'année qui suit cette majorité. Si le fils d'étranger n'est pas domicilié en France à sa 21^e année, il a le droit de revendiquer la qualité de Français dans les conditions de temps que nous venons d'examiner. Faut-il dès lors décider, par application du principe que nous avons posé, que les Israélites nés en Algérie de parents étrangers (depuis la conquête bien entendu) ont été rendus Français de plein droit par combinaison du décret Crémieux et de la loi du 26 juin 1889 ? Cette dernière loi n'ayant pas d'effet rétroactif, on voit que la controverse actuelle présente un très grand intérêt pour les Israélites qui ne peuvent se dire français en vertu de cette loi.

On pourrait peut-être trouver un intérêt pratique à notre question, même pour les Israélites devenus Français en vertu de la loi de 1889 ; en effet nous avons vu que la loi de 1889 n'a pas un effet définitif ; elle permet aux individus qu'elle vise suivant les cas soit de réclamer, soit de décliner la qualité de Français. Nous ne trouvons rien de tel dans le décret-loi du 24 octobre : la qualité de Français est ici irrévocable ; l'Israélite dont nous nous occupons est donc Français de toute manière, mais s'il est seulement Français en vertu de la loi de 1889, il conserve une faculté qui ne lui est pas réservée par le décret de 1870.

Cependant nous ne croyons pas qu'il y ait là un raison

nement à l'abri de toute critique. Si l'on veut identifier les conditions de l'indigénat et les conditions de la nationalité, il faut appliquer à l'indigénat algérien, dans leur intégralité, les règles de la loi de 1889. Il faudrait donc dire, dans les deux hypothèses que nous étudions, que l'Israélite indigène conserve la faculté de décliner ou de réclamer la qualité de Français. Il n'y aurait dès lors plus d'intérêt à savoir si cet indigène est citoyen en vertu de l'acte de 1870 ou en vertu du droit commun (1).

Sous cette réserve, la question que nous discutons présente un très grand intérêt pratique et doit être examinée de près. M. Tissier (2) soutient que les conditions de l'indigénat, prévues par le décret de 1871, ne sont pas invariables et peuvent être modifiées suivant les variations du droit commun en matière de nationalité. C'est une conséquence du principe posé par l'exposé des motifs de ce décret.

Cette opinion nous séduit beaucoup. Malheureusement nous ne pouvons pas la considérer comme absolument juridique. Il nous est difficile d'admettre que la loi de 1889 ait abrogé, en tant qu'il restreignait les conditions de l'indigénat, le décret du 7 octobre 1871 dont elle ne s'occupe en aucune façon ; pour détruire l'effet de ce décret, il faudrait, nous semble-t-il, un texte précis ; il faudrait tout au moins établir que ce décret est contraire à la loi de 1889 plus récente. Or il s'agit ici d'une simple comparaison entre les conditions de l'indigénat et les conditions de la nationalité. Cette comparaison, aussi exacte qu'elle puisse

(1) Il n'est pas inutile de rappeler ici que le projet de décret présenté au Conseil d'Etat par M. Emile Ollivier réservait précisément dans son article 2, à l'Israélite indigène la faculté de conserver son statut personnel. V. chapitre II, p. 142.

(2) *Revue algérienne*, 1891.

être, est une base bien fragile pour que l'on en puisse déduire la conséquence que les principes d'interprétation juridique nous obligent à repousser.

Il ne faut pas oublier en outre que l'article 9 de la loi du 26 juin 1889 réserve l'application en Algérie du sénatus-consulte de 1865 *et des dispositions spéciales relatives à la naturalisation des indigènes*. Cette phrase nous paraît bien viser le décret Crémieux et son complément le décret du 7 octobre 1871, qui est ainsi formellement maintenu dans son intégralité.

Un dernier argument que nous signalons seulement ici, a été mis en avant dans le sens de l'opinion de M. Tissier. On a prétendu, à raison des termes du décret de 1871 et des circonstances dans lesquelles il a été promulgué, que ce décret avait un caractère essentiellement provisoire et n'était plus aujourd'hui en vigueur. Nous montrerons plus loin que ce raisonnement n'est pas fondé (1).

Pour nous résumer sur les diverses questions que nous venons d'étudier, nous pensons que l'article 1^{er} du décret de 1871 se suffit à lui-même et doit être strictement appliqué comme règle d'interprétation légale du décret du 24 octobre 1870. Les inconvénients qui peuvent en résulter ne sont pas de nature à laisser oublier des principes de droit incontestables.

Condition des Israélites non compris dans les dispositions des décrets de 1870 et de 1871.

Ainsi que nous venons de l'établir, tous les Israélites de l'Algérie n'ont pas été compris dans l'acte d'affran-

(1) *Infrà*, p. 350 et s.

chissement collectif de 1870, tel que le décret de 1871 en a interprété les termes.

Quelle condition est la leur ? Voici ce que nous allons examiner à présent : disons de suite qu'au point de vue juridique, les solutions ne présenteront guère de difficultés.

D'ailleurs, une observation permettra tout de suite de les préciser : les Israélites de l'Algérie sont : *indigènes ou étrangers* (1). Dans le premier cas, ils ont été affranchis par le décret du 24 octobre ; dans le second, ils sont soumis aux règles du droit commun relatives aux étrangers.

On ne peut, en effet, concevoir qu'il existe encore en Algérie des Israélites sujets français, par application du sénatus-consulte de 1865. Pour le prétendre, il faudrait admettre que les termes de ce sénatus-consulte étaient bien plus larges que ceux des décrets de 1870 et de 1871. Or le décret de 1870 n'ayant pas d'effet rétroactif, il en résulterait que les Israélites dont la nationalité se serait fixée avant cette date et n'étaient pas indigènes au sens du décret, continueraient à relever du sénatus-consulte de 1865.

Mais nous ne pouvons adopter cette solution. L'examen historique auquel nous nous sommes livré nous conduit à estimer qu'il y a une concordance parfaite entre les Israélites visés par le sénatus-consulte de 1865 et les Israélites visés par le décret du 24 octobre. Tous deux, en réalité, visaient cette classe d'individus vivant sous la domination des deys et que la chute de ceux-ci a fait tomber sous celle de la France. « Le sénatus-consulte, dit M. Sarrut, n'a considéré que les individus devenus français par

(1) V. *suprà*, p. 307.

l'annexion passés sous la souveraineté de la France par la conquête. Il ne concerne que les Algériens qui ont changé de nationalité par suite de la substitution de la domination française à celle du dey d'Alger. Ainsi interprété, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et le décret du 24 octobre 1870 sont en concordance ; ils procèdent l'un et l'autre des effets de l'annexion ; plus généralement, les indigènes, dans la législation algérienne, sont les individus originaires du territoire annexé au sens que le droit des gens donne au mot originaire, c'est-à-dire les individus nés ou dont les parents sont nés sur le territoire avant l'annexion. »

Nous approuvons pleinement ce raisonnement. Si donc, certains Israélites, dont la condition s'est fixée avant 1870, restent en dehors du décret de 1870, ils restent par cela même en dehors du sénatus-consulte de 1865 : seul le droit commun des étrangers leur est donc applicable.

Mais pourrait-on dire de ces individus que la Convention du 5 juillet 1830, en garantissant aux habitants de l'Algérie le maintien de leurs lois personnelles, va les empêcher de prendre l'intégralité de nos lois civiles, et par conséquent leur rendre impossible l'accès à la qualité de Français (1) ? A cela, nous ferons deux réponses : 1^o le sénatus-consulte de 1865 n'a-t-il pas abrogé cette Convention même ? N'a-t-il pas modifié légalement la situation des Indigènes ? On ne peut donc plus appliquer cet acte. Mais le décret de 1870, dit-on, a abrogé le sénatus-consulte de 1865 : la Convention de 1830 va donc revivre. C'est là précisément le point que nous contestons. Pour faire revivre, dans un décret ayant pour but de modifier pour l'avenir la condition des personnes en Algérie, un acte

(1) Sur ce point, V. Sarrut. Nous avons, dans notre chapitre II, indiqué nos réserves sur la valeur même de cette convention.

aussi loin dans le passé que la Convention de 1830, il faudrait un texte qui n'existe pas. 2° De plus, — et c'est pour nous la raison principale de notre décision, — la Convention de 1830 n'a visé, elle aussi, que les indigènes du pays, puisque le dey, l'un des signataires de l'acte, n'avait en droit, autorité que sur eux. En réalité, la Convention de 1830, le sénatus-consulte de 1865, et le décret de 1870, se rapportaient tous trois à la même classe d'individus que nous avons précisée plus haut, hors de laquelle il n'y a que des étrangers.

Cette même théorie nous servira pour les Israélites non indigènes dont la nationalité ne s'est fixée en Algérie qu'après le décret de 1870. Au surplus, les deux décrets de 1870 ayant abrogé le sénatus-consulte de 1865, ils ne peuvent plus relever que des dispositions de droit commun (1).

Il semble que la netteté de ces principes ne puisse être contestée. Cependant, le Gouvernement général de l'Algérie, qui paraît se préoccuper des nécessités de la pratique plutôt que des réalités du droit, a tenté de faire une distinction parmi les Israélites originaires de l'étranger.

Ainsi s'exprime M. Cambon dans sa circulaire du 12 décembre 1895 :

« Israélites originaires de l'étranger.

« 1° Israélites étrangers originaires des pays européens, la Turquie exceptée.

Enfin, la situation des Israélites algériens originaires

(1) Articles 8 et suivants du Code civil. Loi du 22 mars 1849, loi du 7 février 1851, loi du 16 décembre 1851, loi du 14 février 1882, et surtout lois du 26 juin 1889 et de 1893.

de l'étranger devra appeler votre attention. Vous veillerez, soit par vous-mêmes, soit par vos délégués que vous appelez à contrôler en votre nom la confection des listes électorales, à ce que cet élément en soit éliminé. Parmi les Israélites originaires de l'étranger, seuls peuvent être inscrits sur ces listes électorales ceux qui ont bénéficié de nos lois sur la nationalité. Peu importe la confession religieuse de ces étrangers, ce sont des étrangers soumis aux mêmes règles que tous les autres étrangers, et leur nationalité est réglée par la loi française sur la naturalisation.

« Une inscription abusive antérieure, alors même qu'elle se serait produite pendant un grand nombre d'années, ne saurait, en aucun cas, leur constituer des droits.

« 2° Israélites étrangers originaires des pays de l'Islam. Quelle doit être la situation des Israélites étrangers originaires de pays musulmans et ayant, par conséquent, conservé leur statut personnel, ou de leurs descendants nés sur le territoire français ?

« Notre législation ne présente pas de dispositions spéciales à cet égard. L'esprit de nos lois sur la nationalité et les principes mêmes de notre droit civil comportent cependant une distinction essentielle basée sur le statut personnel et spécial de ces Israélites. Il ne peut y avoir place pour un genre de naturalisation non explicitement attribuée là où il y a statut personnel.

« Je n'hésite donc pas à penser que l'adoption explicite du statut personnel des Français doit être exigée de l'étranger originaire des pays musulmans, quelle que soit d'ailleurs sa confession religieuse, comme nous l'exigerions de tout indigène de nos possessions d'Afrique (1). »

(1) Estoublen et Lefébure, p. 1059. *Infra*, p. 348.

Cette distinction, proposée par M. le gouverneur général de l'Algérie, entre Israélites venus des pays européens et ceux venant des pays de l'Islam, a l'inconvénient d'être en dehors de toutes les règles légales. Notre législation n'a pas fait de distinction parmi les non-Français, selon qu'ils possédaient ou non la plénitude de la capacité dans leurs pays respectifs. Ce serait une investigation dans les lois intérieures des Etats qu'on ne pourrait d'ailleurs accepter, même théoriquement.

La doctrine et la jurisprudence se sont mises rapidement d'accord pour condamner cette théorie étrange (1).

De ce fait que les non-Français israélites sont étrangers selon les termes du droit commun, il en résulte qu'ils acquerront notre nationalité d'après toutes les règles générales du droit en la matière, sans distinction.

En particulier, l'accomplissement sans protestation du service militaire, ou, pour parler plus restrictivement, l'accomplissement des formalités du recrutement (2), aura pour effet, depuis la loi du 26 juin 1889, de faire acquérir à l'intéressé la qualité de Français. D'ailleurs, c'est seulement depuis cette loi que pareil effet aura pu se produire, la loi du 22 mars 1849 et le décret de 1870 ne disposant pas de la sorte, et la loi du 26 juin 1889 ne pouvant avoir d'effet rétroactif (3).

(1) Cass., *Rev. alg.*, 1896, 1, 161. Conclusions de M. Sarrut. En sens contraire, juge de paix Sétif.

(2) Ce n'est pas, comme le dit M. Sarrut, l'accomplissement même du service qui fait acquérir la qualité de Français. La loi de 1889 porte, en effet, « que l'individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité devient Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans exciper de sa nationalité ». Il suffirait donc, pour être Français, d'avoir comparu devant le conseil de révision, même serait-on exempté de service pour infirmités. V. Cass., *R. A.*, *loc. cit.*

(3) Dans ce sens, Cass., 22 avril 1896, *R. A.*, *loc. cit.* Tribunal de Mascara, 9 mai 1900, *R. A.*, 1900, p. 295.

II. — Effets du décret quant à la condition civile des Israélites algériens.

A partir de la promulgation du décret du 24 octobre 1870, les Israélites algériens, devenus citoyens français, sont régis entièrement par les lois civiles et administratives de la France (1). Le changement le plus considérable apporté à ce point de vue à leur situation consiste dans la substitution du statut personnel français au statut personnel que les indigènes avaient conservé même après le sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

Cette substitution a-t-elle été obligatoire ? En d'autres termes, les Israélites pouvaient-ils échapper à l'application du décret de naturalisation ? Il y a lieu de s'étonner que cette question ait pu être discutée. A la différence du projet de décret du Gouvernement impérial, le décret Crémieux ne réserve pas la faculté de refuser la naturalisation ; mesure d'intérêt public, il produit donc un effet obligatoire pour tous les Juifs auxquels il s'applique.

Les difficultés que l'exécution du décret Crémieux a soulevées sortent quelque peu du cadre de notre étude ; elles doivent être résolues d'après les principes ordinaires de la non-rétroactivité des lois.

Il en résulte notamment que tous les actes passés avant la promulgation du décret conformément aux prescriptions de la loi mosaïque restent valables quant à leurs conditions de fond et de forme, et quant au mode de preuve (2) s'ils sont même contraires à la législation fran-

(1) Autorisation maritale, minorité et émancipation. Alger, 26 mars 1873, *J. A.*, 1873.19. Dissolution du mariage, Alger, 14 juillet 1873, *J. A.*, 1873.38 ; 19 mars 1883, *B. A.*, 1883.97 ; Serment, Alger, 16 mars 1874, *J. A.*, 1874.16.

(2) Ainsi le mariage contracté par devant les rabbins avant 1870, peut

gaïse. Il en est ainsi notamment du mariage contracté *more judaico*. Mais le décret s'applique à tous les actes, à tous les faits postérieurs à sa promulgation. Nos lois sur la capacité civile sont donc devenues obligatoires pour les Israélites dès le 24 octobre 1870. Leur mariage a été soumis à toutes les conditions de forme et de preuve conformément au Code civil (1). Les mariages contractés antérieurement au décret n'ont pu se dissoudre depuis le 24 octobre que conformément aux dispositions de la loi française (2).

Les conventions matrimoniales ont dû être exécutées d'après la loi mosaïque pour les mariages contractés avant le décret. Il y a là, en effet, un véritable droit acquis. Mais la femme peut-elle, dans cette hypothèse, réclamer le bénéfice de la séparation de biens ? Sur ce point la jurisprudence s'est divisée.

La Cour d'appel d'Alger, pour le motif que nous venons d'énoncer, s'était prononcée pour la négative (3). La Cour de cassation a décidé, au contraire (4), que le décret a eu pour effet de donner à la femme israélite indigène, mariée antérieurement *more judaico*, le bénéfice de la séparation de biens en cas de désordre des affaires du mari, aux lieu et place du divorce qu'autorisait dans cette hypothèse la loi mosaïque. Cette dernière solution nous paraît être plus juridique. Il eût été étrange de refuser à cette femme, en vertu de la loi mosaïque, le bénéfice de la séparation de biens, par exemple dans le cas de faillite du mari,

être établi par tous les modes de preuve, notamment par la possession d'état. Alger, 21 mars 1895, *R. A.*, 1895.309.

(1) D'où la suppression de la polygamie.

(2) D'où la suppression de la répudiation et du divorce jusqu'à la loi de 1884.

(3) Alger, 13 janvier 1881, *B. A.*, 1882, p. 66.

(4) Cass., 4 avril 1884, *R. A.*, 1886, p. 120.

et de lui refuser d'autre part, malgré cette loi mosaïque, le divorce, alors que les deux législations s'accordent à organiser dans cette hypothèse une mesure de protection analogue en faveur de la femme. D'ailleurs nous estimons que la séparation de biens, au point de vue de l'application de la théorie du droit acquis, doit être assimilée aux modes de dissolution du mariage.

Une question délicate aurait pu se poser au sujet de la polygamie. Les mariages contractés par un Israélite avant le décret, étant tous valables, devaient-ils tous continuer à produire leurs effets civils postérieurement au 24 octobre 1870? L'absence sur ce point de tout document de jurisprudence, du moins à notre connaissance, montre combien peu la polygamie était pratiquée par les Juifs d'Algérie. D'après le principe ordinaire de la non-rétroactivité de la loi, tous les mariages contractés conformément à la loi mosaïque doivent subsister avec leurs effets. La difficulté provient ici de ce qu'une question d'ordre public et même de droit pénal est engagée; on ne conçoit guère un citoyen français, soumis à notre législation civile et pénale, engagé dans les liens d'un double ou d'un triple mariage et placé sous la protection de la loi qui donne des effets à toutes ces unions. Mais on doit cependant admettre la validité de ces deux unions pour deux raisons: en 1870, le divorce n'existant pas dans notre législation, il était légalement impossible de dissoudre des unions régulièrement existantes; de plus, le texte du décret de 1870 réservant formellement les droits acquis, autorise suffisamment cette grave dérogation au droit commun.

Les successions ouvertes depuis le 24 février 1870 ont été dévolues conformément aux règles du Code civil (1).

(1) D'où cette conséquence que les filles ont été appelées à succéder.

C'est donc d'après la loi française que doit être examinée la question de validité d'un testament rédigé avant le décret, au point de vue des conditions de fond, si le testateur est décédé postérieurement au 24 octobre 1870, mais ce testament reste régi, au point de vue des conditions de forme, par les prescriptions de la loi mosaïque.

Telles sont les principales questions qui se sont posées sur l'application du décret quant à ses effets civils.

Nous avons cru nécessaire de les résumer, mais rapidement, car elles appellent l'application des principes généraux du droit et présentent, d'ailleurs, de moins en moins d'intérêt, à mesure que la génération contemporaine du décret disparaît, et que disparaissent avec elle, en Algérie, les dernières traces de la législation mosaïque.

III. — Effets du décret quant au droit public.

Ainsi que nous l'avons vu, cette partie de notre travail visera :

- 1° Le régime fiscal ;
- 2° Les dispositions relatives à l'électorat.

1° *Le décret de 1870 et les lois fiscales.*

Nous avons à relever dans cette matière deux ordres d'idées différentes :

1° IMPÔTS ARABES.

L'application du décret du 24 octobre 1870 a causé, entre les Israélites et l'administration de l'Algérie, un conflit bien curieux, en ce qui concerne le régime des impôts arabes.

On sait qu'en Algérie existent des impôts revêtant principalement un caractère foncier et frappant les indigènes :

les impôts Achour (sur les récoltes), Zekkat (sur les troupeaux), Hokor (troupeaux), Lezma (contribution collective des tribus) (1). L'ordonnance du 17 janvier 1845 déclara que ces impôts seraient perçus en vertu d'arrêtés du Ministre de la guerre (art. 1^{er}) : ces impôts ne frappaient ni les Français, ni les colons.

Le sénatus-consulte de 1865, en déclarant « Français » les indigènes musulmans et israélites, ne les soustrayait pas à l'obligation de payer ces impôts.

Au contraire, le décret du 24 octobre 1870, en donnant aux Israélites les droits de citoyens français, allait-il les en décharger ?

En droit, la question ne saurait faire doute. L'effet de l'acte de naturalisation est de placer le naturalisé exactement dans la même situation que le régnicole. C'est ce principe qu'avait admis le Conseil d'État, le 13 août 1863, en ce qui concerne les Israélites naturalisés individuellement (2).

Mais l'application intégrale de ce principe aurait eu des conséquences si considérables au préjudice du budget colonial et des budgets départementaux que l'administration, après avoir tout d'abord admis l'exemption générale des Israélites naturalisés, les réinscrivit tous au rôle des impôts indigènes.

Un indigène israélite, Kalfallah Assoun, protesta et porta le différend devant le Conseil de préfecture de Constantine qui, par arrêté du 1^{er} avril 1876, ordonna sa radiation du rôle.

L'administration du gouvernement général n'admit

(1) V. sur tous ces détails : *Les Indigènes algériens et l'impôt arabe*. Camille Bazille, Paris, 1882. Estoublon et Lefébure, p. 70.

(2) Bazille, *op. cit.*, p. 7. D. 1880, 3, 43.

cependant pas cette manière de voir : les Israélites naturalisés furent tous réinscrits sur les rôles l'année suivante, et un certain nombre de décisions des conseils de préfecture donnèrent gain de cause à l'administration.

Kalfallah-Assoun fit trancher le litige par le Conseil d'État.

Devant cette Assemblée, le gouverneur général soutint, en droit, que l'ordonnance de 1845, en exemptant les Français du paiement des impôts arabes, voulait simplement offrir une prime à l'immigration européenne, et que par conséquent, seuls les immigrants français ou étrangers, devaient bénéficier de cette exemption. D'autre part, le gouverneur reprenait le système qu'il avait déjà préconisé dans sa circulaire du 3 août 1877 (1), à savoir que le décret de 1870 avait décidé seulement que « le statut réel et le statut personnel des Israélites indigènes seraient régis à l'avenir par la loi française » : par un argument *a contrario*, les lois fiscales ne devaient pas être considérées comme leur étant devenues applicables.

Ce raisonnement ne pouvait subsister en présence des intentions certaines des législateurs de 1870, d'assimiler à tous les points de vue les Israélites aux citoyens français ; d'autre part, le principe de l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt n'autorisait pas à faire une distinction entre les immigrants en Algérie et ceux qui, en Algérie, acquéraient la nationalité française.

Le Conseil d'État statua en ces termes :

« Considérant que l'ordonnance du 17 janvier 1845 a maintenu les impôts dus par les Arabes, au nombre desquels se trouvaient l'Achour et le Zekkat ; que si les Israélites indigènes ont dû y être assujettis au fur et à mesure

(1) Dalloz, 1880, 3, 43, note.

qu'ils sont devenus propriétaires de terres ou de troupeaux, aucune disposition législative ou réglementaire n'a étendu ces impôts aux citoyens français; considérant que le décret du 24 octobre 1870, applicable à tous les Israélites des départements de l'Algérie, a conféré au sieur Kalfallah-Assoun la qualité de citoyen français; que dès lors, le requérant est fondé à demander décharge des impôts Achour et Zekkat auxquels il a été assujetti;

« ART. 1^{er}. — L'arrêté... est annulé (1). »

L'administration persista cependant dans sa propre jurisprudence, malgré les termes de principe employés par le Conseil d'État. Il fallut toute une série de nouveaux arrêts du Conseil d'État pour vaincre sa résistance (29 juillet 1881, 7 juillet 1882, 27 juin 1884 (2)).

2^o OCTROI DE MER.

Une controverse d'ordre presque semblable, mais qui est plus intéressante, parce qu'elle touche à des problèmes économiques plus délicats, s'est élevée au sujet de la répartition de l'octroi de mer.

L'octroi de mer est un droit municipal, établi en vertu d'un arrêté du 17 octobre 1830, pour remplacer l'octroi de terre, créé par un premier arrêté du 9 août 1830 : il frappe toutes les denrées arrivant en Algérie par voie maritime.

Les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 21 décembre 1844, puis l'arrêté du 4 novembre 1848 (titre II, art. 12) réglementèrent la répartition des produits de cette taxe : le Trésor prélevait 1/10 et le restant était centralisé pour

(1) D. 1880.3.43. Le 26 novembre 1879, le Conseil d'État faisait application des mêmes principes, en faveur d'un Musulman naturalisé individuellement.

(2) Estoublon et Lefébure, p. 374, note F.

former un fonds commun applicable aux dépenses d'utilité communale et provinciale dans les proportions suivantes : pour les dépenses d'utilité communale, les $\frac{3}{5}$, pour les dépenses d'utilité provinciale, les $\frac{2}{5}$.

« La répartition des $\frac{3}{5}$ attribués aux communes sera faite chaque année, portait l'article 12, par le Ministre de la guerre, sur la proposition du gouverneur général, le conseil supérieur d'administration préalablement entendu, au prorata des besoins et des ressources comparés de chaque commune (1). »

Ainsi, chaque commune devait recevoir une part proportionnelle à sa population, puisque l'octroi de mer provenait de droits prélevés sur la consommation, laquelle est nécessairement proportionnelle aussi au chiffre des habitants de chaque commune.

Mais, devait-on placer sur le même pied les Français ou colons, et les indigènes, Musulmans et Israélites ? Il semblait bien que non, puisque ces dernières populations, ayant des habitudes de consommation locales, devaient nécessairement moins produire de recettes que les colons et les Français, habitués à la vie économique moderne, et par conséquent obligés d'avoir bien plus souvent recours aux denrées importées en Algérie.

Cette manière de voir fut celle du Ministre de la guerre qui, par arrêté du 8 décembre 1854, expliquait et établissait ainsi les bases de la répartition de l'octroi de mer : « Considérant... que, eu égard à la majeure partie des objets affectés par les tarifs de l'octroi de mer, la population indigène ne concourt dans chaque localité à leur consommation que dans une proportion que les données actuelles

(1) Estoublon et Lefébure, p. 70.

de la statistique ne permettent pas d'évaluer à plus du dixième de la consommation européenne.

« ART. 1^{er}. — Pour l'année 1853, la part revenant à chaque commune constituée dans les $\frac{3}{5}$ du produit net de l'octroi de mer, sera déterminée au prorata de sa population tant européenne qu'indigène...

« Toutefois, les indigènes musulmans et israélites ne seront comptés que pour $\frac{1}{10}$ de leur effectif réel (1). »

L'application du décret du 24 octobre 1870 soulevait immédiatement une difficulté : le mode de répartition allait-il se trouver modifié par le fait que les Israélites naturalisés citoyens devaient être compris parmi les Français, ou l'ancien mode de répartition allait-il être maintenu ?

La question avait son intérêt, tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique, car les Israélites, proclamés, d'un côté, citoyens par un acte politique, avaient-ils, d'un autre côté, acquis, économiquement, cette égalité de besoins et d'habitudes modernes qui devait justifier, en équité, leur admission dans les calculs définis plus haut ?

C'est un point qu'il convient d'examiner, car il nous permettra de juger quelle était l'assimilation économique des Israélites de l'Algérie.

Dès le mois de décembre 1870, plusieurs villes d'Algérie demandèrent que les Israélites fussent comptés comme des Français. Le 30 décembre 1870, le Conseil municipal d'Alger émit un vœu en ce sens.

Le 24 août 1872, une nouvelle délibération de ce Conseil statuait en des termes semblables : au point de vue

(1) La proportion a été élevée au $\frac{1}{8}$ par l'article 16 du décret du 18 août 1868.

juridique, il rappelait : « que le décret du 24 octobre 1870 aconféré aux Israélites indigènes de l'Algérie la qualité de citoyens français et leur a assuré les droits attachés à ce titre ; que par suite le mode de répartition au profit des communes de l'Algérie des $\frac{4}{5}$ de l'octroi de mer doit être basé, en ce qui concerne les Israélites, sur le chiffre réel de leur population, et non sur ce chiffre réduit au $\frac{1}{8}$ » ; au point de vue économique « qu'il est notoire que les Israélites indigènes naturalisés ont contracté depuis longtemps les habitudes françaises et consomment les mêmes denrées que les Européens, et en aussi grande quantité ; qu'il importe donc de faire cesser une anomalie, signalée au Conseil général, même avant le décret de naturalisation précité ».

Par arrêté du 23 juin 1873, le gouverneur général de l'Algérie maintint le mode de répartition primitif : juridiquement il se basait, comme en la matière des impôts arabes, sur ce fait que le décret de 1870 ne visait que le « statut personnel et le statut réel », et non le régime fiscal ; économiquement, il exposait les troubles que causeraient ces transformations dans la répartition de l'impôt, sans nier toutefois l'assimilation économique des Israélites.

Cette divergence d'appréciations donna lieu, de 1873 à 1882, à un véritable conflit entre le Conseil municipal d'Alger et l'administration (1).

(1) V. délibérations Conseil municipal d'Alger, 12 octobre, 17 novembre 1875, 6 janvier 1876, 27 décembre 1880 et 4 mai 1881. Dépêches du gouverneur général du 30 novembre 1876, 15 octobre 1877. V. sur tous ces points, Mémoire de M^e Choppard, dans l'instance devant le Conseil d'Etat de la ville d'Alger contre le Ministre de l'Intérieur. Il convient de citer les termes de la délibération du 4 mai 1881 : « Considérant que les Israélites indigènes sont Français de par la loi, que les conditions économiques de

Après une lettre du gouverneur général du 25 mars 1882, persistant dans ses décisions antérieures, la ville d'Alger porta le litige devant le Conseil d'État, mais cette assemblée rejeta son pourvoi pour des raisons de forme :

« Considérant que ladite dépêche, par laquelle le gouverneur général s'est borné à refuser de donner suite à un vœu formulé par le Conseil municipal d'Alger à l'effet de faire modifier pour l'avenir les bases suivant lesquelles était opérée la répartition de l'octroi de mer, ne constitue pas une décision de nature à être déférée au Conseil d'État, statuant au contentieux par application des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 ;

« Décide : la requête est rejetée (1). »

La difficulté fut définitivement tranchée par l'article 42 du décret du 27 juin 1887 :

« Le produit net des taxes pour toute l'Algérie est réparti entre les communes de plein exercice et les communes mixtes, au prorata de leur population normale et municipale constatée par le dernier dénombrement quinquennal ; les indigènes musulmans étant toutefois comptés pour un 7^e seulement de leur nombre dans les communes de plein exercice, et pour un vingt-huitième de leur nombre dans les communes mixtes. »

C'est le dernier acte d'assimilation légale des Juifs indigènes à nos lois ; le décret ne faisait de distinction, en effet, que pour les Musulmans.

2^o Dispositions relatives à l'électorat.

L'application du décret du 7 octobre 1871 s'est pour-

leur existence matérielle sont aujourd'hui identiques à celles de la colonie européenne. »

(1) Arrêt du 19 juin 1885, *Revue algérienne*, 1888, 2, p. 486.

suivie en Algérie, depuis 1870, sans sérieuse contestation. L'autorité administrative considéra cet acte comme ayant fixé définitivement les conditions auxquelles était subordonnée l'acquisition de la qualité de Français, et par suite les règles destinées à faire reconnaître cette qualité par l'inscription sur les listes électorales.

La loi de 1889 sur la nationalité ne changea pas les règles suivies.

De là, sans aucun doute, des abus très graves pouvaient découler. Par une singulière circonstance la jurisprudence administrative ou judiciaire n'eut que d'assez rares occasions de se prononcer sur les difficultés que soulevait l'exécution de ce décret de 1871 au point de vue de l'inscription électorale (1). Cette question est d'ailleurs indépendante de celle de l'acquisition de la qualité de citoyen elle-même, comme la forme est distincte du fond. Nous avons examiné plus haut les controverses que pouvait créer le décret de 1871, dans son article 1^{er}, relatif seulement à la destruction restrictive de l'indigénat ; ses autres articles qui ont trait au mode spécial de preuves édicté par le décret quant à l'inscription sur les listes électorales, peuvent être également interprétés différemment.

Deux ordres d'idées différentes, disons-nous. Et, en effet, on peut être citoyen sans être électeur, si l'on a, par exemple, encouru une incapacité légale, ou si l'on a, tout simplement, négligé de se faire inscrire à temps sur les listes.

Ce sont donc des difficultés spéciales à la matière électorale que nous allons retracer ici.

Ainsi que nous venons de le voir, l'indécision pour la

(1) V. cependant Cass., 16 mai 1876, Dalloz, 1876.1.205.

résolution de ces problèmes, peut-être aussi l'ignorance de ceux-ci, avaient causé un véritable chaos dans la confection des listes électorales. Par là bien des critiques, injustement adressées au décret Crémieux lui-même, trouvent une explication suffisante : il est certain que, durant longtemps, il a suffi en Algérie d'exciper de sa qualité d'Israélite pour pouvoir prendre part aux élections. Bien des Juifs étrangers, c'est-à-dire ne remplissant pas les conditions requises, ont pu voter et participer à la nomination des députés et des conseillers municipaux.

C'était un abus, et un abus grave, tant au préjudice des Juifs algériens français, qui voyaient ainsi rendre inutile leur francisation absolue, qu'à celui des Français d'origine, qui voyaient ainsi troubler, au mépris du droit le plus élémentaire, le résultat de maints scrutins.

Ces irrégularités étaient fort regrettables : et le réveil de l'inique agitation antisémite, en Algérie, aura eu pour bon résultat de permettre à la jurisprudence de se prononcer sur toutes ces questions.

En 1895, dans son rapport sur l'Algérie, fait au nom de la commission du budget (1), M. Pourquery de Boissier exprimait l'opinion que seuls étaient citoyens français « par le décret du 24 octobre 1870 les Israélites indigènes, de même que sont seuls citoyens français par les décrets de 1791 les Israélites issus de familles juives existant en France à cette date ».

Seuls devaient être citoyens les Israélites sujets algériens au moment de la conquête, c'est-à-dire en 1830 (2). Seuls aussi devaient être inscrits sur les listes les Israélites ayant justifié de cette qualité en 1871.

(1) 1895, *Journal officiel. Doc. parlement. Ch. des députés*, p. 78.

(2) Nous avons examiné plus haut ces divers points.

De plus, M. Pourquery de Boisserin estimait que le décret du 7 octobre 1871 avait un caractère purement temporaire. Il avait pour but la constitution de l'état définitif des familles indigènes dont les membres étaient élevés à la dignité de citoyens français par le décret Crémieux.

Enfin, pour l'honorable rapporteur, le décret du 7 octobre 1871 devait, en tous cas, être considéré comme ayant été abrogé par les prescriptions de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884. L'article 164 de cette loi, en effet, la déclare applicable à l'Algérie, sauf réserves : or, dans ces réserves, n'est pas admis un traitement exceptionnel pour les Israélites : le décret du 7 octobre 1871 avait donc été abrogé (1).

Après avoir énuméré les raisons juridiques qui lui faisaient admettre comme établie cette abrogation, M. de Boisserin ajoutait :

« Le Gouvernement a donc le double devoir de ne plus permettre l'application du décret du 7 octobre et de prescrire un recensement immédiat et définitif des familles israélites indigènes bénéficiant du décret Crémieux, en prenant pour bases les actes de l'état civil et les listes électorales de 1871 et 1872 (2). »

Le rapport de M. Pourquery de Boisserin donna lieu, à la Chambre, à des débats où, faute de contradicteurs, parut triompher la doctrine par lui soutenue.

Ces débats incitèrent M. Cambon, gouverneur général de l'Algérie, à intervenir, afin de faire procéder à un exa-

(1) V. *infra*, p. 353.

(2) *Journal officiel*, *ibidem*.

men plus minutieux des listes électorales, sur les bases posées par le rapporteur du budget.

A la date du 1^{er} juin 1895, il adressait aux Préfets et aux Généraux de division une circulaire des plus importantes que nous devons transcrire ici :

« Monsieur le Préfet, Monsieur le Général,

« Au cours des débats auxquels a donné lieu, à la Chambre des députés et au Sénat, l'examen du budget de l'Algérie, l'attention du Parlement a été appelée sur la situation créée, au point de vue électoral, par l'application du décret du 24 octobre 1870. Aux termes de ce décret, les Israélites des départements de l'Algérie ont été déclarés citoyens français. Un an après, est intervenu un autre décret, celui du 7 octobre 1871, qui imposait, par son article 2, à tout Israélite désireux d'être inscrit sur les listes électorales, l'obligation de justifier dans un délai de vingt jours, qu'il était indigène algérien, c'est-à-dire né en Algérie avant l'occupation française, ou né, depuis, de parents établis en Algérie à l'époque où elle s'est produite.

« Prenant note de ces dernières dispositions, les divers orateurs du Parlement qui ont pris part à la discussion ont indiqué quelle est la portée exacte du décret du 24 octobre 1870. Légalement, ne doivent être tenus pour Israélites algériens, pouvant profiter des avantages qu'il confère, que ceux qui ont justifié de leur indigénat en 1871 ; par conséquent, si d'autres indigènes ont oublié de se faire inscrire, si des Israélites marocains ou tunisiens sont venus s'établir en Algérie, ils n'ont pas le droit d'invoquer ce décret pour réclamer le titre de citoyen français.

« Le Gouvernement et le Parlement se sont associés à cette manière de voir, qui est d'ailleurs conforme à l'interprétation admise antérieurement par un arrêt de la Cour d'appel d'Alger, du 25 février 1891.

« Il convient donc d'exiger, à l'avenir, que les Israélites postulant la qualité d'électeur se soumettent aux règles tracées pour tous ceux qui revendiquent le titre de citoyen français et les privilèges qui y sont attachés.

« Comme vous le savez, d'après l'article 1^{er} de la loi du 7 juillet 1894, l'établissement du tableau des additions et des retranchements à opérer sur la liste électorale incombe à une commission composée :

1^o du maire, ou, à son défaut, d'un adjoint (en territoire de commandement, le commandant supérieur du cercle ou le chef du bureau arabe) ; 2^o d'un délégué de l'administration désigné par le préfet (en territoire de commandement par le général commandant la division) ; 3^o d'un délégué du conseil municipal.

« En prévision de la future révision des listes électorales, je vous prie de vouloir bien inviter formellement (préfet) MM. les maires de votre département, (général) MM. les commandants supérieurs de cercle, à n'inscrire sur cette liste que les Israélites justifiant par actes authentiques, et indépendamment bien entendu des autres conditions exigées par la loi du 5 avril 1884, qu'ils possèdent la qualité de citoyen français.

« Le délégué chargé de vous représenter à la commission devra, de son côté, veiller à ce que cette prescription soit strictement observée (1). »

Quelques jours après, le 6 juin 1895, le gouverneur

(1) Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie*, p. 1034.

général renouvelait et précisait ses instructions par une nouvelle circulaire (1) :

« Monsieur le Préfet, Monsieur le Général,

« Par lettre du 1^{er} juin courant, en vous signalant l'interprétation qui doit être donnée au décret du 7 octobre 1871, relatif à l'électorat des Israélites algériens, j'ai appelé votre attention sur la convenance de n'inscrire désormais sur les listes électorales que ceux d'entre eux justifiant par actes authentiques, qu'ils possèdent la qualité de citoyen français.

« Les instructions que je vous ai adressées à ce sujet visent exclusivement l'avenir, elles tendent à mettre un terme à l'application d'un décret qui, dans la pensée même de son auteur, devait cesser d'être exécutoire vingt jours après sa promulgation ; mais l'effet de ces instructions ne serait pas complet si, pour le passé, on laissait subsister les irrégularités auxquelles a donné lieu en Algérie, l'établissement des listes électorales, en ce qui concerne les Israélites. Il est présumable que des Israélites d'origine marocaine ou tunisienne venus en Algérie après la conquête ont été inscrits. Ces Israélites se trouvent dans la même situation que les étrangers ordinaires et il est évident qu'ils n'ont, comme ceux-ci, aucun titre à revendiquer l'exercice des privilèges qui sont attachés à la qualité de citoyen français. En effet, quelque large que soit la portée attribuée au décret du 24 octobre 1870, on ne saurait admettre que le Gouvernement de la Défense nationale ait entendu réserver le bénéfice de ses dispositions même aux Israélites des pays musulmans qui viendraient se fixer plus tard sur le sol algérien.

(1) *Ibidem*, p. 1035.

« J'estime donc qu'il convient de procéder, à l'égard des individus de cette catégorie, à une sérieuse révision des listes électorales. Ce travail devra être effectué (préfet), par les soins de vos bureaux sous la direction d'un conseiller de préfecture (général), par les soins d'un conseiller de préfecture, qui aura pour mission de rechercher avec le plus grand soin et de signaler comme devant être rayé des listes électorales tout Israélite qui ne réunissait pas les conditions exigées par le décret du 7 octobre 1871 au moment de sa promulgation, c'est-à-dire s'il n'était pas né en Algérie avant l'occupation française ou issu de parents établis dans la colonie à l'époque où elle s'est produite.

« J'ai à peine besoin d'indiquer dans quel esprit il y a lieu de procéder à cette opération ; l'impartialité la plus absolue doit y présider, de manière qu'elle ne puisse pas être interprétée comme un acte d'hostilité à l'égard de toute une race. La tâche de l'administration doit consister uniquement à faire disparaître du corps électoral des éléments, qui, d'après la stricte légalité, n'auraient jamais dû y figurer et qui, par conséquent, vicient le suffrage universel.

« Lorsque le travail dont il s'agit sera terminé, il conviendra que vous en fassiez connaître les résultats aux maires de chaque commune, qui auront à leur tour à les communiquer aux commissions chargées de la révision des listes électorales. Enfin il appartiendra au délégué de l'administration de requérir la radiation des Israélites dont l'inscription irrégulière aura été signalée. »

Enfin, le 12 décembre 1895, dernière circulaire sur ce sujet (1) :

(1) Estoublon et Lefébure, p. 1059.

« Monsieur le Préfet,

« Monsieur le Général,

« J'ai reconnu la nécessité de compléter et de préciser les instructions que je vous ai adressées les 1^{er} et 6 juin dernier en vue de mettre un terme à certaines irrégularités auxquelles a donné lieu en Algérie, depuis 1870, l'établissement des listes électorales, en ce qui concerne les Israélites.

« Ces instructions tendaient tout d'abord à éviter dorénavant toute équivoque relativement à l'application du décret du 7 octobre 1871 ; en second lieu à écarter des listes électorales les Israélites étrangers d'origine marocaine, tunisienne ou autres, venus en Algérie après la conquête, qui ne sauraient bénéficier en aucun cas des dispositions du décret-loi du 24 octobre 1870.

DÉCRET DU 7 OCTOBRE 1871. — INTERPRÉTATION

« Le décret-loi de 1870 est un décret de naturalisation. Le décret du 7 octobre 1871 était une mesure d'exception dont les effets devaient être limités aux vingt jours qui ont suivi sa promulgation, et qui instituait des règles spéciales pour l'inscription des Israélites devenus citoyens français sur les listes électorales. L'application qui a pu en être faite au delà des vingt jours spécifiés à l'article 2, a été un abus, et il faut y mettre un terme s'il se produit encore.

« S'en suit-il qu'il y ait lieu de refuser l'inscription sur les listes électorales à quiconque étant d'ailleurs dans les conditions du décret-loi du 24 octobre 1870, a négligé de justifier de ses titres à l'inscription dans le délai imposé par le décret de 1871 ? Le caractère de procédure d'except-

tion du décret de 1871 est exclusif de cette interprétation, et les Israélites devenus français en vertu du décret-loi de 1870, qui n'ont pas profité des dispositions particulières de la procédure temporaire du décret de 1871, sont rentrés dans le droit commun pour obtenir leur inscription et sont fondés à la réclamer. Cette doctrine est d'ailleurs celle de la Cour de cassation (16 mai 1876, D. 76. 1. 205). En résumé sur ce premier point, comme je l'ai dit au Parlement, il y a lieu de rendre au décret de 1871 son sens restreint étroit et précis.

« D'un côté, aucun Israélite indigène ne peut plus être inscrit sur les listes électorales en vertu de ce décret : d'autre part l'inobservation du décret de 1871 ne peut être un motif de refuser le bénéfice du droit commun à aucun Israélite indigène bénéficiant du décret-loi de 1870. Enfin, l'inscription abusive pendant 25 années consécutives ne saurait tenir lieu de titre à ceux que le décret de 1870 n'a pas faits citoyens français, par exemple aux Israélites originaires du Maroc ou de la Tunisie. Le nombre en est sans doute peu considérable ; mais leur radiation doit être prononcée (1).... »

Ces circulaires donnèrent lieu à de nombreuses radiation d'Israélites inscrits aux listes électorales, dans le sens indiqué par M. Cambon.

Une grande quantité d'Israélites se pourvurent devant la Cour de cassation contre les décisions des juges de paix qui ordonnaient ces radiations : ces pourvois motivèrent des débats fort intéressants, et quantité d'arrêts furent

(1) Suivaient les 2 passages, relatifs aux Israélites du M'zab et les Israélites étrangers que nous avons transcrits plus haut (p. 300, note, et 327).

rendus par la Cour suprême depuis 1896 jusqu'à 1900 (1).

Nous ne pouvons entrer dans le détail de ces controverses ; il nous suffira, croyons-nous, de les exposer en général, pour dégager de l'ensemble des solutions à admettre quelques principes certains d'application.

Le décret de 1871 a-t-il eu un effet temporaire ? — On a soutenu que le décret du 7 octobre 1871 avait eu pour but de statuer sur une situation existant au moment même de sa promulgation, et rien que sur celle-là. Dans le but de corriger ce qu'avait eu d'excessif le décret de 1870, dit-on, le décret de 1871 fixait un délai de rigueur de vingt jours, pendant lequel devait être rapportée la preuve de l'indigénat, et passé lequel, il n'était plus loisible à aucun Israélite de se jamais faire inscrire sur les listes électorales (article 2 du décret). Nous avons vu qu'à la Chambre des Députés, un certain nombre d'orateurs préconisèrent cette interprétation (2), et le gouverneur général de l'Algérie, dans sa circulaire du 1^{er} juin 1895, et dans celles du 6 juin et du 12 décembre 1895, l'adoptait pleinement (3).

L'intérêt de cette opinion est considérable : si l'on admet que le délai de 20 jours édicté par l'article 2 du décret était suivi d'une forclusion absolue pour l'Israélite indigène, on doit admettre que celui-ci n'aura plus eu depuis cette époque la faculté de bénéficier de ses dispositions. Il sera alors tombé dans le droit commun, pour apporter la justification de sa qualité de citoyen. De plus,

(1) C'est au cours de ces débats qu'ont été agitées les diverses questions de droit touchant à l'étendue du décret Crémieux, à la légalité de celui de 1871, à la définition de l'indigénat, que nous avons exposées plus haut.

(2) V. Circulaire Cambon, 1^{er} juin 1895, *suprà*.

(3) V. également rapport de M. Pourquery de Boisserin. *loc. cit.*

pour pouvoir obtenir son inscription sur les listes il faudra que l'Israélite prouve que lui, ou son ascendant, ont accompli cette formalité dans ce même délai de vingt jours. Si on pense, au contraire, que le décret de 1871 a une existence permanente, on admettra l'Israélite à justifier de sa qualité, à chacune des périodes annuelles de révision des listes.

Les partisans de la première opinion se basent sur les termes mêmes de l'article 2 : « En conséquence tout Israélite qui voudra être inscrit ou maintenu sur les listes électorales sera, dans les vingt jours de la promulgation du présent décret, tenu de justifier qu'il est dans l'une des conditions déterminées par l'article 1^{er}. »

Ainsi, dit-on, les auteurs du décret de 1871 ont voulu en terminer une fois pour toutes avec les controverses qu'amenait le décret de 1870. Et ce décret de 1871 a légalement cessé son effet à partir de cette date.

Cette interprétation ne nous paraît pas soutenable. Evidemment, le décret de 1871 a voulu statuer sur une difficulté d'actualité ; et quelle était-elle ? C'étaient les élections auxquelles on allait procéder alors, et, en raison du projet d'abrogation déposé par le Gouvernement, il s'agissait de régler quelles seraient les formalités requises des Israélites pour qu'ils pussent voter aux élections de 1871 et 1872. Mais est-ce à dire qu'il ait entendu arrêter ses effets définitivement à cette époque, sans réserver aux Israélites le droit de s'autoriser de ses dispositions dans les années qui suivraient celle-ci ? Rien ne permet de le supposer.

D'ailleurs, que dit l'article 5 ? « A défaut d'avoir rempli les formalités et satisfait aux conditions exigées par les

articles qui précèdent, tout Israélite actuellement inscrit sur les listes électorales en sera rayé, et ne pourra y être inscrit que *lors d'une prochaine révision*. » C'est accorder formellement dans l'avenir, la possibilité et l'obligation de remplir ces formalités mêmes.

Mais les partisans de l'interprétation contraire à la nôtre répondent que ces mots : « lors d'une prochaine révision » signifient « révision » du décret lui-même.

On n'a pas assez nettement, selon nous, relevé l'étrangeté de cette explication. D'abord, le mot *révision* serait impropre, et, dans son article 1^{er}, le décret de 1871 emploie précisément les termes exacts « *maintien ou abrogation* ». Mais il est une observation plus décisive que cette remarque grammaticale : comment supposer que le rédacteur d'un décret veuille à l'avance prévoir et régler une situation qui sera établie par une loi future ? Le décret de 1870 pouvait être abrogé par l'Assemblée Nationale : est-ce que, dans ce cas, « l'Israélite actuellement inscrit... » aurait dû « être rétabli sur les listes » ? Si l'article 5 avait le sens qu'on lui prête, il serait absolument incompréhensible.

Il parle donc de la *révision* des listes électorales pour les années à venir, et ainsi son application ne peut être admise comme temporaire

Et d'ailleurs, le décret de 1871 n'a-t-il pas fixé lui-même quelle serait sa durée, quand son article 1^{er} porte : « Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'Assemblée Nationale sur le maintien ou l'abrogation du décret. » Nous avons vu que l'Assemblée Nationale n'avait pas statué sur le projet d'abrogation : le décret de 1871 est donc toujours en vigueur.

Certes, les rédacteurs de ce décret ne pensaient pas que

son application dût durer aussi longtemps, dans la croyance où ils étaient que l'Assemblée Nationale devait se prononcer à brève échéance ; mais ils étaient des parlementaires trop avisés pour engager ainsi l'avenir, et ils réglaient dès à présent la situation des Israélites jusqu'au moment où le pouvoir législatif interviendrait. Ce n'est pas une chose qui soit pour nous étonner, que le provisoire devenant le définitif (1).

D'après M. Pourquery de Boisserin (2), le décret de 1871, s'il pouvait avoir la portée que nous indiquons, devrait en tous cas être considéré comme ayant été abrogé par la loi de 1884 (art. 14). Par conséquent, l'Israélite algérien naturalisé rentrerait absolument, depuis la mise en vigueur de cette loi, dans les termes du droit commun (3).

Nous n'approuvons pas cette opinion. Tout d'abord, l'article 164 de la loi du 5 avril 1884 ne rend celle-ci applicable en Algérie que dans les communes de plein exercice ; le décret de 1871 conserverait donc son empire dans les communes mixtes. Ensuite, et surtout, l'article 168 de la même loi donnant une longue liste énumérative des lois et décrets par elle abrogés, ne cite pas le décret de 1871 ; et ce n'est pas la mention finale, abrogeant « toutes dispositions contraires à la présente loi », qui pourrait dans ces termes généraux viser un acte aussi net et aussi important que ce décret. Il est exact, d'ailleurs, que l'arti-

(1) Dans notre sens, conclusions de M. Sarrut. En jurisprudence, Cass. civ., 16 mai 1876 : « Attendu que des termes mêmes de cette disposition il résulte que les expressions : « lors d'une prochaine révision », désignent une des révisions annuelles des listes électorales, et qu'elles ne sauraient s'appliquer à la révision éventuelle du décret du 24 octobre 1870 » (D. 1870 1.205). Cass., avril 1896, *Revue alg.*, 1896.1.161.

(2) V. *suprà*, p. 343.

(3) V. également Circulaire Cambon, 12 décembre 1895.

cle 164, en déclarant la loi applicable aux communes de plein exercice de l'Algérie, ne mentionne pas dans ses réserves notre décret. Il y a donc eu oubli, soit dans l'article 164, soit dans l'article 168 : nous l'accordons ; mais ce n'est pas par des oublis que s'abrogent des décrets, c'est par des textes.

En résumé, le décret de 1871 subsiste encore dans son intégralité et on doit l'appliquer sans restriction aucune.

Système de la preuve. — L'article 3 du décret de 1871 est ainsi conçu : « Cette justification (de l'indigénat) se fera devant le juge de paix du domicile de l'Israélite. Elle aura lieu, soit par la production d'un acte de naissance, soit par la déclaration écrite ou le témoignage verbal de sept personnes demeurant en Algérie depuis dix ans au moins, soit par toute autre preuve que le juge de paix admettra comme concluante.

« La décision du juge de paix vaudra titre à l'Israélite..

« Pour chaque décision ainsi délivrée, il sera dressé, en la forme des casiers judiciaires, un bulletin qui sera remis à la mairie du domicile de l'indigène pour servir, soit à la confection des listes électorales, soit à celle d'un registre de notoriété. » L'article 4 du décret établit une procédure rapide d'appel de la décision du juge de paix.

De la combinaison de ces textes et des principes que nous avons exposés plus haut, résultent un certain nombre de dispositions générales que nous énumérons très rapidement, car elles ne soulèvent guère de difficultés théoriques.

1^o La preuve de l'indigénat, pour l'Israélite algérien, est soumise à des règles particulières.

Tout d'abord, elle ne peut être faite que devant le juge de paix du domicile ; et non pas devant le juge de paix statuant comme juge d'appel de la commission de révision des listes électorales. Les termes du décret sont ici de rigueur, et le juge de paix agit, dans les deux hypothèses, avec des attributions différentes et une compétence particulière (1).

De plus, la preuve légale que l'Israélite algérien a justifié de son identité ne peut découler que de la production de la copie de la décision du juge de paix ou de celle du registre de notoriété inscrit par l'article 3 *in fine*. C'est ainsi que tout autre mode de preuve sera inopérant, en particulier la production d'un certificat de notoriété, même dressé avant les décrets de 1870 et de 1871 (2). Et cette preuve est purement personnelle à celui qui a obtenu la décision ou à ses descendants : les collatéraux n'en pourraient exciper (3).

D'ailleurs, pour le juge de paix lui-même statuant sur la justification apportée par l'Israélite, il n'y a aucune preuve limitée ; « la production d'un acte de naissance, la déclaration écrite ou verbale de sept personnes », ne sont que de simples énonciations, car l'article 3 continue en autorisant « toute autre preuve que le juge de paix admettra comme concluante (4) ».

Muni d'une de ces deux pièces, la décision du juge de paix ou l'extrait du registre de notoriété, l'Israélite a le droit de se faire inscrire sur les listes électorales. Une seule de ces pièces, d'ailleurs, suffit : le fait que l'Israélite,

(1) Cass., 22 avril 1896 (1^{re}, 3^e et 12^e esp.). V. *Rev. alg.*, 1896.1.161.

(2) *Ibidem* (2^e, 12^e et 17^e espèces. De même un jugement ayant ordonné l'inscription dans une autre commune (Cass., 29 avril 1897, *Rev. alg.*, 1896.1.161).

(3) Cass., 22 avril 1896 (3^e, 15^e, 16^e et 17^e espèces).

(4) Cass., 30 juin 1897.

régulièrement investi de la décision du juge de paix, n'est pas inscrit sur le registre de notoriété, ne saurait lui nuire, la confection et la tenue de ce registre incombant à d'autres qu'à lui-même, sur lesquels il n'a aucune autorité (1).

2° Les commissions administratives, et le juge de paix, statuant comme juge d'appel, n'auront égard qu'à l'une des deux pièces mentionnées.

D'après l'article 22 du décret organique du 2 février 1852, le juge de paix, saisi en matière électorale, doit ordonner un sursis, lorsqu'une question préjudicielle d'état est soulevée, jusqu'à ce que les juges compétents aient statué en la matière.

Ainsi donc, le sursis devra être ordonné lorsqu'il s'agit de savoir si l'Israélite né en Algérie en 1861, d'un père marocain, non indigène, est français comme ayant satisfait à la loi sur le recrutement (2) ; si un Israélite né en Algérie d'un père qui lui-même y est né, est devenu français par application de la loi de 1851 (3).

Mais, bien entendu, on ne saurait considérer comme une question d'État toute espèce de contestation que l'Israélite pourra élever sur la nature et la valeur des décrets de 1870 et de 1871 : et le juge de paix peut passer outre sur le champ à ces prétentions. Ainsi, l'Israélite reconnaissant que le décret de 1871 lui devait être appliqué et qu'il n'a pas satisfait à ce décret, ne peut obtenir un sursis pour établir son indigénat ; il n'y a pas, en effet, de question d'état sérieuse à trancher (4).

(1) V. Sarrut dans ce sens. Ce point serait inutile à indiquer, s'il n'avait une conséquence importante quant à la présomption de régularité d'inscription. V. *infra*, p. 357.

(2) Cass., 22 avril 1896 (13^e espèce), 13 avril 1897 (D. 1898. 1. 218).

(3) Cass., 27 avril 1896 (18^e espèce).

(4) Cass., 22 avril 1896 (7^e espèce). — *Contra* : Justice de paix de Batna.

3° Le principe de la permanence des listes électorales, posé par l'article 18 du décret organique du 2 février 1852, doit produire la conséquence suivante, c'est que l'inscription doit être considérée comme régulière, et que c'est à celui qui en conteste au contraire la régularité qu'incombe la preuve de l'irrégularité. Il n'y a d'ailleurs là que l'application des règles du droit commun de la preuve (Art. 1315, C. civ.) (1).

D'autre part, lorsque la commission administrative a régulièrement rayé le nom d'un électeur de la liste, la présomption de régularité tombe, et c'est à celui qui requiert sa réinscription de faire la preuve de son droit (2).

La jurisprudence de la Cour de cassation a fait aux Israélites algériens de nombreuses applications de ces deux principes (3).

La présomption de régularité de l'inscription ne peut être renversée par le fait que le registre de notoriété prescrit par l'article 3 n'existe pas. Car, ainsi que nous venons de le voir, l'Israélite algérien aurait encore un autre moyen de preuve légale de la justification par lui faite de son indigénat, la décision du juge de paix, qui suffirait à rendre régulière l'inscription : donc la présomption de régularité doit subsister, et c'est au contestant à démontrer au contraire son irrégularité (4).

4° La décision du juge de paix constatant que l'Israélite

Dans notre sens : Cass., 30 juin 1897 (D. I, p. 218). Dans le même sens : Cass., 17 avril 1883 (D. P. 1884, 5.189) ; Cass., 22 avril 1890 (D. P. 1892, 1.56).

(1) Cass., 29 mars 1893, D. P. 1893.1.568.

(2) V. sur le principe de la permanence des listes électorales et les difficultés qu'il soulève, Note s. D. P. 1898.1.353.

(3) Cass., 22 avril 1896 (3^e et 5^e espèces), 29 avril 1897 (2^e espèce).

(4) Cass., 29 avril 1897 (2^e espèce) et note de M. Sarrut (D. 1898.1.217).

lui a fourni la justification de son indigénat, a l'autorité de la chose jugée, dans les termes du droit commun : « elle vaut titre », dit l'article 3 du décret du 7 octobre 1871.

Une difficulté assez sérieuse s'élève, au contraire, en ce qui touche soit les décisions des commissions municipales, soit celles du juge de paix, statuant en cause d'appel. Que les décisions des commissions, comme celles du juge de paix, aient force de chose jugée, cela ne fait pas doute (1).

Mais quelle est l'étendue des effets de cette chose jugée ?

La Cour de cassation propose tout d'abord une distinction : si la décision a été prise à la seule demande de l'électeur, et sans contradicteur, elle n'a point l'autorité de la chose jugée (2). C'est qu'en effet, en matière électorale, l'action populaire intentée par tout électeur intéressé est censée avoir lié tous les autres intéressés (3). Mais lorsqu'il n'y a pas eu de contradicteur, les intéressés n'auront pas été représentés au débat et ne pourront être liés par la décision prise : en d'autres termes, à une action populaire intentée par un électeur quelconque, on ne pourrait opposer l'autorité de la chose antérieurement jugée, sans contradiction, car l'identité des parties et l'identité des causes font ici défaut (4).

Quand il y a eu contestation, la décision du juge de paix, statuant comme juge d'appel et en matière électorale, aura-t-elle pour effet de permettre d'une manière absolue

(1) Greffier, *Formation et revision des listes électorales*, p. 96, n° 175. Cass., 19 avril 1875, D. P. 1875.1.35 ; Cass., 18 mai 1881, D. P. 1881. 1.487 ; Grenoble, 22 juillet 1880, D. P. 1881. 2. 187.

(2) V. Sarrut, note, D. P. 1898. 1.218 (Cass., 29 avril 1897, 2^e et 5^e espèces). Dans le même sens, Cass., 18 mai 1881, précité.

(3) Cass., 19 avril 1875, D. P. 1875.1.35.

(4) Cass., 18 avril 1896 (17^e espèce).

l'application du principe de l'autorité de la chose jugée ?

Il faut distinguer, selon nous (1), suivant que la contestation ou la négation de la qualité de citoyen français et d'électeur est faite dans les motifs ou dans le dispositif des décisions : dans ce dernier cas seulement, celles-ci ont un effet absolu, qu'il s'agisse d'inscriptions à prendre dans la même commune ou dans des communes différentes. Dans le premier cas, rien ne fait obstacle à des preuves et à des contestations nouvelles (2).

Particularité relative au vote en hébreu. — Une dernière difficulté va nous arrêter, d'ailleurs pour peu de temps.

Conformément aux dispositions combinées du décret du 27 décembre 1866, et de l'arrêté du gouverneur général du 25 avril 1867, les Israélites indigènes, *sujets français*, prenaient part aux élections municipales ; et l'article 3 décidait que : « tout électeur indigène ou étranger a le droit d'inscrire son bulletin dans sa langue maternelle »

Le décret du 24 octobre 1870 a-t-il eu pour effet de priver les Israélites algériens du droit d'écrire leurs bulletins en hébreu ?

Certains auteurs ont pensé qu'il n'en était pas ainsi. « Les dispositions relatives à la procédure du vote, dit M. Béquet (3), n'ont pas été abrogées par la publication du décret de 1870, et les indigènes israélites ont conservé, comme les Musulmans, le droit d'écrire leur bulletin de vote dans leur langue maternelle. »

Le Conseil d'État se prononça dans le même sens par un arrêt de principe que nous devons reproduire :

(1) Dans ce sens, Sarrut, D. P. 1898.1.218, note.

(2) Cass., 13 avril 1897 (1^{re} espèce) et notes 14, 15, 16 et 17, D. 1898.1.217.

(3) *Rép. de dr. adm.*, V^e Algérie, n^o 149, p. 122.

« Considérant, dit-il, que sous l'empire du décret du 27 décembre 1866, qui, pour les élections municipales, conférait un droit électoral aux indigènes israélites, les électeurs de cette catégorie avaient, aux termes de l'article 3 de l'arrêté du gouverneur général du 25 avril 1867, le droit d'écrire leurs bulletins dans leur langue maternelle ; que l'article 6 du même décret portait que le bureau désignerait des interprètes à l'effet de traduire, lors du dépouillement du scrutin, les bulletins qui ne seraient pas écrits en langue française, et que chaque interprète, avant d'entrer en fonctions, prêterait serment entre les mains du président du bureau : — Considérant que si, postérieurement à l'article précité, le décret du 24 octobre 1870 a déclaré citoyens français tous les Israélites indigènes algériens et leur a ainsi conféré le droit électoral qui appartient à tout citoyen français, ce décret n'a pu avoir pour effet d'abroger les dispositions concernant le vote des Israélites, et jugées nécessaires pour l'exercice de leur droit électoral ; qu'il suit de là que c'est avec raison que, conformément à l'arrêté susvisé du 25 avril 1867, le bureau électoral avait compté dans le résultat des élections municipales qui ont eu lieu le 29 novembre 1874 dans la ville d'Oran, trois cent vingt bulletins écrits en langue hébraïque, et qu'il y a lieu d'annuler l'arrêté par lequel le conseil de préfecture de la province d'Oran a prononcé la nullité des dites opérations électorales à raison du calcul qui avait été fait des bulletins dont il s'agit. — Annule (1). »

Ce raisonnement nous paraît avoir été inspiré par la même pensée que celle de l'administration en matière

(1) Béquet, *loc. cit.*

d'impôts : le décret de 1870 n'aurait pas créé une assimilation absolue des Israélites naturalisés et des Français. Les diverses lois antérieures, qui ne sont relatives ni aux droits civils ni aux droits politiques, devraient conserver leur empire.

Nous ne pouvons que répéter notre argument : à savoir que l'intention des auteurs du décret a été précisément d'opérer cette égalité entière et parfaite entre les Juifs indigènes et les citoyens français, et que toute distinction entre eux manque désormais de base légale. De même que nous avons admis la parité de traitement devant l'impôt (ainsi que le Conseil d'État lui-même), de même nous admettons une similitude intégrale dans la manière de voter.

D'ailleurs, au point de vue du texte même, c'est seulement à « l'électeur indigène et étranger » que l'arrêté du 25 avril 1867 réservait la faculté d'écrire le bulletin dans sa langue maternelle. Or, depuis 1870, le Juif indigène n'est plus électeur « indigène », mais électeur « citoyen français ».

L'interprétation admise par le Conseil d'État nous semble donc inexacte.

CONCLUSION

Nous avons terminé l'examen de la situation des Israélites d'Algérie, tant au point de vue politique qu'au point de vue juridique.

Tout d'abord, il nous est apparu que cette population, établie depuis de longs siècles en Algérie, y a vécu sous la domination des deys d'Alger, avec des alternatives de persécution et de tranquillité successives. Son infériorité politique, exagérée d'ailleurs dans les descriptions un peu fantaisistes de maints auteurs, était semblable à celle des Arabes, des Kabyles, des Koulouglis et autres races soumises au despotisme des Turcs. Par leur activité contrastant avec la mollesse et l'indolence des Musulmans, les Juifs avaient acquis une prospérité commerciale certaine.

Quand les Français, au hasard des combinaisons politiques et diplomatiques, sont venus conquérir le pays, cette même race d'hommes leur a fait l'accueil le plus favorable, tandis que la plupart des Musulmans, tous les Arabes en tout cas, leur faisaient une opposition irréductible, soutenaient des guerres longues et cruelles. Peu à peu, la conquête s'organisant, les Musulmans sont demeurés à l'écart, dans une hostilité farouche, murés dans leur vie traditionnelle, implacablement fidèles aux lois civiles et religieuses du Koran; les Juifs venaient à notre civilisation avec un zèle toujours croissant, que la législation sanctionnait bientôt en les soumettant peu à peu à nos lois

politiques et civiles. Le conflit entre les lois personnelle et française tournait de plus en plus au triomphe de cette dernière, de sorte que la question naissait de franciser entièrement les adeptes de la religion de Moïse. Les publicistes, les décisions judiciaires, les corps délibérants se rencontraient dans l'opinion unanime, qu'il fallait assimiler entièrement les Juifs et qu'on le pouvait sans danger.

Les Musulmans s'étaient montrés réfractaires à toute mesure sérieuse d'assimilation — plus prêts à l'émeute qu'à la fusion. Pour régler cependant la question de la naturalisation, intervenait le sénatus-consulte de 1865, lequel, motivé par l'utopie du royaume arabe, chère à Napoléon III, soumettait à un régime identique les Musulmans désireux de conserver intacte leur personnalité traditionnelle et les Juifs, soucieux de venir plus complètement à nous. La naturalisation individuelle du sénatus-consulte, inapplicable et inappliquée, laissait toutes choses en suspens, et le mouvement d'opinion, destiné à investir les Juifs de la pleine capacité française, reprenait et décidait le Gouvernement impérial à agir.

Survenait la guerre de 1870, et Crémieux, ministre de la justice républicaine d'un gouvernement républicain et patriote, faisait admettre par ses collègues la mesure de la naturalisation collective, avec les autres projets destinés à réorganiser l'Algérie, à la rendre majeure en lui enlevant la tutelle trop prolongée dont elle se plaignait.

Les difficultés électorales naissaient ; le Gouvernement de 1871 essayait de saper l'édifice construit par celui de 1870. Après avoir adopté un moyen terme, il laissait aux Israélites d'Algérie leur situation acquise, que ceux-ci conservaient sans discussion sérieuse, sinon sans quelques reproches successifs, pendant de longues années, au bout

desquelles un mouvement rétrograde se manifestait, aboutissant à des troubles et à des propositions d'abrogation.

Après avoir examiné si, en fait, les griefs relevés contre le décret du 24 octobre 1870 étaient fondés ou non, nous avons dû conclure à l'impossibilité de l'adoption des projets d'abolition déposés.

D'ailleurs, si la situation juridique des Israélites nous paraissait avoir été réglée assez nettement par le décret du 24 octobre 1870, nous avons constaté que des indécisions graves subsistaient, sur la nature et les effets électoraux et administratifs de ce décret du 7 octobre 1871, complément du premier.

Il nous faut maintenant conclure.

Quel jugement devons-nous porter sur le décret du 24 octobre 1870 ? A-t-il été un acte d'habile politique ? N'a-t-il pas au contraire constitué une véritable faute ?

Tout d'abord, il est un point qu'il faut mettre de côté, car il est hors de discussion. En assimilant les Juifs algériens à l'ensemble de notre droit civil, le décret Crémieux a fait œuvre de bonne et sage législation, qui a eu pour résultat de mettre fin aux inextricables difficultés, source d'un grand nombre de procès, qui étaient causées par le manque de précision des textes législatifs relatifs au domaine respectif de la loi française et de la loi mosaïque.

C'est donc une constatation que nous mettrons à profit : il est avéré que les Juifs algériens sont aptes à suivre toutes les règles de nos Codes, tant au point de vue civil qu'au point de vue pénal.

C'est donc le côté politique de la réforme qu'il faut envisager, spécialement, le droit électoral.

A cet égard, on peut apprécier contradictoirement le décret Crémieux.

Si on ne voulait observer que l'extérieur des événements qui se sont produits en Algérie depuis 1870, on serait amené à conclure que Crémieux a commis une faute grave.

Faute vis-à-vis des colons et des Musulmans, car un nouvel élément de discorde a été fourni à la colonie, s'ajoutant à ceux existant déjà; un élément d'ailleurs particulièrement irritant, parce qu'il met en jeu, quoi qu'on en veuille dire, les différences religieuses, les querelles de croyances, les plus dangereuses de toutes. Dans ce territoire, où se touchent, sans se mêler, plusieurs cultes également vivaces, il n'était pas bon de susciter, même indirectement, des jalousies et des haines confessionnelles.

Faute vis-à-vis des Juifs eux-mêmes : jusqu'en 1870, ils avaient eu la chance d'être indemnes des violences de la polémique, des discussions orageuses des partis. Leur sécurité personnelle, la stabilité dans leurs biens, était assurée par l'administration, l'armée et la justice françaises, avec une énergie et une impartialité impeccables. Depuis le décret Crémieux, qu'avons-nous aperçu ? Des injures sans cesse renouvelées contre les indigènes israélites, une sorte de haine profonde et inattendue groupant contre eux les diverses classes de la société algérienne.

Au lieu des avantages qu'aurait dû leur procurer l'abandon de leur statut personnel, ils n'ont trouvé que déconsidération et insécurité.

Mais ces critiques ne sont exactes qu'en apparence. Y a-t-il un lien de cause à effet entre, d'une part, l'acte émancipant la race juive en Algérie, et, de l'autre, le trou-

ble dont on se plaint à juste titre ? Nous ne le pensons pas. La même erreur s'est produite, pour l'insurrection des Arabes de 1871. Beaucoup ont cru que, venant après le décret, elle était causée par lui. Rien n'était plus faux.

Tous les faits qui se sont produits en Algérie ou ailleurs, démontrent au contraire que, même non électeurs, les Juifs auraient vu surgir contre eux les mêmes ennemis.

De même, ne serait-ce pas diminuer singulièrement la portée du mouvement antijuif d'Algérie que d'y voir une simple mésintelligence électorale ? En quoi le fait d'être ou non électeurs aurait-il permis à une population de dépouiller la race arabe, de pratiquer l'usure d'une manière révoltante, de se servir des liquidations judiciaires comme d'un moyen sûr pour tromper ses créanciers ? Nous retrouvons ici le même argument que nous avons aperçu, en critiquant toutes les propositions d'abrogations que l'état des esprits en Algérie a suggérées dans ces dernières années. Il n'y a pas de connexité entre l'acte qui donne ou qui retire à un individu quelconque la capacité électorale et la puissance anti-sociale de ce même individu.

Ainsi, un dilemme s'impose : ou l'agitation contre les Juifs a une cause électorale pure et simple, et elle est injuste en droit ; ou elle a une cause sociale et économique, et elle est également injuste, en fait.

Si la rancune antijuive, en effet, n'est produite que par le simple souci de leur enlever le bulletin de vote, n'est-ce pas là une prétention singulièrement abusive ? C'est la première fois, selon nous, qu'un parti politique essaierait d'user de sa majorité, pour dépouiller la minorité du droit de manifester son opinion. Il n'est jamais venu à l'idée d'aucun gouvernement au pouvoir de tenter pareille vio-

lation du droit public. La marche générale des législations, en la matière, tend plutôt vers la reconnaissance, la sanction de ces droits des minorités, par les diverses lois organisant la représentation personnelle.

Si le mouvement anti-juif a des causes économiques et sociales, il est injuste d'abord, parce que les griefs portés contre les intéressés sont exagérés ou faux, et, ensuite, parce que la conclusion qu'on lui donne, la suppression du droit de suffrage, n'aurait pas de rapports avec les prémisses posées.

Nous croyons que les accusations dont sont l'objet les Juifs d'Algérie sont ou exagérées ou fausses.

Certes, nous ne méconnaissions pas que les Juifs ne méritent, en Algérie, certaines critiques ; on les aperçoit vivant d'une existence un peu isolée du reste de la population, avec, çà et là, quelques défauts d'insolence, d'orgueil et d'amour excessif du luxe, dans les hautes classes, de rapacité dans les basses. Encore ne doit-on voir là que des phénomènes à peu près identiques à ceux qui se produisent dans toutes les sociétés actuelles.

Mais si ces défauts peuvent expliquer des sentiments intimes de mépris ou de haine, ils ne pourraient évidemment pas avoir causé un mouvement général d'opinion. Ce qui a pu le faire, c'est la croyance où a été conduite une partie de la population algérienne que les Juifs, maîtres des élections, occupaient une place de faveur dans l'administration, et que, de l'autre, ils profitaient de leurs richesses pour s'adonner à l'usure, pour constituer une ploutocratie ayant contribué à ruiner les Arabes et les colons, pour enfin s'enrichir par des procédés commerciaux malhonnêtes.

Nous avons vu (chapitre IV) ce qu'il fallait penser du premier grief.

Les autres sont-ils mieux fondés ?

L'usure est le grand argument employé contre les Juifs. Il est certain qu'un certain nombre des Juifs se livrent à cette industrie malhonnête, mais ce qui est avéré aussi, c'est qu'ils n'en ont nullement le monopole. M. Mauguin, à l'enquête sénatoriale de 1891, rappelait un dicton courant : « Il faut 17 Juifs pour tromper un Kabyle (1). »

« Les Kabyles pratiquent l'usure », dit M. Villot (2).

« Les Juifs ne sont pas seuls à pratiquer l'usure », reconnaissait à la Chambre M. Samary (3). En réalité, l'usure constitue un mal général, une véritable calamité publique, qui est utilisée par toutes les classes de la population. Certains établissements de crédit eux-mêmes s'en rendent coupables ; les indigènes, en tous cas, particulièrement les Kabyles et les Mozabites, font preuve en la matière d'une insolence particulière (4). Rien ne permet d'attribuer aux Juifs algériens une spécialité dans l'art de faire produire à l'argent des bénéfices exagérés et illucites (5).

Est-il exact de dire que les Juifs aient accaparé une trop

(1) Enquête sénatoriale. Déposition des témoins, p. 207.

(2) *Mœurs et coutumes des Indigènes de l'Algérie*, p. 352. Séance du 19 février 1898. — Toutes les dépositions recueillies en 1891 par la commission sénatoriale d'enquête sont dans le même sens.

(3) *Ibidem*, discours de M. Barthou, ministre de l'Intérieur.

(4) D'ailleurs la législation, organisant la liberté conventionnelle des prêts (ord., 7 décembre 1835) était singulièrement imprudente. Aujourd'hui les articles 60 à 63 de la loi des finances de 1898, ont rendu applicable en Algérie la loi de 1860 sur l'usure, et ont fixé à 8 0/0 le maximum de l'intérêt conventionnel aussi bien en matière commerciale qu'en matière civile.

(5) V. Discours de M. Morinaud à la Chambre des Députés, 18 mai 1899. *Journal officiel*, 1899, p. 1422.

grande partie de la fortune publique en Algérie ? Nous ne le pensons pas non plus. Le nombre des indigents juifs est au contraire considérable, et nous ne croyons pas qu'on puisse en fournir une explication suffisante, en disant, avec un magistrat municipal (1), que c'est « parce qu'ils ne veulent pas travailler ». La vérité est que, s'il y a quelques grosses fortunes juives en Algérie, il s'y trouve une masse de travailleurs, de prolétaires, réduits pour vivre à subir les conditions les plus rigoureuses de salaire. Dans un article, M. Louis Durieu a établi le fait, en se basant sur des documents officiels (2). « Comment peut-on encore parler de ploutocratie, dit-il ; quand il suffit même au touriste le plus pressé, de parcourir rapidement les quartiers juifs des plus grandes villes de l'Algérie pour avoir sous les yeux le spectacle de la plus inconcevable misère... A Constantine, sur 1.249 ménages israélites, on en trouve 23 qui habitent une maison en totalité, 877 qui n'occupent qu'une seule chambre dans des maisons à plusieurs locataires. Parmi ces derniers, 717 occupent une seule chambre recevant le jour par la porte seulement ; comme chaque ménage pauvre comprend en moyenne six personnes, on peut fixer à 2 mètres carrés cinquante la superficie occupée par personne.

« A Oran, où, en comparaison avec les gourbis de Constantine, les prolétaires israélites habitent des palais, il faut reconnaître qu'il y a dans le ghetto, deux ou trois rues qui méritent ce nom ; le reste n'est qu'un réseau de ruelles infectes où s'ouvrent des caves noires, sortes de boyaux conduisant à des cubes jaunâtres aux parois gris-

(1) V. *Le Prolétariat juif en Algérie*, par Louis Durieu, extrait du numéro 173 de la *Revue socialiste*.

(2) *Loc. cit.*, p. 4.

seuses et où 400 ménages sur 1.960 occupent une superficie de 3 mètres carrés cinquante par personne (1). »

Et plus loin, l'auteur, résumant les statistiques par lui dressées, ajoute ces chiffres intéressants :

« En ne tenant compte ni des employés de commerce
« ni de la foule des petits épiciers (gros commerçants
« exploitant une boutique de 5 mètres carrés, achalandés
« d'un stock varié de 200 francs de marchandises) et pour
« classer uniquement les colporteurs et ouvriers manuels,
« on voit, à la lecture du tableau précédent, que sur une
« population totale de 53.000 individus il y a 41.284 pro-
« létaires : voilà une ploutocratie singulièrement redou-
« table et d'un ordre vraiment original ! La même plou-
« tocratie compte 6.284 ouvriers et colporteurs et 1.963
« ouvrières. Or, en se reportant aux données fournies par
« la statistique générale (dénombrement de 1891) on
« trouve pour la colonie tout entière, en comptant Arabes,
« étrangers, Français et naturalisés, 28.387 ouvriers des
« industries textile, extractive, métallurgique, des objets
« en métal, du cuir, du bois, du bâtiment, de l'éclairage,
« de l'ameublement, de l'habillement et de la toilette, de
« l'alimentation, de luxe, de l'État, des industries céra-
« miques et relatives aux sciences, lettres et arts, sur une
« population de 4.077.273 individus. On y relève dans les
« mêmes conditions 7.833 ouvrières. Sans doute, il y a en
« Algérie 237.510 ouvriers agricoles ; mais il n'en reste
« pas moins que la classe ouvrière est de beaucoup, pro-
« portionnellement au reste de la population, plus nom-
« breuse chez les Israélites que dans toutes les autres
« catégories d'habitants (2). »

(1) *Op.cit.*, p. 6.

(2) *Op.cit.*, p. 8.

Les métiers exercés par cette masse ouvrière sont des plus variés : la plupart sont bijoutiers, cordonniers, ferblantiers, journaliers et tailleurs (1).

On ne peut donc sérieusement prétendre à une supériorité générale de richesse parmi les Juifs d'Algérie. Tous ceux qui ont étudié le pays peuvent au contraire attester combien la charité, exercée par les Consistoires, les sociétés de prévoyance, et les bureaux de bienfaisance, ceux-ci dans une limite très restreinte, doit intervenir souvent pour soulager un nombre considérable de misères juives (2).

S'il y a donc des Juifs riches, il y en a aussi beaucoup, et dans une proportion plus que normale, de pauvres. Quoi de particulier à cette population ? Les Juifs d'Algérie ne rentrent-ils pas encore par là dans les conditions économiques générales de la société d'aujourd'hui ?

M. Jaurès, dans son discours à la Chambre des députés (3), a reproché vivement aux Juifs d'avoir coopéré activement à la transformation de l'ancienne société arabe, en participant au morcellement des terres, en provoquant des licitations ruineuses.

Nous sommes persuadé que ce reproche ne vise pas les Juifs soumis aux rudes conditions que nous venons de rappeler. Il veut atteindre, dans sa généralité, les Juifs riches. Sans que nous veuillions nous demander si c'est comme « Juifs » ou comme « riches » qu'ils auraient agi, nous pouvons constater qu'aucun document ne permet d'attribuer une part plus marquée à l'élément juif qu'aux

(1) P. 10.

(2) D'après M. Durieu, il y aurait en Algérie 24.878 indigents juifs (année 1899), *op. cit.*, p. 18. Il est certain que ce chiffre, s'il n'est pas rigoureusement exact, n'est pas sensiblement exagéré.

(3) Séance du 19 février 1898.

autres éléments algériens dans les réelles transformations qu'a subies la propriété arabe, à la suite de la loi du 26 juillet 1873, et de celle du 28 avril 1887. Si on peut affirmer, avec M. Barthou, que des Israélites « ont commis des déprédations et se sont servis de la loi de 1873 pour exploiter et exproprier les indigènes », on peut dire aussi que ça été un fait général, que des mesures, générales également, déjà prises ou à prendre, doivent réprimer ou prévenir (1). Les statistiques officielles ne permettent pas de laisser les Juifs supporter le poids total de ces méfaits qu'on aurait dû s'attacher à rendre impossibles.

Est-il exact de dire que les Juifs pratiquent déloyalement le commerce ? M. Bussière, avocat général à Alger, s'est expliqué sur ce point d'une manière assez nette (2) :

« Les comptes criminels comprennent, sous la même « rubrique, les Français et les Israélites. Il devait en être « ainsi, les Israélites étant, en Algérie, depuis 1870, citoyens « français. Cependant les Israélites ont leur criminalité « propre qu'il n'est pas sans intérêt de noter. Je le fais sans « esprit de parti, en homme qu'aucune passion religieuse « n'anime et que les querelles de races laissent fort indiffé- « rent. Pendant l'année 1894, les 47.564 Israélites vivant en « Algérie n'ont commis aucun attentat à la vie humaine. « Je ne trouve à leur charge que 10 condamnations crimi- « nelles : 3 pour vol qualifié ou pour complicité de ce « crime, 3 pour faux, 4 pour banqueroute frauduleuse. « L'Israélite a le goût et le génie du commerce : autrefois « il était négociant par nécessité, aujourd'hui il l'est par

(1) Séance du 15 mai 1899. Chambre des députés, *Journal officiel*, 1899, p. 1375.

(2) Audience de rentrée de la Cour d'Alger (1^{er} octobre 1895). *Loc. cit.*, *suprà*, p. 83.

« tradition et par une sorte de prédisposition héréditaire.
« Aussi, ses crimes et ses délits sont-ils presque toujours
« des opérations commerciales d'un caractère illicite ; il
« ne commet guère que des infractions lucratives. Pour
« quelques négociants israélites, la limite qui sépare l'ha-
« bileté commerciale de l'improbité est incertaine et de la
« fraude ne commence guère qu'au moment où l'on est
« pris. Les délits qu'ils commettent le plus fréquemment
« sont la tromperie sur le poids ou sur la nature de la
« chose vendue, la complicité de vol par recel et la ban-
« queroute. Un mot sur ce dernier délit : il est des négo-
« ciants israélites très honorables, très scrupuleux ; mais
« il en est d'autres qui voient dans la faillite un mode nor-
« mal d'extinction de leurs obligations. Ils se font expédier
« des marchandises de France, les vendent à perte, afin
« de s'en défaire plus rapidement ; et, lorsque sonne
« l'heure du paiement, ils déposent leur bilan et se tien-
« nent pour libérés. L'actif a disparu ; et il est impossible
« de savoir ce qu'il est devenu ; car une comptabilité en
« langue hébraïque qu'aucun syndic n'est en état de dé-
« brouiller, répand sur les opérations du failli une savante
« et impénétrable obscurité. Ces abus qui ont motivé bien
« des plaintes provoqueraient à la longue, contre tout le
« commerce algérien, une véritable mise à l'index : il est
« nécessaire que les tribunaux de commerce et les tribu-
« naux de répression unissent leurs efforts pour ramener
« la sécurité et la confiance sur les marchés de la colo-
« nie (1). »

Nous estimons, avec M. Bussière, que ces pratiques sont néfastes, mais le point intéressant à élucider n'a pas été

(1) *Loc. cit.*, p. 16 et 17.

fourni par lui ; ce qui vaut d'être noté, ce n'est pas que certains Juifs se servent ou non de la faillite comme d'un moyen de s'enrichir, ce qui paraît établi ; c'est dans quelle proportion les Juifs, en général, usent de ce procédé. C'est ce que ne nous dit pas M. Bussière, qui cependant ajoute :

« Ces criminalités réunies ne forment qu'une assez faible partie de la criminalité algérienne (à peine 9 0/0).
« Le bloc le plus considérable appartient aux Arabes (1). »

Si la criminalité juive est proportionnellement très peu considérable en Algérie, d'après M. Bussière, c'est donc que les Israélites n'ont pas, proportionnellement du moins, une tendance particulière à la banqueroute. Les documents émanés du gouvernement général de l'Algérie, cités par M. Gustave Rouanet à la Chambre des députés, sont aussi probants, en ce qui concerne les faillites :

« M. le Gouverneur général m'a envoyé, non pas tout
« ce que j'avais demandé, mais quelques chiffres sur les
« faillites en Algérie. J'appelle sur ces chiffres l'attention
« de la Chambre et j'espère qu'elle les trouvera topiques.

« On compte en Algérie 31.128 commerçants ; les Juifs
« entrent dans ce nombre pour 5.385 et les Français pour
« 14.400. Voyons quelle est la part de chacun de ces éléments dans les faillites.

« Je vous prie, Messieurs, de remarquer que les renseignements que m'a donnés M. le Gouverneur général
« s'étendent sur la période de 1894 à 1898 ; c'est la période pendant laquelle l'antisémitisme a pris la forme
« violente et barbare qu'on lui voit actuellement, pendant

(1) *Ibidem*, p. 17. Cependant, M. Bussière reconnaissait que, dans le cours de l'année 1894, les 47.564 Israélites n'avaient fourni que 10 condamnations criminelles. On ne saurait prétendre qu'il y ait là une proportion exagérée.

« laquelle on a mis à sac les boutiques et pillé les magasins. J'ai là de nombreux rapports de liquidateurs, d'experts près les tribunaux de commerce d'Alger et d'ailleurs, constatant que, avant cette période, les affaires des Juifs prospéraient, mais qu'à la suite des pillages, des boycottages, des excès et sévices de toutes sortes commis contre eux, leur commerce a décliné, qu'ils ont été obligés de déposer leur bilan. C'est donc une période très mauvaise pour ces malheureux. Quelle est donc la part des Juifs dans ces faillites algériennes ?

« Il y a eu 347 faillites d'Israélites et 998 faillites de Français. Autrement dit, le chiffre des faillites, par rapport au nombre des patentés, est, dans le premier cas de 6.44 0/0, dans le second de 6.88 0/0, c'est-à-dire que, sur 100 patentés Juifs, il y a moins de faillites que sur 100 patentés Français.

« Oh ! j'entends bien, j'entends d'ici M. Marchal dire : « Oui ! mais que rendent-elles ces faillites ? Dans la faillite du Juif, il reste zéro ».

« Eh bien, non, voici les dividendes donnés par ces faillites ; et je remercie M. le Gouverneur général de m'avoir fourni ces renseignements. Vous allez voir ce qu'il faut croire du roman de la faillite juive, des accusations odieuses portées à cette tribune contre une catégorie de commerçants indispensables en ce moment à l'Algérie et qui sont, ne l'oubliez pas, les intermédiaires naturels entre le centre de l'Afrique, le nord de la colonie et la France elle-même.

« M. EUGÈNE FOURNIÈRE. — Ils ont été les ravitailleurs de l'armée française pendant la conquête.

« M. GUSTAVE ROUANET. — Les faillites françaises rendent 13.50 0/0 ; combien rendent les faillites juives ?

« 16.50 0/0. Les faillites juives rendent donc plus à leurs créanciers que les faillites françaises (1). »

Ces chiffres n'ont pas été contestés par M. le Gouverneur général de l'Algérie.

Ces divers griefs écartés, ou réduits à leur juste proportion, que devons-nous donc conclure ? C'est que la population juive d'Algérie, vue dans son ensemble et avec impartialité, n'est ni meilleure ni pire que les autres populations de là-bas. Elle contient de bons éléments, auxquels il serait inique d'appliquer des mesures de prescription, et de mauvais éléments, dont la surveillance peut être laissée sans inconvénients à l'action de la juridiction répressive, aux termes du droit commun. « Toute nation, a dit Nietzsche, tout homme a des traits déplaisants, même dangereux : c'est barbarie de vouloir que le Juif fasse une exception (2). »

Est-ce qu'alors, c'est l'accroissement inquiétant de cette race qui expliquera la campagne menée contre elle ? Si cela était, l'inquiétude devrait se porter bien plutôt sur l'accroissement de la population indigène musulmane, dont le chiffre a plus que doublé, dans ces vingt dernières années, tandis que celui des Juifs montait dans une proportion toute normale (3).

On se perdrait donc en conjectures sur les causes du mouvement anti-juif d'Algérie, si l'on n'avait, pour l'expliquer, une raison qui elle-même se passe d'explications :

(1) Chambre des Députés, séance du 19 mai 1899, p. 1445.

(2) « Humain, trop Humain », traduction Desrousseaux, p. 409.

(3) Les Musulmans ont passé de 1.300.000 habitants environ, à 3.777.000. Les Juifs, 36.000 environ en 1870, sont au nombre de 48.000 actuellement (V. Discours de M. Morinaud, 18 mai 1899). En sens contraire Proposition d'abrogation de Février 1898.

la haine, la haine à la fois religieuse et économique, la haine dans le présent suite de la haine dans le passé, la haine du Juif, transmise de génération en génération.

C'est la haine qui a causé, sans pouvoir les excuser, les procédés employés contre les Israélites de l'Algérie, les violences contre les personnes, les systèmes de mise à l'index, de « boycottage » contre les humbles et les ouvriers israélites, incapables de se défendre. Haine latente, qui, utilisée pour des intérêts électoraux, a trouvé une interprète trop complaisante dans la presse.

La presse a beaucoup contribué à donner à l'Algérie cette allure batailleuse, faite de nervosités et de caprices, qu'elle a toujours eue, et qui, à ne la considérer que de loin, sans songer à ce que cette colonie admirable compte de ressources de travail et de bonnes volontés, ferait craindre pour elle une destinée malheureuse. « La presse algérienne, a dit M. Villot, pénètre partout ; elle développe tous les germes mauvais de jalousie et de convoitise. La presse a abâtardi l'Algérie, c'est un pays qui finira par la haine (1). »

Avec la presse, des convoitises commerciales aigries ; l'invasion de la colonie par des immigrants étrangers (2), Espagnols à l'Ouest, Maltais au Centre, Italiens à l'Est ; la naturalisation automatique résultant de la loi de 1889 appliquée à l'Algérie, l'esprit français se détruisant au point que la langue espagnole et la langue italienne arrivent à lutter sans trop de désavantage avec la nôtre (3) : toutes ces

(1) Enquête de l'Assemblée. Rapp. Sicotière, II, p. 109. V. d'Haussonville, *La colonisation officielle en Algérie*, p. 11.

(2) Il est reconnu aujourd'hui par les plus sérieux adversaires des Israélites en Algérie, que la question des étrangers est aussi grave que celle des Juifs.

(3) Sur la question des naturalisés, les débats à la Chambre des députés

causes ont contribué à amener cet état de crise qui paraît heureusement en voie d'accalmie aujourd'hui.

Mais elles ne pourront pas arriver à faire admettre la nécessité de revenir tout d'un coup de trente années en arrière. Elles n'ont pas établi que les Israélites méritassent en bloc d'être traités comme des citoyens *minuto jure*, soumis à toutes les exigences de notre législation, au point de vue de la situation privée, des impôts et du service militaire, et inaptes cependant à l'exercice du droit de suffrage.

Une conception si contraire à la doctrine républicaine ne saurait avoir l'approbation de ceux qui désirent au contraire l'application intégrale de celle-ci.

Est-ce à dire que nous ne soyons pas partisans de réformes sérieuses et profondes ? Bien au contraire. C'est précisément parce que la métropole a refusé à l'Algérie certaines réformes, que les colons, souffrant de maux dont ils ne connaissaient pas suffisamment les causes, s'en sont pris aux Israélites, boucs émissaires bien innocents des souffrances communes : ainsi, au moyen âge, les habitants des contrées où régnaient la peste ou le typhus, massacraient les Juifs et les lépreux.

Doter l'Algérie d'une personnalité civile et financière, avec un sage contrôle réservé à l'administration de la métropole ; renforcer encore les pouvoirs du gouverneur général, et donner à l'autorité centrale seule les pouvoirs de police que la loi de 1884 a trop prématurément confiés aux municipalités : voilà, pour le moment, les deux plus urgentes mesures à prendre au point de vue de la politique générale.

(mai 1899). En particulier, discours Morinaud et Gustave Rouanet, V. aussi le *Péril étranger*, par M. Lenormand, Paris, 1899.

Il faut aussi rétablir la paix morale dans l'Algérie (1). Pour cela, il faudra éviter de prendre toutes mesures touchant aux droits acquis, bouleversements d'aujourd'hui préluant à d'inévitables bouleversements de demain ; il faudra assurer la pleine et entière prédominance de l'esprit français sur l'esprit étranger : voilà les principes à suivre. Dans l'application, laisser stables et inattaqués les statuts reconnus, repousser tout projet tendant, soit à abroger le décret Crémieux, soit à empêcher l'application aux étrangers de la loi de 1889 : mais, veiller à l'exécution stricte des décrets de 1870 et de 1871, comme nous les avons définis plus haut ; pour éviter certains scandales, tenir la main à une exécution rigoureuse de la loi du 13 avril 1898, attaquer le mal de l'usure par tous les moyens, par l'organisation plus sérieuse du crédit agricole, des sociétés d'assistance et de prévoyance ; pour éviter bien des ruines, étudier la possibilité de constituer à chaque famille arabe un patrimoine foncier inaliénable (*homestead*) ; d'un autre côté, lutter pour la diffusion de notre langue et de nos institutions ; interdire la publication de journaux étrangers ; appliquer dans sa plénitude d'effets la loi militaire de 1889, soit aux Israélites, soit aux étrangers naturalisés comme aux Français d'origine, c'est-à-dire le service de trois années, qui serait accompli en France ; répandre à profusion l'instruction française ; exiger de la part des professeurs français l'abstention absolue de la politique militante : toutes mesures destinées à renforcer l'action de l'âme française dans la colonie. Point de mesures de ri-

(1) Bien entendu, le premier moyen à employer est d'assurer la paix matérielle : on a pu, trop souvent, reprocher quelque mollesse aux autorités judiciaire et administrative pour le maintien de l'ordre. Il convient d'assurer en Algérie l'application, rigoureuse mais impartiale, de toutes nos lois républicaines.

gueur, ni de moyens restrictifs contraires à la liberté républicaine ; mais une série d'actes administratifs destinés à nous assimiler entièrement la population nouvelle d'Algérie.

Pour donner à cette politique d'assimilation morale — et non point administrative — toute sa valeur et son extension, pourrions-nous aller jusqu'à naturaliser les Musulmans de l'Algérie ? Des projets ont été déposés en ce sens (1), et M. Jaurès a préconisé à la Chambre des députés des mesures progressives de cette nature (2). Nous voudrions espérer que de telles intentions puissent être réalisées sans encombre. Mais nous partageons sur ce point le scepticisme de M. Planiol (3) et les craintes de M. Emmanuel Besson : « Contre la naturalisation en masse, tous nos sujets algériens protesteraient avec la dernière énergie, parce qu'elle les astreindrait au service militaire et, surtout parce qu'elle leur enlèverait leur statut personnel » (4) ; mais il nous paraît qu'on pourrait hâter leur admission dans notre système civil et politique, en ordonnant, d'une part, la rédaction officielle des lois et coutumes musulmanes (5), et, de l'autre, en constituant, s'il y a lieu, un corps consultatif, élu par les indigènes, et ayant pour but de faire connaître au gouvernement de l'Algérie les vœux des populations non françaises (6).

(1) Proposition Michelin et Gaulier, 15 juin 1887. Proposition Martineau, 21 juillet 1890.

(2) Séance du 19 février 1898.

(3) Rapport sur le prix Rossi, 1893.

(4) *Législation civile de l'Algérie*, Paris, 1894, p. 339. M. Burdeau, dans son rapport sur le budget de 1892 exprime la même opinion (*Revue algérienne*, 1892, 3, 7, p. 95) : les témoins entendus dans l'enquête sénatoriale de 1891 également.

(5) Opinion de M. Estoublon citée par M. Besson, *op. cit.*, p. 391.

(6) Nous admettrions sans difficulté l'extension des pouvoirs des déléga-

Toutes ces réformes peuvent être accomplies sans fracas, sans troubler la tranquillité morale et matérielle de la colonie.

Et c'est de tranquillité, de paix, de travail qu'a surtout besoin l'Algérie. Ce qui pourra les lui donner, ce n'est pas l'excès des discussions politiques (1), ni le développement de la haine sous toutes ces formes, haine de races, dans ce pays où tant de races vivent côte à côte, haine de religion dans cette contrée où tant de cultes coexistent, haines sociales, dans ce peuple aux conditions âpres et changeantes. Si le sentiment de la haine ne peut pas se combattre, il est inadmissible de prétendre le vouloir transporter dans le domaine de la politique. La haine explique tout, et ne légitime rien. Une société ne peut pas s'appuyer sur des jalousies et des défiances ; une société subsiste précisément par un accord de tout ce qui peut réunir les hommes et par un oubli de tout ce qui les divise.

La tolérance doit donc être appliquée par tous sur la terre d'Afrique, surtout si l'on y veut fonder une société démocratique, digne fille de la nôtre. « L'intolérance n'est bonne à aucune société humaine ; elle est particulièrement antipathique à la démocratie où la vie commune est une nécessité (2). »

Il le faut surtout, si l'on veut réaliser le rêve magnifique de Prévost-Paradol, et faire de l'Algérie la clé de ce vaste

tions financières. Remarquons en passant que l'institution même de ces corps élus marque un point d'arrêt dans la politique d'assimilation à outrance des Musulmans.

(1) M. Jonnart, dans un Rapport à la Chambre, sur le budget de l'Algérie, s'est plaint de cette exagération de « politicianisme » qui ravage l'Algérie. Puisse le nouveau gouverneur général de l'Algérie faire prévaloir l'opinion du rapporteur de la Chambre.

(2) Vacherot, *Les conditions morales de la démocratie*, Paris, 1860, p. 72.

empire africain qui serait moins notre conquête que l'élargissement de notre République.

Dans cette société démocratique nouvelle, les Juifs ont pris leur place, grâce au décret Crémieux qu'il faut pleinement approuver : parce que, en les admettant dans la cité française, il reconnaissait et sanctionnait le *droit à la nationalité française* qu'ils ont acquis par leur loyalisme et par leur entière soumission à nos lois civiles et politiques (1), parce qu'aussi il était *conforme à la seule politique coloniale* digne du génie de la France, l'agrégation d'âmes nouvelles à notre civilisation.

On ne peut songer à restreindre ni à abolir cette situation acquise.

Ils sont dans le passé, les temps où, dans le sein de la patrie, des Français opprimaient d'autres Français qui ne s'inclinaient pas devant le même Dieu ; et l'avenir va vers des temps où les hommes, unis dans le même amour de l'humanité et de la Nation, ne se distingueront plus que par des différences de valeur individuelle.

Ernest Renan a dit : « Quand l'Assemblée nationale de 1791 décréta l'émancipation des Juifs, elle estima que les hommes devaient être jugés, non par le sang qui coule dans leurs veines, mais par leur valeur morale et intellectuelle. C'est la gloire de la France de prendre ces questions par le côté humain. L'œuvre du XIX^e siècle est d'a-

(1) Chacun reconnaît que les Juifs d'Algérie peuvent sans inconvénient s'adapter à toutes les dispositions de nos lois, soit de procédure, soit purement civiles, soit économiques, soit militaires. N'est-ce pas là une attestation absolue de leur profonde francisation ? (Dans ce sens, Proposition d'abrogation de février 1899).

battre les ghettos, et je ne fais pas mon compliment à ceux qui, ailleurs, cherchent à les relever (1). »

(1) Ernest Renan, *Le Judaïsme comme race et comme religion*, Paris, 1883, p. 24.

Vu :

Le Président de la thèse,
ESTOUBLON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I ^{er} . — Les Juifs et l'Algérie au moment de la conquête.	19
CHAPITRE II. — Période d'assimilation intellectuelle et législative (1830-1870).	53
CHAPITRE III. — La naturalisation collective (1870)	149
CHAPITRE IV. — Effets politiques du décret (1870-1900).	222
A. — Griefs contre le décret	225
B. — Griefs contre les Israélites	260
C. — Propositions d'abrogation : critique.	271
CHAPITRE V. — Examen juridique du décret.	292
I. — Sphère d'application.	293
II. — Effets du décret quant à la situation civile des Israélites algériens	330
III. — Effets du décret quant au droit public.	333
a) Lois fiscales.	333
b) Electorat.	340
CONCLUSION.	363

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
